

FRANCE

Une enquête sur les renseignements généraux
(Page 20)

POLOGNE

Le 40^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie
(Page 2)

THAILANDE

L'art du putsch
(Page 4)

U.R.S.S.

Un faux touriste à Moscou
(Page 5)

SPORTS

La guerre des fabricants de pneumatiques
(Page 20)

Dans «le Monde Dimanche» quatre pages de radio et de télévision



Les hôpitaux universitaires s'enfoncent dans la grève

M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, vient d'écrire aux internes et chefs de clinique pour les inviter à continuer la concertation avec les pouvoirs publics. Mais aucun rendez-vous n'était fixé samedi 16 avril. Le dialogue prôné par le gouvernement est en fait au point zéro et les hôpitaux universitaires s'enfoncent dans la grève.

Le 15 avril aura été, dans le conflit qui oppose les chefs de clinique et internes des centres hospitalo-universitaires aux pouvoirs publics, la journée d'un double appel à l'opinion, placée par le gouvernement comme par les grévistes, en position d'arbitre.

Appel à l'opinion d'abord de la part du gouvernement. MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, ont en effet, sous la présidence de M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, détaillé la position des pouvoirs publics dans ce conflit.

M. Christian GOUX invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde »

M. Christian Goux, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, sera l'invité du « Grand Jury R.T.L. - le Monde » le dimanche 17 avril de 18 h 15 à 19 h 30. Le député socialiste du Var répondra aux questions d'André Pastoret et de Philippe Labadie, du Monde, de Gilles Leclerc et de Christian Monnet, de R.T.L., le dimanche étant dirigé par Alexandre Baubert.

Appel des grévistes, quelques heures plus tard, qui ont réagi aux propos ministériels et annoncé qu'ils estimaient insuffisantes les ouvertures du gouvernement. Leur mouvement par conséquent continue, ont-ils déclaré, soulignant qu'ils estimaient particulièrement intransigeante la position de M. Savary.

Les cercles politiques commencent à réagir au durcissement du conflit, ainsi que les milieux syndicaux. Les grévistes reçoivent en outre des signes de soutien de la part de la hiérarchie hospitalo-universitaire, mais chacun est bien conscient des risques considérables que fait prendre la prolongation d'un tel mouvement à l'institution hospitalière et, a fortiori, aux malades.

Aucun nouveau rendez-vous, samedi 16 avril, n'était fixé entre les délégués des internes et des chefs de clinique et les pouvoirs publics. Seul élément nouveau : la lettre adressée à l'ensemble des grévistes (lire page 10) par M. Edmond Hervé.

Dans cette lettre, le secrétaire d'Etat à la santé, leur renouvelle les propositions qui leur ont été faites par le gouvernement.

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 10.)

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11887

4,60 F

DIMANCHE 17 - LUNDI 18 AVRIL 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

Washington met en garde le Nicaragua contre toute installation de missiles soviétiques

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qui était attendu lundi et mardi à Mexico pour une visite qui s'annonce importante en raison du regain de tension en Amérique centrale, a indiqué, vendredi 15 avril, dans un discours prononcé à Dallas (Texas), quelle est la préoccupation des Etats-Unis dans cette région du monde : citant une déclaration en date du 9 avril du ministre nicaraguayen de la défense, M. Humberto Ortega, M. Shultz a mis en garde le gouvernement sandiniste contre toute installation éventuelle au Nicaragua de missiles susceptibles d'atteindre le territoire américain.

M. Ortega avait indiqué que le Nicaragua « examinerait » une éventuelle proposition soviétique d'installer des missiles sur son sol et « prendrait sa propre décision ».

Le Nicaragua pose également à l'administration Reagan de délicats problèmes intérieurs, en raison notamment de l'attitude du

Congrès et d'une partie de l'opinion publique. M. Shultz, accompagné par le conseiller national de sécurité, M. William Clark, a dû fournir de longues explications à un membre démocrate de la Chambre des représentants, M. Edward Boland, qui a fait voter un amendement interdisant

toute aide américaine aux activités visant au renversement du régime sandiniste au Nicaragua. En tant que président de la commission de la Chambre sur les services de renseignement, M. Boland a accédé à de nombreux documents confidentiels qui lui permettent de vérifier, au moins partiellement, le bien-fondé des affirmations officielles.

Le président Reagan, face au scepticisme croissant du Congrès, entretenu par les révélations quotidiennes de la presse américaine sur le rôle joué par la C.I.A. aux côtés des ennemis de la révolution sandiniste, a dû une nouvelle fois monter lui-même au créneau. « Nous respectons complètement la loi », a-t-il déclaré, faisant allusion à l'amendement Boland. Un haut fonctionnaire américain a jugé bon, après cette intervention présidentielle, de préciser que le propos concernait également l'usage d'avions-radar AWACS qui surveilleraient toutes les activités aériennes du Nicaragua. La chaîne de télévision A.B.C. vient cependant de révéler que les renseignements obtenus par ces avions-radar étaient régulièrement transmis aux commandos antisandinistes et aux autorités salvadoriennes.

Un opposant des sandinistes expulsé du Mexique

Les opposants au régime de Managua tentent actuellement de rassembler leurs forces et de se faire mieux connaître. L'ancien héros de la lutte armée contre Somoza, le commandant Eden Pastora, qui s'est retourné contre ses anciens compagnons de lutte, vient de faire savoir qu'il était retourné « quelque part dans les montagnes » de son pays pour se battre. Dans un communiqué diffusé au Costa-Rica il a lancé vendredi un appel aux forces armées nicaraguayennes leur demandant de « retourner leurs armes ».

contre le régime sandiniste qui a selon lui « trahi notre peuple ». Il a lancé un « ultimatum » aux Cubains se trouvant actuellement au Nicaragua, leur demandant de quitter le pays « dans les quinze jours », faute de quoi ils seraient « expulsés ou tués ».

Ce communiqué a donné lieu à un imbroglio politico-diplomatique à Mexico. Il devait, en effet, être lu par M. Alfonso Robelo, un ancien membre de la junte sandiniste, devenu lui aussi un opposant irréductible au pouvoir en place à Managua. Mais ce dernier n'a pas pu tenir la conférence de presse prévue et, à la suite de pressions du ministre mexicain de l'intérieur, a dû quitter précipitamment Mexico. Les autorités mexicaines nient cependant qu'il ait été expulsé. Ces développements interviennent alors que le Mexique joue un rôle important dans la recherche d'une solution négociée aux différents conflits qui ensanglantent l'Amérique centrale.

Dans une lettre ouverte, rendue publique vendredi par l'ambassade du Nicaragua à Washington, sept écrivains de différentes nationalités ont, d'autre part, dénoncé la politique de l'administration Reagan qui est, selon eux, « entrée en guerre contre le peuple et le gouvernement du Nicaragua. C'est une guerre non déclarée, non autorisée par le Congrès, donc inconstitutionnelle », écrivent notamment le Colombien Gabriel Garcia Marquez (prix Nobel de littérature 1982), le Mexicain Carlos Fuentes, l'Argentin résident à Paris Julio Cortázar, les Allemands de l'ouest Günter Grass et Heinrich Böll (prix Nobel de littérature 1972), le Britannique Graham Greene et l'Américain William Styron.

(Voir pages 6 et 7 les articles consacrés à la tumultueuse « arrivée » de Washington.)

Le poète hongrois Gyula Illyes est mort

Le poète et écrivain hongrois Gyula Illyes, grand figure de la littérature hongroise, est mort vendredi 15 avril, dans sa maison sur la colline de Buda. Meurtant parfois les autorités hongroises dans l'embarras, qualifié de nationaliste et de « chauvin » par les Roumains pour ses prises de position en faveur des minorités hongroises, celui qu'on appelait affectueusement « le vieux » était respecté et devenu intouchable dans son pays. Il était âgé de quatre-vingts ans.

« J'obéis. Je méprise celui auquel j'obéis... »

Gyula Illyes était né à Racgors en Hongrie le 2 novembre 1902. Racgors était alors une poignée de fermes dans l'immensité de la puszta, c'est-à-dire de la steppe hongroise. Mais si la steppe russe est décharnée, la puszta, au contraire, est fertile. Ces cultures et ces élevages n'empêchaient pas la pauvreté. Elle fut la première école de l'enfant :

« Grand-mère se courbait vers chaque brindille dans le chemin... Nous étions pauvres à un tel point que nos regards étaient fixés au sol et le scrutait... »

Vinrent ensuite les études, incertaines bien entendu. Un événement majeur bouleversa tout : la Commune hongroise de 1919, à laquelle l'adolescent participa, un fusil d'infanterie hors d'usage à la main. La leçon de ces trois mois de Commune fut cependant décisive pour Illyes : il ne s'en guérit jamais. Il milita aussitôt dans les rangs de l'extrême gauche. Suspecté par la police, il se réfugia à Vienne, puis à Berlin, enfin dans le Paris des années folles.

De ce séjour dans la capitale française, Gyula Illyes, qui suit les cours des médiévistes de la Sorbonne et fait dix métiers d'occasion, laissera un témoignage : c'est un livre qui a pour titre les *Huns à Paris*, et qui, à ma connaissance, n'a pas été traduit : on y voit passer, dans un emportement plein d'humour, Tristan Tzara, Jean Cocteau, Pascal Pia, René Crevel, Georges Gabory et d'autres notables contemporains. C'est, pour ce jeune homme qui commence à écrire, l'apprentissage tourbillonnant de la modernité d'alors. Cinq ans plus tard, c'est le retour en Hongrie, où il va collaborer avec Tibor Dery et Lajos Kassak à la diffusion de la littérature d'avant-garde et du surréalisme, au sein

de la revue *Dokumentum*. Autre événement marquant : la rencontre d'Attila József, qui devait mourir bientôt. C'est dans ce creuset que se forme la poésie de Gyula Illyes, qui trouvera son accent dans le premier recueil du poète : *Terre lourde*, aussitôt salué par László Németh.

Cependant, Gyula Illyes, qui n'a pas oublié la puszta, ni les pauvres, entreprend d'unir les conquêtes nouvelles de la littérature à ses formes les plus aisément communicables. Unir le surréalisme aux enseignements de Peufé, le révolutionnaire-poète, lui semble idéal.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Obsession

Nous vivons dangereusement, sur un océan de chiffres fluctuants. Une décimale, en plus ou en moins, oriente nos humeurs. Mots après mots tombent les indices, après des semaines d'insupportable attente.

Il faudrait perfectionner le dispositif pour accroître le rythme de production de ces indices vitaux. Il doit être possible, en ce siècle technique, de fournir chaque soir aux Français, avant leur coucher, la variation du coût de la vie par rapport à la veille : « Aujourd'hui, l'inflation a été de 0,023 % ». Afin d'alimenter une obsession qui n'a pas, au rythme mensuel, l'intensité et la qualité nécessaires pour les décourager tout à fait.

BRUNO FRAPPAT.

Cartier

SANTOS DE CARTIER

ETANCHES AUTOMATIQUES QUARTZ

GARANTIE INTERNATIONALE CARTIER

Dates

RENDEZ-VOUS

- 18 avril. Liban : entrée en vigueur du service militaire obligatoire.
- Luxembourg : réunion des ministres des finances et des ministères de l'agriculture et des D.D.
- Thaïlande : élections générales anticipées.
- France : dîner-débat Simone Veil : Quel avenir pour l'Europe ?
- Mexique : visite de M. G. Shultz, secrétaire d'Etat américain (jusqu'au 19).
- 19 avril. Madrid : reprise de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.
- Pologne : 40^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie.
- France : réunion du comité central du P.C.F.
- 20 avril. Demi-finale retour coupe d'Europe de football.
- Londres : visite du premier ministre du Sri Lanka (jusqu'au 23).
- Suède : conférence internationale sur la Paix dans le monde (jusqu'au 24).
- 20-24 avril. Vienne : Coupe du monde de sauts d'obstacles.
- 21 avril. Bruxelles : audition de la Commission du Parlement européen sur les travaux de la conférence de Madrid.
- Paris : séminaire sur la R.F.A., perspectives politiques, économiques et conséquences pour la France.
- Bucarest : visite de M. Chrysos.
- Luxembourg : réunion des ministres de l'énergie.
- 23 avril. Islande : élections législatives.
- Belgrade : visite de M. Chrysos.
- Match France-Yougoslavie de football.
- 24 avril. Bolivie : élections générales.
- Autriche : élections générales.
- 23-24 avril. Congrès de la Ligue des droits de l'homme.
- 24 avril. Huitième de finale retour championnat de rugby.

19 AVRIL 1943 : L'INSURRECTION DU GHETTO DE VARSOVIE

« Les bandits juifs ouvrent un feu nourri... »

A la fin de 1942, après les exterminations massives dans les chambres à gaz de Treblinka déclinées le 22 juillet et poursuivies pendant deux mois, la population du ghetto de Varsovie s'est réduite de trois cent cinquante mille à cinquante mille personnes environ. La mentalité de ces survivants est complètement modifiée : ils ne se demandent plus quel sera leur sort ni en quoi consiste un « transfert » à Treblinka ou ailleurs mais ont la certitude qu'il s'agit d'exécutions : ils ne se demandent plus si la résistance aux ordres allemands aurait coûté beaucoup de vies humaines mais savent qu'elle eût fait, en tout cas, moins de trois cent mille cadavres.

C'est dans ce climat que, tout naturellement, se forme, en octobre 1942, un comité de coordination où entrent les représentants de tous les partis - sionistes, bundistes (socialistes antisionistes), communistes, orthodoxes et d'où sort, le 2 décembre, l'Organisation juive de combat (O.J.C.) qui désigne un jeune sioniste de vingt-trois ans, Anielewicz, comme chef militaire. Il existe dans le ghetto une autre organisation militaire, l'Association militaire « Sion juive » (A.M.J.), dont les dirigeants appartiennent aux « sionistes-révisionnistes ». En outre, différents groupes et même des isolés s'arment à leur tour.

Le plan de bataille était évident : armer le plus grand nombre possible de combattants ; aménager des points fortifiés et des voies de communication entre eux ; prolonger la lutte le plus longtemps possible et la mener avec un maximum de bravoure et de détermination.

La première révolte

Ces préparatifs à peine ébauchés, le ghetto doit affronter une rude épreuve : le 18 janvier 1943, à 7 heures du matin, quelques milliers d'ouvriers sont rassemblés en attendant la garde et le départ au travail quand fait irruption

dans le ghetto un fort détachement de SS et de policiers polonais. En quelques instants, les ouvriers sont cernés. Mais, les temps de la passivité sont révolus... Les ouvriers brisent l'encerclement et tentent de se sauver. Les Allemands ouvrent le feu, faisant de nombreux tués, quand soudain ils sont attaqués par des tirs, des lancers de grenades et de cocktails Molotov qui partent de nombreuses maisons. La surprise est totale : il ne s'agit plus de conduire les gens à la « place d'embarquement » mais d'engager un véritable combat qui va durer quatre jours (du 19 au 21 janvier). Cette splendide révolte a coûté cependant cher aux insurgés : des cinquante groupes de combat constitués et tant bien que mal armés, il n'en reste plus que cinq !

« En finir avec cette racaille ! »

Edifiés, les Allemands décident de renoncer à la force au profit de la ruse pour « évacuer » les usines avec leurs ouvriers. Ils entreprennent de persuader les travailleurs de partir « ailleurs », où on leur promet une existence paisible. La direction de la résistance répond à ces tentatives par une contre-propagande, exécute un certain nombre de juifs mouchards et de serveurs des SS, et s'oppose à l'évacuation des machines en les incendiant et en les brisant. C'est alors que les Allemands décident de liquider de force le reste du ghetto.

Il n'est guère possible d'évaluer avec précision la force militaire des insurgés. On sait que l'O.J.C. avait formé vingt-deux groupes de combat, dont l'effectif total était de sept cents hommes environ ; que l'A.M.J. réunissait environ quatre cents hommes, et qu'il existait des groupes autonomes dont l'effectif n'est pas connu. Ils disposaient uniquement d'armes légères, en quantité insuffisante, pour armer tous les membres des groupes de combat.

Face à eux, une force allemande de trois mille hommes - Waffen-SS, police SS, police et sapeurs-pompiers polonais, détachements de la Wehrmacht et du bataillon d'Ukrainiens Trawnik - dispose de dix chars, d'une artillerie légère, de lance-flammes et d'avions porteurs de bombes incendiaires. Elle est commandée par le colonel Sammer-Frankenberg, remplacé dès les premières heures par le SS-Brigadeführer Jürgen Stroop, qui compte « en finir avec cette racaille », ces « sous-hommes », ces « bandits », « cette sale race » en trois jours, au plus.

Le 19 avril 1943, à 3 heures du matin, le ghetto est encerclé et à 6 heures les détachements alle-

mands y pénètrent par deux portes. La première colonne, précédée des chars et d'une voiture blindée, a atteint le premier carrefour important, quand « les juifs et les bandits ouvrent un feu nourri et méthodique sur nos unités », comme va l'écrire Stroop, dans son rapport adressé à Himmler. « Ils arrosent de cocktails Molotov notre tank et les deux chars blindés lourds. Le tank prend feu à deux reprises. Sous la pression du feu ennemi, nous effectuons le repli de nos unités engagées. Nos pertes dans cette première attaque se chiffrent à douze hommes (six SS et six Trawnik). » A 8 heures du matin, Stroop remplace Sammer et revient à la charge. La bataille se poursuit jusqu'à 20 h 30. « Les juifs et les criminels se défendent en passant d'un point de résistance à un autre et échappent à la poursuite en prenant au dernier moment la fuite par les greniers ou les passages souterrains », note Stroop.

Le lendemain, dès 7 heures, la lutte reprend, aussi âpre, aussi violente que la veille. Les insurgés n'hésitent pas à attaquer les Allemands, qui ne se déplacent plus qu'en ordre dispersé, rasant les murs et se cachant. Le 21, les combats font rage. Stroop note : « L'ennemi a utilisé les mêmes armes que la veille : il se sert surtout d'explosifs fabriqués par lui-même (...). Nous avons vu pour la première fois des membres de l'organisation juive féminine de combat (Mouvement Holuzen). » Le 23 avril, devant une résistance farouche, le commandant nazi change de tactique : l'incendie devient le principal moyen de lutte. Le 24 avril, Stroop note que seul le feu oblige les insurgés à se montrer, mais que « les juifs et les bandits préfèrent y retourner plutôt que de tomber entre nos mains ». Le soir du 25, il écrit : « Les opérations de ce jour se sont terminées par des incendies gigantesques, allumés par presque tous les groupes de choc pour forcer les juifs à sortir de leurs cachettes (...). Hier, une leur rouge recouvrait l'ancien ghetto, aujourd'hui c'est un immense océan de flammes. » Et le 27 avril : « Nous avons tous lieu de croire (...) que les juifs que nous capturons actuellement sont les chefs de la résistance. Ils se sont jetés

des fenêtres et des balcons des maisons en flammes, avec des injures et des malédictions contre l'Allemagne, le Führer et les soldats allemands. » Il sera rapidement déçu : il ne s'agissait pas encore des « chefs de la résistance ».

Le suicide des chefs

Le 8 mai (vingtième jour), le siège du commandement de l'O.J.C. est complètement encerclé, et les Allemands attaquent le fortin au gaz asphyxiant. Les membres de la direction de l'O.J.C. décident de se suicider. Cywia Lubetkin, une des rares rescapées, raconte : « Les Alle-

s'échappent. Les autres périssent (...). »

Le jour après, les Allemands incendient et démolissent tout, y compris les usines avec leurs machines et leurs matières premières. Le 16 mai, Stroop rédige son dernier rapport quotidien : « Détail de la grande opération du 16 mai 1943 commencée à 10 heures : 180 juifs, bandits et sous-hommes ont été tués. Le ci-devant quartier juif de Varsovie n'existe plus. (...) La totalité des juifs capturés, et ceux dont l'extermination est prouvée, s'élève à 56 065. Nous n'avons pas subi de pertes aujourd'hui. »

Ainsi prend fin la résistance organisée. Des combats sporadiques se prolongent encore pendant des



(Dessin de ROUEL.)

mands répètent qu'ils ne feraient aucun mal à ceux qui se rendront, puis ils lancent dans la casemate des bombes à gaz. Cent vingt camarades périssent asphyxiés. Art Wiler fut le premier à recommander le suicide. Des coups de feu se firent entendre (...). Lutek Rotblat, qui se trouvait là en compagnie de sa mère et de sa épouse, abattit la première de quatre coups de feu. (...) Entre-temps, on découvrit dans la casemate une lettre inconnue de tous. Mais peu nombreux furent ceux qui réussirent à

semer et des mois. L'importance historique du soulèvement tient à l'immense courage qu'ont apporté les insurgés à la défense du dernier bien qui leur restait : leur dignité d'hommes bafoués odieusement.

GEORGES WELLERS.

Bibliographie. — B. Mark : L'insurrection du ghetto de Varsovie, Paris, 1955, Editions sociales ; G. Wellers : L'histoire du soulèvement du ghetto de Varsovie, 1942-1943, 1971, 75 et 76, et in L'Étoile jaune à l'honneur de Vichy, Paris, 1973 ; M. Borwicz : L'insurrection du ghetto de Varsovie, Paris, 1966, Editions Julliard.

TERRE HUMAINE

Carrefour des civilisations

A l'avant-garde des sciences sociales

« Terre Humaine s'est imposée en vingt-cinq ans comme l'une des meilleures collections de l'édition française. »

Rafic CHIKHANI, Le Quotidien, Beyrouth

« Le patrimoine, c'est la mémoire d'un peuple... En France, la meilleure collection est Terre Humaine. »

L.A. ZBINDEN, Tribune de Genève

« Terre Humaine est, en partie, le musée vivant des sociétés qui s'engloutissent sous nos yeux, mais elle veut être aussi le témoin de celles qui naissent ou renaissent. »

Claude ROY, Le Nouvel Observateur

40 titres parus dont les best-sellers :

Claude LEVI-STRAUSS Les tropiques
Pierre JAKEZ HELIAS Le cheval d'orgueil
Jean MALAURIE Les derniers rois de Thulé
Georges BALANDIER Afrique ambiguë
Jacques LACARRIERE L'été grec
Pierre GOUROU, Terres de bonne espérance

TERRE HUMAINE / PLON
Collection dirigée par Jean Malaury

« Saluons comme un événement la parution en poche des ouvrages de la collection Terre Humaine. » Lire

TERRE HUMAINE / POCHE
(Presses Pocket)
5 titres parus

3^e SALON DU LIVRE
Stand N2

Un détournement d'anniversaire

par PIERRE VIDAL-NAQUET

L'insurrection n'avait mobilisé que quelques centaines de soldats, hommes et femmes. Il fallut la grotesque forfanterie de Himmler, pour tenter de faire croire aux généraux allemands, réunis le 21 juin 1944 à Sonthofen, qu'il avait dû affronter à Varsovie non une poignée de combattants, mais « plus de cinq cent mille juifs », qu'il avait fallu liquider « en cinq semaines de combat de rue ». Mais il est vrai que les combats de rue durèrent longtemps. D'innombrables récits ont été publiés sur cet épisode héroïque, et l'on dispose maintenant du double témoignage, celui de 1945 et celui de 1977, du seul survivant des chefs de l'Organisation juive de combat, le docteur Marek Edelman (1). On apprendra peut-être, à lire ce livre, que les plus grands héros ne sont pas forcément ceux qui veulent être des héros. Le plus grand hérosisme comporte aussi une part de simplicité.

Si décliné qu'on soit des valeurs militaires, il est clair que les insurgés de 1943, communistes, socialistes, bundistes, sionistes de diverses obédiences, méritent notre respect et notre admiration. Célébrer cet anniversaire est normal et juste ; mais comment ne pas voir à l'œuvre ceux qui veulent s'en emparer, pour leur profit idéologique ?

Il va sans dire que, en invoquant l'insurrection d'avril 1943, certains tentent de justifier ainsi l'agression israélienne au Liban, les massacres qui l'ont suivie et la politique d'occupation permanente et d'annexion de la Cisjordanie. Attitude indigne : on ne justifie pas la souffrance imposée au nom de la souffrance passée, subie du reste par d'autres que les actuels agresseurs.

Pendant le siège de Beyrouth, certains, parmi les milieux chrétiens, ont comparé ce siège avec celui du ghetto de Varsovie. Comparaison absurde : le siège de Beyrouth, en soi atroce, mais entrecoupé de négociations, ne venait pas à la suite d'une tentative d'extermination, et la résistance, très justement, a cherché et accepté un compromis. Les massacres de Sabra et de Chatila peuvent tout à fait légitimement être comparés à Oradour ou à n'importe quel pogrom, ils ne ressemblent pas aux grands massacres de 1941-1944.

Reste pourtant que Varsovie est en Pologne et que c'est le gouvernement polonais qui, un an et demi après le putsch militaire du 13 décembre 1981, se prépare à célébrer le quarantième anniversaire de l'insurrection du ghetto et invite

pour ce faire des délégations de juifs venues d'Israël et du monde entier. Il faut boycotter cet anniversaire. Certes, en tout état de cause, il y a beaucoup à dire sur le comportement du peuple polonais envers les juifs, lors de l'insurrection et après l'insurrection. Un journal clandestin polonais écrivait alors : « Il est évident que ce ne sera pas un deuxième Stalingrad, comme l'affirment les juifs. » Certes ! Cependant, la n'est pas aujourd'hui la question.

Invité à faire partie du comité d'honneur pour la célébration de cet anniversaire, Marek Edelman a refusé : « Il y a quarante ans, nous avons combattu non seulement pour vivre, mais pour vivre dans la dignité. Célébrer notre anniversaire ici, en un lieu où toute la vie de la nation est en butte à l'humiliation et à l'oppression, où les paroles et les gestes ont été complètement faussés, ce serait trahir notre combat, participer à quelque chose qui en est le contraire, ce serait commettre un acte de cynisme et de mépris. Je ne participerai pas à cela et je n'accepterai pas la participation des autres d'où qu'il viennent et quels que soient les motifs qu'ils voudraient invoquer. Loin des célébrations manipulées, dans le silence des tombes et des cœurs, vivre le vrai souvenir des victimes

et des héros, de l'éternel élan de l'homme vers la liberté et la vérité (Le Monde du 25 février).

Le docteur Edelman sait, me semble-t-il, de quoi il parle. Délégué au congrès de Solidarité, il fut interné quelques jours après le putsch. Il serait absurde de passer outre à son appel en invoquant, plus ou moins ouvertement, les sentiments antisémites qui pouvaient à l'occasion s'exprimer au sein de Solidarité. Ces sentiments existaient. Comment en serait-il autrement, s'agissant d'une organisation représentative de tout le peuple polonais ? Mais cette organisation comportait aussi plusieurs juifs, parmi ses dirigeants, dont certains sont encore en prison. Se réjouir secrètement des malheurs de la Pologne au nom du passé antisémite de cet état, est un sentiment dangereux qui a conduit jadis nombre de juifs à militer pour la cause stalinienne. Il faut repousser ce sentiment avec fermeté, et ne pas oublier, inversement, que le gouvernement polonais actuel, tout en ayant un porte-parole-juif, n'a pas hésité, avant et après le putsch, à spéculer ignominieusement sur l'antisémitisme polonais. Tant que l'ordre régnera à Varsovie, il faudra boycotter ces anniversaires.

(1) Marek Edelman, Mémoires du ghetto de Varsovie, Editions du Seuil, avril 1983.

Etranger

age 13
VT
LE

L'AFFAIRE DES FUTS DE DIOXINE DE SEVESO

Déchets sans frontières

La « disparition » des quarante et un fûts contenant la dioxine de Seveso met en lumière un fait majeur du monde industriel contemporain : les pouvoirs publics se trouvent souvent désarmés devant des sociétés multinationales aux moyens financiers puissants et aux ramifications si nombreuses qu'il devient impossible d'en garder le contrôle. Situation « insupportable », comme l'a souligné M. Mitterrand lors de sa visite en Suisse, pays où se trouve précisément le site de la société Hoffmann-La Roche, cette multinationale de la chimie propriétaire de l'usine de Seveso.

Voici, en effet, un groupe suisse qui, parce que son usine italienne a eu un accident, fait appel à une société allemande (Mannesmann) pour la débarrasser de ses déchets. Laquelle société fait appel à sa filiale italienne, qui, par l'entremise d'une entreprise suisse plus que douteuse, finit par trouver un transporteur clandestin, en l'occurrence une société française (Spelidoc). Le gérant de cette société a été écroué. Quant aux dirigeants du groupe Hoffmann-La Roche et de leur usine italienne ICMESA, ils vont passer en jugement à Monza à partir du 18 avril pour répondre de la catastrophe de Seveso de 1976. Dans le premier cas, on tient un lampiste. Dans le second, on convoque les responsables sept ans après les faits, alors que le groupe multinationale a en large-ment le temps d'organiser sa défense.

Comme pour les naufrages de navires battant pavillon de complaisance, genre Amoco-Cadiz - c'était en mars 1978 au large des côtes bretonnes - il devient très difficile de déterminer avec précision les responsabilités, et surtout d'en faire payer le prix en cas de catastrophe. Rien que dans la Communauté européenne, on « produit » chaque année quelque 150 millions de tonnes de déchets industriels, dont une vingtaine de millions ne peuvent être entreposés que dans des décharges autorisées.

Il est tentant, pour un groupe multinationale, de produire ici et de décharger là sans tenir compte des frontières, malgré la « directive » adoptée en 1976 par la C.E.E. Les députés européens se rendent compte aujourd'hui que cette directive est notoirement insuffisante, puis-que les Etats membres sont à l'heure actuelle incapables de contrôler ces transports internationaux.

Il est grand temps que l'irritante « cavale » des fûts de Seveso amène les gouvernements à prendre les dispositions qui s'imposent.

Grande-Bretagne

Un diplomate soviétique est expulsé à titre de représailles

Londres (A.F.P.). - La Grande-Bretagne a fait savoir le vendredi 15 avril à M. Tchernomir, troisième secrétaire à l'ambassade soviétique à Londres, qu'il devait quitter le Royaume-Uni dans les sept jours. Cette mesure est la conséquence des « représailles malveillantes » de l'U.R.S.S. après l'expulsion par Moscou le 30 mars de deux diplomates et d'un journaliste soviétiques, pour « activités incompatibles avec leur statut ».

Moscou avait riposté en décidant, le 5 avril, de renvoyer pour « activités inacceptables » l'attaché de l'air adjoint britannique à Moscou et le correspondant en U.R.S.S. du Financial Times. Jugant les mesures prises contre ces deux britanniques « injustifiées », le Foreign Office a choisi l'escalade et ne donne à l'expulsion de M. Tchernomir aucun autre motif que les représailles.

La R.F.A. souhaite un contrôle international plus strict sur les résidus

On a retrouvé des fûts de dioxine, mais pas ceux de Seveso. M. Mitterrand, en Suisse, juge la disparition de ceux-ci « insupportable » et, en Allemagne, l'opinion commence à réaliser que les pouvoirs publics ne contrôlent pas les transports internationaux de déchets, même toxiques.

De notre correspondant

Bonn. - « Un petit nombre de firmes privées se permettent de mener les autorités publiques par le bout du nez. C'est par cette phrase que s'ouvrait une récente émission de télévision consacrée au mystère de la disparition des quarante et un fûts de déchets de dioxine en provenance de Seveso.

Les Allemands sont furieux d'avoir pu faire figure de suspects dans cette affaire, alors que, pour eux, la responsabilité en incombe à la firme Hoffmann-La Roche, à Mannesmann Italiana et aux sous-traitants employés par cette dernière. Les documents remis par les deux premières de ces firmes, qui ont été transmis à M. Bouchard, secrétaire d'Etat français à l'environnement, ne contenaient aucune indication pouvant conduire sur la trace des fûts disparus.

On s'homme, en général, que des millions de la réputation d'Hoffmann-La Roche et Mannesmann aient fait appel, pour se débarrasser des déchets de Seveso, à des « boîtes » obscures et peu sûres. C'est ainsi que la « conception » du transport et de la décharge finale des déchets aurait été confiée à la firme genevoise Wadit, laquelle était en chéville avec la Spelidoc, le dernier transporteur connu des déchets. Selon le magazine Stern, le gérant de la Spelidoc, actuellement en prison, M. Bernard Paringsaux, aurait reçu 1 million de dollars pour tenir sa langue et, d'après son épouse, il ne serait pas disposé à rompre la loi du silence.

Tout le monde crie au scandale, mais les Verts ne se contentent pas de condamnations verbales. Jeudi, ils ont assigné en justice près le tribunal de Düsseldorf Hoffmann-La Roche, Mannesmann, maison mère (avec 50 % du capital) de Mannesmann Italiana et X, pour « menaces sur l'environnement ». L'ouverture d'une information mettrait fin aux spéculations sur la destination finale des déchets de Seveso. Les peines encourues sont de trois ans de prison.

Le cas de Seveso a touché un point sensible de la conscience allemande. Car, avant la vague actuelle de l'écologie, on se souciait fort peu de sort des déchets chimiques. Comme l'écrit la Frankfurter Allgemeine Zeitung, « on sait, depuis les années 70, que des méthodes criminelles ont été employées pour faire disparaître les déchets. C'est ainsi qu'à Gerolstein, dans le Palatinat, une décharge spéciale avait recueilli non pas quarante et un, mais quatre mille fûts de dioxine provenant de la filiale hambourgeoise des usines chimiques Boehringer. Les habitants s'indignèrent, mais on leur explique qu'il serait plus dangereux d'aller y voir que de laisser les choses en l'état. Cent quatre-vingt mille tonnes de produits divers sont déversées chaque année à Gerolstein, mais les prescriptions sont devenues plus sévères, alors qu'autrefois « on déchargeait au petit bonheur ». La résorption des déchets est devenue « une affaire internationale qui manque de transparence ».

Elle relève aussi de la compétence communautaire, comme en témoignent les directives de 1978 du Marché commun en la matière. Mais, depuis lors, les esprits ont évolué, surtout en République fédérale. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Hartkopf, a relevé que ces directives ne prévoyaient rien pour l'importation et l'exportation des déchets toxiques. Il s'est félicité de ce que la Commission de Bruxelles ait préparé une extension de ces directives dans le sens d'un contrôle plus strict aux frontières. Le gouvernement de Bonn voudrait qu'il soit également possible aux membres de la Communauté de dicter des ordonnances allant plus loin que les dispositions communautaires. Deux à trois millions de tonnes de produits toxiques passent chaque année d'un pays à l'autre, représentant environ deux cent mille transports. C'est donc tout un mécanisme autoritaire qu'il faudrait mettre en place pour contrôler ces déplacements et vérifier qu'ils sont conformes aux normes qui leur sont applicables.

Comme on le voit, les quarante et un fûts de dioxine qui se sont perdus dans la nature, quelque part en Europe, ne sont qu'une partie d'un iceberg, dont l'opinion publique allemande commence à mesurer les dangers.

ALAIN CLÉMENT.

Turquie

Un avion turc est détourné sur Athènes

Le pirate de l'air est arrêté

De notre correspondant

Ankara. - La première page de tous les journaux turcs du 16 avril est consacrée au détournement sur Athènes, dans l'après-midi du 15, d'un Boeing-727 des Turkish Airlines assurant le vol Istanbul-Izmir. Il s'y est posé à 15 h 30 G.M.T. Le pirate de l'air, après avoir demandé que le vol reprenne vers l'Australie, a libéré trente-sept des cent sept passagers, puis vingt-sept, et finalement les quarante-trois restants ainsi que quatre membres de l'équipage sur sept. A 22 h 15 G.M.T., il a été arrêté sans effusion de sang par les forces spéciales d'intervention. Il a affirmé appartenir à l'organisation Dev Sol (gauche révolutionnaire). Mais on n'exclut pas qu'il s'agisse d'un déséquilibré.

Le ministre turc des affaires étrangères, M. Tirkmen, s'est tenu en contact direct avec le ministre grec et l'ambassadeur de Grèce à Ankara pendant toute la durée de l'incident. Il semble que, Athènes ayant envisagé de refuser l'atterrissage de l'appareil, Ankara aurait énergiquement insisté pour qu'il ait lieu, en invoquant la convention de La Haye de 1970.

C'est le neuvième détournement survenu aux appareils des lignes aériennes turques au cours de ces quarante dernières années.

ARTUN UNSAL.

LA FIN DE LA VISITE EN SUISSE DE M. MITTERRAND

Un « oubli historique » réparé

M. François Mitterrand a regagné Paris, ce samedi 16 avril en fin de matinée, au terme d'une visite officielle de deux jours en Suisse. Vendredi, le chef de l'Etat avait visité les villes de Bâle, Soleure et Neuchâtel, en compagnie du président en exercice de la Confédération, M. Pierre Aubert, puis tenu une conférence de presse à Berne et, enfin, offert un dîner officiel en l'honneur de ses hôtes, à la résidence de l'ambassadeur de France dans la capitale fédérale.

De nos envoyés spéciaux

Berne. - Premier président français à se rendre officiellement à Berne depuis 1910, M. Mitterrand a tenu à réparer un « oubli historique », et ses hôtes helvétiques ont été particulièrement sensibles à ce geste. Dressant le bilan de son voyage lors d'une conférence de presse vendredi 15 avril en fin d'après-midi, le président de la République a qualifié ces entretiens de « positifs, sympathiques et cordiaux ». Il a ramené à leurs justes proportions les différends entre la Suisse et la France, jugeant « excessif de parler de contentieux ». Tout au plus a-t-il relevé, quelques « difficultés ». Du côté français on s'est notamment préoccupé du mode d'élection du Conseil supérieur de l'étranger pour les Français de Suisse, du développement de la télévision francophone dans certaines régions de la Confédération, de l'aménagement de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, ou des nouvelles normes antipollution imposées depuis le 1^{er} avril aux automobiles en Suisse.

Du côté helvétique, on s'est soucié des restrictions financières imposées

aux touristes français, du prix des produits pharmaceutiques suisses en France, du marquage d'origine, du droit d'escale pour les navires de plaisance suisses dans les ports français, de l'emploi de la langue française dans les documents commerciaux, des certificats sanitaires pour les produits laitiers ou encore des points de dédouanement pour les denrées animales.

Interrogé sur les tracasseries douanaires dont se plaignent les Suisses, M. Mitterrand a indiqué qu'il avait donné des instructions afin qu'elles cessent et que l'on pouvait compter sur le gouvernement français pour le respect dû aux voyageurs. Abordant le délicat problème de l'évasion des capitaux français, le président de la République a précisé : « Je ne mets jamais les Suisses en cause dans cette affaire, je mets en cause les Français qui manquent à leur devoir envers le pays en se livrant à de telles pratiques (...). nous n'entendons pas établir de police parallèle avec la complexité de laquelle. Bien entendu je n'ignore rien des données qui font que la Suisse peut apparaître comme un pays assez attractif. Mais la Suisse a le système bancaire de son choix, c'est son affaire à elle. »

M. Mitterrand s'est aussi inquiété de la disparition des déchets toxiques de Seveso (voir par ailleurs).

« Pas d'OTAN économique »

A propos du libre-échange, il a souligné que celui-ci se heurterait même à l'intérieur de la Communauté européenne à de nombreuses restrictions avouées ou non et qu'il était injuste de mettre seule la France au banc des accusés à cet égard. Il s'agit là d'une idée qu'il avait développée la veille devant ses interlocuteurs helvétiques, comme il l'avait déjà fait aux sommets européens de Copenhague et de Bruxelles, relayé sur ce point par M. Jacques Delors. Si l'on veut vider l'abcès, a-t-on dit en substance du côté français, du moins qu'on le fasse clairement et complètement.

Et que les Américains en particulier commencent par balayer devant leur porte.

Interrogé sur la récente expulsion de quarante-sept agents des services de renseignement soviétiques en poste à Paris, le président de la République a par ailleurs précisé : « J'entends faire respecter les intérêts de la France, au premier rang desquels figure sa sécurité. Je n'en tire pas d'autre conclusion. Tout pays qui agira comme l'ont fait les Soviétiques dans cette affaire trouvera la France sur la même position. Mais je ne mêle pas cela à la question des relations avec les pays en cause (...). Je souhaite que les relations entre la Russie et la France soient de bonnes relations, c'est-à-dire en l'occurrence meilleures. Je connais mon histoire et j'attache beaucoup de prix à l'amitié franco-russe, quel que soit le régime en place là-bas ou chez nous. C'est un point d'équilibre que je crois indispensable (...). l'accident de terrain des expulsions ne change rien à cette réalité principale. »

A propos de la fixation éventuelle de nouvelles « règles du jeu » en ce qui concerne le commerce international, M. Mitterrand a estimé qu'il y a des institutions pour cela, et que les sommets du type de celui de Williamsburg ne doivent pas se substituer à de telles institutions. Cette précision ne pouvait que satisfaire les Suisses, qui s'irritent parfois de la multiplication des rencontres entre « Grands », dont ils se trouvent exclus. En particulier, le chef de l'Etat a récusé toute prétention américaine à dicter leur conduite aux alliés et partenaires de Washington sur ce terrain : « La France n'est pas prête à entrer dans une OTAN économique », a-t-il déclaré.

Un tel discours, dans la mesure où il restait assorti de protestations de fidélité au camp des démocraties occidentales, devait normalement trouver le chemin du cœur des responsables helvétiques.

JEAN-CLAUDE BUNHIER
et BERNARD BRIGOUTEUX.

Transformez l'emprunt obligatoire en acompte pour votre maison Phénix.

Jusqu'au 14 juillet,
les 10 % que vous allez verser
pour l'emprunt obligatoire
auront valeur d'acompte à la
commande de votre future
maison Phénix. Et ceci,
dans la limite de 5 000 Francs.

Vous ne nous rendrez cet
argent que lorsque l'Etat vous
aura lui-même remboursé, et
les intérêts liés à cet emprunt
vous resteront acquis.

C'est notre façon à nous,
Phénix, de stimuler l'épargne
et de participer à la politique
de lutte contre l'inflation.

MAISON PHENIX

Société des Maisons Phénix - Centre National d'Information - Tél. (1) 574.99.99.

Etranger

En Thaïlande : l'art du putsch se complique

Les Thaïlandais sont convoqués aux urnes le 18 avril, avant le terme prévu. Une partie de l'armée de terre s'était en effet opposée à la réforme du système électoral qui allait, à l'échéance normale, favoriser les grands partis. Les militaires préfèrent avoir affaire à un Parlement morcelé. Déjà l'art du putsch se complique. Mieux vaut ne pas l'enlever encore par un parlementarisme à l'occidentale.

De notre correspondant

Bangkok. — Jadis, monter un coup — en moyenne, un tous les trois ans et demi depuis 1932 — était un jeu d'enfant pour un général en mal d'identité. L'armée lui embolait le pas comme un seul homme ; le palais se tenait scrupuleusement au-dessus de la mêlée. D'idéologie, personne alors ne soufflait mot. Le putsch sanctionnait la triviale ambition de qui le fomentait. La révolte étudiante d'octobre 1973, qui traduisait un certain « ras-le-bol » populaire, donna à penser, dans des cercles militaires, qu'il fallait rectifier le tir pour récupérer un pouvoir abandonné, pour cause de prévarication, aux mains des civils. La politique politicienne fit son entrée dans les casernes.

Des groupes de réflexion, le plus souvent composés d'anciens camarades de promotion, se créèrent au sein de l'armée — Jeunes Turcs, Soldats démocrates, — et s'y firent entendre jusqu'à dicter leur choix pour le poste de premier ministre. Lorsque, en avril 1981, ils décidèrent de sortir de l'ombre, les premiers empruntèrent aux seconds leur « programme de gouvernement ». Il y était question de former des

partis de masse, de mettre en œuvre une réforme agraire, de modifier le système d'économie libérale, « démodé et monopoliste », et même de convoquer « une conférence internationale pour reconnaître le statut de neutralité de la Thaïlande... »

Le loup dans la bergerie

Y a-t-il une relation de cause à effet ? Dès avril 1980, un « ordre » du premier ministre avait invité l'armée à combattre la subversion communiste par des moyens politiques plutôt que militaires et, partant, à « faire la guerre aux injustices sociales ». « On ne reconquiert pas les cœurs avec des fusils », avoue un colonel. Cette action psychologique, que beaucoup de soldats ont menée sous d'autres cieux, a-t-elle porté ses fruits ? Plusieurs centaines de guérilleros qui avaient pris le maquis sont maintenant rentrés au bercail. Simple changement de tactique ? Marché de la jungle, le « commandant Yuth », par exemple, n'a en rien renié ses convictions marxistes-léninistes ; il entend « continuer la lutte à visage découvert en prenant d'avantage en compte les réalités de la Thaïlande ».

Les conseillers dont se sont entourés certains clans militaires, notamment les Soldats démocrates, leur ont appris que, pour contrer avec succès la subversion communiste sur le terrain politique, il fallait choisir les mêmes armes que celle-ci. D'où la nécessité de lui opposer un canevas idéologique et une organisation de masse. Mais, en invitant le P.C. thaïlandais à « se transformer finalement en aile gauche de la démocratie » et en proposant, à cette fin, de substituer à la « loi anticommuniste » une « loi de sécurité nationale », le général Chavalit, assistant au chef d'état-major de l'armée de terre, et les siens ne jouent-ils pas avec le feu, ne font-ils pas entrer le loup dans la bergerie, comme l'assurent d'autres officiers.



Dessin de Francklin

Ces considérations ont d'autant plus d'impact dans le milieu militaire que celui-ci, est tout à fait à même d'en mesurer la portée. Les nouvelles générations d'officiers ont un niveau d'instruction bien supérieur à celui de leurs aînés. Les écoles qu'ils fréquentent n'ont rien à envier aux universités ; l'administration publique aussi bien que les sciences politiques, économiques et sociales y sont au programme depuis une dizaine d'années.

Le linge sale en public

La carrière militaire continue d'attirer une foule de jeunes ; plusieurs milliers de candidats se présentent, chaque année, à l'académie royale de Chulachomklao, qui n'en admet que quelques cen-

taines. Pour beaucoup de Thaïlandais, notamment les plus démunis, l'armée est en effet une valeur refuge ; ses membres sont des privilégiés. Leur traitement de base est relativement faible — la solde d'un colonel tourne autour de 12 000 bahts (environ 4 000 F), mais les avantages annexes dont ils bénéficient sont multiples : éducation des enfants, soins médicaux gratuits, pensions, prêts avantageux auprès de la Thai Military Bank leur permettent de vivre sur un pied très honorable.

Pourtant, cette armée de métier est plus divisée que jamais par des conflits personnels qu'alimentent, ou que dissimulent, des divergences idéologiques. Aujourd'hui comme hier, c'est le pouvoir qui compte et qui justifie, au jour le jour, de la part de ceux qui cherchent à « avoir un rayon-

nement », des tactiques confuses, des alliances éphémères et des déclarations à l'emporte-pièce. L'ascension fulgurante du général Arthit Kamlang-Ek, en un an et demi, du poste de commandant en second de la 2^e région militaire à celui de commandant en chef de l'armée de terre a ainsi soulevé un beau tollé dans l'establishment galonné et lui a valu de solides inimitiés. « Il aurait quand même pu attendre son tour », se désolent un de ses pairs.

Plutôt que de régler leurs différends en famille, les responsables militaires n'hésitent pas à laver leur linge sale en public, comme ces politiciens dont ils dénoncent, à longueur de journée, la malversation. « En agissant ainsi, l'armée a perdu son auréole, est tombée du piédestal sur lequel la population l'avait placée », constate un universitaire.

Un élément « antipagaille »

« Ils exagèrent ; ils en font trop, ils en veulent trop », tel est le sentiment général des Thaïlandais à l'égard des militaires qui occupent, un peu trop bruyamment à leur goût, le devant de la scène, que ce soit pour faire amender la Constitution en leur faveur, pour organiser une collecte nationale destinée à la construction de banques à la frontière cambodgienne, pour l'appropriation, ici ou là, sans ménagement, des terrains de manœuvres.

Malgré tout, la population dans son ensemble continue de tenir pour indispensable le rôle de l'armée dans la vie politique du pays. L'écoute des radios militaires — 139 stations sur 231 — surtout dans les campagnes où la presse écrite pénètre peu, facilite cette perception des choses. « C'est un élément antipagaille », disent beaucoup de Thaïlandais qui nourrissent quelques doutes sur la sagesse des partis, au cas où ils seraient livrés à eux-mêmes.

Les militaires conservent, en outre, un capital de sympathie dans le monde rural. On leur sait gré des travaux de mise en valeur

— construction d'infrastructures routières et d'ouvrages hydrauliques — qu'ils ont entrepris, notamment sous le patronage royal. On apprécie les campagnes de pacification qu'ils ont conduites avec succès aux frontières, aussi bien qu'à l'intérieur du pays. Quitte à oublier un peu vite que ces opérations de « nettoyage », en particulier contre les guérilleros communistes, ont parfois été « sous-traitées » à des mercenaires, rangés ou autres Tigres Chasseurs.

Cette présence sur le terrain ainsi que l'origine sociale souvent modeste du corps militaire alimentent, dans l'esprit de certains galonnés, la conviction — ou l'illusion — que l'armée comprend mieux que quiconque les besoins du peuple. « Les hommes politiques, eux, ne se déplacent dans les zones rurales que pendant la courte période d'une campagne électorale », remarquent récemment le général Arthit. Les militaires « ne connaissent les problèmes qu'en surface », rétorque M. Pichai Rattakul, président du parti démocrate ; ils se servent des paysans et des travailleurs plus qu'ils ne les servent.

Les cercles « activistes » de l'armée se plaignent des « obstacles énormes » qui se dressent sur leur route. M. Prasert Sapanthorn, ancien dirigeant du parti communiste et éminent grâce des Soldats démocrates, regrette que les milieux politiques refusent de l'écouter « parler du ciel », c'est-à-dire d'une « révolution démocratique », sujette à caution au sein même du monde militaire.

En tout cas, même dans les villes et singulièrement à Bangkok, où la soif de démocratie est la plus vive, on semble se faire à l'idée qu'il faudra composer, un certain temps encore, avec l'armée, que celle-ci saura relever le défi des forces démocratiques. En 1973, on a cru que « les soldats finiraient par gouverner ». Erreur, les civils n'ont tenu que trois ans, note un universitaire. Les militaires restent encore une génération au pouvoir. Pour eux, rien ne sera plus tout à fait comme avant.

JACQUES DE BARRIL

LES ÉMEUTES DE LA FAIM AU BRÉSIL

Sao-Paulo après la « grande casse »

La fureur de la « grande casse » est retombée à Sao-Paulo, laissant place à une morne résignation. Mais les affamés n'ont peut-être, au début du mois, participé qu'à la répétition générale d'une révolte que la situation économique du Brésil rend chaque jour plus menaçante.

De notre envoyé spécial

Sao-Paulo. — Il était hésitant, José, pour montrer sa « maison ». Maintenant que nous y sommes, il se répand en excuses. « Un trou à rats », dit-il. En effet, un ancien garage humide, où il a entassé meubles, frigo, télé, et le reste il l'a accroché à des clous, sur les murs. Un chariot de supermarché occupe un mur, au-dessus du lit. « Je ne m'en sers jamais », avoue-t-il. Chômeur depuis plus d'un an, il nourrit sa famille en bricolant, quand il parvient à gagner un peu d'argent...

Combien sont-ils comme lui ? Plus de sept cent mille, selon un bureau d'études syndical. Auxquels il faut ajouter plus d'un million de victimes du sous-emploi. A trois ou quatre enfants par famille, cela fait, comme l'écrit l'hebdomadaire *Veja*, « une ville dans la ville ». Santo-Andre est un appendice urbain : 600 000 habitants qui vivent dans un méléclo inextricable de gratte-ciel, d'usines, d'autoroutes, de terrains vagues, de hangars, de barriques. Une banlieue, une de ces intermi-

nables banlieues qui font du grand Sao-Paulo une métropole anarchique de 13 millions d'habitants, dont aucune carte ne rend jamais compte, car elle s'accroît tous les jours, dans tous les sens, clandestinement.

A Santo-Andre, de 25 % à 30 % des ouvriers sont au chômage, selon un responsable de syndicat. Faute d'allocation, ils doivent, pour survivre, « se débrouiller ». José charge des camions, livre un supermarché ; sa femme fait des ménages « chez les madames ».

Leurs enfants restent à la maison faute d'argent pour l'uniforme et le matériel scolaires. Le propriétaire du « trou » prend 6 000 cruzeiros par mois de loyer, c'est-à-dire le cinquième d'un salaire minimal. Il menace de l'expulsion s'il n'est pas payé. « Il n'y a pas de justice pour nous », dit José, qui n'est pourtant pas un fanatique. La loi est faite pour ceux qui ont de l'argent.

Le gouverneur assiégé

A dix mètres, en contrebas, c'est pire : huit personnes vivent dans une seule pièce, « aussi vide qu'une église », dit José, originaire d'une région, le Ceara, où le dénuement n'épargne, apparemment, même pas les églises. Le même propriétaire a construit une série de « logements » en bordure d'un égout à fleur de terre. Un seul robinet et un seul water pour toutes les familles qu'il « loge ».

La baraque n'est pas tout à fait vide. Deux lits superposés servent à coucher six enfants. La femme assise par terre fabrique des fleurs en plastique. Le mari, chômeur

lui aussi, parcourt dix kilomètres à pied pour aller sur le chantier où on l'utilise, de temps en temps, comme manœuvre. Les bus sont bon marché, mais pour lui encore trop chers. Comme José, c'est un résigné. Interrogé sur « ce qu'on pourrait faire », il répond : « Il n'y a rien à faire ». Pourtant, à l'idée que les deux lits qu'il n'a pas fini de payer pourraient lui être enlevés, il se rebiffe. Il est prêt à se battre en cas de réquisition. C'est la seule menace de violence de la part de cet homme petit, osseux, édenté, qui ne se reconnaît pas dans les émeutiers de la semaine dernière, ceux qui ont cassé des vitrines, volé des chaussures et des téléviseurs, emporté même des mannequins.

Une semaine après le *quebra-quebra* (la « grande casse »), Sao-Paulo est calme, mais tendue. Les journaux qui ont fait la comptabilité des dégâts (200 magasins pillés, 566 personnes arrêtées) affirment que les 4 et 5 avril n'ont été sans doute que les premiers jours d'émeute dans un pays qui, depuis, connaît la peur du pillage car il contient tous les germes de nouvelles explosions.

Une image, ici, a fait choc : celle du gouverneur de Sao-Paulo, M. Franco Montoro, assiégé dans son palais par des manifestants qui ont arraché des grilles pour arriver jusqu'à lui. Passe encore s'il s'était agi d'un représentant du régime militaire, mais un élu de l'opposition ! Pendant plus de vingt-quatre heures, M. Montoro a hésité. Il s'est résigné, finalement, à utiliser la police.

En somme, il aura suffi de trois semaines pour que cette date symbolique, le 15 mars — quand des

gouverneurs de l'opposition ont pris la tête de dix Etats parmi les plus importants — révèle toute son ambiguïté. Car si ces dix élus ont dénoncé, pendant des années, le modèle économique en vigueur, ils doivent, en attendant sa réforme, en assumer l'héritage et s'offrir ainsi en cible aux attaques des affamés.

Ces derniers jours, une rumeur a couru Sao-Paulo : le nouveau gouvernement allait distribuer des vivres. « Aussitôt, des centaines de personnes se sont présentées ici, dit un responsable du syndicat des métallurgistes de Santo-Andre. Pour rien ! La nouvelle, apparemment, était prématurée. »

« Les gens sont fatigués de donner »

Jusqu'à présent, ce sont les syndicats eux-mêmes, avec l'aide de l'Eglise, qui ont organisé l'aide aux chômeurs. « On demande dix riz ou jumbeo (un supermarché). Le dimanche, on fait des collectes dans la rue. Mais cela dure depuis des mois. Les gens sont fatigués de donner. »

Curieusement, la colère, la révolte, semblent absentes des bidonvilles affamés. Avec un sourire tranquille, un chômeur nous raconte qu'il s'est évanoui deux fois d'insatiation et que ses enfants font les poubelles pour chercher à manger.

Le langage n'est pas très radical non plus dans le bâtiment qui abrite le fonds de grève créé en 1979 par les métallos de Santo-Andre, et qui a dû pour être léga-



Vente d'esclaves à Rio (le Tour du monde 1861)

lis prendre le nom légitime d'Association de bienfaisance culturelle... C'est tout juste si l'un des dirigeants, qui appartient au Parti des travailleurs, présidé par « Lula », met en doute la capacité du parti à pouvoir à Sao-Paulo, le P.M.D.B., de changer quelque chose, car il le trouve trop « conciliant ».

Mais faut-il se fier aux apparences ? Personne ne doute, depuis la semaine dernière, que Sao-Paulo ne soit devenu, comme d'autres centres urbains, un terreau idéal pour les groupuscules d'extrême gauche. Les militants du P.C. do B. (parti communiste du Brésil) ont été mis en accusation à propos des manifestations de Santo-Andre, qui ont dégénéré en émeutes. Mais les « Albanois » brésiliens sont à l'œuvre dans d'autres quartiers.

A Santo-Andre, ils ont participé, en juillet dernier, à l'insurrection d'un lotissement pour riches qui n'a jamais été terminé — le constructeur ayant fait faillite — et qui est resté, depuis six ans, aux trois quarts inoccupés. Ils ont créé une commission pour défendre les squatters contre les autorités et la police, et administrer un lotissement auquel ses fondateurs ont donné, en français, le nom de Centre-ville, alors qu'il se situe à la périphérie.

« Nous pourrions être une milice », dit le P.C. do B. Nous avons reçu de partant des messages d'encouragement. Et de cet exemple — occuper des maisons — quand besoin est. « Elle conclut que lorsqu'on a faim, il faut prendre le riz — là où il est ».

CHARLES VANHECKE

Flânerie d'un faux touriste à Moscou

Le vrai touriste y va par curiosité plutôt que par goût des spectacles funèbres. Le kramlinologue, que laissent froids les momies et les rites, mesure d'un œil averti ce que les hommages rendus aux morts enseignent sur les vivants. Avec la lecture de la Pravda et une station près du « roi des canons », c'est l'un des devoirs de ce métier austère.

De notre envoyé spécial

Moscou. — L'examen est l'un des plus médiocres que le voyageur ait à subir dans un aéroport international. Dans ce pays qui cherche d'abord à retenir ses citoyens à l'intérieur du « cordon », il est paradoxalement plus long à l'entrée qu'à la sortie. Pour chaque arrivant en règle, entre trois à quatre minutes que l'inspecteur aux passeports verts (les gardes frontalières dépendant du K.G.B.) passe à tourner lentement les feuilles du passeport, à téléphoner à qui de droit, à comparer soigneusement la photographie à la physiognomie du visiteur. Une échelle discrètement tracée sur la vitre insonore qui le sépare du voyageur indique les tailles, en centimètres et en pouces. En revanche, les questions sont rares, et c'est sans mot dire que le préposé, l'examen terminé, presse le bouton qui débouche le portillon automatique (fabriqué en Allemagne de l'Ouest) ouvrant la voie vers la patrie du « socialisme réel ».

Ce n'est pas tout à fait fini, car, si les formalités de douane sont légères et les inspecteurs moins impressionnables que les redoutables « tchékistes », il faut auparavant subir un contrôle de sécurité. L'aéroport de Chermoukhovo est probablement le seul au monde où le voyageur et ses bagages passent le détecteur de métal non pas seulement avant l'envol, mais aussi à l'atterrissage. Histoire sans doute de vérifier qu'il n'importe pas clandestinement d'armes.

Ces armes, on en reparle autour des divers lieux saints de Moscou. En premier lieu, au mausolée de Lénine et au Kremlin, où des pancartes rappellent qu'il est interdit d'en porter. On s'en doutait, mais pour plus de sûreté c'est tout basage qui est prohibé : de l'« vodka » (le fillet dit « à la grâce de Dieu » que le Moscovite moyen tient toujours en réserve pour ses sempiternelles surprises) au plus sé-

rieux « sac-voyage », qui se passe de traduction.

Dans ce pays où le funéraire est affaire d'Etat, c'est par le mausolée de Lénine que le touriste « politique » se doit de commencer ses visites, tout comme les fervents. Pas forcément pour Lénine lui-même, la momie du Père de la révolution, plate et ciré dans son sarcophage, étant aussi immatérielle qu'intemporelle, encore que son entretien ne soit pas une mince performance (songez que l'homme est mort il y a bientôt soixante ans et qu'il aurait cent treize ans aujourd'hui...). Mais il y a le reste et aussi l'ambiance.

Une momie cirieuse

L'étranger, pour peu qu'il se présente à 11 heures à la bonne barrière au bas de la place Rouge, évitera la longue file d'attente que le Soviétique moyen se voit infliger, mais il lui restera encore deux cents mètres de « queue de recouvrement » à parcourir. Il faut ce dernier parcours pour que l'« ange passe » et que les conversations se calment. Petit à petit, les contrôles visuels se font plus sévères, et les jeunes Sibériens qui, tout à l'heure, plaisantaient derrière nous sur la bombe qu'ils transportaient dans leur blouson se sont tus comme par enchantement. Encore quelques mètres, et les conseils des miliciens — dont le grade s'élève au fur et à mesure de la progression — se font plus précis : « Serrez les rangs ! Bougez-vous ! »

A l'entrée du mausolée, le relais est pris par les « guébiistes », seuls agents du K.G.B. à porter les insignes de leur corps (G.B. pour « sécurité d'Etat ») et à afficher la couleur. Ils ne sont pas moins d'une demi-douzaine dans le caveau, tournés vers le public et scrutant les visages de chacun, à l'affût du geste sacrilège du terroriste ou du fou. Le seul fait de croiser le regard avec eux est suspect : on est venu pour contempler Lénine, pas pour traîner dans les coins, même de l'œil.

Le « mur des lamentations »...

Plus intéressante et, en tout cas, plus « contemporaine » est la dernière partie qui ramène le visiteur en surface et le fait défilier, sous une surveillance cette fois beaucoup plus légère, devant le fameux mur du Kremlin où sont enterrés tous les dignitaires importants du régime... ou plutôt tous ceux qui ont eu la chance de mourir en odeur de sainteté. Sans parler des centaines d'anciens bol-

cheviki éminents qui ont fini dans un cul-de-basse-fosse du goulag, les disgraciés décedés plus récemment, comme Krouchtchev, sont enterrés au cimetière de Novodievitchi, fermé au public depuis de longs mois.

Curieusement, le choix entre l'enterrement et l'incinération n'est pas ici affaire de religion, comme ailleurs, mais de statut politique : les « moins grands » sont condamnés d'avance à la seconde procédure, ils auront droit à une urne et à une case dans ce « mur des lamentations » d'un nouveau genre, avec une plaque uniforme et une fleur — régulièrement renouvelée — déposée à même le sol. Encore paraît-on distinguer dans cette première catégorie entre les morts de la partie gauche — plus nombreux et plus importants — et ceux de la partie droite : Kossyguine, l'ancien chef du gouvernement, est justement à droite, un peu seul, avec le maréchal — disgracié — Joukov, alors que les noms les plus connus des dernières années sont à gauche.

Au centre, et, cette fois, dans de vraies tombes grand format ornées d'un buste, sont enterrés une dizaine de « très grands » : en fait, surtout ceux qui sont morts au bon moment, car les noms de Boudienny, le vieux chef de la cavalerie rouge que tout le monde prend pour Staline à cause des moustaches de son buste, de Vorochilov, le maréchal « politique » plus compétent dans la flégonerie à l'adresse du « stratège général » que dans l'art militaire, ou encore de Kalinine, obscur chef d'Etat de la même période, n'auraient guère marqué l'histoire de la planète.

Staline est l'avant-dernier de la rangée, et son visage, par une coïncidence peut-être non fortuite, comme on dit dans la langue de bois, est Souslov, grand prêtre du lénino-stalinisme mort en janvier 1982. L'autre mort de l'an dernier est Brejnev, et, comme Souslov, il n'a pas encore son buste. L'ancien secrétaire général a été inhumé au milieu de la rampe, entre Sverdlov et Dzerjinsky, probablement là où une allée le conduisait, lui et ses pairs, de la porte étroite percée à cet endroit dans la muraille du Kremlin vers les marches du mausolée, pour les parades semestrielles du 1^{er} Mai et du 7 Novembre. Ses successeurs devront faire un petit détour.

... et le « saint des saints »

Passons maintenant à l'envers du décor, de l'autre côté de la muraille. Le « saint des saints » du Kremlin, c'est l'ancien bâtiment,

dit du « Sénat », un immeuble triangulaire construit au dix-huitième siècle et surmonté d'un dôme aplati qui surplombe la place Rouge. Plus important que l'autre bâtiment qui le jouxte et qui abrite le présidium du Soviet suprême, le « Sénat », héberge, lui, les séances du Politburo, chaque jeudi ou presque. Par une autre coïncidence — non fortuite —, l'enceinte du Kremlin est interdite ce jour-là aux visiteurs, mais le touriste politique aura néanmoins d'intéressants coups d'œil en temps « normal » s'il veut bien s'attarder, après la visite des cathédrales, auprès du « roi des canons », le tsar-pouchka des cartes postales, qui a été longtemps la plus grosse pièce d'artillerie du monde, avec ses boulets d'une tonne.

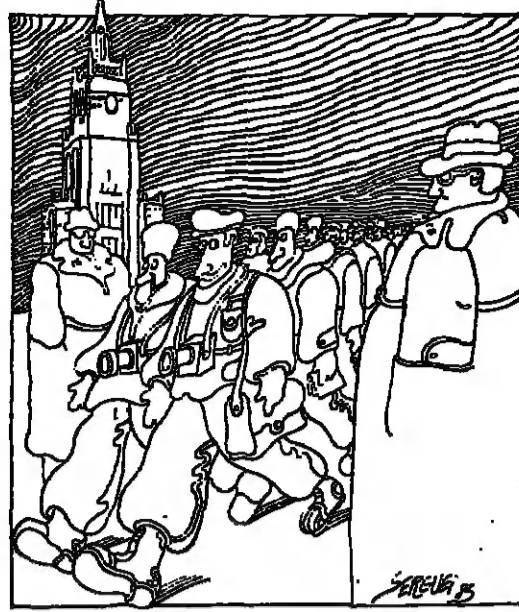
De cette pointe la plus avancée du secteur touristique du Kremlin vers le secteur interdit, un vaste no man's land de macadam piqueté de miliciens le sépare des deux immeubles du « Sénat » et du présidium, bien visibles côté interne, encore que la façade intéressante, celle par laquelle pénètrent les personnalités, longe la muraille du Kremlin et soit cachée aux regards.

Le « Pentagone » soviétique

Tout de même, c'est devant le « roi des canons », que passent les limousines officielles, que celles-ci prennent le chemin de la porte Borovitski, vers les résidences de ville ou les dachas de banlieue, ou qu'elles se dirigent vers l'est, par la porte du Sauveur et la place Rouge, vers la Nouvelle-Place et le comité central. Négligiez les Tchaïkas, déjà démodées et réservées à la deuxième couche de la nomenclature, et retenez plutôt les ZIL 115 ou 117, sortes de Lincoln Intercontinental soviétiques, tout aussi longues et luxueuses que leurs concurrentes américaines. Si elles sont précédées d'une voiture de police à cliquetant et suivies d'une ou deux autres, vous avez affaire à un « membre plein » du Politburo.

Avec un peu de chance, vous pourrez apercevoir M. Andropov derrière les rideaux... Les dix-huit années du règne brejnevien n'ont pas été des plus brillantes pour l'économie soviétique, mais ce furent des années d'opulence pour l'administration. Ce qui frappe aujourd'hui dans la topographie politique de Moscou est que toutes les grandes institutions se sont dotées, se dotent ou se doteront, d'un nouvel immeuble, la plupart du temps imposant.

Tout près de la place de l'Arbat, des militaires du contingent



Dessin de Sergueï

(pas un seul civil parmi eux) s'agitent jour et nuit sur un vaste chantier : ils édifient ce qu'on appelle déjà le « Pentagone soviétique », le nouveau quartier général des forces armées, à deux pas du ministère de la défense, déjà très étendu. Le K.G.B., lui, est allé encore plus vite : sa forteresse bien connue de la Loubianka est déjà flanquée d'un autre immeuble flamboyant, bardé de granit et de marbre, dont seul un discret blason trahit l'appartenance ; il n'est pas allé jusqu'à apposer une plaque à l'entrée.

Le grand complexe de la Pravda, rue de la Pravda, a lui aussi doublé. Ses journalistes et l'imprimerie du principal quotidien du parti ont été emmenés dans de nouveaux quartiers, laissant les anciens aux camarades confrères de moindre profil, comme la Komsomolskaïa Pravda, Sovetskaja Rossiia et d'autres feuilles. Les Izvestia, les agences Tass et Novosti ont, elles aussi, doublé leur surface, sans même avoir à partager.

A tout seigneur, tout honneur. Le parti ne s'est évidemment pas oublié. Sur la Nouvelle-Place, évoquée tout à l'heure, la façade dégingande et « tsariste » de l'immeuble du comité central n'est que la partie émergée de l'iceberg. En fait, tout le quartier qui s'étend du Goum jusqu'à cet endroit est une véritable cité dans la cité. Un immeuble-barre d'une vingtaine d'étages est en voie d'achèvement au milieu d'un vaste cour interdit — et l'on parle de pousser l'« excroissance » jusqu'à l'hôtel Rossiia, tout proche, dont une partie serait réservée au C.C.

En attendant, le touriste, même étranger, même sans laissez-passer (ce fameux « propousk » sans lequel rien n'est possible en U.R.S.S. et qu'il faut présenter « sous forme déployée » à l'entrée comme à la sortie d'innombrables

administrations), peut encore découvrir, au tournant d'une petite rue, la charmante église de la Trinité de Nikitinski, dont les coupes ne voient passer que des « nomenklaturistes » : chefs de « secteurs », « instructeurs », sous-chefs de service et autres fonctionnaires de l'immense machine du comité central défilent devant l'église plusieurs fois par jour, sans tumulte ni jubilation indécoute bien entendu, pour aller savourer à la nouvelle cantine construite pour eux les délicieuses nourritures décrites par Michael Voslensky dans sa Nomenklatura.

Marx et le caviar

Il n'est que justice, après cette « promenade », d'essayer de partager quelques-uns des privilèges de cette nomenclature. Et d'abord en goûtant au caviar, produit au « pouvoir égalisateur » le moins contestable puisqu'il occupe le sommet de la hiérarchie gastronomique, tout en restant accessible au commun des mortels. Mais, ici, l'échelle des prix défie les classifications et, plus simplement, toute logique : 50 kopeks (5 F) la miniportion pour qui a la patience de faire une demi-heure de queue dans un « bouffet » accessible à tous ; 5,18 roubles (52 F) la portion plus confortable d'un des grands restaurants de Moscou, mais le double très exactement dans la salle à côté, où l'on paie en devises convertibles... Et le quadruple (l'équivalent de 21 roubles) au magasin Beriozka, un étage plus bas, pour la même portion à emporter ! Impossible de savoir où se situe, dans ce curieux barème, le tarif des magasins spéciaux réservés à l'élite. Mais l'on peut supposer que Karl Marx aura reconnu les siens...

MICHEL TATU.

Comment les Allemands ont coupé au recensement

Les Allemands ne seront pas dénombrés le 27 avril comme prévu. La Cour constitutionnelle vient, en effet, d'ajourner le recensement. Les Verts et tous ceux qui, avec eux, appellent au boycottage au nom de la défense des libertés individuelles ont donc obtenu gain de cause. Belle bataille contre l'indiscrétion des ordinateurs !

De notre correspondant

Bonn. — Déterminer si les Allemands sont toujours soixante millions ou déjà soixante et un n'est pas une mince affaire ! Après des semaines d'une querelle passionnée, la « résistance » au recensement vient de marquer un point et d'infliger un beau camouflet non seulement au gouvernement, en place, mais à son prédécesseur, qui (on se demandera encore longtemps comment cela fut possible) était l'auteur du projet.

Le précédent Bundestag avait adopté, il y a plus d'un an, à l'unanimité le principe de ce recensement. Celui-ci devait être réalisé le 27 avril prochain par quelque six cent mille enquêteurs. Rien

n'avait été négligé dans l'organisation : ces enquêteurs recevaient une formation spéciale au cours de séminaires ; provenant pour la plupart des municipalités, ils devaient travailler si possible loin de leur rayon d'action habituel. Ils étaient censés aider chaque citoyen à remplir un long questionnaire d'une façon qui soit lisible par l'ordinateur et, comme on avait l'intention de demander aux recensés leur numéro de téléphone, ils auraient eu le loisir de les rappeler pour tout complément d'information.

Les formulaires devaient ensuite être acheminés vers les bureaux statistiques des Länder et la Centrale fédérale de Wiesbaden, où on procéderait à leur dépouillement et à leur mise en mémoire. Seules les municipalités, affirmaient les autorités, pourraient utiliser les renseignements ainsi rassemblés pour mettre à jour leurs listes d'habitants.

Mais ces assurances sur l'utilisation qui serait faite du recensement n'ont pas convaincu. Pas plus d'ailleurs que les menaces : tout réfractaire au sabotage encourageait une amende pouvant aller jusqu'à la coquette somme de 10 000 marks. Rien n'y fit.

Partout les Verts avaient organisé la « résistance » en appelant au boycottage pur et simple. Les

villes-États de Hambourg et de Brême ont demandé à la Chambre haute (Bundesrat) que l'opération soit reportée à 1985. Les sociaux-démocrates, sous le gouvernement desquels la loi avait été élaborée et votée, se prononcèrent finalement, la tête basse, pour un sursis. Même le ministre-président bavarois Franz Josef Strauss avait pris position dans ce sens.

La presse était partagée. La télévision a organisé sur le sujet une émission ouverte au public où partisans et adversaires de la loi se sont affrontés devant un auditoire qui, à la fin, penchait pour les seconds. D'après un sondage, 52 % des Allemands seraient franchement hostiles au recensement.

Ce débat a surpris par sa soudaineté et par sa virulence. Conçu comme un simple instrument de mesure de la population sous la tutelle du précédent ministre de l'intérieur, M. Gerhart Baum, champion des causes libérales, l'opération devint tout à coup objet de passions acharnées et fut largement désavouée par ceux qui prenaient au sérieux — les sérieux presque américains — les articles de la Constitution. On reprochait au recensement, souvent même avant d'avoir pris connaissance de son questionnaire, d'aller « fouiner » dans la vie privée des

gens, de s'opposer ainsi à « libre développement de la personnalité » promis par la Constitution.

Les « insoumis civiques »

Les opposants font partie d'une nouvelle catégorie de citoyens que l'on pourrait appeler les « insoumis civiques », toujours prompts à déceler l'intention totalitaire dans la gestion des pouvoirs publics. Ce sont ceux qui ont donné le branle à la campagne contre le recensement. Le gouvernement Kohl, qui se serait bien passé de cet embarras, y a répondu par une contre-campagne d'information et donné des assurances sur l'usage qui serait fait des questionnaires. Mais le mal était fait, la confiance ne régnait plus. Le chancelier Kohl — rappelons-nous les affiches électorales : « Il inspire confiance » — ne voulait pas risquer de galvauder son crédit à défendre l'œuvre de son prédécesseur et à laisser monter en première ligne son ministre de l'intérieur, M. Friedrich Zimmermann, homme d'ordre et d'autorité, qui n'était pas mécontent de soutenir sa réputation. Pour lui, la loi est la loi. Il n'y avait aucun danger que les réponses aux deux questionnaires puissent se retourner contre les intéressés.

N'y a-t-il pas là matière à collusion entre l'administration et la

statistique, bien qu'il soit précisé dans la loi que les informations révélées par la comparaison ne pourront donner lieu à sanction ? Les questions sont-elles justifiées par la nécessité de la planification urbaine (l'agriculture a fait l'objet d'un recensement particulier il y a quelques années), comme l'affirment les avocats de la loi, ou témoignent-elles de la curiosité insatiable de la technologie moderne, comme le disent ses détracteurs ? Un réflexe de peur a joué devant la « transparence » que les questionnaires semblent vouloir établir. L'Allemand conscient se refuse à devenir l'« homme de verre » d'un Etat surveillant ses faits et gestes. La plus haute juridiction ouest-allemande a considéré que cette inquiétude n'était pas sans fondement. Ce qui est clairement apparu en tout cas, c'est l'hypersensibilité d'une fraction significative de la population à tout ce qui pourrait ressembler à la mainmise de l'Etat moderne sur son intimité. C'est peut-être gênant pour les gouvernants, voire même parfois injurieux à leur égard. Cette attitude de suspicion n'en est pas moins une de ces données impondérables qui échappent à l'ordinateur tout en constituant une des bases de la mentalité de l'« Allemagne » du changement.

ALAIN CLÉMENT.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

Etats-Unis

En visite à Washington

M. Kohl exclut toute « controverse majeure » sur le commerce Est-Ouest au sommet de Williamsburg

De notre correspondant

Washington. — Il ne faut pas s'attendre dans l'immédiat à une nouvelle offensive américaine pour restreindre le commerce Est-Ouest. C'est la conviction de M. Helmut Kohl, qui était en visite à Washington, vendredi 15 avril, pour la première fois depuis sa victoire électorale. « Je n'ai pas de raisons de croire que ce sujet jouera un rôle majeur au sommet de Williamsburg », a dit le chancelier allemand au cours d'une conférence de presse qui suivait ses entretiens avec la Maison Blanche. Il exclut donc « toute controverse majeure sur ce thème » au cours de la réunion des pays industrialisés qui se tiendra en Virginie du 28 au 30 mai prochain.

M. Kohl a clairement fait comprendre aux dirigeants américains que l'Europe occidentale, et notamment la R.F.A., ne pouvait se permettre de perdre des marchés à l'Est en période de crise économique. L'alliance atlantique ne pourrait d'ailleurs supporter deux controverses internes à la fois : l'une — déjà en cours — sur le déploiement des missiles de l'OTAN et une autre du genre de l'embargo sur le gazoduc euro-sibérien. Le président Reagan a écouté d'une oreille attentive cet ami de l'Amérique qui s'exprimait au nom de la Communauté européenne. Et il semble avoir été sensible à ses mises en garde. Un responsable américain soulignait vendredi que toutes les études sur les relations commerciales Est-Ouest, commandées par les gouvernements alliés, ne seraient pas prêtes pour le sommet de Williamsburg. Ce qui retarderait en somme l'examen complet du dossier.

Selon M. Kohl, les Etats-Unis sont d'accord pour axer le sommet sur la situation économique des

pays industrialisés. On discuterait donc surtout des moyens de combattre le chômage et d'assurer une reprise sans forte inflation.

Le chancelier allemand a plaidé avec force pour le maintien de « contacts et voies de communication » avec l'Est. Aussi bien dans le domaine économique qu'en matière politique. Il ne cache pas son souhait d'un sommet soviéto-américain. « Les contacts personnels restent importants », a-t-il dit, quitte à admettre la thèse de Washington, selon laquelle un sommet Reagan-Andropov n'aurait de sens que s'il était très bien préparé et donnait des résultats tangibles.

En échange de ses demandes sur les rapports Est-Ouest, M. Kohl est venu offrir aux dirigeants américains un nouvel et ferme engagement sur le déploiement des fusées de l'OTAN, notamment les Pershing-2, qui doivent être installées en Allemagne fédérale. « Nous ne sommes, a-t-il dit, nullement impatient d'accueillir ces engins sur notre sol et nous les négocierons avec l'U.R.S.S. », mais les Soviétiques doivent savoir que (...) nous tiendrons notre engagement. S'il approuve les dernières propositions américaines (déploiement limité des Pershing-2 et des missiles de croisière en échange d'un démantèlement partiel des SS-20 soviétiques), M. Kohl a souligné cependant : « Nous n'avons pas encore entendu le dernier mot de Moscou ». Le président Reagan a tourné les choses un peu autrement sur le perron de la Maison Blanche : « Nous restons unis dans notre engagement [d'installer les fusées de l'OTAN selon le calendrier fixé] si la poursuite de l'intransigence soviétique le rend nécessaire ».

ROBERT SOLÉ.

A travers le monde

Algérie

• M. EDMOND MAIRE, secrétaire général de la C.F.D.T., est arrivé, vendredi 15 avril, à Alger, pour une visite officielle de quatre jours, à l'invitation de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.), syndicat unique. — (A.F.P.)

Australie

• LE PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN A PARIS. — M. Bob Hawke se rendra à Paris le 9 juin prochain, au cours d'une tournée de deux semaines à l'étranger qui le mènera en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en Indonésie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et à Genève, où il prendra la parole devant l'Organisation internationale du travail, a-t-on appris vendredi 15 avril à Canberra. Au cours de son séjour à Paris, il rencontrera le président Mitterrand, ainsi que MM. Mauroy, Chirac et Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer. — (A.F.P.)

Gabon

• ALLÈGEMENT DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE FRANÇAISE. — La grande commission mixte franco-gabonaise, dont les travaux ont pris fin vendredi 15 avril à Paris, a décidé que l'assistance technique française au Gabon sera allégée et améliorée afin de favoriser la relève de certains coopérateurs français par des Gabonais. Ce redéploiement de l'assistance technique française, souligne un communiqué, « répond à des obligations éthiques, politiques et financières. Les charges incombant à l'Etat gabonais s'en trouveront réduites ».

Roumanie

• M. STANCOU PAPUSOIU, que la Grande-Bretagne avait renvoyé en Roumanie le 16 mars, après lui avoir refusé le droit d'asile, se trouve, depuis le 6 avril en Autriche. Les autorités roumaines l'ont renvoyé lundi d'un passeport communiste et il a été arrêté à la frontière autrichienne dans un train venant de Hongrie : il n'avait ni billet ni argent. (U.P.)

Ghana

• AIDE ALIMENTAIRE FRANÇAISE. — La France va fournir au Ghana une aide alimentaire de près de 3 000 tonnes de farine, d'une valeur de 3,796 millions de francs, pour la réinsertion des réfugiés expulsés du Nigeria. L'accord a été signé, vendredi 15 avril, à Paris, au ministère de l'Economie et des finances.

Libye

• HUIT RESSORTISSANTS OUEST-ALLEMANDS sont actuellement détenus en Libye, a annoncé un porte-parole du ministère ouest-allemand des affaires étrangères, vendredi 15 avril. Selon des sources informées, la détention de ces personnes pourrait constituer une mesure de rétorsion contre la procédure judiciaire engagée à Bonn contre un médecin libyen, le docteur Mustapha Zaidi, accusé d'avoir participé à des séances de torture d'opposants au colonel Kadhafi, au bureau populaire (ambassade) libyen, à Bonn. (A.F.P.)

LES TARIFS DU MONDE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 5,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 36 dr. ; Irlande, 78 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 0,280 DL ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 128 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 S. ; Tchécoslovaquie, 66 s. ; S. RUE DES ITALIENS 75437 PARIS CEDEX 09 TÉLÉPHONE 650572 F C.C.P. 4287 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

La tumultueuse « arrière-cour » de Washington

Le casse-tête centre-américain

De notre correspondant

Washington. — Le président Reagan s'évertue, depuis deux ans et demi, à expliquer sa politique en Amérique centrale. Sans grand succès. Aux Etats-Unis comme en Europe, ses initiatives rencontrent souvent le scepticisme, l'inquiétude ou la désapprobation. Et ceux qui les appuient se montrent plutôt discrets, comme s'ils avaient beaucoup de mal à s'en accommoder.

L'importance de l'Amérique centrale n'est niée par personne à Washington. « C'est une de nos frontières », répète l'administration Reagan. La moitié de notre commerce extérieur passe par le canal de Panama et le golfe du Mexique. En temps de guerre, la moitié de nos fournitures à l'OTAN transiterait par cette zone. Et toute nouvelle instabilité politique, toute naissance de dictature dans la région, provoquent immédiatement un afflux de réfugiés sur notre territoire.

C'est un langage que les Américains comprennent. Ils sont en grande majorité hostiles à l'implantation de « nouveaux Cuba » dans leur « arrière-cour ». Mais les moyens employés pour assurer la stabilité dans la région et barrer la route à la « révolution sans frontières » sont très discutés.

Chiffres à l'appui, M. Reagan démontre que la principale intervention des Etats-Unis en Améri-

que centrale est d'ordre pacifique. L'assistance économique aux pays amis ne dépasse-t-elle pas de loin l'assistance militaire ? En fait, cette dernière ne cesse de croître depuis deux ans et demi, en chiffres absolus comme en proportion. Si le Guatemala et Costa-Rica bénéficient de crédits modestes pour l'achat d'armes et d'un simple entraînement pour leurs officiers et soldats, le Honduras et surtout le Salvador disposent d'une aide plus importante, avec la présence de plusieurs dizaines de conseillers militaires américains sur le terrain. D'autre part, les Etats-Unis exercent des pressions — économiques et militaires — pour influencer ou carrément déstabiliser des régimes ennemis. Cuba en avait fait l'expérience. C'est maintenant le tour du Nicaragua.

Des fuites orientées ?

La thèse de Washington est simple. Au Salvador, on se trouve devant un gouvernement élu, qui n'est certes pas parfait, mais qui progresse dans la défense des droits de l'homme, dans la réforme agraire et la démocratisation. Un gouvernement qui irait beaucoup plus vite dans cette voie si des mouvements révolutionnaires, soutenus par Cuba et le Nicaragua, ne le harcelaient militairement en tentant de détruire les infrastructures économiques du pays. Selon Washington, une

négociation avec les insurgés n'aurait de sens que si elle portait sur l'organisation d'élections libres. En revanche, tout partage négocié du pouvoir, — au-dessus de la tête du peuple —, est inacceptable : il ne pourrait d'ailleurs que conduire à une mainmise marxiste sur tous les rouages de l'Etat, comme au Laos.

Quant au Nicaragua, on lui reproche trois choses : de se donner une armée démesurée en Amérique centrale avec la participation de nombreux spécialistes soviétiques et cubains ; de chercher à « exporter la révolution » chez ses voisins ; d'instaurer progressivement une dictature. Le régime sandiniste aurait donc triplement trahi ses promesses. Et c'est pourquoi l'aide économique américaine, maintenue par M. Reagan pendant quelques mois de sa présidence, lui aurait été supprimée.

Elément nouveau : après des révélations de la presse américaine, Washington admet à demi-mot que la C.I.A. soutient des forces paramilitaires au Honduras et au Nicaragua dont le but avoué est de renverser le régime sandiniste. Quelque 20 millions de dollars seraient consacrés cette année par les Etats-Unis à des fournitures d'armes, un entraînement et des renseignements fournis aux rebelles grâce à des avions espions.

Ces fuites ne déplaisent pas forcément à l'administration Reagan. On se demande même si elle

ne les a pas favorisées pour désigner les rebelles comme une force crédible de substitution au régime sandiniste. S'adressant, le 12 avril, à la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Thomas Enders, assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, présentait les deux principaux groupes — le Front démocratique national et l'Alliance révolutionnaire démocratique — comme des victimes de la « répression sandiniste », et des défenseurs de la liberté. « Ils n'ont rien à voir avec le somnisme qui est mort avec Somosa », affirmait M. Enders.

C'est, en quelque sorte, au Salvador à l'envers. L'administration Reagan fait au Nicaragua ce qu'elle reproche dans le pays voisin. Peut-être pour pouvoir négocier un jour un double arrêt des hostilités. Mais cette nouvelle dimension de l'intervention américaine ne fait qu'inquiéter un peu plus le Congrès.

Le « Boland Amendment »

Le Kremlin peut faire ce qu'il veut en Afghanistan ou en Pologne. La Maison Blanche, elle, n'agit en Amérique centrale que sous l'œil vigilant de la presse et du Congrès. Chaque initiative du gouvernement est connue, chacune de ses divisions internes aus-

NICARAGUA ET HONDURAS

Dialogue de sourds au bord du gouffre

De notre correspondant

Buenos-Aires. — M. Miguel d'Escoto, ministre nicaraguayen des affaires étrangères, et son collègue du Honduras, M. Paz Barmica, assistaient à la réunion du groupe des 77 à Buenos-Aires. Ils ont multiplié les déclarations qui mettent en évidence le véritable dialogue de sourds qui s'est instauré entre deux pays qui se trouvent au bord d'un véritable conflit armé.

Si les deux hommes affirment d'une même voix vouloir éviter cet affrontement, leurs positions restent diamétralement opposées. Qu'il s'agisse de définir les causes et la nature du conflit ou de chercher les moyens de le résoudre par la voie diplomatique.

Allez chez le psychiatre !

Selon le ministre nicaraguayen, le vrai conflit oppose les Etats-Unis au Nicaragua. « Nous sommes victimes d'une invasion nord-américaine », affirme-t-il. A l'en croire, c'est l'œuvre des experts de la C.I.A. et du commandement sud de l'armée américaine basé à Panama. Le responsable de la coordination des opérations serait l'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, M. Negroponte, le « praeconsul », comme l'appelle M. d'Escoto. Tout en soulignant qu'il n'existe aucun différend avec le Honduras, le représentant de Managua considère que le gouvernement présidé par M. Suazo Cordova joue un rôle actif dans l'agression perpétrée contre le Nicaragua. « Le Honduras prête son territoire aux groupes somalistes, et nous avons la preuve que des officiers honduriens interviennent dans les combats ». « Cela n'a rien d'étonnant », ajoute M. d'Escoto. L'homme fort du Honduras n'est pas, en effet, M. Suazo Cordova, mais le général Gustavo Alvarez, ex-chef des

forces de sécurité publique et actuellement à la tête de l'armée. Or ce dernier, que le chef de la diplomatie nicaraguayenne qualifie de « psychopathe fasciste », n'a jamais caché son intention d'envahir le Nicaragua. Les Etats-Unis ont trouvé en lui la personne idéale pour exécuter leurs plans », conclut M. d'Escoto.

Que répond M. Paz Barmica ? Il reconnaît que « Trois ou quatre mille ex-membres de la garde nationale d'Anastasio Somoza se trouvent en territoire hondurien » et qu'il est difficile de les contrôler. De même admet-il la présence d'une soixantaine de conseillers militaires américains, « en vertu d'un accord signé avec les Etats-Unis en 1954 ». Il nie que trois nouveaux aéroports soient en construction. « Ces trois aéroports existent depuis longtemps. Nous sommes seulement en train de les moderniser à des fins commerciales ». M. Paz Barmica ajoute cependant qu'ils peuvent aussi servir à des fins militaires. Le ministre hondurien des affaires étrangères se fâche tout rouge devant les accusations de son homologue de Managua pour qui « le Honduras est un pays qui a aliéné sa souveraineté ». « Nos relations avec les Etats-Unis sont des relations d'interdépendance », affirme-t-il et il contre-attaque aussitôt en déclarant : « Il y a au Nicaragua dix-sept mille conseillers originaires de Cuba et d'Europe de l'Est. Ils dirigent tout, l'économie, l'éducation, l'armée... ». Réplique de M. d'Escoto : « Mon collègue devrait profiter de son séjour à Buenos-Aires pour se faire soigner par un psychiatre ».

La thèse défendue par M. Paz Barmica est que le Nicaragua est au bord de la guerre civile. « L'affrontement entre les rebelles et les forces gouvernementales est un problème interne que les autorités sandinistes essaient de déguiser en une agression externe,

affirme-t-il. Des milliers de Nicaraguayens se réfugient au Honduras pour fuir le climat de violence qui règne dans leur pays. Selon le ministre hondurien, ils sont actuellement vingt-cinq mille dont quatorze mille Indiens Miskitos.

L'archevêque est « manipulé »

M. d'Escoto rejette catégoriquement cette interprétation. « Il ne s'agit pas d'une guerre civile mais d'une opération impérialiste de la C.I.A. et de ses frères spirituels, les somalistes. Les Etats-Unis font croire aux envahisseurs qu'ils pourront rétablir un Nicaragua somaliste sans Somoza. Mais ils oublient que le peuple du Nicaragua est viscéralement antisomaliste ». Le père d'Escoto reconnaît qu'il y a des mécontents au Nicaragua et que tous les opposants au gouvernement sandiniste ne sont pas des somalistes. Mais ce ne sont pas non plus d'authentiques « partisans de la contre-révolution ». Le commandant Zero, M. Eden Pastora ? « Il haïssait Somoza parce que ce dernier est le responsable de la mort de son père. Quand on se réclame de Sandino, on ne peut s'allier avec la C.I.A. et participer à une invasion aux côtés d'ex-membres de la garde nationale ». Violetta Chamorro ? « Elle n'a jamais vraiment fait de politique. Ce qui se passe, c'est qu'elle se trouve dans une situation très douloureuse en raison de la division de sa famille ». Alfonso Robelo ? « La figure de Robelo apparaît sur la scène politique un an après le déclenchement de la révolution, lorsque les Etats-Unis se rendent compte que les jours de Somoza sont comptés et cherchent un remplaçant. L'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando Bravo ? « Il est manipulé par l'administration Reagan, qui veut en faire le symbole de la lutte contre le gouvernement sandiniste. Malheureusement, plus

qu'un chef spirituel, c'est un leader politique autour duquel se rassemblent les contre-révolutionnaires ».

M. Paz Barmica présente son pays comme le champion de la « démocratie » et du « pluralisme » face au « totalitarisme » incarné par le régime de Managua. Il affirme avoir éprouvé une grande sympathie pour la révolution sandiniste à ses débuts, mais estime que le gouvernement du Nicaragua n'a pas tenu l'engagement pris en 1979 devant l'O.E.A. d'instaurer « un régime démocratique respectueux des libertés et de la propriété privée ». Pas encore. « Le gouvernement sandiniste est le principal facteur de déstabilisation des régimes démocratiques d'Amérique centrale ».

Le représentant de Managua répond que « les sandinistes ont renversé Somoza pour faire une révolution populaire et pas pour préserver les intérêts de la classe privilégiée ». Si les élections n'ont pas eu lieu au lendemain de la révolution, c'est à la demande de M. Robelo, qui craignait un raz de marée sandiniste... Nous maintenons notre objectif de procéder à des élections libres en 1985. Actuellement, le Conseil d'Etat travaille activement à l'élaboration du projet de loi sur les partis politiques ». Quant à l'accusation de vouloir déstabiliser le régime démocratique du Honduras, M. d'Escoto déclare : « C'est la politique des Etats-Unis qui déstabilise le gouvernement de M. Suazo Cordova et pas le gouvernement sandiniste ».

M. Paz Barmica et M. d'Escoto ont eu un tête-à-tête privé durant leur séjour à Buenos-Aires. Le ministre sandiniste affirme avoir dit : « Si le gouvernement de M. Suazo Cordova continue de coopérer avec la politique agressive de M. Reagan, il n'y aura d'autre issue que la guerre ».

JACQUES DESPRES.

re-cour
ashington
néricain

Les Etats-Unis ont toujours vu dans l'Amérique centrale leur « backyard » (arrière-cour), lieu de tapage et parfois de rixes. Désormais, ils doivent y compter avec une révolution au Nicaragua et de sanglantes guerres civiles au Salvador et au Guatemala. M. Reagan, qui aimerait mettre à la raison les « exportateurs de révolution », se heurte à un Congrès allergique aux aventures. A l'extérieur, il tente de limiter la discussion à l'Organisation des Etats américains (O.E.A.), soulevant là aussi des résistances. Tandis que le Nicaragua et le Honduras s'insultent avant de s'affronter et que les sectes évangéliques pêchent des âmes dans ces eaux agitées...

du président Reagan

siôt commentée. Aucun secret ne tient très longtemps à Washington. Ce n'est pas le moyen le plus commode de conduire une bataille diplomatique et des actions sur le terrain.

Faisant le danger d'opérations clandestines, la Chambre avait adopté, à l'unanimité, en décembre 1982, une recommandation rédigée par M. Edward Boland, représentant du Massachusetts. Cette disposition interdisait aux Etats-Unis de fournir une aide quelconque à des rebelles dans le but de renverser le gouvernement du Nicaragua ou de provoquer un conflit armé entre ce pays et le Honduras.

Le « Boland Amendment » est-il violé ? Son auteur pense que oui et réclame un vote pour couper les crédits aux opérations clandestines. Plusieurs autres démocrates n'hésitent pas à voir une réédition de l'invasion manquée de Cuba, en 1961. « Il s'agit d'une baie des Cochons au ralenti », a affirmé M. Gerry Studds, représentant du Maryland.

Le bourbier salvadorien

Ce n'est pas l'avis de M. Barry Goldwater, président de la commission sénatoriale sur les activités de renseignement. Après avoir entendu les explications de la C.I.A., ce conservateur déclare que le Boland Amendment n'est violé « ni dans la lettre ni dans l'esprit ». Le directeur de la C.I.A. lui a dit en substance : « Que les rebelles veulent renverser le régime sandiniste, c'est probable. Mais il s'agit d'un rêve irréalisable. Nous ne cherchons qu'à exercer des pressions sur le Nicaragua pour qu'il stoppe son aide aux insurgés du Salvador. » Le président Reagan a repris à son compte cette explication, en déclarant, le 14 avril : « Nous respectons le Boland Amendment. Nous ne faisons rien pour essayer de renverser le gouvernement du Nicaragua. Notre seul action est d'interdire des

fournitures d'armes » (aux révolutionnaires salvadoriens).

Ce débat masque une interrogation plus profonde du Congrès sur le bien-fondé et l'efficacité de la politique réaganienne en Amérique centrale. Au Salvador, malgré une assistance croissante des

riures ne risquent-elles pas de resserrer les rangs autour du gouvernement sandiniste ? Et n'est-ce pas faire un beau cadeau aux Soviétiques, qui, d'accusés en Afghanistan, deviennent procureurs en Amérique centrale ?

M. Reagan donne l'impression



La première carte où le nord et le sud du continent américain soient reliés. (Introduit par le Pentagone, Caracas, 1912.)

Etats-Unis, la situation des forces gouvernementales ne s'est pas améliorée et on ne peut pas dire que la démocratisation avance à grands pas. Au Nicaragua, les menaces de déstabilisation exté-

rieure s'engagent un peu légèrement dans le bourbier salvadorien et de ne plus savoir comment en sortir. Trop de choses ont été affirmées à Washington depuis deux ans et demi, et avec trop

d'assurance, pour qu'un changement de politique ne soit interprété comme une défaite ou un abandon des « amis de l'Amérique ».

Il est plus facile à M. Reagan de chercher à déstabiliser le régime sandiniste par des pressions économiques ou des opérations clandestines. Mais cette politique divise son administration : des responsables du département d'Etat seraient allés récemment se plaindre à la Maison Blanche des initiatives de la C.I.A.

Pour le moment, ce sont les « durs » qui l'emportent dans la définition de la ligne politique. On compte parmi eux le responsable du conseil national de sécurité, M. William Clark et l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, M. Kirkpatrick. La tendance « réaliste », elle, est représentée par M. Thomas Enders, l'assistant du secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, même s'il a le rôle ingrat de défendre à long terme la ligne officielle devant le Congrès. On a beaucoup de mal à classer le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, qui était supposé introduire une politique plus souple que celle de son prédécesseur, le général Haig. Jusqu'à présent, il n'a pas changé grand-chose et a même dû s'« haïsser » pour ne pas être mis sur la touche.

Seul le Congrès a les moyens de renverser le courant, sous l'impulsion des démocrates qui sont majoritaires à la Chambre. Il est dédié à se faire entendre et à peser davantage sur les choix de l'administration. Sa tendance actuelle est de limiter au minimum l'assistance militaire aux pays de la région, tout en posant des conditions plus strictes pour l'octroi de cette aide. Les congressistes ignorent pas que M. Reagan les rendra responsables d'un échec de sa politique en Amérique centrale. Beaucoup d'entre eux préfèrent prendre ce risque plutôt que de voir se poursuivre des initiatives qui leur paraissent à la fois dangereuses et sans issue.

ROBERT SOLÉ

Le roi Hussein devrait discuter avec nous de la suspension des implantations en Cisjordanie

déclare le porte-parole du gouvernement israélien

Avant de quitter la Bulgarie, où il se trouvait en « visite de travail », M. Arafat a déclaré, vendredi 15 avril, que « la porte reste ouverte pour une [nouvelle] rencontre palestinienne-jordanienne ».

Par ailleurs, l'ambassadeur américain au Proche-Orient, M. Philip Habib, intensifie ses consultations dans la région et a rencontré, vendredi, le premier ministre israélien, M. Begin.

De notre correspondant

New-York. — Le porte-parole du gouvernement israélien, M. Dan Meridor, a terminé une tournée de conférences aux Etats-Unis en s'adressant, vendredi, aux correspondants accrédités à l'ONU. Interrogé sur la portée du refus du roi de Jordanie d'être associé au plan de paix de M. Reagan, M. Meridor a jugé très important le fait que le souverain ait rejeté sur l'O.L.P. plutôt que sur Israël la responsabilité de son refus. « Le principal problème du roi Hussein n'est pas Israël », a insisté M. Meridor, mais l'intransigeance du monde arabe. Le roi a réussi à se maintenir en jouant

adroitement avec ce monde essentiellement instable, mais il s'est toujours appuyé sur le consensus arabe. »

Pour le porte-parole israélien, c'est là une attitude sans issue, car, selon lui, plusieurs Etats arabes modérés ne souhaitent qu'une chose : ne pas avoir à donner leur avis dans certaines négociations. « Si Sadate, Begin et Carter avaient demandé l'avis des Saoudiens lors des négociations de Camp David, Israël et l'Egypte seraient toujours en guerre », a dit M. Meridor. « Jérusalem, a-t-il poursuivi, souhaite des négociations directes avec la Jordanie, comme il en a eues avec l'Egypte et comme il en a actuellement avec le Liban. » Pour M. Meridor, inclure l'O.L.P. dans la négociation ne peut que mener à l'échec, d'autant que l'organisation palestinienne est sur le « déclin » depuis qu'elle a été expulsée de Beyrouth en 1982 : « La seule méthode est d'ignorer l'O.L.P., pas de la monter en épingle. »

Iran

Le tchador ou la prison

Les femmes en Iran qui ne respectent pas le port de la « tenue islamique » dans la rue encourrent désormais de un mois à un an de prison en vertu d'une circulaire du Conseil suprême de la justice, rendue publique vendredi 15 avril à Téhéran. Une procédure de « flagrant délit » sera appliquée, et les forces de l'ordre doivent présenter les accusées devant le tribunal pénal, au plus tard vingt-quatre heures après leur arrestation.

La « tenue islamique » que toutes les femmes en Iran doivent porter dans les lieux publics, quelle que soit leur religion ou leur nationalité, comprend un foulard cachant les cheveux, des vêtements amples pour ne pas souligner la silhouette, des manches longues et des « bas non transparents ». Une campagne pour le respect de cette tenue s'est développée ces dernières semaines. De nombreuses femmes ont été interpellées, certaines étant conduites à la prison d'Evin de Téhéran. La vente et l'achat de « photos ou films pornographiques » ou d'enregistrements de « musique vulgaire » sont passibles des mêmes peines, précise la circulaire citée par Radio-Téhéran. — (A.F.P.)

NICOLE BERNHEIM.

GUATEMALA

Dans les pieuses mains de « Frère Efraïn »

De notre envoyé spécial

Guatemala-Ciudad. — Le pasteur James de Golyer — « Frère Jim », comme le surnomment ses disciples — a le sourire angélique des religieux combattis. L'Eglise du Verbe, qu'il dirige, a le vent en poupe. « Nous sommes environ cinq cents membres actifs, mais nos adhérents se comptent par milliers », annonce d'ore et de proie Jim. Efficace prosélytisme en sept années de présence de cette succursale guatémaltèque d'une secte fondamentaliste américaine « Gospel Outreach » (Dépasser l'Evangile) basée à Eureka en Californie.

Le 4 février 1976, un tremblement de terre ravagea le pays des Mayas : vingt-deux mille morts, un million de sinistrés. Une vingtaine de missionnaires du « Gospel Outreach » virent participer aux travaux de reconstruction. Ils portèrent aussi la bonne parole au milieu des décombres. L'Eglise du Verbe est née. Elle aurait pu rejoindre discrètement la grande famille des adventistes, baptistes et autres presbytériens qui ont élu l'Amérique centrale comme nouvelle terre de mission privilégiée. Dans le seul Guatemala, aux dires des évangélistes, près du quart des 7,5 millions d'habitants fréquente les sept mille temples d'une centaine d'Eglises réformées et de sectes. Mais, comme le souligne Frère Jim, un « divin miracle » a tiré l'Eglise du Verbe de l'anonymat : la conversion en 1979 de « Frère

Efraïn », plus connu comme général Rios Montt, qui fut porté au pouvoir à la suite du coup d'Etat le 23 mars 1982. Sans cette élévation, il aurait pu succéder au « Conseil des Anciens », organe directeur de l'Eglise du Verbe. « Les Anciens », nous dit Frère Jim, ne se contentent pas de donner des conseils spirituels. Ils définissent la politique de l'Eglise dans le pays. « Frère Jim » ne voit aucune contradiction entre cette politique et les orientations gouvernementales. L'embarquement des populations paysannes dans les milices d'autodéfense civiles ? « C'est une excellente initiative. Elle a porté un coup sévère à la guérilla. Il est toujours plus efficace de faire pacifier une région par ses propres habitants que par des soldats venus d'ailleurs. »

« Il suit nos conseils »

Un autre Ancien, qui n'a pas attendu lui non plus la quarantaine, le pasteur James Jankowiak, intervient à son tour : « Le président resta membre de notre Eglise. Aussi, nous continuons à lui prodiguer nos recommandations. » « Bien sûr, prend-il le soin d'ajouter, Efraïn reste libre de les accepter ou de les refuser — Et qu'en est-il ? — Généralement il suit nos conseils — Vous pouvez me citer un cas ? — Le Guatemala vit actuellement un processus de renouveau moral. Nous avons incité Efraïn à lancer une campagne pour

purifier le gouvernement et mettre un terme à la corruption, aux abus de pouvoir et aux mensonges. Un jour, un journaliste m'a signalé que le président n'avait pas dit la vérité à propos d'un cas de répression dans l'Altiplano. Nous avons dit à Efraïn : « Sur les affaires d'Etat ou les problèmes relevant du secret d'Etat, plutôt que de mentir, pourquoi ne t'abstiens-tu pas de commenter ? Il en va de ta crédibilité et de celle de ta politique ». Le président est tombé d'accord avec nous. Et s'est engagé à « chercher l'exemple. »

Pour plus de sécurité, deux Anciens ont été promus dès avril 1982 conseillers à la présidence. Ils préparent notamment les causeries dominicales radiodiffusées du général Rios Montt, qui s'achèvent par l'inévitable « Que Dieu vous bénisse ! ». « Nous avons choisi, dit Frère Jim, de déléguer auprès d'Efraïn Alvaro Contreras et Francisco Bianchi, en raison de leurs grandes compétences. Outre leur appartenance à l'Eglise du Verbe depuis plus de six ans, ils ont tous deux travaillé pour la grande agence de publicité nord-américaine Mac Cann-Ericsson. »

L'Eglise du Verbe reçoit aussi un soutien financier en provenance des Etats-Unis. La centrale californienne envoie régulièrement des fonds à sa filiale guatémaltèque, « pour assurer son expansion ». Ce phénomène préoccupe les autorités catholiques. Dans la capitale guatémaltèque, la nonce apostoli-

que, Mgr Oriano Quilici, sans se départir d'une prudence toute ecclésiastique, se déclare « inquiet » de l'influence grandissante des sectes. Le Conseil des évêques latino-américains (CELAM) considère que cette implantation représente, après le drame de la pauvreté, la plus grande défi lancé à l'Eglise catholique dans le sous-continent. A l'ambassade américaine, on reconnaît volontiers « une montée de la tension entre les deux Eglises », tout en signalant au passage que « l'Eglise catholique n'est pas ici une Eglise nationale : 80 % de ses prêtres sont étrangers ».

De son côté, le général Rios Montt affiche la détermination des nouveaux convertis. Monté sur une petite estrade dans un salon du palais présidentiel, il nous explique, à l'aise et souriant, la mission dont il se sent investi : « Donner une nouvelle espérance au pays, changer les mentalités ». Un projet à long terme ? « Oui, mais il est difficile de dire combien d'années je vais rester à la tête de la nation. » La main sur le cœur, le président ajoute, comme pour faire écho à ses coreligionnaires : « Je suis un homme qui désire dire la vérité. En ce sens, je n'obéis pas à la Constitution mais à la Bible. » — « Et vous avez le sentiment que Dieu vous protège ? » « Ce n'est pas un sentiment. C'est une certitude. »

YVES HARDY.

A voir

Phnom-Penh et ses « envahisseurs »

Comment se fait-il que nous soyons si souvent invités au Cambodge ? C'est vrai, c'est curieux, tous les trois mois le tché nous emmène faire un tour à Phnom-Penh. On s'y balade comme on veut. Dimanche encore la mégasse d'A2 nous ouvre les portes d'un hôpital et d'un orphelinat où nous aurons loisir de tout inspecter. Et pour ramener quelques images de Kaboul on est obligé de planquer une caméra dans un cartable et d'enfourer des micros dans des fourrures. Vous me direz qu'à Saigon même, les Vietnamiens se montrent beaucoup moins méfiants que les Soviétiques. Exact. Question de tempérament peut-être.

Quoi qu'il en soit, nous n'allons pas nous plaindre de ce que la météo est trop belle. Ni trop indiscret le reportage de Paul Nahon à travers les rues hier vides, aveugles, muettes, dévastées par les tumeurs de Poi Pot, aujourd'hui grouillantes, bavardes, animées d'une ville envahie par les paysans des campagnes alentour, trouée d'énormes marchés où l'on trouve de tout. Y compris des médicaments fournis par l'aide internationale et détournés de leur destination première par les rois de la camiboulie. A l'hôpital dont je vous parle plus haut, le médecin chef nous vante d'une voix unie, tranquille, les avantages du régime, bien toléré,

semble-t-il, par une population qui considère les deux cent mille soldats vietnamiens stationnés sur son territoire comme des « libérateurs-envahisseurs ».

Le commentaire adopte un ton d'une assez rare liberté, les questions posées à cette maîtresse d'école chargée d'inculquer la haine de l'impérialisme américain et de l'expansionnisme chinois aux petits pensionnaires de l'orphelinat, sont pertinentes à souhait. Du bon travail.

Autre sujet, vaguement lié au précédent : la foi, non pas politique mais religieuse qui anime la communauté de Saint-Jean en Saône-et-Loire. Les moines mènent là une vie austère et recueillie. Ils ont l'air très paisibles, très contents, ils ne se laissent pas intimider par le journaliste qui leur demande : « Comment ça vous vaient l'appel divin ? Ça gratouille ? Ça chatouille ? Ou quoi ? ». Ni par le fait qu'il ne se gêne pas pour les accuser de fuites de responsabilités. Gentiment, notez. C'est fait avec tact et sensibilité. Enfin, dernier sujet celui-là je ne l'ai pas vu — les ravages causés à Porto-Rico par l'utilisation abusive des hormones dans l'alimentation.

CLAUDE SARRAUTE.

« Dimanche magazine, Antenne 2, dimanche 17 avril, 18 h 5. »

Etranger

EN ITALIE

Un mouvement de solidarité s'amplifie autour des deux journaux de gauche menacés de suppression

Deux quotidiens italiens de gauche sont actuellement au centre d'un phénomène politique aussi exceptionnel que significatif de la part des couches de lecteurs qu'ils avaient touchés.

Représentant deux histoires différentes, *Pace Sera* et *Il Manifesto*, dans leur lutte pour survivre (*le Monde* date 20-21 février, du 2 et du 7 avril), sont largement soutenus par leurs lecteurs.

De notre correspondant

Rome. — Depuis douze jours, *Pace Sera* paraît en autogestion, alors que la société éditrice avait décidé sa fermeture le 3 avril, plaçant en chômage technique l'ensemble du personnel, journalistes et employés. Au cours d'une assemblée générale, le jeudi 14 avril, la rédaction a décidé d'entreprendre la procédure de constitution en coopérative qui, faisant d'elle une personne morale, lui donnerait droit de préemption sur le titre.

Pace Sera, qui se situe dans la mouvance communiste, existe depuis trente-quatre ans. Publié désormais sous la responsabilité de son comité de rédaction, il a réussi à réaliser une unité notable de ses trois catégories professionnelles (journalistes, employés et typographes). La création d'une coopérative n'est pas, selon le comité de rédaction, une fin, mais un moyen pour être en position de négocier avec la société éditrice.

En fait, presque deux semaines après la décision de celle-ci de fermer le quotidien, on comprend d'autant moins les raisons profondes de cette décision que les journalistes eux-mêmes ne savent pas exactement qui possède le capital de leur journal. L'hypothèse la plus plausible aujourd'hui est que les mystérieux propriétaires, qui avaient acheté, en 1981, le journal à une société dépendante du P.C.I., avaient un projet politique (on les dit prosocratiques...) et qu'ils ont décidé de retirer leur financement à la suite de la déconfiture de cette tendance lors du congrès du P.C.I.

Cela dit, le directeur de *Pace Sera*, Piero Pratesi, et les journalistes affirment que, s'il y avait projet politique, ils n'ont jamais été soumis à des directives du propriétaire. Celui-ci n'en a pas moins licencié certains rédacteurs. Le comité de rédaction a demandé à la présidence du conseil d'ouvrir une enquête sur les véritables propriétaires de leur journal.

La condamnation à mort de *Pace Sera* a suscité une vague de solidarité dans l'opinion publique. Le quotidien a reçu en une semaine pour 120 millions de lire

de se retirer à Tibany, aux rives du lac Balaton. Nous sommes en 1951.

Le poète hongrois Gyula Illyes est mort

(Suite de la première page.)

Les nouveaux textes qu'il publie éveillent l'attention sourcilieuse des autorités hongroises, mais également l'intérêt des communistes, et c'est ainsi qu'il va participer au fameux congrès de Kharov, où il rencontre Aragon, Malraux, Nizan et quelques autres. De ce voyage hasardeux (il n'existait pas de rapports diplomatiques entre la Hongrie et l'U.R.S.S.), Illyes rapportera un livre qui fera sensation. Dès ce moment, Gyula Illyes a découvert sa voie et sa voix. Farouche ennemi de ceux qui admettent tant, en Hongrie, Mussolini et Hitler, les Horbly et les Gombos, Gyula Illyes élabora des textes poétiques qui reflètent exactement ce que Pierre Emmanuel, les évoquant, disait être l'«hérosisme du quotidien». Il travaille avec une sorte de fièvre à des essais (son livre sur Petöfi, par exemple), à des récits (*Ceux des puszta*), à des poèmes (*L'Ordre dans les ruines*), sans abandonner un militantisme paysan qui lui tient à cœur. Pour vivre, il travaille huit heures par jour dans un bureau : «J'obéis. Je ne prie, celui auquel j'obéis...»

Avec les préjudes de la seconde guerre mondiale s'ouvre pour l'écrivain une période difficile. Il accepte de diriger une revue, *l'Étoile hongroise*, mais, à la promulgation des lois antijuives, il refuse d'y introduire la discrimination raciale. Le régime lui crée des difficultés, et d'autant plus fortes que Gyula Illyes a été le maître d'œuvre de *Trésor de la littérature française*, une vaste anthologie (du Moyen Âge à Guillaume Apollinaire), qui est un hommage direct à la France occupée. Lorsque les Allemands envahissent la Hongrie (en mars 1944), Gyula Illyes prend la fuite. Il reviendra avec le nouveau régime, et Rakosi dira bientôt de lui qu'il est le «plus grand écrivain hongrois». Il sera même élu député, et il restera une année durant. Mais sa liberté d'esprit, et l'obstination qu'il met à défendre les minoritaires, voire les opposants, le rendent suspect. Il dirige une nouvelle revue, *la Réponse*, vite attaquée par Szabó Nap, organe officiel du parti. *La Réponse* disparaît; Gyula Illyes sera pris à partie par le Jdanov hongrois, Jozsef Révai; et il sera contraint

de se retirer à Tibany, aux rives du lac Balaton. Nous sommes en 1951.

En 1956, Gyula Illyes publie l'un de ses principaux recueils, rassemblant quelques dix années de production poétique : *Poèmes de main*. Quelques semaines plus tard, éclate ce que l'on nomme l'«Octobre hongrois». De cette époque, où il publie un poème fameux signé Gyula Illyes : *Une phrase sur la tyrannie*, qui se termine ainsi (dans la version donnée par Jean Follain) : «Car là où il y a tyrannie, tout reste vain, même le chant aussi fidèle qu'il soit...»

Les événements terminés de la façon que l'on sait, Gyula Illyes, une nouvelle fois, intervient en faveur des opposants et des victimes. Rakosi, il choisit un long temps de silence. Il regarde les eaux du lac Balaton. Rakosi avait raison, mais Rakosi n'avait rien compris à la parole de Gyula Illyes, — toute de fraternité et toute de dignité.

Ces dernières années, Gyula Illyes s'était fait le défenseur actif des minorités hongroises en Roumanie et en Tchécoslovaquie et il avait écrit deux articles accusant notamment le gouvernement de M. Ceausescu d'«ethnisme systématique» en comparant les conditions de vie des Hongrois de Transylvanie à l'apartheid.

On trouve quelques livres de Gyula Illyes en français, principalement chez Gallimard : *Ceux des puszta*, et, dans une adaptation de Jean Rousset, *de Petöfi*. Pierre Seghers et Ladislav Gura ont publié un choix de poèmes de Gyula Illyes dans la collection «Autour du monde» en 1956. Une coproduction de la Maison du poète (Bruxelles) et Occidental Press (Washington) reproduit le titre *Hommage à Gyula Illyes*, une anthologie de textes du poète, due à divers traducteurs. Nous sommes également un volume traduit par Cécile Menecier, aux Éditions français réunies : *Sur la barque de Caron*.

Considéré comme un des plus grands poètes de notre temps, Gyula Illyes avait été proposé à plusieurs reprises pour le prix Nobel de littérature. C'est maintenant trop tard.

HUBERT JUIN.

Lectures

Qui accuser du drame libanais ?

Pourquoi le drame du Liban ?

Qui l'a provoqué ?

Aurait-il pu être évité ?

Les livres publiés sur un sujet

de cette importance

ne sont pas aussi nombreux

qu'on pourrait le croire.

En voici quelques-uns

qui ont le grand mérite

de tenter de tirer la leçon

d'un désastre.

« Parce qu'il était le seul Etat

arabe à fonder son régime politi-

que sur la reconnaissance de

toutes les communautés, le seul

Etat arabe à n'avoir pas une reli-

gion d'Etat, mais où toutes les

religions étaient, pour ainsi dire,

religions d'Etat, le Liban était le

révélateur de la plus authentique

de la viabilité ou de la non-viabilité

du nationalisme arabe libéré du

fondamentalisme religieux. »

Dans l'introduction à l'ouvrage

de trois cent soixante-cinq pages (1)

qu'il a consacré à l'histoire de la

genèse et du développement du

nationalisme arabe, Charles Rizk

analyse les « errements » de l'arab-

isme qui, selon lui, sont en

majore partie à l'origine des mal-

heurs de son pays, le Liban.

Charles Rizk n'est pas un

adversaire du nationalisme arabe,

loin de là, mais un critique sévère

et décevant. « Une réflexion

d'un Arabe engagé dans la vie

publique, qui, pour cela, ressent

l'échec du nationalisme arabe

comme un échec personnel. »

La « sous-patrie »

des Palestiniens

L'étude est exhaustive et va de

l'histoire, qui est l'« acte de nais-

sance ethnique, culturelle, politi-

que de l'arabité », à 1945

(l'auteur nous promet une suite).

En attendant, il fait le procès de

la « stratégie désastreuse » des

Palestiniens qui tentèrent de pre-

ndre la relève du nazisme après

la débâcle de juin 1967. Impuis-

sante à libérer la Palestine, la

révolution palestinienne, n'a

réussi qu'à détruire l'Etat liba-

nais et à y faciliter l'invasion

israélienne de juin 1982. »

L'auteur n'étudie pas les responsa-

bilités proprement libanaises, ni

celles de la puissance mandataire

qui a préféré la conception d'une

liste de l'opposition entre deux

biens religieux — se soient

ainsi retrouvés tous les deux

emportés dans la même tour-

ment.

Il faudra cependant attendre la

suite de l'ouvrage de Charles Rizk

pour connaître la part de responsa-

bilité qui incombe aux Libanais

eux-mêmes chrétiens et musul-

mans dans le développement de la

menace de partition qui, loin

d'avoir été exercée par la liqui-

dation de la révolution palestinien-

ne, demeure toujours suspendue

comme une épée de Damoclès

sur ce pays déchiré.

Le problème controversé de la

présence palestinienne au Liban

est également abordé dans

l'ouvrage de Georges Corm (2).

Pour l'auteur, qui s'erre de plus

près l'actualité contemporaine,

puisque son essai fait l'histoire des

guerres et de la paix au Proche-

Orient — de la nationalisation du

canal de Suez en 1956 à l'invasion

du Liban en 1982 — la société

libanaise est fondamentalement

viciée, puisque c'est elle qui

tombe dans l'anarchie et la vio-

lence généralisée, alors que les

autres sociétés du Proche-Orient

résistent apparemment à toutes

les tentatives de « modernité »

libanaise n'a donc été qu'un

« trompe-l'œil », à qui l'on attri-

bue un peu facilement la stabi-

lité du pays et la démocratie

apparente de ses institutions.

Georges Corm déplore notam-

ment le fait que l'Etat libanais ait

été contraint en 1969 de signer les

fameux accords du Caire qui

régissent les relations de l'Etat

libanais avec la résistance palestinien-

ne, autorisée ainsi à opérer

contre le territoire israélien à par-

tir de certaines régions du Sud-

Liban. Il reproche également aux

dirigeants libanais d'être restés

neutres depuis 1948 dans le

conflit israélo-arabe. « En fait,

écrit-il, les dirigeants de l'Etat

libanais n'ont jamais compris que

pour compter avec succès la résis-

tance palestinienne, il fallait que

l'armée nationale ait acquis une

légitimité dans le combat contre

Israël. »

De même, Georges Corm critique

la nature même du pouvoir au

Liban qui est resté depuis 1920 le

monopole d'un « club fermé, où

sont allié par la force des

choses les oligarchies des prin-

cipales communautés religieuses.

Il voit dans ce fait l'explication

des affrontements à l'intérieur des

communautés pour un renouvel-

lement des élites au pouvoir. Parti-

culièrement intéressante est l'ana-

lyse qu'il fait de la montée du

parti phalangiste, qui, malgré son

aspect d'« entreprise de famille »,

traduit l'aspiration au pouvoir

d'une classe moyenne chrétienne,

récentement urbanisée dans une

sous-culture difficilement identi-

fiable, car elle n'est plus une

culture arabe, mais n'est pas non

plus une véritable culture occi-

dentale. »

L'auteur aborde également les

implications de l'invasion du

Liban et du siège de Beyrouth.

Pour lui, cette guerre — la pre-

mière guerre israélo-palestinienne

— ne fait que consacrer la désin-

tegration de la solidarité arabe d'un

côté, le dynamisme et la puis-

sance militaire du sionisme de

l'autre — que l'Occident se refuse

à reconnaître.

Le résultat est catastrophique

pour les pays arabes qui perdent

dans ce conflit tout ce qu'ils

avaient gagné depuis le début des

années 70 pour sortir de la défaite

de 1967 et « retrouver l'Occident

sur un pied d'égalité », nous

Georges Corm. Pour lui l'invasion

du Liban par Israël, ce que la

défaite de 1967 avait amorcé,

c'est-à-dire « l'écrasement peut-

être final du nazisme », dont

l'O.L.P. et ses alliés du Mouve-

ment national libanais, enrôlés

à Beyrouth, apparaissent

comme la dernière manifesta-

tion. »

Rien ne s'oppose plus désor-

mais au Liban à l'arrivée au pou-

voir de la droite chrétienne, sym-

bolisée par l'élection le 23 août

1982, dans une caserne militaire

l'ombre des tanks israéliens

de Bechir Gemayel, qui « appa-

raît comme le sauveur charisma-

tique que tout un peuple a si

longtemps attendu ». Ce juge-

ment, qui paraît un peu bâlé, ne

tient pas suffisamment compte

des facteurs intérieurs et exté-

rieurs ayant conduit à l'élection

du président assassiné. Dans leur

nouvel ouvrage consacré au

Liban (3), Albert Bourgi et

Pierre Weiss, coauteurs d'un livre

dépassionné sur la guerre civile,

les *Complots libanais*, se mon-

trant plus prudents et soulignent

le caractère exceptionnel du

contexte dans lequel s'est dérou-

l'élection de Bechir Gemayel ;

l'occupation israélienne, les pres-

sions directes ou indirectes exer-

cées sur certains députés, le nou-

veau rapport de forces favorable à

la droite chrétienne créé par le

départ des fedayin, le revers mili-

taire subi par la Syrie, la pas-

sivité, voire la complicité, du

monde arabe « qui ont fini par

convaincre certains hommes poli-

tiques libanais de réviser leur

hostilité foncière à l'égard de

Bechir Gemayel », et enfin la

situation et le sentiment de résig-

nation des Libanais « prêts à se

renger sous n'importe quelle

bandière dès lors qu'on leur pro-

mettait les moyens de mettre un

terme à leurs souffrances quoti-

dienne. »

Albert Bourgi et Pierre Weiss

consacrent un important chapitre

de leur ouvrage à l'étude de

« l'escalade » qui a suivi la fin de

la guerre civile en 1976 pour

déborder sur l'invasion israélienne

de 1982. Ils notent que les condi-

tions favorables à une candidature

de Bechir Gemayel existaient

presque dès la fin du premier

semestre de 1981. A cette époque,

le Mouvement national libanais,

miné par ses divergences, avait

perdu en grande partie son pre-

stige auprès des masses en faisant

« systématiquement figure de

partenaire obligé de la Syrie » et

en cautionnant une présence

armée étrangère qui est loin de

faire l'unanimité. La gauche

apparaît ainsi comme dépourvue

d'un « projet spécifique liba-

</

France

DANS SA MISSION DE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT

M. Max Gallo paraît assuré d'une grande liberté d'action

Interrogé sur l'étendue de sa mission, lors de sa nomination au gouvernement, M. Max Gallo soulignait qu'il travaillerait essentiellement à « redéfinir une politique de communication » (le Monde du 30 mars). « Nous le ferons en marchant », ajoutait-il. M. Gallo marche aujourd'hui à grands pas. Telles qu'elles sont fixées par décret par le Journal officiel, les attributions du porte-parole du gouvernement donnent à celui-ci une grande liberté d'action. Le secrétariat d'Etat de M. Gallo n'est rattaché à aucun ministère. Il dépendra donc tout autant de la présidence de la République que du cabinet du premier ministre, tout en disposant d'une appreciable marge de manœuvre vis-à-vis de l'un et de l'autre. Dans la pratique, M. Gallo et son cabinet travailleront en collaboration quotidienne avec les conseillers de M. Pierre Mauroy. Les bureaux du porte-parole du gouvernement sont, d'ailleurs, situés au 58 rue de Valenciennes, dans une annexe de l'hôtel Matignon. Comme prévu, toutefois, les différents rendez-vous avec la presse auront lieu à l'hôtel Marigny, près du palais de l'Elysée. La première des « rencontres » quotidiennes avec la presse doit y avoir lieu lundi 18 avril à 15 heures.

Le décret précisant les attributions de M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, est paru au Journal officiel du 15 avril. M. Gallo est chargé de rendre compte des délibérations du conseil des ministres et, en outre, de conduire une mission générale d'information sur les activités du gouvernement. Le service d'information et de diffusion (SID), dépendant de l'autorité du premier ministre, sera placé « en tant que de besoin » sous sa responsabilité.

expliquer, au fil de l'actualité, les décisions et orientations gouvernementales, mais encore de favoriser la communication entre les membres du gouvernement et l'opinion publique par médias interposés.

Un contrôle préalable

Puisqu'il s'agit de mieux occuper le terrain de l'information et d'assurer le meilleur impact possible à chacun des « messages » gouvernementaux, les ministres et les secrétaires d'Etat ont été priés d'informer le porte-parole du gouvernement de leurs besoins et de leurs intentions en matière de communication, afin que celui-ci puisse en retour programmer les actions à mener en les hiérarchisant selon les priorités du calendrier gouvernemental. Il en résulte dès à présent une certaine forme de contrôle préalable sur les

activités de presse des membres du gouvernement. Tel ministre a été invité à faire diffuser de vingt-quatre heures la parution de sa prose dans un quotidien, afin de ne pas enfreindre la règle selon laquelle les seules déclarations officielles autorisées le mercredi sont désormais celles faites par le porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres. Tel secrétaire d'Etat s'est entendu dire qu'il lui était préférable de ne pas accepter l'invitation d'une émission télévisée jugée peu propice à la vulgarisation des positions gouvernementales.

En revanche, M. Gallo se propose d'encourager les membres du gouvernement à s'exprimer directement avec la presse. C'est à lui par exemple que revient l'initiative de la conférence réunie conjointement, vendredi 15 avril à l'hôtel Marigny, par le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, et le secré-

taire d'Etat chargé de la santé, M. Edmond Hervé, à propos du conflit entre le gouvernement et les internes et chefs de clinique. De même, il est envisagé que le ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, et le secrétaire d'Etat chargé du Plan, M. Jean Le Garrec, exposent leurs préoccupations aux journalistes respectivement le mardi 19 et le jeudi 21 avril. Les ministres, qui regrettent parfois d'être trop peu sollicités par la presse — c'est le cas notamment de M. André Chadenet, ministre chargé des affaires européennes — trouveront aussi en M. Gallo un intermédiaire qui essaiera de les aider à trouver des auditeurs attentifs.

Pour l'Elysée et pour l'hôtel Matignon, cette nouvelle stratégie de communication implique que les membres du gouvernement et leurs entourage fassent preuve d'autodiscipline à l'égard de la presse, autrement dit se montrent plus circonspects, donc plus discrets à son égard.

En s'engageant dans cette logique centralisatrice, le gouvernement semble ainsi accepter le risque que les professionnels de la communication lui reprochent de chercher à instituer, dans le domaine de l'information officielle, non seulement une seule source autorisée, mais une source unique.

ALAIN ROLLAT.

LE MINISTRE DES TRANSPORTS DEVANT LE 42^e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION C.G.T. DES TRANSPORTS

M. FITERMAN : « Encore mieux que Michel Rocard ! »

M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui s'exprimait, vendredi 15 avril, devant le quarante-deuxième congrès de la fédération C.G.T. des transports, a estimé que les actions menées par le gouvernement depuis deux ans représentaient « une avancée sans précédent dans l'histoire économique et sociale de notre pays ».

« Si le changement réalisé se résumait à ces éléments, le pays, après coup, que ma présence au gouvernement n'aurait pas été inutile », a ajouté le ministre tout en précisant que ses propos « n'étaient pas un testament ».

Très applaudi par les quelque deux cent cinquante délégués de la fédération nationale des moyens de transport C.G.T. (27 500 adhérents), réunis de mercredi à samedi à Bobigny (Seine-Saint-Denis), le ministre devait lancer à la salle : « C'est encore mieux que Michel Rocard devant la F.N.S.E.A. ! »

M. Gilbert Stoquert, secrétaire fédéral de la C.G.T., avait souligné que la présence d'un ministre des transports, pour la première fois, à leur congrès, démontrait que la concertation avec les pouvoirs publics s'était installée.

Parlant des mesures prévues par le plan de rigueur, M. Fiterman a indiqué : « Le gouvernement n'attend de personne qu'il lui accorde un soutien inconditionnel. Ce serait bien artificiel, bien peu conforme à la réalité de notre pays ».

Les décisions annoncées, a ajouté le ministre des transports, « n'excluent nullement la poursuite de la concertation sur des points essentiels avec les partenaires sociaux, et particulièrement avec les syndicats (...) Ces décisions ne résument nullement à elles seules toute la politique de ce gouvernement ». M. Fiterman a souligné : « Il n'est pas question de renoncer aux objectifs pour lesquels le pays s'est engagé et dont il attend la réalisation ».

M. CHARLES BÉRAUDIER (MODÉRÉ) EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL DE RHONE-ALPES.

(De notre correspondant régional.)
Lyon. — M. Charles Béraudier (modéré), représentant de la ville de Lyon, a été élu vendredi 15 avril au premier tour de scrutin président du conseil régional Rhône-Alpes par 72 voix contre 44 à son traditionnel rival socialiste M. Roland Bernard, député, maire d'Oullins.

Le bureau, véritable exécutif de la région, sera, comme lors des précédents mandats de M. Béraudier, monocolor et modéré. Il est constitué par les membres des groupes Rassemblement régional et Groupe régional d'action et progrès (GRAP).

A propos de sa quatrième élection en deux ans, M. Béraudier avait écrit dans l'éditorial du mois de mars de la Lettre de la région Rhône-Alpes : « Imaginez-vous un bureau, ce qu'on appelle comme souvent dans l'organisation de nos travaux la réunion en cause périodique du président et du bureau du conseil régional après chaque élection, législative, sénatoriale, communale, municipale (...) Imaginez-vous une industrie, même nationalisée, fonctionnant dans de telles conditions, avec un état-major pouvant changer tous les trois mois et un personnel incertain de son avenir (...) Que le gouvernement conclut-il, se décide enfin à faire ce qu'il a promis, c'est-à-dire à faire du conseil au suffrage universel, la définition claire des compétences et un statut uniforme des personnels des régions. » — C. R.

PRÉCISION. — Dans l'article consacré à M. Rocard, intitulé « Dans le jeu du président » (le Monde du 16 avril), il était écrit par suite d'une coquille : « Le ministre du Plan était un ministre de rêve. » Il fallait lire : « Le ministre du Plan était un ministre de rêve ».

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La crise du football professionnel

M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée au temps libre, à la jeunesse et aux sports, a évoqué, vendredi 15 avril, à l'Assemblée nationale au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, la crise du football professionnel. Répondant à M. Royer (N.I., Indre-et-Loire), M^{me} Avice a notamment déclaré : « Le football professionnel a un déficit trop important, et une mauvaise gestion est nécessaire. » Soulignant le volontarisme du ministère, de la Fédération française de football, de la Ligue nationale et de l'Union nationale des footballeurs professionnels d'introduire plus de rigueur en matière de gestion et de transparence financière, en particulier pour permettre un meilleur contrôle des fonds publics versés aux clubs, M^{me} Avice a rappelé que le projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, que le conseil des ministres a adopté le 6 avril dernier, devrait venir en discussion au Parlement au cours de cette session.

Ce projet permettra aux clubs de choisir entre un statut de société d'économie mixte sportive locale ou un statut de société à objet sportif. M^{me} Avice a ajouté : « D'autres aspects méritent un examen attentif : l'irrégularité des résultats pour les clubs et la brièveté de la carrière des joueurs. Nous devons apporter aux problèmes du football professionnel des solutions réalistes en refusant toute surenchère. »

« J'ai entrepris des démarches auprès des ministères des finances et de la solidarité sur trois points : la taxe sur les spectacles, l'impôt sur les sociétés, un système de prévoyance pour les joueurs (...) Il se agit d'obtenir l'effort de la Fédération et de l'Etat ne soit pas compris par les joueurs. L'opinion, en tout cas, ne l'admettrait pas. »

« Les obsèques d'Achille Peretti, ancien président de l'Assemblée nationale, maire de Neuilly (Hauts-de-Seine), décédé jeudi 14 avril à Paris à la suite d'un arrêt cardiaque, seront célébrées lundi 18 avril, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly. L'inhumation aura lieu mardi à Ajaccio. »

M. François Mitterrand a adressé, vendredi 15 avril, un message de condoléances à la mairie de Neuilly, dans lequel il déclare notamment : « Par-delà les divergences politiques naturelles, il nous laisse le souvenir d'un homme courageux, fidèle à ses convictions et à ses amitiés. »

De son côté, M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maire de Paris, a déclaré : « J'ai perdu un ami, notre mouvement un de ses compagnons les plus prestigieux, la France un grand républicain et Neuilly un administrateur hors pair. »

UNE LETTRE DE M. EDMOND ALPHANDERY

Et si Delors s'appretait à chausser les bottes de Laval ?

M. Edmond Alphandery, député du Maine-et-Loire (U.D.F.), agrégé des facultés de droit et de sciences économiques, nous a adressé la lettre suivante :

Dans le Monde du 9 avril, Pierre Drouin s'indigne du rapprochement que j'ai osé faire entre les décrets de Laval de 1935 et le plan de rigueur que met en place Jacques Delors. Il n'hésite pas à lancer : « Affubler son responsable d'un masque historique dégradé n'a pas grand-chose à voir avec la démocratie. » Qu'il me soit donc permis d'apporter quelques éléments de réflexion en défense.

Contrairement au président Reagan ou à M^{me} Thatcher, qui, dans la voie de l'austérité qu'ils ont empruntée, ont pris, eux, le parti d'une monnaie flottante, Jacques Delors est aujourd'hui confronté à l'éternel problème qui se posait déjà dans des termes semblables à Pierre Laval : dans une conjoncture internationale mouvementée, amarrer à tout prix le franc à un système de parités fixes.

Avant la guerre, Laval faisait du maintien de la parité-or du franc (1) le pivot de sa politique

économique. De même, aujourd'hui, le plan d'austérité a pour but ultime de retener notre monnaie dans le « serpent » du système monétaire européen. Et il n'y a pas lieu de différencier ces deux expériences parce que dans l'une ou l'autre ag directement sur les prix et dans l'autre on se donne, comme objectif intermédiaire le réajustement de notre commerce extérieur. Car il est évident qu'en dernière analyse le maintien durable de la parité de la monnaie passe par la réduction du différentiel de prix entre la France et ses partenaires.

Certes, avant la guerre, les prix baissaient dans le monde alors qu'ils montent aujourd'hui. Mais n'oublions pas que dans les années 1934-1935 la baisse à l'étranger était plus rapide qu'en France ; et lorsque Laval refusait de dévaluer le franc, il était conduit à réduire encore les prix français pour supprimer « le différentiel de déflation ». Quant à Delors aujourd'hui, il doit, dans un monde inflationniste, mutatis mutandis, lutter pour réduire le « différentiel d'inflation » qui joue au détriment du franc dans le S.M.E.

Tel est donc le fondement commun à ces deux politiques. Et c'est pourquoi d'ailleurs les instruments employés par Laval et Delors présentent des similitudes. Héritant d'un déficit budgétaire brutalement aggravé (2), il fallait le réduire. Aussi, dans les deux cas, on assiste à des coupes dans le budget — beaucoup plus légères, il est vrai, dans le plan Delors — et à des majorations d'impôts.

Les deux expériences semblent en revanche diverger, et Pierre Drouin l'a relevé, dans la politique des prix. Là où Jacques Delors, parce qu'il doit en priorité combler les trous créés, ajuste les tarifs publics à la hausse, Pierre Laval s'est lancé, quant à lui, dans une sévère politique de déflation généralisée des prix et de certaines rémunérations pour sociller encore le mouvement de baisse.

« Un douloureux échec »

La déflation Laval est restée dans notre mémoire collective comme un douloureux échec, car elle a été ressentie socialement comme une poli-

tique d'une exceptionnelle brutalité. Et, pourtant, elle n'a été suivie ni d'une dépréciation du franc (il a fallu attendre le front populaire pour dévaluer) ni d'une brutale aggravation du chômage puisque le nombre de chômeurs secourus est passé de 402 000 en juin 1935 à 420 000 un an plus tard. De même il n'y a pas eu de recul de la production puisque la production industrielle est passée pour la même période de l'indice 79 à l'indice 80 (base 100 en 1928).

Quant à Jacques Delors, il nous annonce 100 000 chômeurs de plus dès 1983, une baisse de la consommation et une amputation du pouvoir d'achat. L'histoire dira si les souffrances de nos compatriotes dans les mois qui viennent et qui sont, rappelons-le, la facture de deux années d'erreur, auront été plus ou moins intenses qu'en 1935. Tout dépendra évidemment de la réelle volonté et de la capacité de notre ministre de l'économie à mettre en place son plan de rigueur.

Mais ce qui est certain, c'est que la politique de Delors est encore moins « crédible » que ne l'était

celle de Laval. Peut-être, d'une part, parce qu'il est conduit à augmenter certains prix alors que son objectif affiché est la désinflation, mais surtout parce qu'il est l'homme de trois dévaluations successives du franc. Or, et c'est un des apports essentiels de la théorie moderne des politiques de stabilisation, une politique d'austérité a d'autant moins de répercussion sur le chômage et la production que chacun pense qu'elle sera un succès. Voilà pourquoi, si notre ministre de l'économie, avec son handicap, veut réussir à maintenir la parité du franc, il devra sans doute pratiquer une politique aux effets qui peuvent s'avérer en définitive, plus rigoureux que celle de Pierre Laval.

(1) Voir Alfred Sauvy : Histoire économique de la France entre les deux guerres. Fayard, 1967, tome II, chapitre X.

(2) Voir les calculs de Christian Saint-Etienne : La France dans la grande crise : 1929-1939 — Un modèle d'équilibre avec anticipations rationnelles, thèse de doctorat, Paris-III, 1981, p. 97.

Des lunettes pour « résister » au socialisme

L'autre jour, à la devanure d'un kiosque, ce drôle de titre de couverture : « Des lunettes contre le socialisme ».

L'Echo des savanes, magazine de reportage et de bandes dessinées, consacrait un article et quelques photographies du cinquième numéro de sa nouvelle série à un groupe de jeunes gens qui exhibent, dans les fêtes de la nuit parisienne, des lunettes folles-dingues, des bécasses en délire, aux formes de queues de cerise, de volets clos ou de drapées croisées, auxquelles leurs créateurs donnent vocation d'œuvres d'art mais dont il faut absolument priver les myopes à la recherche d'une vision claire.

Rien de bien méchant en somme. Rien d'autre qu'une gâlerie sympathique du genre journalistique « branché » sur sujet « in ». Le titre avant lecture laissait pourtant présager une menace trouble, quelque chose comme une résistance indéfinie à un danger insoupçonné. L'équipe de l'Echo des savanes a simplement voulu offrir à ses lecteurs un titre « chic et choc », faire de la retape pour une blague sur le dos d'un sujet grave et d'actualité.

La procédé, connu dans la presse et la publicité, consiste à vanter l'importance quel produit ou sujet en le rapprochant d'un concept lourd de sens, à proposer un antidote, un dérivatif dérisoire à nos préoccupations dominantes. Les humoristes en particulier savent depuis longtemps détourner nos colères ou nos grandes peurs, en jouer sur le mode mineur, frictionner notre inconscient collectif avec de décapantes provocations. Le retour de la guerre, la bombe atomique, l'insécurité, la crise avec son cortège de fantasmes de restrictions ont ainsi égaré les soirées où s'échangeaient les dernières blagues à la mode.

Ces fameuses « lunettes contre le socialisme » ont toutefois, à bien y réfléchir, une autre vertu. Elles font mouche parce qu'il est rare que le socialisme français au exercice soit ainsi passé à la moulinette de la dérision. On relevait bien, ici ou là, depuis le 10 mai 81, quelques envies, celles du dessinateur Cabu à propos du « beauf » du président de la République, l'acteur Roger Hanin, des caricatures auxquelles la chanteuse Dalida se prêtait obligeamment, sans oublier le Canard enchaîné et le groupe Charlie, contraints depuis deux ans à un virage dédoublé. Il y avait bien aussi les slogans ravivés de l'opposition, les « Chartes » et les bulles très pointues de Jacques Faizant dans le Figaro, toutes ces variations, « goulas » en prime, sur la montée du péril rouge, les glaces de l'Est à bas, les socialistes communistes ici. Mais qui pour-

rait franchement trouver une once d'humour à ces frénésies toujours servies au premier degré ?

C'est vrai, l'ironie, les caricatures, les fines plaisanteries ont manqué ces derniers mois. Les jours passant, il se trouve quelques éclaireurs, Guy Bedos, Pierre Desproges, qui s'amusent dans une interview aux Nouvelles littéraires, de la sinistritude des socialistes, Coluche, qui offre un « remake » de la Vache et le Prisonnier aux téléspectateurs d'une émission de variétés pour illustrer sa certitude du retour de l'occupation. Mais quoi d'autre ? C'est étrange, les Français de la sobriété ou de la rue paraissent hésiter à traduire par l'humour, rose ou noir, les craintes et les mécontentements qu'ils expriment sans détour dans les sondages et à l'occasion des élections.

Un grand vide

Deux ans après son arrivée à l'Elysée, M. Giscard d'Estaing était bien plus moqué dans les gazettes ou dans les conversations que ne l'est aujourd'hui M. François Mitterrand. De M. Pierre Mauroy, on retient à peine un surnom — « Rougeot de Lini » — alors qu'un son temps M. Raymond Barre alimentait malgré lui les « Aventures de Babar » et, au-delà du cercle restreint des intellectuels, qui pense à se « payer » la tête de M. Jack Lang ?

Sans doute ce grand vide s'explique-t-il, comme en d'autres domaines, par la trop courte expérience qu'ont les humoristes de tout poil du septennat de M. Mitterrand. Pour beaucoup, le socialisme, qu'ils soient pour, contre ou indifférents, reste encore une donnée mentale, psychologique, une part de rêve ou une chimère qui se frotte au réel depuis trop peu de temps. Les caricaturistes, les plaisantins patentés sont souvent des gens de gauche qui se sont fait les dents sur la droite. Changer ne leur est pas facile. Combien d'entre eux auraient le sentiment de fouler aux pieds un jardin secret ?

Et pourtant, c'est sûrement un bon service à rendre au gouvernement et au socialisme à la française que de les soumettre l'un et l'autre au feu roulant des bonnes blagues et au verbiage de traits d'esprit. Des députés, des ministres méritent parfois, par des attitudes ou des propos, que les Français éclatent de rire. S'il se trouve quelques voix pour craindre que le président de la République ne se tienne à trop de hauteur du pays, si elles le jugent trop sec ou trop cela, qu'elles sapent, dans la tradition, son piédestal ! La démocratie s'épuise à trop de prudences et de gêne guindée. Le délire est parfois un bienfait, une soupape de sécurité psychologique — et politique — qui n'ont pas les marques de l'irrespect.

PHILIPPE BOGGIO.

LE MOUVEMENT REVENDICATIF DES INTERNES, DES CHEFS DE CLINIQUE ET DES ETUDIANTS

La lettre de M. Edmond Hervé

100

ES ETUDIANTS

Hervé

Le Salon du livre

Au carrefour des sciences humaines

La quasi-totalité des œuvres écrites qu'ont produites les sciences humaines françaises sont exposées au Salon du livre de Paris, ainsi qu'une bonne part des œuvres étrangères marquantes. Pendant six jours, le Grand Palais devient le lieu de rencontre de toutes les interrogations que l'esprit humain pose au monde. Et pourtant, après le formidable développement que

sciences humaines ont connu autour de 1968, certaines d'entre elles aujourd'hui pâtissent d'un moindre engouement.

Nous avons voulu voir de plus près, dresser, entre prétention exhaustive, le bilan de quelques disciplines et ouvrir quelques pistes. Il n'était pas facile, car les signes du neuf sont encore masqués par les ombres des grands noms.

Nous avons voulu aussi mettre en évidence l'influence des sciences humaines françaises à l'étranger et nous avons choisi cinq pays qui pouvaient s'intéresser à la production de nos intellectuels pour des raisons historiques ou géopolitiques. Les réponses mettent quelque peu à mal notre nationalisme. Elles révèlent, en contrepoint, que notre situation est malheureusement partagée...



Dessin de Cognat

Un repli stratégique

Si l'on analyse les statistiques du Syndicat national de l'édition, on constate en sciences humaines une stagnation de la production (18 126 000 exemplaires en 1981 contre 111 000 000 en 1974), une légère baisse à la baisse des tirages moyens de 1979 à 1981 (5 526 à 5 362) et une variation peu significative du nombre des titres (3 191 en 1974 contre 3 380 en 1981).

Autant dire que ce n'est pas là qu'on trouve des explications à l'amertume de certains éditeurs en sciences humaines. En fait, les statistiques ne montrent que les ventes se sont portées sur un nombre restreint de titres, signés de noms connus, sélectionnés par le système médiatique. Des ouvrages destinés, a priori, à un public limité ont connu de fabuleux succès, tandis que d'autres, plus méconnus, ont été ignorés parce que les médias les négligeaient, trop occupés à relayer les batailles d'estrade. Des traductions publiées à grands frais sont ainsi passées inaperçues.

Le phénomène nouveau de ces dernières années est que l'intérêt s'est concentré sur quelques œuvres, toujours les mêmes et, par voie de conséquence, le public a été « massé », a perdu le sens de la curiosité. Des universitaires ont renoncé à produire des œuvres qui enrichissent leur vie intellectuelle : penser les exposer à la lecture de supports du « goule » ou au barrage des mandarins qui n'ont que les disciples.

Une partie de l'édition a sa responsabilité dans le repli des sciences humaines quand, après les années de rêve qui ont suivi mai 1968, elle a produit, à tout va, des ouvrages mal ficelés et approximatifs, jetant ainsi le doute sur le sérieux de telle ou telle discipline. Elle perdons par la prolifération des jargons qui a obscurci nombre de territoires.

On pourrait ajouter que les querelles de chapelle — les luttes au sein du marxisme freudien, par exemple, — ont eu raison des esprits les mieux disposés.

BERNARD ALLIOT.

(Lire la suite page 12)

Les ethnologues angoissés par leurs succès

NOMBRE de chercheurs en littérature ethnologique bien autre chose que de l'exotisme et de l'évasion. C'est avant tout une sorte de décentrement. Cette idée des ethnologues rejoint d'ailleurs celle que (dans le privé) l'ethnologue professe très souvent : les sociétés s'éclairent réciproquement, et l'ethnologie, par contraste, est révélatrice de soi.

Science discursive, mélange d'expérience scientifique et d'expérience personnelle, de vécu et de théorie, qu'est-ce qui fait l'originalité de l'ethnologie ? Sa sensibilité ? Son objet ? Sa méthode ? Aux yeux du public, c'est l'objet qui l'emporte : l'ethnologie s'intéresse d'abord aux sociétés de petite surface, aux ordres généralisés et hautement intégrés, aux groupes restreints où jouent à plein le « fait social total ». Il est voué aux tribus. Aux isolats. Aux greniers d'humanité. D'ailleurs, quand il se tourne vers les sociétés de grande surface, l'ethnologie — fidèle à son objet — ne cherche-t-elle pas à isoler des « réseaux » ou des « paquets » de relations ? Sa réussite sera de tirer de ces bouts du monde qu'il a observés des règles générales. Ainsi le lecteur, amateur d'ethnologie, s'attache-t-il plus à la parabole du livre qu'à son contenu documentaire et méthodologique. Il préfère les auteurs « dionysiens » aux auteurs « apolloniens ». Il attend de l'ethnologie — arpenteur de la réalité et observateur de l'homme en société — qu'il soit l'égal du

champion de la vraisemblance. L'ethnologie se voit donc investie d'une mission particulière : faire de l'universel à partir du local.

Ethnologie chaude, ethnologie froide... Voilà le point de partage entre les publications spécialisées et ce que l'on pourrait appeler — faute de mieux — les produits de librairie. D'où le succès affirmé des journaux de terrain, des histoires de vie, des témoignages, des voyages philosophiques et, plus généralement, de l'ethnologie narrative.

JACQUES MEUNIER.

(Lire la suite page 18)

VU D'ALLEMAGNE

Un dialogue de moins en moins privilégié

DANS les années 50, certaines conditions se trouvaient réunies pour assurer aux productions françaises en sciences humaines une large audience en Allemagne : le prestige de Paris, la relative cohésion de certains courants de pensée, la stature de quelques auteurs influents, comme Adorno ou Peter Szondi, une unité en l'expansion et des éditeurs prospères. Encore plus récemment qu'en France, le Rhin comme une rupture. Il avait

joué depuis 1945 d'une gloire sans égale, ses œuvres complètes, traduites avec une rigueur exemplaire sous la direction de Traugott König, n'ont fini d'occuper les esprits. Aucun auteur français n'exerce aujourd'hui pareille influence en Allemagne.

Dans les années 70, beaucoup d'idées parisiennes ont fait irruption dans l'équation du structuralisme. Lévi-Strauss était connu depuis longtemps. Mais on découvrait Althusser, sans trop comprendre sa situation face au

P.C.F. ; le slogan « l'histoire, processus sans sujet » heurtait le front la théorie critique héritière de l'école de Frankfurt. On découvrait Foucault et, avec beaucoup de retard, Lacan. Mais le structuralisme français arrivait un peu tard, après la formalisme russe ou américain : on n'y trouvait rien de vraiment nouveau, sinon un style littéraire brillant, mais difficile à traduire, voire même intraduisible le cas de Lacan.

JACQUES LE RIDER.

(Lire la suite page 13)

Etre femme au XIX^e siècle

Anne Martin-Fugier

La bourgeoise



Son nouveau livre



Jean Baudrillard

Les stratégies fatales

Collection Figures dirigée par Bernard-Henri Lévy



CALMANN-LÉVY

au Salon du Livre

STAND C 23

Patricia Highsmith
CES GENS QUI FRAPPENT A LA PORTE
signature : samedi 1614 à 16 h

Suzanne Prou
LE PRÉ AUX NARCISSES
signature : dimanche 1714 à 15 h

Pierre-Robert Leclercq
L'ENFANT DE PAILLE
signature : dimanche 1714 à 16 h

Jeanne Champion
L'AMOUR CAPITAL
signature : dimanche 1714 à 17 h

Collection "DIMENSIONS SF" dirigée par Robert Louis

LES AUTEURS :

Berthelot-Curval-Douay
Giuliani-Pelot-Watson

Signature le mardi 1914 à partir de 19 h

Le Monde

est présent au Salon du livre

STAND A11

Au stand C 29

PAYOT

Vous trouverez tous les ouvrages d'histoire, de psychanalyse, de philosophie, d'ethnologie, de sociologie, de linguistique du fond.

Un millier de titres encore disponibles
■ quelques exemplaires rares ■ épuisés.

ation du
voyages.
les
par les
Faur-
Versée
France
francs
l'entre-
son

ait dose
rds de
2,6 m
an.
elloppé
sas sans
ugme-
tion et
reprise,
marchés
re 1982
emplois
avec du
rent-
puis à
l'écem-
t. Les
à une
nibres
basses

ulation
à 1,5
invité a
en l'an
de de

roduc-
orque
l'clai-
a pro-
deux
vaigue
s) et
nains.
rele-
est

ns de
ement
a un
sage :

P. les
vague
les
s de
pour
se de

qu'il
l'hai-
ment
de de
mble
gou-
une
tra-
que
pou-
se

inc-
rics,
s au
les
nan-
est
les

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

de
ne,
na-
ces
ice
);
un-
de
la
as
le
r-
e
li
s

États-Unis : en attendant la percée future...

autres mœurs. Les
particulièrement
celles qui s'intéressent à la politique.

NORMAN BIRNBAUM.

Deux mondes antagonistes

Deux textures propres à l'Argentine s'ajoutent aux carences du côté français : les conséquences du conflit des Malouines et les perspectives du retour à la démocratie. La guerre de l'Atlantique sud a révélé brutalement aux intellectuels argentine que la France et l'Argentine « appartenait à deux mondes non ~~pas~~ différents, mais le beaucoup d'égards arriérés ». Elle est, en outre, contrainte de constater que, dans les autres pays d'Amérique latine, le rôle de l'Occident, selon M. Gro, « la réhabilitation de la démocratie impliqua beaucoup d'intellectuels à s'intéresser davantage à la problématique de leur pays et beaucoup moins à ce qui se passe à Paris » : On nota déjà, « chez bon nombre d'entre eux, le désir d'arrêter d'élaborer avec les « pays riches » du sud du Rio Grande une « pensée latino-américaine », comme fa fait, par exemple, l'EPAL dans le domaine économique, tout sur le point d'assister à un boom latino-américain », en matière de sciences humaines, compatibles à celui qui a connu la littérature ?

JACQUES DESPRÉS

PHILIPPE PONS

(1) Vient paraître aux Éditions Seuil un recueil de textes de Croca, choisis et présentés par Sergio Romano, *la Philosophie comme histoire de la*

(Suite de la page 11)

On n'oublie pas le système éducatif qui éprouve quelque peine à faire lire ses écoliers et ses élèves de terminales, et l'Université, elle-même, le travail multidisciplinaire n'a pas compensé les effets de la multiplication des sous-disciplines. Ce qui entre dans quelques feuillets ronéotypés constitue la matière d'une plaquette, pas d'un livre.

Un travail de réajustement est donc nécessaire. La crise économique s'installe et les universités, à leur tour, sont contraintes de réajuster : il faut revenir à l'exigence. C'est ainsi que les universités humaines reconquerraient leur statut de disciplines à part entière. Par chance, le public suit, il en a pour son argent, et il trouve à plus sérieux une université que celle où les diplômés n'espèrent plus. Des intellectuels se sont rappelés qu'ils devaient, non réfléchir et par fonction, produire des concepts, plutôt que des formules pour la scène du « book business » : ils sont dans les bibliothèques ou dans leur cabinet de travail. Cette absence, signe du déclin des sciences humaines pour les pessimistes, apparaît comme un évident repli stratégique.

BERNARD ALLIOT

Certes, l'historiographie anglo-saxonne est loin d'être ignorée — au contraire elle gagne du terrain, — mais c'est l'influence française qui sans doute contribué le plus activement à faire régner l'historicisme.

l'intérêt vers une histoire des mentalités. Le domaine où la réciprocity est la plus grande, où l'on pourrait parler d'« exotisme » dans les recherches, est celui des contacts littéraires et culturels. En ce domaine, l'histoire des idées, d'une part, aux activités de l'école française de Rome et, de l'autre, la qualité d'accueil des Italiens, les Français sont pleinement associés aux Italiens. En sociologie, c'est d'autre part, la qualité d'une collaboration assez étroite entre certains sociologues de Milan et de Rome et leurs confrères français. Dans le domaine de la psychanalyse, le rôle de Lacan n'est certes pas celui qu'il fut le sien, il y a une quinzaine d'années. Il existe, cependant, une collaboration assez étroite entre certains, qui publient un bulletin intitulé *Conti Francusca*.

L'absence des sciences humaines françaises en Italie s'explique par plusieurs facteurs. Sans doute, après la guerre, il pu jouer une volonté d'exorciser ce qui était ressenti comme un provincialisme, et l'origi-

15003 Paris - 10% 2121111

Editions du CNRS
15 quai Anatole France - 75006 Paris
publicité, ventes, librairie
295, rue saint-jacques,
75005 paris / tél. 01 42 86 20 00

LES BELLES LETTRES. 95, bd Raspail 75006 PARIS
SALON DU LIVRE - STAND D18

هكذا من الأصل

L'ÉTRANGER

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

Japon : pas d'influence sur les nouvelles générations

Au Japon, l'intérêt manifesté pour les sciences humaines françaises est réel et traditionnel, Paris conservant malgré tout dans ce domaine son label de capitale des modes intellectuelles. Cependant, un pays où la remarquable capacité d'adaptation des techniques étrangères à toujours été inversément proportionnelle à la capacité d'absorption des idées venues de l'étranger, et où, de ce fait, les mutations industrielles n'ont guère entamé ni la psychologie, ni les rapports sociaux originaux du Japon, cet intérêt reste circonscrit à un nombre limité de spécialistes universitaires, de disciples initiés et d'esprits exceptionnellement extravertis. Rien de comparable ici avec l'engouement pragmatique, et immédiatement rentable, que suscitent les sciences économiques et technologiques venues d'Amérique.

L'ordre divin des choses

Traditionnellement peu enclins à philosopher, ou à remettre en cause l'ordre divin des choses, par le biais du débat d'idées, de l'analyse sociale et de la psychanalyse, les intellectuels se sont régulièrement tournés vers l'Europe pour leurs emprunts philosophiques, sociologiques et anthropologiques : tout particulièrement vers la France et l'Allemagne, dont les modes de pensée et d'analyse étaient universellement considérés au dix-neuvième siècle, lorsque le Japon sortit de son herméisme. Le phénomène s'est poursuivi, avec des hauts et des bas, en fonction des modes intellectuels européens et des fluctuations du nationalisme culturel nippon.

Néanmoins, pas plus hier qu'aujourd'hui, cette assiduité n'a été traduite dans la réalité par une transformation notable de la psychologie, du mode de pensée ou des rapports sociaux : elle demeure élitiste et monopolistique. « Nous avons, nous dit M. Yamaguchi, éditeur de la philosophie bergsonienne, des spécialistes d'Alain, de Heidegger, de Jung et de Sartre. Mais, sauf concordance psychologique très rare avec l'œuvre à laquelle ils sont identifiés, leur approche reste très formelle, esthétique et superficielle. Leur assiduité ne leur sert pas d'outil d'analyse mais de statut social. Dans la vie, leur comportement et leurs



Dessin de Cigant

œuvres restent le plus souvent japonaises. Quelles que soient les modes intellectuels importés, la psychologie japonaise ne change pas : Freud a connu une très grande vogue mais, dans la pratique, il n'en reste quasiment rien. »

Pour M. Takeo Kubara, professeur à l'université de Kyoto, spécialiste d'Alain et d'Henri Lefebvre, « le d'étudiants humains a décliné à Kyoto au cours des dernières années ». « Il y a dix ans, ajoute-t-il, professeurs et étudiants étaient plus sérieux, plus actifs intellectuellement et politiquement. »

Aujourd'hui ils manifestent peu d'intérêt pour les sciences humaines occidentales, c'est un phénomène de société. Pour lui, « à l'exception de Sartre, aucun grand penseur français n'a été capable d'influencer la jeunesse japonaise ». Après l'engouement pour Sartre et Camus dans les années 70, l'intérêt est désormais

plus limité et diffus. Cartes, Tournier, Lacan, Deleuze, Guattari, Althusser, Baudrillard, etc. sont traduits : des revues très spécialisées, comme Genji Shiso (Idées contemporaines) leur consacrent des numéros. Mais cela tient beaucoup de la mode et

quelques Et même si elles plus cotées, les sciences françaises subissent le contrecoup du reflux plus général enregistré au Japon dans la

la littérature la culture étrangère. Les ouvrages français, toutes catégories confondues, viennent d'ailleurs qu'au cinquième rang, derrière celles États-Unis, la Grande-Bretagne, la R.F.A. et le Pays-Bas.

Onze étudiants pour la France

A l'heure de la révolution électronique, de la robotisation, de l'hyperinflation, le Japon, universitaire pour les diplômes techniques, dépolitisation de la vie, place de la réflexion humaine, cela, s'ajoute à un rapport toujours plus étroit de la pensée française qui prétend l'univers et la culture japonaise qui est unique et égo-centrée.

Enfin, le discours — désormais universel — de la supériorité du « modèle » socio-économique nippon, opposition à qui vent perçu comme « désocialisé » occidental, n'incite guère les jeunes japonais, exceptions près, à s'ouvrir, à la fin de leur période de formation, pour l'étude des systèmes de pensée et d'analyse étrangers, français. L'an dernier, onze étudiants japonais sur dix millions ont obtenu des bourses pour aller en France les sciences humaines.

ROLAND-PIERRE

Allemagne : un dialogue de moins en moins privilégié

(Suite de la page 11)

La formation de chapelles sur le modèle de la rive gauche, tel le groupe de travail berlinois qui publie la revue lacanienne Wundtblock. Mais les psychanalystes allemands restent réticents. Lacan ne séduit que des esprits plus philosophiques ou littéraires.

ont fait long feu en Allemagne. Par exemple le vague des nouveaux philosophes n'a rencontré en Allemagne qu'un scepticisme plutôt goguenard et a passé d'un phénomène de parisiens. Quelques théoriciens, qui suscitaient ici un vif intérêt, tel René Girard, restent inaperçus outre-Rhin. Aujourd'hui, on traduit des auteurs considérés comme des franc-tireurs à l'égard des écoles et des modes : Baudrillard, Lyotard, Serres.

Après avoir longtemps tenu Ricoeur pour son interlocuteur naturel, la pensée hermétique cherche depuis quelques années à engager le dialogue avec Derrida, comme en témoignent les travaux de Manfred Frank (1). Une nouvelle génération d'intellectuels redécouvre Nietzsche et rélit Heidegger, lavés des écoloboussures de l'histoire allemande à travers Deleuze ou Derrida.

La théorie parisienne ou la mouche du coche

La critique littéraire française passe mal outre-Rhin. On en est encore à rêver Blanchot et Starobinski. Des traductions à Paris, on place au centre du monde, comme celui de Tel Quel, ont eu bien peu d'écho en Allemagne. De fortes personnalités, comme Marthe Robert, restent méconnues. Le style français de la critique, qui confronte une subjectivité à un texte, choque les esprits accoutumés au sérieux « scientifique », lourd de références précises et de bibliographies exhaustives. Roland Barthes est traduit, mais pas complètement. Il sert d'allié aux Allemands qui cultivent une nouvelle élégance désinvolte, une nouvelle fraîcheur spéculative contre les pesanteurs de la Literaturwissenschaft. Mais il faut bien constater que de grands courants de pensée allemands occupent le terrain : l'inspiration d'Adorno, l'inséparable potentiel de Benjamin, la « réception » de l'école de Constance, dominée par Hans Robert Jauss.

C'est d'ailleurs souvent l'impression que donne la théorie parisienne en Allemagne : d'être la mouche du coche de recherches qui se nourrissent de travaux anglo-saxons ou de traditions allemandes. Un ouvrage

considérable que la Théorie de l'action communicationnelle de Jürgen Habermas (1981) est à présent comme la philosophie et la sociologie françaises s'arrêtaient à Durkheim. Convenons que Habermas, à son tour, est plus de partenaires de discussion États-Unis qu'en France.

« Qui marche » le mieux en Allemagne, outre les auteurs d'ethnologie et (tout du même) de sociologie, c'est l'histoire. L'école des Annales, Braudel, Duby, Le Roy Ladurie, ont un grand succès. Sur ce terrain, les productions françaises enfoncent l'ennemi. Le positivisme historique, toujours capable d'exploiter le détail, mais privé de la vision épique et de la force synthétique des Allemands, dans l'école française.

Mais l'ensemble le dialogue franco-allemand en sciences humaines s'essouffie. Le reflux universitaire, la morosité financière de l'édition n'arrangent rien. Dans la presse, les sciences humaines tiennent une place effacée : Die Zeit et Der Spiegel en parlent à peine, le Frankfurter Allgemeine et la Frankfurter Rundschau plus régulièrement. Mais on n'observe pas, comme à Paris, la « rentrée » des sciences humaines, ni de grands débats tribunes et polémiques.

Dans un domaine décisif, la production française déçoit la demande allemande : celle des préoccupations écologiques, « alternatives », pacifistes. Or les titres consacrés à ces sujets envahissent les catalogues des éditeurs d'outre-Rhin et s'adressent à la jeune génération. À part les féministes (Simone de Beauvoir) au sujet des discussions, la France paraît n'avoir rien à offrir aux esprits allemands intéressés.

JACQUES LE RIDER.

(1) Cf. « Pourquoi la philosophie française plaît aux Allemands », interview de Manfred Frank, le Monde, 24 avril 1983.

LIVRES
POLONAIS
livres français
sur la Pologne
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS
Tél : 326-51-09

Des repères pour comprendre
les problèmes économiques et sociaux du monde contemporain

La nouvelle collection de poche
Chaque titre : 128 pages, 28 francs

Châlier-Pastor
L'informatisation et l'emploi

Éric Viller
La bureaucratie

Philippe Durand
La bourse

Alain Frenet
L'économie des armes

Alain Frenet
La mondialisation

Alain Frenet
Les transferts de technologie

Alain Frenet
La médiation

LA DECOUVERTE/MASPERO

La Bibliothèque des Arts
de l'Odéon
75006 Paris - 633.18.18

JOURNÉE JAPONAISE
le samedi 16 Avril,
à partir de 15 H

Sylvie et Dominique BUISSON
KIMONOS, ARTS ET TRADITIONS DU JAPON

Geneviève AITKEN
Marianne DELAFOND
LA COLLECTION D'ESTAMPES JAPONAISES DE CLAUDE MONET à Giverny
les auteurs signeront leurs ouvrages

JOURNÉE EQUESTRE
le dimanche 17 Avril,
à partir de 15 H

Philippe CART-TANNEUR
CHEVAUX ET CAVALIERS DE FRANCE

Philippe GRUNCHEC
GÉRICAUT
Dessins et Aquarelles de Chevaux
les auteurs signeront leurs ouvrages

JOURNÉE AMIS-PEINTRES
le mardi 19 Avril,
à partir de 15 H

BERNARD CATHELIN
de 15 H à 16 H

PAUL GUIRAMAND
de 18 H à 20 H

ROGER CHAPELAIN-MIDY
de 20 H 30 à 22 H
les artistes signeront leurs ouvrages

La Bibliothèque des Arts
STAND 118

age 13

VT
LE

tion
oyages,
au
par
d. Faut-il
agne
France.

à franc
l'entre-
son

ait donc
irés de
2,6 m

cloués
pas
égation
n'ont
reprise
nautes
re 1982

emplois
irés du
« ente-
pus
sécem-
a. Les
s. une
nantes
basses

station
21, à
5.50,
lité a
no l'an
on de

reduc-
orque
clai-
a pro-
deux
visque
ss) et
nains,
relat-
est la
aussi
des
mes
« un
sage :

« rem-
P. les
laque
des
s de
pour
re de

qu'il
l'hu-
ment
de m-
ble
gou-
une
tra-
ique
pou-
tout-
ss.
iné-
nent
ries,
s au
les
nap-
est
les
s.

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

de
ne,
na-
ces
les
J ;
de
de la
en
p-
le
r-
e u-
il a
...

COLLECTION
AIDOS
OU
riturion

En philosophie, le retour des professeurs

Les philosophes, pourtant, au sens de créateurs d'un système philosophique, l'histoire en a peu.

Du côté de la pensée libérale, Raymond Aron reste le maître incontesté de la philosophie de l'histoire. A gauche, on semble renoncer à la philosophie politique comme un engagement : un philosophe aussi attentif aux luttes sociales que Claude Lefort « a vu la possibilité pour une pensée politique nouvelle d'être un provisoire retrait du politique ». Pour Blaise Barret-Kriegel, la philosophie politique ne pourra se régénérer qu'en revenant à une réflexion sur le droit, capable de faire

La génération suivante, à l'exception de Régis Debray ou de François George, est éloignée du demeureur, la philosophie s'est massivement repliée sur l'université : retour à la philosophie des professeurs, mais jadis par Jean-François Revel, puis par François Châtelet. Peut-être faudrait-il introduire dans la philosophie la philosophie opérée par Roland Barthes entre autres et dire : il y a les philosophes

A l'écart des travaux philosophiques, on remarque les entreprises philosophiques de Manuel Diegues, critique acharné de

● Gaillemard : « Bibliothèque des idées », la plus prestigieuse collection de la maison, 30 à 40 pages, par J. Paulhan et Bernard Groethuyzen, elle ne passe de directeur en titre, L'Être et le Néant, de Sartre, Phénoménologie et la perception, de Merleau-Ponty, introduction à la philosophie du Peintre, de Roy-Lyons, Aron, Dehors les hommes : Critique de la notion de culture, en Régis Debray, fondée par Sartre et Merleau-Ponty, dirigée par Sartre et Pierre Verstraeten. L'Idiot de la famille, de Sartre. Publie surtout d'importantes traductions : Ernst Bloch, Louis Husserl, Heidegger, Kierkegaard, Husserl, Wittgenstein, Parry, Les Français : Machiavel, de Cioran, de la fin du temps, et de la perception chez Husserl, de Gérard Granel.

Voilà le panorama, rapidement balayé du regard. Il est plat. Lorsqu'on interroge François George, qui vient de donner sa lecture résolument libre de *Cécile* (un peu moins d'un tiers de l'*Esprit*), qui nous le rappelle dans une « mise en perspective philosophique », il répond que la « personnalité philosophique » qui le frappe le plus aujourd'hui est René Guénon, qui, tout en s'amusant à jouer au « paria », a pour seul souci de recommencer la pensée, comme le firent il y a quelques siècles les vrais philosophes. A la question : « *Quelle sera la philosophie de l'avenir ?* », François George répond de la même façon que Bergson en son temps : « Si je le savais, je la ferais. »

NICHEL CONTAT

dine Barret-Kriegel. Le Léninisme, de Dominique Colas. — « Pratiques théoriques », dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lecourt. L'Anomalia sauvage, d'Antonio Negri. — « Croisées », dirigée par Jean-Marie Benoist. L'Invention scientifique, de Gérard Hahn.

● **Fiançailles** : « La philosophie en effet », dirigée par Jacques Derrida, Sarah Kofman, Philippe Lacoue-Labarthe, Jean-Luc Nancy. ■■■■ paru : l'impression catégorique, de Jean-Luc Nancy.

● Peyot : « Critique de la politique », dirigée par Miguel Abersov. Publiée essentiellement des traductions de l'école de Francfort (Adorno, Bloch, Habermas, Horkheimer) mais aussi un classique, tel le Discours de la servitude volontaire, d'Etienne de La Boétie. — « Editions Einaudi »

vient de publier, **« Médéon »** la Nouvelle Atlantide, de Sir Francis Bacon, suivi de *Voyage dans la pensée baroque*, de Michèle Le Doeuff et Margaret Lissers. — Dans la **« Petite Bibliothèque Payot »** paraissent parfois des **« Russes »**, comme le récent les *Russes de la raison*, d'Hélène Vélizy.

● Aubler-Montaigne : « Analyse et raisons », fondée par Martial Guerout. Dernier titre paru : Différence et subjectivité, de Francis Jacques. — « Philosophie de l'esprit ». Critique de la raison aléatoire, de Jean-René Verme. — « Bibliothèque philosophique ». L'Art de comprendre, de H.-G. Gadamer.

● **Gallies** : « R.C. », dirigée par André Gorz. Fondements pour une morale, d'André Gorz, la Théorie critique de l'école de Francfort, de Jean-Marie Vincent, Actuels, de Herbert Marcuse. Dernier titre paru : Les Chemins du paradis (l'agonie du capitalisme), d'André Gorz. - La collection « Débats » dirigée par

Delorme, publiés des **simulacres** sont philosophiques : Instructions paléennes, de Jean-François Lyotard, Simulacres et Simulation, de Jean Baudrillard, le Respect des femmes, Comment s'en sortir, de Sarah Kofman, D'un ton apocalypique adopté naguère en philosophie, de Jacques Derrida,

● Maspero : « *Théorie* », la collection dirigée par Louis Althusser et qui a publié les principaux ouvrages de celui-ci est arrêtée. Dernier titre paru : la *Langue introuvable*, de Michel Pecheu et Françoise Gadet. Une nouvelle collection de philosophie devrait voir le jour en 1984.

● Les éditions Anthropos et

les Éditions sociales-Messidor publient des travaux d'inspiration marxiste, principalement dans la collection « Terrains », aux Éditions sociales.

● Verdier : « Questions », dirigée par Jacques Rolland. Essais hétéroclites, de Jan Patocka. « Les ■ paroles », dirigée par Charles Mopsik.

- Vin : plusieurs ouvrages d'Emmanuel Lévinas. La Transcendance de l'Ego, de Sartre.
- Trans-Europ-Repress : édite des textes philosophiques pour lutter contre l'homogénéisation de l'Europe. Notes sur l'américanisme prié de l'Amérique.

l'auto-affirmation de Toni-
versité allemande, de Martin Hei-
degger. — M. C.

MŒURS, PASSIONS ET SOCIÉTÉS
contemporaines
une nouvelle collection de livres
EN LIBRAIRIE
CONTEMPORAINES

Dans chaque livre, un récit, une réflexion, des références pour vivre et comprendre les faits et les figures qui constituent la société d'aujourd'hui.

**Roger Faligot
Rèmi Kauffier**

une nouvelle collection
autrement
à ciel

Roger Faligot
Rèmi Kauffert

**AU CŒUR DE L'ÉTAT
L'ESPIONNAGE**

LIBRAIRIE DEBUT MAL

audiotext

Michel Rodier
Eric Musard

**DANS LA RUE,
L'HÉROÏNE**




authentiquement
à ciel ouvert

1970 DE CEC 45

Marylène
Delbourg-Delphis

**LA MODE
POUR LA VIE**



autrement
à ciel ouvert

LIBRAIRIE • DIFFUSION LESEUIL • autrement Salon du Livre de Paris : Allée E - Stand 35 • EN LIBRAIRIE • DIFFUSION

هكذا من الأهل

BILANS

D'une sociologie éclatée à une sociologie éclatante

J.-F. AUGÉREAU

ET PROMESSES

AU CARREFOUR DES SCIENCES HUMAINES

Entretiens avec deux animateurs

Pierre Nora (Gallimard) :
une communauté d'exigence

« En 1966, chez Gallimard où vous entrez, il y a déjà des collections de documents, d'histoire et d'essais. »
« Il y avait une riche constellation, mais éparpillée, et qui gravitait tout entière autour de l'œuvre littéraire. Bernard Groethuyss, que Malraux déclarait l'homme le plus intelligent qu'il eût connu, avait créé dès 1927 la « Bibliothèque des Idées », où ont notamment paru des ouvrages importants que le *Déclin de l'Occident*, de Spengler, *Être et Néant* ou la *Phénoménologie de la perception*. Il y avait « La Suite des temps », « Les figures », « Problèmes et documents », sans direction précise. « oublier « L'espèce humaine » que dirigeait Michel Leiris ou la « Géographie humaine » de Deffontaine. Par exemple, il y avait un signifiant qu'il s'appelle « Les essais » avait choisi, de Freud, le *Mot d'esprit* ou la *Gravité*, c'est-à-dire les « périphériques », par la *Science des rêves*, ou les *Cinq psychanalyses*. »

« Un des apports propres à Claude Lévi-Strauss est de donner à ce secteur son autonomie et sa visibilité, ne serait-ce que par l'alignement des couvertures sur l'axe de quelques grandes collections. En même temps qu'il créait avec J.B. Pontalis la « Commission de l'Inconscient », nous créions en 1966 la « Bibliothèque des sciences humaines » avec Masse et puisances, de Canguilhem, les *Fondements de l'anthropologie générale*, de Benveniste, les *Mots et les Choses*, de Foucault, le *Providencelement* de Lévi-Strauss, *Archéologie des sciences humaines*. Elle comptait aujourd'hui plus de soixante-dix titres. Juste après, « Témoins », avec Schiman et J. Jurg, et bientôt *L'aveu*, d'Arthur London, qui en assurait la véritable lancée. La « Bibliothèque des sciences humaines », en 1971, est venue compléter le dispositif, collection qui ont illustré, entre autres, le *Temps des cathédrales*, de Duby, et le *Montaliou*, de Le Roy Ladurie, et dont les volumes collectifs *Faire de l'histoire*, que j'ai réalisés avec Jacques Le Goff, ont scellé le programme. Enfin, *Archéologie*, récemment lancée chez Julliard en 1964, et que Jacques Revel dirige avec moi, va bientôt fêter son centième titre et ses vingt ans.

« Pourtant, dans un article du *Débat*, de février 1970, intitulé « façon provocatrice : »

« Ecrivez, on ne vous lira pas. »

« Et non, c'est l'euphorie de la croissance qui terminée. L'époque Braudel et Lévi-Strauss, Duby, Foucault, Jacob, Le Roy Ladurie, Bourdieu, ont commencé à connaître les tirages de best-sellers et, en étant des auteurs savants, à s'intégrer à une culture publique à coté de ceux que Fourastié a appelé « les Triumphant de l'économie ». Il est vrai qu'il y a eu une véritable explosion universitaire. Vrai que l'époque fondatrice, l'exposé savant doublait d'un effet social et politique direct, tend à s'estomper. Vrai que le type de publication auquel la tradition est fidèle est toujours fidèle. D'un côté, par la logique de la spécialisation disciplinaire. De l'autre, par la « pré-éclat » d'oracles peu portés sur le travail du fond et qui a tenté de tromper un public qu'on avait saturé, par ailleurs, il faut le dire, de sous-produits inconsidérément jetés sur le marché.

Une seconde vie

« N'empêche, la main frappée de l'impuissance avec laquelle le valon de l'histoire maintient le cap. Ne prenez que ces tout derniers mois : la *Revue de l'histoire de France*, de Claude Nicolet, *Style*, de Michel Meyer, *Le mouvement de la culture médiévale*, de Russe Gourevitch, *Le monde de l'histoire* qui passerait difficilement pour ceder à la facilité ambiante. Sans compter la publication simultanée des *Annales historiques*, de Marc Bloch, avec la préface de Le Goff, *Problèmes d'historiographie*, de Momigliano, de *La Grande Transformation*, de Fernand Braudel, avec la préface de Le Goff, *Le monde de l'histoire*, de Michel Meyer, qui indiquent, comme toujours les auteurs aux sources, de nouveaux départs. Une nouvelle génération d'auteurs me paraît au bord de prendre la relève. Et puis, il y a les grands projets de collection en cours de réalisation. Un volume, par exemple, qui va inaugurer un genre nouveau, les *Annales de la culture médiévale*. Un autre, celui des *Modèles de la royauté sacrée*. Vous vous rappelez la formule de Merleau-Ponty : « L'Occident est une forme de sciences humaines ». L'agende dure, lui pourrait bien être une seconde vie.

« François Wahl, Paul Veyne et Michel Foucault viennent de créer au Seuil, une collection, « Des travaux », Wahl, dans l'axe de mars-avril 1983, exprime une « volonté » devant le tapage de certains intellectuels, l'appel à « réorganisation de concepts », et affirme qu'il « y aura le moins possible de sous-titres » dans une initiative. Vous sentez-vous tiraillé par ces déclarations ?

« Vous voulez rire ? Je suis d'ailleurs entièrement d'accord avec l'analyse du problème qu'a fait Foucault dans une récente interview à *Libération*. Foucault dont j'ai publié la rentrée la suite de l'histoire de la sexualité. Wahl a sûrement raison de vouloir réagir contre une certaine forme de pollution. Mais, personnellement, je me refuse de me laisser de « réorganisation des concepts ». Je m'en tiens à ce qui a été ma règle depuis le départ et que j'essaie d'appliquer maintenant. Le *Débat* : qualité et rigueur d'abord, pluralisme ensuite. Ce qui m'intéresse n'est pas la communauté de convictions, c'est la communauté d'exigence. »

Propos recueillis par
RAPHAËL SORIN

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969)
Imprimé : Imprimerie Nationale
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications : n° 51437
ISSN : 0395 - 2037

Louis Audibert (Flammarion) :
une période de repli

« Depuis 1980, vous êtes responsable de la « Nouvelle bibliothèque scientifique ». »
« Flammarion, une collection ancienne et prestigieuse. Vous supervisez également tout le domaine des sciences humaines. »

« Elle a pris la suite de la « Bibliothèque de philosophie scientifique », fondée en 1902 par Gustave Le Bon, avec la célèbre « Bibliothèque de la pensée ». Celui-ci voulait présenter clairement « la synthèse philosophique des diverses sciences ». L'évolution des principes qui les dirigent. Y furent publiés des ouvrages de Poincaré, d'Einstein, de Dauterive, de Bachelard, de Binet. En 1962, l'historien Fernand Braudel reprit la collection, rebaptisée « Nouvelle bibliothèque scientifique ». Comme directeur de la Maison de la culture de l'homme, il a en relation avec des chercheurs du monde entier, dans toutes les disciplines : certains de ses élèves. Il publia aussi bien Lorenz que Jankélévitch, fit traduire Devereux et Arnsheim.

« La collection « Le Roy Ladurie », « Histoire de la civilisation depuis l'an nul », Duby, pour les volumes de l'« Économie rurale et la vie des campagnes », l'« Occident médiéval ». Elle s'ouvre à de nouvelles disciplines, offrant au public l'histoire de la biologie et la culture, de Ruffin, les *Essais de l'intelligence*, de Lévi-Strauss et Vernant, ou les *Objets matériels*, de R. Mandelbrot.

« Mandelbrot a retiré, en 1980, plusieurs collections de l'« Économie rurale », « Sciences », « Bibliothèque d'ethnologie historique », « L'histoire vivante », pour former la « N.B.S. ».

« Je l'aimais énormément, un conseil scientifique qui figurent Georges Duby, Jean-Claude Pecker et Michel Serres. Nous cherchions à en conserver la tradition de rigueur et d'ouverture. Parmi les prochains titres, deux livres de Carlo Ginzburg, un Chomsky et un Adorno.

« Le secteur des sciences humaines, ce n'est pas seulement la « N.B.S. », mais aussi d'autres collections, liées à la « cheminement », « Philosophie », « Esthétique ».

« Jacques Derrida et Yves Bonnefoy, en collaboration avec nous, effectivement, ont repris des routes transversales d'une originalité complète. Derrida dirige « La philosophie en effet », Sarah Kofman, Philippe Lacoue-Labarthe et Jean-Luc Nancy. Leur collection tient un discours philosophique, qui « travaille » la psychanalyse, l'art figuratif ou les lettres. Elle a publié, entre autres, la *Carte postale*, de Derrida, les œuvres de Nicolas Abraham, et, tout dernièrement, un remarquable livre de Michel Borchers, *Le Sujet freudien*. Elle vient de publier la traduction de *Concepts* de critique esthétique du romantisme allemand, de Walter Benjamin. Dialogues, d'Antoine Compagnon, après des entretiens avec Deleuze, Duby, Chomsky et Jakobson, doit publier un *Thomson*, En-En, « Idées », des recherches, dirigé par Yves Bonnefoy, continuer la diffusion de l'histoire fondamentale, après ceux de Seznec, Chastel, Corbin et Dauterive, pour l'histoire de la conscience. »

Pour rassurer
les pessimistes

« Un signal, un peu paroxysmal, « reculé » des sciences humaines, après l'explosion de ces quinze dernières années. Partages-vous l'inquiétude de cette collection ? de la recherche ?

« Nous entrons, en effet, dans une période de repli. Par exemple, les *Dialogues* entre Jakobson et Kravtsov Ponomarev, parus en 1980, n'ont eu aucun succès et même pas de presse. Deux ans plus tôt, ils auraient été événement. Nous croyons pourtant que nos livres, sans réfléchir, touchent encore la public cultivé et exigeant. La collection « Champs » nous permet aussi de faire revivre en partie ceux fondés, et ceux de Skir et d'Arthaud. Nous y rajoutons les « Sentiments de la civilisation » et les *Sommaires de Chomsky* de Grimal. En « G.F. Flammarion », nous continuons à diffuser des grands textes classiques, édités scrupuleusement. L'appareil critique de Henry Debray et Michel Crouzet pour *Le Livre* donne une idée de l'ambition de cette collection de poche où, après Hobbes et Hume, nous proposons le *Néveu de Rameau*, de Diderot, et les *Éloges*, de Hölderlin. Cette collection, nous continuons les *Œuvres complètes* de Michelet, avec onze titres parus. Il faut également compter sur des ouvrages qui dépassent toutes les prévisions. *L'Amour*, de plus, d'Élisabeth Badinter, s'est vendu à plus de cent quarante mille exemplaires et est édité couramment. Le prochain livre sur l'ambition féminine au dix-huitième siècle peut avoir lui aussi un grand retentissement. Et *Correspondances* de Flaubert-Sand, tirée à six mille exemplaires, est épuisée. Voilà qui devrait rassurer les pessimistes. »

Propos recueillis par R. S.

Danièle Mercuri
LES INTER-PRÉTATIONS POLITIQUES DE JESUS DE L'ANCIEN RÉGIME À LA RÉVOLUTION
Un ouvrage magistral qui apporte une contribution originale à l'histoire des représentations de Jésus, et à la connaissance de la vie religieuse en France de l'Ancien Régime à la Révolution.
Coll. Sciences humaines et Religions
272p., 89F
cerf

LIBRAIRIE DUCHÊNE
histoire contemporaine
spécialistes des
1^{re} et 2^e guerres mondiales
ALPHABET et VENTES
Catalogue sur demande
27, rue de la Bonne-Grâce-Cailles
75013 PARIS

conférences psychanalytiques
PSYCHANALYSE ET MUSIQUE
par
J. ET A. CAIN, G. ROSOLATO, J. SCHAEFFER
J. ROUSSEAU-DUJARDIN, J.-G. TRILLING
TITRES DÉJÀ PARUS :
D. ANZIEU, F. CANGUILHEM, J. GILLBERT, A. GREEN, N. NICOLAÏDIS, A. FOUCAULT, Psychanalyse et culture grecque.
M. DELCOURT, *Édipe ou la légende du conquérant*, *Précédé de « Édipe Roi » selon Freud par Conrad Aili*.
A. DE MIJOLLA, *Les visiteurs du moi*, *l'analyse d'identification*.
J. FINCK, *Thomas Mann et la psychanalyse*, *Précédé de Thomas Mann et l'irrationnel* par Jean-Michel BALMER.
M. DELCOURT, *Héphaïstos ou la légende du magicien*, *Précédé de La magie d'Héphaïstos* par Jean GREEN.
LES BELLES-LETTRES, 95, bd Raspail 75006 PARIS
SALON DU LIVRE - ATLAS D18

Les Presses d'Universités françaises et les Presses d'Universités américaines vous présentent leurs livres au
STAND E3/E7

DERVY LIVRES
ISABELLE ROBINET
méditation taoïste
Cette méditation basée sur la visualisation, met à jour un aspect essentiel et complètement ignoré du taoïsme.
74 F
STAND F 15

DES ENSEIGNEMENTS DE LA VIE
« Souvenirs d'un gentilhomme syrien du temps des croisades »
Présentés, traduits et annotés par André MIQUEL
Un livre relié, 452 pages, 30 reproductions de manuscrits arabes et français du XII^e siècle.
STAND E0

Souvenirs du Proche-Orient des croisades... ou politique étrangère française de 1939 à 1945
deux tomes à découvrir parmi les nouveautés de l'imprimerie Nationale

SALON DU LIVRE
STAND E0
L'ABÎME 1939-1945
J.B. Duros
612 pages, 30 illustrations, 15 cartes, relié sous jaquette ou relié cuir
IMPRIMERIE NATIONALE
21, rue de la Convention - 75005 PARIS

LE MOYEN ÂGE
Trois splendides volumes, reliés toile et jaquette illustrés en couleurs et en noir, chacun 275 F. Les trois volumes ensemble : 780 F
Renseignements chez nos libraires, ou à défaut en adressant votre carte avec la mention « Documentation Moyen Âge » à
ARMAND COLIN
103, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris

Mario-Madeleine GAUTHIER
LES ROUTES DE LA FOI
Reliques et reliquaires de Jérusalem à Compostelle
Une de ces œuvres, monuments ou objets des plus divers, originaires de cultures lointaines ou chefs-d'œuvre des ateliers romans et gothiques, sont pris ici pour jalonner la trappemonde médiévale du sacré et de l'art.
Un volume en format 24 x 27 cm, pleine toile, de 320 pages, 72 illustrations en noir et blanc, index des illustrations, 149 F.
STAND G 18
LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
1, place de la Chapelle
75009 PARIS - 01 47 33 11 11

Société

Vent de pureté aux renseignements généraux

Filatures, écoutes téléphoniques, indiscretions sur la vie privée... Les renseignements généraux ont mauvaise réputation. Une rumour tenace que contredit cependant la légalité recommandée par leur direction centrale. Vent de pureté aux R.G. ? En tout cas, une volonté de moralisation d'information du gouvernement.

Le mystère policier réclame les renseignements généraux, les civils inquisiteurs et fouteurs, personnages obligés de la mythologie répressive. On ne prête qu'aux riches : l'opinion paraît loquace de ceux qui sont inspecteurs ou inspecteurs auxiliaires que l'on aimerait bien imaginer à l'imperméable mastic et chapeau mou. Parce que, dans nos a priori, le symbolisme d'une police franche, une police insidieuse et masquée, parce que, plus encore, le pouvoir politique n'a pu ignorer, le passé, exiger d'eux de menus services inavouables et glorieux, les R.G. traquent des inspecteurs comme un nuage d'opérations illégales, d'écoutes téléphoniques tous azimuts, d'indiscretions sur la vie privée, de filatures latérales. Une pieuvre du renseignement, on dit, jetant ses tentacules sur la vie politique française, dans les couloirs des gouvernements quels qu'ils soient, vite oubliés de leurs scrupules d'opposants.

Or, du mythe à la réalité, la vérité paraît aujourd'hui moins sombre. Certes, loin d'angélisme, les R.G. sont sur la brèche, plus que jamais au lendemain des élections municipales. Autant, autant-

sufflant d'en haut une déontologie interne. La surprise est que l'initiative fut strictement politique, le pouvoir politique se désintéressant relativement du R.G. Un pouvoir sans projet précis en la matière, la seule référence du P.S. étant un texte de 1978 attribué à la section socialiste Jean-Moulin de la police parisienne et demandant la « limitation des renseignements généraux ». Les inspecteurs des R.G. ne manquent d'ailleurs pas de se livrer sur le peu de reconnaissance officielle de leur travail. Ainsi les sondages effectués, classiquement, à domicile, pour les élections de trente mille habitants, au sein d'un « Office central des sondages », n'auraient-ils que peu d'attention. Autre exemple : leur « petit blanc », surmonté de ce rapport d'information - sur la provenance - prévoyant les sifflets d'un fut l'objet, à Paris, le 14 juillet 1982, le président de la République, dans le bureau d'un des inspecteurs de M. Defferre...

« Un vent de pureté », dit un commissaire parisien pour décrire cette « loi de la République » qui aurait fait disparaître les renseignements généraux. R.G. Une purification qui tiendrait dans la manière de se renseigner : « un vent de pureté », dit une douce rectrice dans un trois volets.

Des transferts d'effectifs, d'abord. « La préoccupation essentielle n'est pas de savoir ce que fait le R.P.R. ou l'U.D.F. pour telle ou telle loi », dit M. Roux, une délégation syndicale de la C.F.D.T.-police. Et il tient à prouver l'objectif que lui-même, ce syndicat d'un « service public d'information », fonctionnent démocratiquement. Ce choix a entraîné des changements de personnel, les effectifs restant stables depuis 1981.

Les fonctionnaires partant à la quête de renseignements « de type fermé » - informations économiques, politiques, sociales et financières - de ceux « de type ouvert » et déstabilisation des institutions. Les premiers devraient, estime-t-on, travailler à visage découvert, sans honte ni clandestinité. Pourquoi faire mystère de ces synthèses hebdomadaires sur la situation sociale, le nombre de conflits au travail, les grèves sans séquestration ? Pourquoi avoir honte de ces « petits blancs », aux débouchés honorables ? Un récent rapport parlementaire sur les sociétés ne doit-il pas beaucoup aux informations recueillies par les R.G. ?

Autant le suivi du terrorisme suppose indicateurs et infiltrations, autant l'information politique générale devrait se faire en pleine lumière. C'est tout le problème de la légalité, et le seul point où la « douce réforme » des renseignements généraux, plus de cambriolages, de violations de domicile, de détournement de courrier, recommande la direction centrale. Pas de bavardage à ce jour, assure-t-on, bien que les mauvaises habitudes aient parfois la vie dure. Mais de ce point de vue, récemment, les inspecteurs qui, récemment, ont une mission communale en province, ont fait de leur mieux pour les renseignements généraux à proximité. Changeront-ils, il ne faut pas l'oublier. Il est vrai qu'en 1980, les dunes d'une liste socialiste, 217 numéros, pas un de moins, avaient été relevés.

Des observateurs

Sur ce chemin de la légalité, les R.G. s'apprêtent à aller au-delà de la circulaire du 7 juillet 1981, les enquêtes administratives de moralité et de recrutement. Signée par M. Roux, elle recommandait qu'aucune réponse à une telle demande « ne comporte - sous quelque forme que ce soit - de référence à des condamnations pénales, à des opinions politiques, religieuses ou philosophiques ». Mais les enquêtes ne sont qu'un aspect restreint et mineur de la tâche des R.G. Deux domaines restent encore dans un domaine de non-droit : les écoutes téléphoniques, le premier ministre n'ayant donné aucune suite légale au rapport qui lui fut remis à ce sujet en 1982 ; le fichier manuel des R.G., la commission nationale de l'information et des libertés n'ayant examiné que les 192 000 références du fichier informatisé des personnes et laissé à l'écart de ses délibérations les 22 millions de références manuscrites accumulées par les R.G. !

Ce souci de légalité est-il bien respecté ? L'opposition prétend que non et dénonce le maintien, auprès du directeur des R.G. parisiens, d'un grand nombre d'enquêtes réservées (G.E.R.) composées de dix-huit personnes. Il existe un fichier manuel des R.G., la commission nationale de l'information et des libertés n'ayant examiné que les 192 000 références du fichier informatisé des personnes et laissé à l'écart de ses délibérations les 22 millions de références manuscrites accumulées par les R.G. !

Ouvert et fermé

En clair : terrorisme et droit. Sur les cinquante employés par les R.G. à la préfecture de police de Paris, soixante-dix sont affectés aux renseignements généraux. Les quatre-vingts téléphoniques sont journalières auxquelles un droit administratif est le même service parisien sont, assure-t-on, uniquement réservés à ce service. Un service supplémentaire a été créé à Biarritz afin de s'intéresser au plus près au problème basque. Enfin, une section « étrangers » a été créée à la direction de l'information générale de la direction centrale. « Dernière et » section de direction » la préfecture de police de Paris sont plus particulièrement chargées du renseignement sur les « menées subversives ». Ces efforts n'ont pas eu de résultats : des diverses arrestations de l'autisme dernier, qui ont porté un coup sérieux au terrorisme interne et à la mouvance Action directe, ont pour origine le travail de fournir R.G.

Ainsi d'éviter un mélange de genres en

intrus, danger de rétroaction d'informations, par autocensure subjective ou choix idéologique personnel du fonctionnaire. Du préfet aussi, premier destinataire des rapports, qui n'apprécie pas toujours que l'on insiste sur les troubles de son département. Danger également de manipulation des informateurs, en particulier dans les eaux troubles du terrorisme. « Plus le travail à l'air doit être plus les types devraient être moralement irréprochables », confie un routier des R.G.

C'est affaire de formation. La direction centrale, qui a organisé récemment un stage central de formation financière et d'autres sur les filatures et les méthodes de surveillance, serait favorable à une formation « R.G. » spécifique, après un tronc commun dans les écoles d'inspecteurs et de commissaires. Affaire de la direction centrale, où M. Roux s'est opposé à toute « chasse aux sorcières », cependant connu, depuis 1981, plus de mouvement qu'on ne croit. Ces quatre sous-directions, trois ont changé de titulaire, et notamment les deux principales, la sous-direction de l'information politique, sociale et économique et celle de l'information générale et des étrangers.

EDWY PLENEL

Quatre sous-directions

La direction centrale des renseignements généraux comprend quatre sous-directions :

- Information générale et étrangère, confiée à M. Borge, et divisée en six sections (information générale, recherches, moyens techniques, liaisons extérieures, DOM-TOM, étrangers) ;
- Information politique, sociale et économique, confiée à M. Grangeret, et divisée en cinq sections (affaires politiques, affaires sociales et économiques, affaires financières, presse et moyens audiovisuels, enquêtes et sondages) ;
- Affaires administratives, confiées à M. Concorin, et divisées en quatre sections (personnel-matériel-local, études-organisation-formation, documentation-informatique, autres) ;
- Courses et jeux, confiée à M. La Dousselle, et divisée en quatre sections.

Sur 3 600 fonctionnaires employés par les R.G., 300 sont à la direction centrale et 650 à la préfecture de Paris. Restent quelque 2 600 fonctionnaires pour 100 départements, outre-mer compris, soit en moyenne 26 par département.

Formule 1 : la guerre des pneus

Deux grands fabricants de pneumatiques, Michelin et Goodyear, se livrent une guerre sans merci sur le front de la formule 1. Le français a pris le pas sur l'américain champion du monde en titre, au terme des deux premiers grands prix de la saison à Rio-de-Janeiro (Brésil) et à Long-Beach (États-Unis). Le combat entre les deux manufacturiers est l'un des éléments importants du Grand Prix de France, dimanche 17 avril sur le circuit du Castellet.

La recette est apparemment simple. « Quand on veut gagner un grand prix, il faut avoir un bon châssis, un bon moteur, de bons pneumatiques, un bon pilote, une bonne organisation. Si l'un de ces paramètres ne remplit pas son rôle, on ne gagne pas », déclare l'ingénieur sud-africain, Gordon Murray, qui tient ces propos, travaille pour le compte de Bernie Ecclestone, patron de l'écurie britannique Brabham et de l'Association des constructeurs de formule 1. Il parle d'or. Les voitures de grand prix sont des mécaniques fragiles qu'un rien suffit à dérégler.

Un véritable casse-tête chinois, ces voitures. Comment expliquer, par exemple, le comportement des McLaren lors du dernier Grand Prix de Long-Beach ? Placées dans les dernières positions sur la grille de départ parce qu'elles ont réalisé des temps de qualification médiocres, les monoplaces de la britannique John Watson et de l'Autrichien Niki Lauda prenaient les deux premières places à l'arrivée.

Comment les voitures les moins rapides aux épreuves du vendredi et du samedi ont-elles pu être les plus rapides, le dimanche ? En ne subissant aucune panne. Habituellement, les monoplaces utilisent les essais de pneumatiques spéciaux avec une gomme très tendre, ce qui donne une excellente adhérence au bolide. Cela n'a pas été le cas. Pierre Dupasquier, directeur de la compétition chez Michelin, l'a confirmé : « Les pneus étaient les mêmes pour les essais et pour la course ».

Michelin et Goodyear, deux manufacturiers, deux conceptions, deux stratégies. Une rivalité. La construction d'un pneumatique de la formule 1 doit tenir compte de la dimension de la voiture, de son poids, de la répartition de ce poids et de la puissance du moteur. Pour mettre en œuvre ce principe, des techniques diffé-

rentes sont utilisées. L'américain Goodyear a choisi le pneu conventionnel, fait de bandes textiles et métalliques disposées en une juxtaposition d'arceaux croisés. Le contact avec le sol se fait par reptation. Ce pneu tolère une glissade de la voiture, mais ne permet pas toujours l'utilisation entière de la puissance du moteur.

Le français Michelin utilise la bande radiale. Les bandes sont juxtaposées dans le prolongement du rayon de la roue et sont ceinturées de filaments métalliques recouverts de gomme. Dans un virage, ce pneu se déforme sous l'effet de la force centrifuge et son adhérence au sol est supérieure à celle du « conventionnel ».

Avec l'interdiction de l'« effet de sol » - ce système de jupes latérales qui collaient la voiture au macadam - une ventouse, - les pneus, qui sont le facteur principal de tenue de route, ont repris une importance déterminante dans la course. Le « radial », qui était déjà imposé dans la moitié des grands prix la saison dernière, semble désormais en mesure de prendre le pas sur le « conventionnel ».

Un troisième larron

Pour l'heure, Michelin et Goodyear, qui règnent en maîtres sur le marché de la formule 1, équipent chacun six écuries. Michelin « chausse » les français Renault et Ligier, les italiens Alfa-Romeo et Osella, les britanniques McLaren et Brabham, Goodyear, de son côté, a choisi l'italien Ferrari, l'allemand ATS, les britanniques Williams, Arrows, Theodore et Tyrrell. Mais le troisième manufacturier a porté aussi son choix sur le « radial » : Pirelli termine son apprentissage en formule 1 en fournissant trois écuries britanniques : Lotus, March et Toleman.

C'est dire que la guerre des pneumatiques a bien lieu entre les deux grands. A chaque course, leur logistique est impressionnante : ils apportent dans une cargaison de quelque mille pneus sur le circuit et en « changent » environ quatre cents. Et s'efforcent d'empêcher sur le circuit de l'autre. Brabham a rejoint le camp Michelin, tandis que Goodyear a tenté de passer un accord avec McLaren. Toutefois l'Autrichien Niki Lauda a refusé de sous son poids pour que l'écurie britannique reste fidèle au manufacturier français.

Le plus surprenant est que cette guerre, dont l'ultime enjeu est le marché du pneu de Monsieur Tout-le-monde, se terminera de la façon par la victoire du « radial ». Après une première expérience en 1976, Goodyear devrait mettre un point avant la fin de la saison ce type de pneu pour les grands prix.

GILLES MARTINEAU.



(Dessin de PESSIN.)

tement social, manifestations de « carabins »... du directeur central aux directeurs régionaux départementaux, les consignes de dynamisme sont actuellement transmises au personnel. A climat éventuellement plus tendu, information plus de monde - sur les « menées subversives », il importe que le gouvernement soit précisément quelle est la tendance. Tel est le mot d'ordre. Facile d'être déduire alors la gauche au pouvoir s'accommode aisément d'un service qu'elle n'était pas loin de voter aux élections l'opposition. Vrai ou faux ?

« Petits blancs »

La réponse est nuancée. Maintenus dans leurs prérogatives après le 10 mai 1981, les R.G. ont insensiblement évolué. De grand chambardement, mais une réforme au douceur mise en œuvre par le nouveau directeur central, M. Paul Roux, nommé après le 10 mai 1981. Cet ancien fonctionnaire de la S.N.C.F., était la police parisienne par vocation, secrétaire général adjoint du syndicat des commissaires de police de 1970 à 1979, socialiste de longue date n'en faisant pas mystère, croit au « renseignement propre ». Les puristes sont déçus : le changement est ici affaire de style plus que de contenu. En substance : oui, le gouvernement aura toujours besoin d'une information politique et sociale, moins que celle apportée par chaque département ministériel ; ce travail ne suppose pas le renseignement obligatoire à des fins illégales.

Ainsi d'éviter un mélange de genres en

(3 600 fonctionnaires en tout), la D.C.R.G. qui « le renseignement doit devenir un fin », ce qui, pour le faire, « la meilleure façon est de limiter les effectifs ». On a mis plus de monde - sur les « menées subversives », les « menées violentes », tout ce qui peut s'avérer dangereux pour l'ordre public, la stabilité de l'Etat ».

Le « petit blanc » est le mandat de la direction centrale prescrit une confusion entre la recherche de renseignements « préventifs » et leur exploitation « répressive », la seule au sein de la police judiciaire. La trop brève présence du fonctionnaire des R.G. lors de l'arrestation manquée, en octobre 1982, d'Eric Moreau, proche d'Action directe, a été critiquée. « Par pêche d'orgueil », explique un inspecteur, on a mélangé l'action et le renseignement. Ce n'est pas bon, nous devons rester observateurs ».

Ainsi d'éviter un mélange de genres en

Le mandat de la direction centrale prescrit une confusion entre la recherche de renseignements « préventifs » et leur exploitation « répressive », la seule au sein de la police judiciaire. La trop brève présence du fonctionnaire des R.G. lors de l'arrestation manquée, en octobre 1982, d'Eric Moreau, proche d'Action directe, a été critiquée. « Par pêche d'orgueil », explique un inspecteur, on a mélangé l'action et le renseignement. Ce n'est pas bon, nous devons rester observateurs ».

En ce point de la moralisation des renseignements, la recherche opérationnelle du renseignement, façon police de quartier, les missions acrobatiques sur le terrain, qui ne vogue après 1968, fut quelque peu oubliée par la brigade opérationnelle (BOC), créée pour les « biopillages » peu reluisants.

En est, indéniablement, le rôle d'en haut. Il est qu'il est pratique, à la base, les bonnes intentions ne suffisent pas toujours. Le métier R.G. comporte des dangers

CORRESPONDANCE

Suicide, mode d'emploi

M. Claude Guillon, coauteur, avec M. Yves Le Bonnier, du livre *Suicide, mode d'emploi*, nous écrit :

Bruno Frappat a consacré un long article (le Monde daté 6-7 février) au livre *Suicide, mode d'emploi* dont je suis coauteur avec Yves Le Bonnier. Il s'y fait l'écho des accusations portées contre nous par les parents d'un jeune homme de vingt-deux ans qui se serait suicidé en appliquant une « recette » recommandée par nous.

Contrairement à ce qu'avance notre confrère, aucun « paragraphe » de notre livre n'est « consacré à la description d'un suicide selon la méthode utilisée par Pierre » (Pierre s'est suicidé en se jetant d'un échappement de voiture). C'est tout à fait incidemment, au détour d'un exposé juridique, que ce procédé apparaît, évoqué en une phrase (p. 116).

An reste, les journalistes, qui pratiquent abondamment ce que nous avons appelé « l'information par inadvertance », sur les méthodes de suicide, sont mal placés pour fustiger notre légèreté.

En voici un exemple, postérieur à la parution de *Suicide, mode d'emploi*. Le Monde du 24 novembre 1982 nous apprend à l'occasion d'un article sur « La préparation mortelle d'un électrochoc » que la « dose de

Cloacérine, un curarisant de synthèse utilisé pour obtenir une relaxation musculaire, est de moins de 10 cm3 (dose d'une ampoule). L'usage que le public est susceptible de faire de ce type d'information peut soulever les mêmes questions que l'usage de telle phrase tirée de *Suicide, mode d'emploi*.

Je suis persuadé que le fait de nous désigner comme coupables est d'un grand réconfort moral pour les proches des suicidés. Cela ne me dérangeait pas outre mesure si l'on ne tenait à cette occasion de criminaliser notre démarche, démarche politique dont le sens n'échappe pas à nos lecteurs, leurs lettres en témoignent.

« Si le suicide était une solution, nous nous glorifierions d'y passer le monde », écrivait André Breton, et aussi : « Nous ne reculerons jamais devant les conséquences de la pensée ». Nous faisons nôtre ces déclarations en rappelant une fois encore que nous n'entretenons pas « l'énergie du désespoir », que chacun peut tirer du choix de la heure et de la manière de sa mort. L'idée du suicide est belle et bien une arme. Que d'aucuns désignent de la retourner contre eux-mêmes peut nous attrister mais non pas nous choquer. Je n'ai aucune morale.

Est-ce que l'on pourrait nous li-

ber « bonnes affaires » que nous réalisons ?

Les écrivains, comme les saltimbanques, acceptent le risque de ne gagner que l'argent que le public leur donne. C'est tout à leur honneur, je pense. On peut critiquer un livre. Mais reprocher son succès commercial à ses auteurs n'a pas de sens. Si l'on tient à l'interdire, les auteurs naturels sont les auteurs du livre : eux seuls décident de sa vie ou de sa mort. L'entreprise est certes plus délicate. Comment distinguer les acheteurs du *Monde* de ceux de *Suicide, mode d'emploi* ?

[Observons ceci : 1) M. Guillon passe totalement sous silence le deuxième suicide évoqué dans l'article qu'il nous vaut cette réplique. Il s'agit d'un jeune chimiste, Patrick, sur la table duquel on a retrouvé le livre. La question posée à la page même où les auteurs discutent la recette même du suicide qui lui permit de mourir. Fichons ça.

2) « Je n'ai aucune morale », dit M. Guillon en revendiquant une éthique purement « politique ». Les survivants approuvent la légitimité d'une « politique » qui fait du suicide des autres un allié pour les jeux de l'espérance, les charmes de l'écriture et le profit qu'on peut en tirer.

3) Nous voudrions espérer que les lecteurs du *Monde* ne s'échappent à sa lecture... B. F.]

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Arts et spectacles

Où en est le jazz ?

Où en est le jazz ? Doucement malade d'embonpoint, de suralimentation, de réinvention historique, de réédition et de savoir-faire ?

Où toujours sur la brèche, inventant dans ses zones d'ombre ce qu'on ne connaît que plus tard et activement refusé à l'homogénéisation croissante des musiques ?

« Hier, les musiciens sortaient des ghettos. Aujourd'hui, ils sortent des universités », écrit-il récemment Gilles Anquetil dans les *Nouvelles littéraires*. Relevé en Wynton Marsalis, Michel Petrucci

et Bennie Wallace les seuls novateurs des années récentes, il signalait, avec justesse, à quel point, même eux, la leçon apprise et la mémoire fidèle étaient l'essentiel.

On pourrait dresser la liste, l'ouvrir à ses marges hétérodoxes, faire l'inventaire des formidables musiciens en activité, la question n'est pas là (voir le *Monde* du 22 janvier).

Ce qui semble parfois quitter les musiciens de jazz, c'est la tragédie qui formait, à leur insu, le paradigme de leur existence. Le paradoxe de maintenant, après les années furieuses de lutte libérale qui en furent une sorte de triomphe négatif, c'est que le feu d'un nouveau public s'attache à quelque chose qui n'est qu'un passage à vide. Nulle déroute d'ailleurs : on n'a pas à se plaindre que les musiciens vivent ou que le racisme recule enfin. D'autant que la musique n'a pas encore viré, tant s'en faut, à l'académisme simpliste, ourlé

d'embourgeoisement. Et si le bout de chaîne les musiciens avaient simplement bénéficié, après des temps de croissance économique ?

Mais ne serait-ce qu'en France, les conditions d'entreprise de spectacle sont plus périlleuses que jamais. Fiscalité, juridiction, contrôles divers et renouvelés viennent se mettre à l'initiative, alors que le jazz et les musiques improvisées demandent - répétons-le - des législations souples sur les plans (sur celui des horaires, s'il faut prendre un exemple bête...). Ainsi, les associations, les lieux, les centres d'activité comme le CIM, dirigé par Alain Guerin, cherchent à susciter les réunions de concertation

ministères concernés (finances et travail).

De son côté, la Division de l'action musicale, dirigée par Jean Caraballana, poursuit une action entamée il y a un peu plus d'un an : « Pas seulement dans le sens momentané et ponctuel de l'aide à la création, mais aussi dans celui, prioritaire, de l'aide aux lieux ».

Avec les changements de techniques instrumentales et d'enregistrement, il est possible que la fonction de musicien (de studio, d'accompagnement, de danse, de variété) change. On peut alors imaginer que, à l'instar des musiques improvisées, l'urgence de l'improvisation pratique musicale (et une vie), domine le jazz. Sans le plus fluide et toujours le porteur de la musique qui jamais sent. On peut imaginer, égale-

ment, que des formes plus étranges aujourd'hui, qui n'ont pas dans le violent martèlement des musiques de jazz (comme on dit sans cesse) péjorative de la communication), apparaissent. Après tout, qui, voici dix ans, prévoyait le développement du radio ou le développement en pleine saison des long-porteurs et du vol-à-voile sophistiqué - des U.L.M. et des « libéristes » ?

On peut même imaginer qu'il est impossible de s'imaginer, que les musiciens ne soient pas à la veille de laisser nos joies et nos « musiques tranquilles ». C'est, il faut croire, ce que pensent les organisateurs d'un premier Salon du jazz et des musiques improvisées, exemple nulle part... FRANCIS MARMADE.

Rencontre avec un artiste du disque

Le temps n'est plus où on lui demandait, dans le grand magasin des Champs-Élysées où il travaillait : « Je voudrais un disque de jazz qui ne fasse pas trop jazz : c'est pour quelqu'un qui n'aime pas le jazz... ». Daniel Richard - tout le monde dans la profession le connaît et l'écoute - a ouvert maintenant une boutique qui est un peu plus qu'une boutique. C'est un lieu d'échange, de discussion, d'érudition amicale, de passage et d'information, que menant bien sûr les grandes chaînes de distribution. Quand un musicien américain fait escale à Paris, il va faire le point aux Mondes du jazz sur l'état de diffusion de ses propres disques. Quant les revues spécialisées dressent une discographie, c'est par Daniel Richard qu'elles la font valider. Tout un réseau de collectionneurs, de passionnés, de magasins et d'amateurs passe par sa compétence. Et lui, il connaît l'état des disques individuels de la plupart des gens du métier, sait les noms des spécialistes de partout, a appris ce qu'il faut de japonais pour déchiffrer les pochettes des importations, peut vous débiter en souriant d'impossibles numéros de matrices, ou décrire les couleurs de couverture d'une édition indonésienne qu'il n'a jamais vue. Naguère, aux Sables-d'Olonne, il était maçon et batteur amateur. Aujourd'hui, il est une des mémoires indispensables à la connaissance du jazz.

Il faudrait que chaque musicien soit considéré comme tel ; et qu'on lui adapte des principes de diffusion adéquats. A être diffusé et vendu comme les lots des autres genres musicaux, le jazz n'a rien à gagner. Il ne faut pas croire que la classique, par exemple, fait de meilleures performances de vente. Mais, à cause de sa responsabilité, ça traite chez les grandes maisons, qui marchent avec deux ou trois tubes par an en variété. En fait, l'argent gagné avec des best-sellers permet de produire ce qui fait oublier les succès (et l'argent) : le produit noble, le classique.

Pour le jazz, certaines grandes compagnies ne prennent aucun risque, rééditent à tour de bras, un qui ne va pas et un qui va bien : c'est la logique du catalogue prestigieux, tant qu'on s'en vend quelque chose, la situation de la diffusion, de la distribution et de la vente en place reste souvent boiteuse.

Si le disque est produit par une grande maison, il n'a forcément pas les mêmes chiffres de vente que ce qui fait tourner la maison. Donc, si le service commercial des représentants ne suivait le produit comme le soutiendrait le service artistique ou les musiciens. En cas de mévente, les coûts de production deviennent trop élevés : même figures, une ligne de listing d'ordinaire peut être plus onéreuse que de « pilonner » le produit.

Quant aux petits « labels », ça se résume souvent à un type qui travaille dix-huit heures par jour, quelques autres au « noir », aux fausses factures pour essayer de s'en sortir, et à la faillite au bout du compte.

Aux États-Unis, on sort le disque en grand. On le met en place partout, et s'il ne se vend pas assez vite, au bout d'un an c'est le « cut out » : le disque est saisi, sa pochette trouée sur tout le tirage, on liquide. Ce qui n'est pas, surtout pour le musicien, une solution.

Les Japonais, eux, commercialisent le jazz comme le classique : ils prennent des risques, assurent les services de presse et vendent le jazz à long terme. Pas question de lui appliquer les sanctions qui régissent la variété. Pour les rééditions, ils procèdent

souvent à des tirages limités, par pré-commande, surveillent les rotations, ne cassent pas, ne stockent pas.

Pour les petits « labels », la situation ne s'améliorera pas tant qu'il n'y aura pas une véritable gestion rigoureuse. Ce sont eux qui prennent le plus de risques, ils sont trop nombreux. Pour le marché des disques d'ailleurs, il y a trop de disques qui se vendent mal. C'est évidemment la facilité relative à produire un disque. C'est après que commencent les problèmes. Et puis il faut le dire : il y a des disques qui ne se vendront jamais. Parce que la musique qu'ils portent (ça n'a rien à voir avec une qualité) n'est faite pour la reproduction, la répétition et les habitudes d'écoute en appartement. Et certains catalogues sont de purs utopies : s'ils se vendaient, on ne vivrait pas exactement de la même façon, ça se saurait, la télévision ne serait pas celle qu'on connaît. La rue et les relations entre les gens...

F. M.
* Les Mondes du Jazz, 2, rue de la Petite-Tranchée, 75001 Paris.



Miles Davis : le star-symbol. Guy Le Guennec-Magnum.

L'annuaire des régions

Faisant suite au Guide du jazz 1982 (Éditions Capital), vient de paraître l'Annuaire du jazz des régions, tome premier (Musique et Média, CENAM). Même équipe dirigée par Luc Delannoy, le bassiste Didier Levallet et Patrick Amine, même exhaustivité, même soin apporté à l'information. Sur les lieux, les radios, les journaux, les moyens de diffusion et d'enseignement, sur les librairies, sur les magasins de disques et

d'instruments, et les professionnels du métier, sur les musiciens, enfin, dont les adresses et les numéros de téléphone sont reproduits. Il ne manque rien. L'annuaire, qui est une mine organisée de renseignements, mais qui est également le point de départ du mouvement associatif et des aides publiques. En outre, dans ses présentations, il y a un ton, une vivacité qui, malgré l'éclectisme absolu des styles envisagés, est une vraie chose, n'est pas un simple mélange plattement neutre et inoffensif « objectif ». L'Annuaire 1 est un indispensable pour tout le monde de ce temps. A suivre.

Le Salon ne fait pas jouer le même rôle que le MIDEM, par exemple. Qu'une fois soit dans le domaine de la variété,

Un premier Salon

Du 21 au 24 avril va se tenir à Paris, aux Salons Hoche, le premier Salon du jazz et des musiques improvisées. En 1949, le Festival de Paris, il y eut une expérience analogue. Mais le JAFIP (Jazz Association de France), organisation qui regroupe des musiciens, des journalistes, des photographes et autres professionnels, veut, à travers une manifestation, développer

première initiative à l'égard des musiques improvisées. Ne jouons pas trop sur les mots : on sait que le jazz est dans son essence une pratique d'improvisation. Ce que désigne l'expression, ce sont des approches diversifiées, hétéroclites, du phénomène musical, mais le jazz est le premier modèle, bien sûr, qui tient à faire entendre une singularité sans limite.

Ce que nous voulons faire, dit Alex Duthil, président du JAFIP, c'est un festival, et non un festival. Nous avons le cœur de nous placer sur un terrain qui ne soit pas seulement esthétique, mais aussi social. Nous aimerions que les choses bougent un peu de la diffusion, de la distribution des disques, mais aussi de la reconnaissance et de la reconnaissance du jazz. Et pour couper avec une certaine image du pauvre austère qui sied au jazz, les organisateurs ont carrément choisi les Salons Hoche.

Le Salon ne fait pas jouer le même rôle que le MIDEM, par exemple. Qu'une fois soit dans le domaine de la variété,

où beaucoup d'argent et d'inconnues sont en jeu, on le conçoit aisément. Dans la sphère du jazz, le monde connaît le monde, chacun sait ce que l'autre fait. Comme dit Daniel Richard (voir entretien), « quand un label sort en Finlande, si on connaît le métier, on le sait ». Dans le monde transparent, ce n'est donc pas ce qui est visé.

Le Salon va être un lieu d'information et de confrontation d'expériences. Un lieu de diffusion et d'échange. Nous aimerions aussi aider à la connaissance du jazz français en Europe, multiplier les rapports professionnels, promouvoir une image différente du jazz et des musiques improvisées en général », poursuit Alex Duthil.

Une centaine de labels, les associations, les écoles, les lieux de diffusion, les éditeurs, sont regroupés en quelque quatre-vingts stands. Pays représentés : une dizaine. En dehors de la première journée, réservée aux gens du métier, et pour vingt francs par jour, les visiteurs pourront assister à des concerts non-stop qui verront défiler une soixantaine de groupes. Incontestablement, les professionnels ont la rencontre du public.

F. M.
* Premier Salon du jazz et de la musique improvisée, aux salons Hoche, 9, avenue Hoche, 75008 Paris, du 21 au 24 avril.

RENCONTRES AVEC LA MUSIQUE.
10^e SALON INTERNATIONAL DE LA MUSIQUE.

inter
DU 13 AU 17 AVRIL 11H A 19H. CNIT PARIS LA DEFENSE

SORTIE MERCREDI 20 AVRIL

BRUNO GANZ DANS UN FILM DE **ALAIN TANNER**

dans la Ville Blanche

« Film du bonheur intense et fragile, Dans la Ville Blanche est un enchantement. » (Le Monde)

ALLER-RETOUR
**HONG-KONG
NEW-YORK
LA TUNISIE
LE SENEGAL**

**28F⁺ TOUT
COMPRIS**

AVEC
COLUCHE
EN PRIME
DANS
BAZZAI

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Un exemple à suivre

Les pays qui, telle, entre autres, la France, ont une forte dette étrangère, devraient s'inspirer de l'exemple suédois. Dans ce royaume scandinave, la dette extérieure est gérée par un organisme entièrement indépendant : le Swedish National Debt Office, qui détient souverainement le pouvoir du Parlement et répond directement devant lui. Lars Kalden, directeur général, bien connu dans les milieux bancaires internationaux, a lui-même nommé par le Parlement responsable uniquement devant celui-ci. Cette autonomie non seulement lui vaut une grande autorité, mais assure la pérennité d'une fonction qui requiert une longue expérience. Ces deux qualités, que le directeur de l'Office de la dette possède au plus haut point, sont une grande partie à la base du succès rencontré par le dernier euro-crochet du royaume de Suède, dont le contrat de prêt, s'élevant à 1,6 milliard de dollars, a été signé au début du mois de mai au sein de la Banque de Saint-Paul-de-Vence. En outre, la nature du Swedish National Debt Office lui permet d'échapper aux pressions politiques et aux diverses contraintes que subissent ceux qui, en France, ailleurs, dépendent d'un ministère de tutelle. C'est ainsi qu'il est possible à tout moment de connaître le montant exact de la dette extérieure de la Suède. Lars Kalden n'en fait pas un secret et, de surcroît, il ne craint pas de la diffuser à tout va, ce qui contribue à sa tranquillité.

L'exemple déploré récemment donné par le Portugal, qui, actuellement, se livre à un euro-crochet bancaire, à quel point les antagonismes éventuels entre le secteur public peuvent nuire à un pays. Le secrétaire d'Etat au Trésor ayant d'abord l'euro-marché, la Banque centrale portugaise, qui traditionnellement s'occupait de ces opérations, a une grande confusion s'est ensuivie. La Banque centrale s'est apparemment retirée des négociations, fin compte, la République portugaise a dû payer plus que ce qu'elle aurait pu le faire, et la mise en pied de crédit international en a été d'autant plus faiblement retardée qu'elle s'effectuait maintenant deux semaines seulement.

Les investisseurs internationaux ont acquis 11 milliards d'obligations de Trésor américain en 1982. Ces achats d'un montant vertigineux effectués hors des Etats-Unis par particuliers et des institutions de

tous les pays se poursuivent cette année. Ils ont deux conséquences. D'une part, ils sont une grande partie responsables de la fermeté persistante du dollar sur le marché des changes. D'autre part, cela explique la relative faiblesse de l'activité du marché euro-obligataire, qui se trouve directement en concurrence avec l'émittance la plus prestigieuse du monde. Les investisseurs internationaux délaissent les obligations classiques au profit du papier du gouvernement des Etats-Unis, qui, en plus, a l'avantage d'offrir des rendements plus élevés que ceux que proposent beaucoup d'euro-emprunteurs.

Festival d'euro-emprunts français

Les débiteurs français ont cette semaine fait une rentrée massive sur le marché international des capitaux. La Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.), la Société générale et l'E.D.F. ont sollicité publiquement le marché des dollars, tandis que la S.N.C.F. a drainé 10 millions dans la même devise par le canal d'un placement privé que le monde en a été immédiatement avisé. En même temps, le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (C.E.P.M.E.) s'est présenté sur le marché des émissions internationales en deutchmarks et la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) sur celui de l'eurosterling.

Ce sont 100 millions de dollars sur une durée longue, puisque au près de quinze ans, que la C.C.C.E. est venue offrir avec un coupon annuel de 11,75 %. Celui-ci a parvenu à faire oublier une échéance dont la longueur est exceptionnelle par les euro-crochets qui rentrent. Le rapport proposé par la C.C.C.E. devrait assurer un placement sans problème de ses obligations, qui seront garanties par la République française.

Etant une banque, il est normal que la Société générale ait levé des euro-crochets à l'intérêt variable. Elle l'a fait dans la cadre d'une euro-emmission de 100 millions de dollars, d'une durée de sept ans à partir d'une marge de 0,25 % qui viendra chaque semestre s'ajouter au taux du Libor à six mois. Chaque année, la valeur nominale de 10 000 dollars est payée de 5 warrants, qui donneront chacun le droit d'acquiescer jusqu'à

fin de l'année une euro-obligation supplémentaire de 1 000 dollars, dont le taux d'intérêt, cette fois-ci fixe, sera de 10,75 % par an. Inutile de souligner que le produit des warrants n'est pas destiné à la Société générale, qui ne désire pas s'engager d'une dette fixe. C'est, semble-t-il, l'E.D.F. qui a recueilli les fruits, mais celle-ci n'en est restée là. Vendredi, elle a lancé une euro-emmission de 100 millions de dollars au taux d'intérêt annuel de 11,25 %.

Est-ce que cette euro-emmission de 100 millions de dollars, le 30 avril prochain, les euro-obligations à six ans - qui en 1981 lui avaient permis de réunir 50 millions de dollars - que la S.N.C.F. a lancée dans un placement privé de 100 millions de dollars ? Le remboursement anticipé n'avait pas marché, qui ne plus comprenait que la France rembourse les obligations alors qu'elle en a bien besoin. Mais il faut reconnaître que le coupon annuel de 13,75 % qu'avait, à une époque, la tension sur le marché d'intérêt, accepté la S.N.C.F., maintenant très onéreux. Quoi qu'il en soit, l'émission privée de la S.N.C.F., qui a une durée de huit ans, est une opération d'intérêt variable qui s'ajoute de 0,25 % du Libor à six mois, devant, au fin du Libor, faire l'objet d'un swap au papier à taux fixe avec un autre emprunteur. L'identité du dernier est le seul élément encore secret de l'opération.

Le C.E.P.M.E. a un bien raison de présenter avec un coupon de 8 % sur sa prime aux 100 millions de deutchmarks, d'euro-obligations d'une durée de huit ans qu'il offre depuis le début de la semaine. Le coupon est évidemment élevé comparé à ce que proposent d'autres emprunteurs internationaux, mais il est préférable d'être réaliste et de reconnaître que, pour le moment, la signature française se doit d'acquiescer à une prime sur le marché international des capitaux. L'euro-emprunt de C.E.P.M.E. qui est garanti par la République française a donc été très apprécié, et n'est eu aucune influence sur l'évolution du taux de l'argent. Nous ne sommes pas les Etats-Unis, mais, de son côté,

Pour sa part, c'est un euro-emprunt de 50 millions de dollars que la B.F.C.E. a lancé vendredi avec la garantie de l'Etat français. D'une durée de cinq ans, il comporte un prix au pair et un coupon annuel de 11,50 %. L'instant est choisi pour emprunter dans la devise britannique, qui, après les faiblesses et des hésitations, paraît désormais solidement installée sur la pente ascendante.

CHRISTOPHER HUGHES.

Marché monétaire et obligataire

L'inconnue américaine

Si les perspectives du marché de l'inflation sont aussi bonnes que je le pense, alors les taux d'intérêt actuels sont trop élevés par rapport au rendement attendu. Qui parle ainsi ? M. Paul Volcker lui-même, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis et défenseur rigide de l'orthodoxie monétaire, s'exprimant en début de semaine devant les membres de la Commission bancaire de la Chambre des représentants à Washington.

Tout est en fait très simple. Les taux actuels (10 % à 11 % pour le taux à base bancaire et les obligations) ne menaçaient pas la reprise de l'économie à court terme, M. Volcker attribue la tension actuelle aux craintes d'une inflation (inflation des yeux) et aux inquiétudes suscitées par l'ampleur du déficit budgétaire des Etats-Unis, mais le financement fait peser une lourde hypothèque sur le marché des capitaux financiers. Ce qu'il faut ajouter, aussi, c'est, très probablement, une conspiration générale des banques américaines pour maintenir le taux de leur crédit à un niveau élevé (par rapport à l'inflation), de façon à compenser une partie de leurs déboires avec leurs débiteurs d'Europe latine et d'ailleurs.

Quoi qu'il en soit, M. Volcker s'attend à une hausse des taux dans les mois qui viennent, en dépit de la croissance trop rapide de la masse monétaire (M1 et M2) qu'il attribue, toutefois, à des transferts provenant des fonds communs de placement vers les comptes des institutions financières, et qu'il juge temporaire.

Théoriquement, ces transferts légitimeraient le président du Fed à augmenter le taux de l'argent, mais dans la mesure où une telle hausse menace d'une déflation, M. Volcker a été déjà anticipé, et n'est eu aucune influence sur l'évolution du taux de l'argent. Nous ne sommes pas les Etats-Unis, mais, de son côté,

M. Hervé de Carnoy, qui est la filiale française de la banque britannique Midland, supervise les activités européennes de cet établissement. Même si une réduction de 1 % ou 2 % est opérée, l'écart avec l'inflation se maintiendra, selon lui, à 6 % ou 7 % en raison de la faiblesse hypothétique de l'inflation budgétaire, aussi, l'attitude des banques américaines de reconstruire leurs marges. Et pourquoi le dollar reste-t-il fort ?

Ailleurs, les taux d'abaissements de la Banque d'Angleterre, essentiellement en Europe. La Banque nationale de Belgique a réduit son taux d'escompte pour la deuxième fois depuis l'ajustement du 11 mars 1983, le ramenant de 11 % à 10 %, ce qui, depuis quatre ans, cela en raison de la bonne tenue du franc belge et des rentrées de devises (pour plus de 17 milliards de francs en quinze jours). En Italie, le ministère du Trésor a, pour les mêmes raisons, annoncé une diminution du taux d'escompte (17 % à 16 %), mais la Banque d'Italie butant sur le taux d'inflation, qui est resté à 16 %.

En Grande-Bretagne, la Banque d'Angleterre, en dépit de son intervention, a incité les banques à baisser leur taux de base, ramenant de 11 1/2 % à 10 %, à un point du taux de 9 % touché à l'automne dernier, et, cela, après une remontée à 11 % à la fin janvier en raison de la hausse de la livre sterling. Celle-ci se portant mieux, la Banque d'Angleterre a provoqué une reprise économique en cours, mais sans vouloir aller plus loin : la livre est toujours fragile, la balance des paiements augmente trop vite et le déficit budgétaire est encore important.

A Paris, la Banque de France, qui avait laissé baisser le taux de l'argent au jour le jour de 12 5/8 % à 12 1/4 %, a momentanément interrompu le processus, afin, sans doute, de ne pas trop nuire à la balance des devises (voir ci-dessous).

Toujours très actif, le marché obligataire s'est montré, toutefois, assez hésitant. Ainsi, sur le marché second-

naire, le rendement des emprunts d'Etat a remonté, passant à 13,69 % à 13,79 % pour ceux à plus de sept ans et à 13,72 % à 13,83 % pour ceux à moins de sept ans, le rendement étant en fait pour les emprunts du secteur public, le rendement continu à fléchir (14,58 % à 14,63 %), selon les indices Paribas. Aucune raison valable n'est donnée pour ces mouvements divergents si ce n'est, peut-être, une correction apportée à des variations précédemment trop accentuées. D'une façon générale, les emprunts « classiques », à taux fixe ont été un peu délaissés, au profit des emprunts « à gage », tels que les tranches à option de remboursement (« fenêtres ») du grand emprunt E.D.F. de 4 milliards de francs, très recherchées, alors que la tranche ordinaire à 14,50 % se place beaucoup plus modestement, surtout auprès du public : les investisseurs institutionnels. A cette occasion, relevons qu'E.D.F. envisage d'emprunter 15 milliards de francs en 1984, contre 10 milliards en 1982 : la part en devises resterait inchangée à 15 milliards de francs environ, tandis que celle en francs passerait de 17,5 milliards de francs à 22 milliards de francs.

Parmi les prochaines émissions, figurent celles de la Caisse foncière de crédit, des départements de la Haute-Normandie (150 millions de francs, placés par le Crédit industriel de Normandie), de la banque Steindacker (150 millions de francs) et de la Banque coopérative de bâtiment et des travaux publics, toutes deux en placement quasiment privé. Est prévu, également, un emprunt libellé à 15 %, très bien accueilli en raison de sa signature, tandis que, selon certaines rumeurs, Paribas « sortirait » bientôt un emprunt à 14,80 %, en l'honneur de 0,10 %, le Crédit national s'abstenant pour l'instant. - F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 15 AVRIL

(La ligne inférieure correspond aux cours de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	B.F.	Franc français	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Franc	Libra sterling
New-York	1,5460	-	13,6705	40,9476	41,0004	2,0565	36,3748	0,0080
Paris	1,5460	-	13,7409	40,5672	41,2116	2,0717	36,5296	0,0092
Bruxelles	1,5460	7,3150	-	39,8535	39,951	2,0474	26,610	0,0078
Frankfurt	16,9599	7,2775	21,9299	393,48	299,96	15,0766	266,28	0,0080
Amsterdam	3,3854	2,6100	-	-	81,7638	4,3815	74,379	1,0000
Stockholm	3,1080	3,0590	30,2444	-	-	4,2465	25,594	1,4254
Copenhague	3,7796	2,4590	30,2444	119,38	84,8547	5,0159	38,723	1,6794
Berlin	3,6543	2,4265	30,2444	117,54	-	5,0269	38,702	1,6794
Oslo	35,7173	40,0000	6,6475	23,8887	19,9242	-	77,6682	3,3483
Stockholm	77,6646	48,77	6,6377	23,9449	19,8928	-	77,6619	3,3416
Amsterdam	4,2689	2,7490	37,5888	134,58	112,71	6,0554	-	1,8979
Amsterdam	4,1158	2,7338	37,5544	130,73	112,65	6,0554	-	1,8970
Oslo	22,4517	1,4572	39,53	716,84	595,42	2,0634	36,263	0,0080
Stockholm	27,1751	1,4445	198,49	701,55	595,20	2,9524	50,584	0,1636
Stockholm	367,32	237,60	32,8812	116,29	97,4149	4,8863	66,9314	0,1636
Stockholm	368,31	239,25	32,8763	116,19	98,5908	4,9544	87,5411	0,1636

BOURSE DE PARIS

EN deux séances, celles de lundi et mardi, le marché parisien a supporté la déception et le léger fléchissement observé ensuite sous les lambris du palais Bourbon, qui n'a pas permis de freiner l'index initial et, à la veille du week-end, l'indice a instantanément reflété une hausse globale de 2 % pour l'ensemble de la semaine.

Les acheteurs ont progressivement diminué leur pression au fil des dernières séances mais les vendeurs ne se sont pas précipités pour autant, fait remarquable que le marché de la rue de la Harpe, précédant dans sa propre charge, il se trouve souvent le matin en présence de « blocs » (paquets de titres importants) qu'il ne peut pas négocier, faute de vendeurs pour satisfaire la contrepartie aux achats. De plus, la clientèle particulière, qui est souvent la première à prendre son bénéfice quand elle estime que les cours ont suffisamment progressé pour lui procurer un gain appréciable, reste en ce moment étrangement passive.

Enfin certains « gros » porteurs, notamment quelques compagnies d'assurances, commencent à alléger, avec d'importantes précautions, leurs portefeuilles en actions étrangères (en réalisant un passage de substantielles plus-values) et à se reporter aussitôt sur des valeurs françaises. Comment s'expliquer, dans ces conditions, que ces dernières continuent à aller de l'avant en dépit de quelques prises de bénéfices aisément absorbées ? Maintenant que les boursiers ont en main non seulement les statistiques du mois de mars, mais aussi les chiffres pour l'ensemble du premier trimestre, il est possible de dresser un rapide bilan de l'évolution de la bourse de Paris au cours de ces dernières semaines. Pour certains titres, le palmarès est éloquent. Si l'index B.P. a progressé en tête du classement avec un gain de 17,5 % pour les trois premiers mois de l'année, une quantité de titres (Péchiney, Saurat-Albert, Raffinage, A.D.G., Parilac, de Récompte, Signaux, Porel, Leroy-Somer et Saefi) ont mis entre 45 % et 70 % à leur

L'équilibre

actif et, par comparaison, les titres les plus éprouvés, tels que Vialprix (moins 23 %), Euromarché (moins 21 %) ou encore Saclor (moins 16 %), toujours pour le premier trimestre, n'ont pas à la commémoration.

Pour la plupart des observateurs, la bourse de Paris reste orientée à la hausse, et ce phénomène n'est pas uniquement imputable aux seuls acheteurs étrangers auxquels a été dévolu un peu trop vite le rôle de bon Samaritain. Certes cette clientèle de qualité a sérieusement « amorcé la pompe » autour de la corbeille, ne serait-ce qu'en raison de l'importance des capitaux qu'elle est en mesure de répondre sur le marché parisien après avoir systématiquement exploité toutes les possibilités de gain, successivement sur les places d'Extrême-Orient puis sur les principales bourses européennes.

Aujourd'hui, en dépit de leur cours élevé, les Britanniques, les Américains et les Allemands s'intéressent encore aux grands titres de sociétés exportatrices. « Ce qui est cher pour un Français ne l'est pas autant pour un Américain », fait-on valoir pour expliquer l'attrait que continuent à susciter des actions telles que Motte-Hennessy, l'Oréal ou B.S.N. Gervais-Danone après un bref « passage à vide » dû à des prises de bénéfices bien compréhensibles. Mais pour les grands titres ? Mais si d'autres valeurs de second rang ont été entraînées par la spirale, c'est bien que les opérateurs français, y compris les « petits » porteurs, n'ont pas voulu être en reste. Par instinct grégaire sans doute, ce sont toujours les mêmes compartiments qui sont favorisés : le bâtiment, les pétroliers, la distribution, encore que de façon plus effective, et la plupart des valeurs de l'alimentation. A ce tableau en trois dimensions sont ve-

Semaine du 11 au 15 avril 1983

mes s'ajouter quelques touches délicates au fur et à mesure que l'intérêt des opérateurs se portait sur la haute technologie (Sagem, S.A.T., I.R.T.) ou encore sur le travail temporaire, un secteur longtemps stérile et dont les deux principaux porte-parole, B.S. et Ecco, représentent progressivement de la hauteur.

En à peu, le puzzle se met en place mais il est encore trop tôt pour savoir si les autres pièces, c'est-à-dire tous les secteurs qui sont encore sur la défensive, vont trouver enfin le mode d'emploi pour s'intégrer au croquis. La publication des résultats annuels des sociétés françaises peut perturber ce fragile équilibre dans un sens ou dans l'autre. Les valeurs réagissent très rapidement à ce type d'informations, entraînant de brusques à-coups sur certains titres qui reprennent cependant en règle générale dès le lendemain les écarts exagérés consentis la veille. Encore ne faut-il pas mettre trop de sautes d'humeur de la cote sur le compte de résultats financiers plus ou moins satisfaisants. En filigrane, ce sont souvent de pures opérations financières qui se trament, témoin les surprenantes variations de Navigation, Mixte, Chargeurs Réunis constatées cette semaine, et qui il faudra suivre de près.

Pour les prochaines semaines, le marché parisien peut encore tabler sur des liquidités importantes dans la perspective des premiers versements de coupons, dont une bonne partie devrait reprendre le chemin du palais de la Bourse. De plus les souscriptions au compte d'épargne en actions représentent un peu de souffle dans le réseau bancaire, même si les guichetiers attendent toujours, avec une certaine dose de philosophie maintenant, la parution des décrets d'application. Patience, ils devraient paraître au journal officiel durant la première quinzaine de mai. C'est promis...

SERGE MARTI.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Record battu

La semaine dernière restera dans les annales. Trois jours de suite, les derniers de la semaine, Wall Street a battu ses records. L'indice Dow Jones, qui, chaque fois, a dépassé le précédent, a atteint pour la première fois, à la veille du week-end, la cote de 1.171,33 (contre 1.124,70 le vendredi). Cette semaine, pourtant, avait commencé dans la plus grande confiance pour ne pas dire dans la confusion, toute la question portant sur l'évolution des taux d'intérêt et bien sûr, la reprise économique. Qu'en est-il devenu ? Prudence, les investisseurs institutionnels avaient commencé à se dégrader. M. Paul Volcker, président du Fed, avait renoué le feu aux poudres en déclarant devant le Congrès que le loyer de l'argent était trop élevé pour favoriser un véritable redémarrage de l'économie. Les opérateurs en déduisaient que les taux allaient baisser, et, en même temps, des nouvelles leur parvenant (augmentation de 34 % des voitures durant les premiers jours d'avril, réembauche massive par General Motors, hausse de 1,1 % de la production industrielle en mars et baisse des prix le mois), les investisseurs reprirent à l'allure. A signaler également l'achat de 10 millions de titres d'I.B.M. et le début du titre au plus haut.

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Alcoa	32 1/8	31 3/8
A.T.T.	64 7/8	66 5/8
Boeing	40 5/8	41 1/4
Chase Man. Bank	25 1/2	25 1/2
Du Pont de Nem.	41 3/4	43 7/8
Eastman Kodak	79 3/4	81 5/8
Exxon	31 1/2	33
Ford	29 1/4	30
General Electric	105 1/2	108 3/4
General Foods	40 3/8	41 7/8
General Motors	57 1/4	64
Goodyear	28 3/4	30 1/8
IBM	103 7/8	110 1/8
I.T.T.	35 7/8	38
Mobil Oil	28 7/8	29 3/8
Pfizer	77 1/2	81 1/4
Schlumberger	42 1/4	41 7/8
Telex	33 1/8	34
U.A.L. Inc.	33 3/4	34 5/8
Union Carbide	59 1/8	62 1/8
U.S. Steel	22 3/4	22 7/8
Westinghouse	44	45
Xerox Corp.	41	40 7/8

LONDRES

As plus haut

En dépit de la hausse de Wall Street, la bourse de Londres, bien que bancaire, optimiste, a patronné britannique : les facteurs étaient réunis cette semaine pour faire monter la Bourse de Londres. Le marché s'en est en fait privé de tous les précédents records, mais avec une avance de 3,8 %.

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Becham	383	416
Bovater	175	184
Brit. Petroleum	352	370
Charter	238	255
Comstock	9	9
De Beers	48	48,45
Dunlop	49	60
Free State Gold	45 3/4	48 3/4
Glaxo	570	565
Gr. Ind. Store	165	160
Imp. Chemical	396	432
Shell	480	504
Unilever	532	535
Victors	136	139
War Loan	36 7/8	37 1/8

(*) En dollars

TOKYO

As sommet

Les signes de reprise économique se multiplient au Japon, le marché s'est vu pour atteindre jeudi le plus haut de son histoire, à 8.552,16 (plus haut : 8.554,21 jeudi). L'indice général, 619,39 (contre 610,54).

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Akai	465	527
Brigitte	498	495
Canon	1.220	1.280
Fuji Bank	500	500
Honda Motors	828	821
Matsushita Electric	1.310	1.300
Mitsubishi Heavy	216	222
Sony Corp.	3.480	3.529
Toyota Motors	1.040	1.090

FRANCFORT

Encore plus haut

Abonné à la hausse, malgré les bénéfices, le marché allemand, stimulé par Wall Street, a poursuivi son ascension pour parvenir à des plus hauts niveaux depuis quatorze ans. L'indice DAX a atteint 3.922 contre 3.916,4.

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
A.E.G.	54,20	53,50
B.A.S.F.	151,90	149,70
Bayer	142,60	138,10
Commerzbank	159,40	160,80
Deutschebank	328,50	326,50
Hoechst	147,80	146,20
Karstadt	277	278
Manhessmann	171,40	168,30
Siemens	336	338
Volkswagen	178,30	176,50

Produits chimiques

Des trois chimistes allemands, Bayer est celui dont les résultats ont été le plus affectés par la crise en 1982. Le bénéfice mondial du groupe avant impôts chute de 30,9 % pour revenir à 970 millions de DM pour un chiffre d'affaires beaucoup plus accru (+ 17,1 %), à 34,83 milliards de DM, que ceux de ces rivaux (+ 1,7 %) pour BASF et Hoechst.

Sur le plan national, Bayer n'a pas été gâté non plus. Le résultat avant impôt de la société mère a baissé de 14,3 % à 735 millions de DM. C'est moins mauvais que BASF (- 23,3 %), mais pire que Hoechst (- 3,4 %).

La hausse des coûts (énergie, personnel, matières premières) et l'augmentation de la charge fiscale, liés aux effets de la crise sont à l'origine de cette détérioration. Bayer ne donne pas de précisions sur l'origine des pertes subies qui ont pesé sur ses résultats. Mais il ne fait guère de doute que les effets de la pénurie ont été très graves sur ses comptes.

Le dividende va être fortement réduit (7 DM pour 1981) comme chez BASF et Hoechst.

L'année 1982 n'a pas été bonne pour l'Institut Merieux. Son bénéfice a baissé de 33,9 % à 30,16 millions de francs. Pour partie, ce recul des profits est imputable à la moindre reprise des provisions antérieures participation. Pour l'autre, il provient de l'accroissement notable des frais de recherche.

Les difficultés d'autre part surestimées certaines filiales, surestimées notamment, ont pesé sur le résultat net de 1982 (- 30,1 %), 34,55 millions de francs (- 30,1 %). Le dividende global est minoré de 1,31 à 1,18 F. Une forte reprise de l'activité durant le premier trimestre, notamment l'exportation, a été enregistrée.

Métallurgie

construction mécanique

Seuville-Mansberg porte son dividende net de 10 F à 10,50 F. Un dividende exceptionnel de 2 F sera versé pour le centenaire. L'entreprise a dégagé en 1982 un bénéfice net de 25,07 millions de francs (+ 44,4 %) sur un chiffre d'affaires accru de 14,7 % à 111,4 millions de francs. Le dividende global est fixé à 15,755 F.

Ebranté par l'augmentation d'un lourd déficit pour 1982 (600 millions)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 8 avril	Cours 15 avril
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000
Or fin (titre au bar)	38.000	38.000

de F., Creusot-Loire a chuté de 19 %.

Essant à l'heure à plus que doublé son résultat d'exploitation en 1982 (23,63 millions de F contre 11,04 millions).

Le chiffre d'affaires a augmenté de 11,78 % à 62,11 millions. Cette hausse s'explique par une augmentation de 11,78 % à 62,11 millions. Cette hausse s'explique par une augmentation de 11,78 % à 62,11 millions.

Usther au mieux. Pour 1982, son résultat d'exploitation a augmenté de 25,53 millions de F, contre 3.034 l'année précédente. C'est un résultat remarquable, a précisé son président. Tous les efforts faits

CREUSOT-LOIRE : L'HEURE DE VÉRITÉ

Une partie de plus de 600 millions de francs, excédant le montant de l'actif net, et s'ajoutant à un déficit cumulé de 1 milliard de francs de 1977 à 1980 : l'exercice 1982 aura été ruineux pour Creusot-Loire, qui n'a plus de fonds propres et va devoir se reconstituer, par réduction puis augmentation de capital, le « compte d'écroulement » classique dont Schneider, la maison mère, devra faire les frais, seule ou avec d'autres.

Une fois de plus, c'est la sidérurgie, ou du moins ce qu'il en reste, qui a entraîné Creusot-Loire dans le rouge. En France, la filière a perdu plus de 20 % d'un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, et, aux États-Unis, la filiale Phoenix est lourdement déficitaire, ce qui a coûté plus de 400 millions de francs.

A l'heure actuelle, Creusot-Loire a besoin de 2 milliards de francs pour passer ses plaies et affecter les investissements indispensables, sans parler des problèmes de trésorerie, de l'absence de problèmes, et de profondes divergences sur la nature des solutions à adopter. Le P.D.G. de Schneider, M. Didier Peneu-Valencienne, et celui de Creusot-Loire, M. Philippe Bessis, et provoque le départ de ce dernier. Reste maintenant à dégager les moyens financiers nécessaires, dans un contexte économique bien peu favorable. - F.R.

pour relever le prix et améliorer l'efficacité ont été annulés par l'effondrement de la demande. Tous les espoirs d'investissement pour 1981 s'effondrent.

	15/4/83	Diff.
Alpi	68	+ 1,30
Amov	740	+ 20
Avions Desautels	445	+ 20
Chen. Re. Dunk.	9,30	+ 0,10
Chiers-Châtillon	13,70	+ 0,83
Creusot-Loire	43,80	+ 10,40
De Dietrich	310	+ 17,50
FACOM	624	+ 5
Firco-Lille	182	+ 12
Fonderie (Général)	16	+ 1
Marine-Wendel	56,60	+ 1,40
Métal. Normand	9,30	+ 0,10
Penhoit	425	+ 13
Poussier S.A.	129,60	+ 0,40
Poulain	85,80	+ 4,30
Poussier	112	+ 9
Sacilor	115,5	+ 0,50
Sagem	1.393	+ 112
Sautou	15	+ 0,55
Sautou-Derval	29	+ 2,50
Usther	1,51	+ 0,01
Vallo	250,90	+ 5,10
Vallouze	94,50	+ 5

Matériel électrique

P.M. Loblain retrouve une rentabilité proche de celle enregistrée à la fin des années 80. Pour l'exercice écoulé, le bénéfice net de la maison a atteint 27,94 millions de francs (+ 37,2 %). Le résultat net consolidé est de 47,78 millions de francs (+ 32,4 %). Il comporte

pour la première fois les profits de Microturbo, qui ont contribué à forcer le résultat global à 16,50 F contre 14,25 F.

Le chiffre d'affaires pour 1982 est de 249,9 millions de francs, en augmentation de 19 %. Le chiffre d'affaires global est de 20,25 F contre 17 F.

Le chiffre d'affaires de T.R.T. pour 1982 est de 55,8 millions de francs (+ 15 %). Le dividende global est de 33,27 F contre 37,50 F. Les actionnaires recevront une action gratuite pour dix.

	15-4-83	Diff.
Alcatel-Atlantique	174	+ 8
C.E.M.	51,90	+ 2,9
CIT-Alcatel	1.645	+ 8
Creusot	381,10	+ 1,8
Officine des Hauts	395	+ 15
Intertrichon	1.019	+ 39
Legrand	1.880	+ 0
Lyonnais des Bains	464	+ 5,5
Machines Bull	41,80	+ 2,8
Matra	1.418	+ 118
Merisio-Gérin	800	+ 18
Motors Leroy-Somer	580	+ 17
Moulinex	84	+ 4,5
P.M. Loblain	291	+ 53,5
Radio-technique	369,80	+ 14,8
S.E.B.	345	+ 2,5
Signaux	720	+ 40
Télécom. Electrique	1.100	+ 12
Thomson C.S.F.	208,11	+ 1,10
T.S.T.	1.062	+ 77
U.T.T.	346	+ 2,5
Schlumberger (1)	384,30	+ 54,50
Siemens	1.260	+ 22

(1) Compte tenu d'un coupon de 1,70 F.

Valeurs diverses

Bic va faire un « split » et distribuer une action gratuite pour une action détenue.

Huissier est rentré dans l'ère des bénéfices. Après une perte de 109,4 millions de francs en 1981, les comptes se soldent par un résultat positif de 103,5 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé est de 1,7 milliard de francs (+ 15 %). Le dividende global est de 11 F contre 2,50 F.

SITA va augmenter son capital en augmentant à 100 F une action nouvelle de 10 F pour trois. Après une opération, une distribution gratuite sera faite (une pour huit). Le dividende pour 1981 est fixé à 12,10 F contre 11 F.

Tissotail maintient son dividende global à 3,75 F.

	15-4-83	Diff.
Agence Havas	280	+ 30
A.D.G.	270	+ 15
L'Air Liquide	484	+ 18
Arjomat	221	+ 18
Bic	334	+ 53
Club Méditerranée	702	+ 20
Emilor	1.020	+ 67
Europe 1	669	+ 17
Gr. Ind. Par.	300	+ 25
Hachette	964	+ 54
J. Borel Im.	147	+ 2
Oréal (L')	1.488	+ 37
Navigation Mars	189	+ 33
Nord-Est	47,90	+ 3,60
Presses de la Cité	1.140	+ 20
Stis Roussignol	799	+ 28
Saefi	350	+ 1,20
U.T.A.	212	+ 2

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Elf-Aquitaine	550.050	78.302.336
B.S.N.	41.750	71.283.550
Schlumberger	128.715	32.813.409
Club Méditerranée	63.625	44.476.375
Emilor (1)	37.400	49.719.159
Emilor (1)	37.400	49.719.159
Emilor (1)	37.400	49.719.159

(1) Quatre séances seulement.

Bâtiment, travaux publics

Maisons Phénix enregistre pour 1982 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 22,6 millions de francs, en hausse de 24,50 %.

Le chiffre d'affaires de la maison chute de 31 % et revient de 25 à 17,3 millions.

Les travaux ont été grevés par 61 millions de francs de pertes exceptionnelles.

Le dividende est minoré de 28,6 % à 10 francs net.

	15/4/83	Diff.
Axell d'Entreprises	994	+ 5
Bouygues	693	+ 8
Cincent Français	190,50	+ 11
Dumez	766	+ 8
J. Lefebvre	160,10	+ 5,1
G.T.M.	401	+ 8
Lafarge	245	+ 12,5
Maisons Phénix	466	+ 7
Pollat et Chausson	372	+ 3
S.C.R.E.G.	127,80	+ 2,5
S.O.E.S.	138	+ 8

La Bourse et la Bourse

L'insolite était au rendez-vous le 14 avril à la Bourse de Londres. Miss Honda a fait ses entrées, et a été accueillie par le marché hors cote (le Monde des 13-14 février). Entendant les actions de Miss World Group (M.W.G.), entreprise dont l'activité consiste depuis 1981 à organiser chaque année dans la capitale britannique l'élection de la reine de beauté, l'investissement a fait sensation. Pour faire bonne mesure et donner sa pleine portée à l'événement, le promoteur de ces manifestations, M. Eric Morley, avait couronné deux anciennes lauréates à la cérémonie : à la suite de Marie Stevens, élue en 1978, et la vénézélienne Pella Leon (1981). Miss Monde 1982, Mariastela Lebron (République Dominicaine) avait été élue Miss Monde 1981.

Le chiffre d'affaires consolidé de la maison de beauté, n'a fait qu'un tour et les cours ont augmenté. Les investisseurs ont été séduits par les perspectives de croissance de la maison de beauté, n'a fait qu'un tour et les cours ont augmenté. Les investisseurs ont été séduits par les perspectives de croissance de la maison de beauté, n'a fait qu'un tour et les cours ont augmenté.

</

M. Chalandon se succédera-t-il à lui-même à la tête d'EH-Aquitaine ?

[illegible]

ITS DU RECENSEMENT
16,5 % d'étrange
gements inoccup



TUDOR BANUS

La simulation bat la réalité

Scientifiques, médecins, pilotes, militaires, hommes d'affaires : l'apprentissage par simulation s'étend partout, interposant des « modèles » nouveaux entre le monde réel et nous.

AVANT, il y avait la réalité. Fidée qu'on s'en faisait. Il faut maintenant faire de la place pour un produit promis à un bel avenir dans notre civilisation, la simulation. Date de naissance approximative : le milieu du vingtième siècle. Origines lointaines : l'imitation et la représentation. Filiation récente : l'électronique et l'informatique. Principale caractéristique : ça ressemble à la réalité, ça en a le goût, la couleur, l'odeur et la fascinante complexité, mais ce n'est pas la réalité. Seulement une réalité de synthèse — ou une synthèse de la réalité — qui va peut-être modifier notre façon de percevoir le monde.

Pour les esprits optimistes enclins au merveilleux technologique, la simulation n'est que la benjamine des films qui veillent déjà sur le berceau du troisième millénaire : la réc Electronique, ses cousins Informatique, Aéronautique et Nucléaire.

Pour les esprits chagrins portés à l'inquiétude métaphysique, elle serait quelque peu sorcière. Car on pourrait aujourd'hui fabriquer des copies historiques de la machine à vapeur mondiale, des cartes postales d'un paysage qui n'existerait nulle part ou le film du goûter d'anniversaire d'un enfant jamais né. Il suffirait de disposer d'un ordinateur puissant et, pour le moment encore, de beaucoup de temps et d'argent.

Mais les « nouvelles images » dont on a beaucoup parlé récemment (1) ne sont que la manifestation la plus spectaculaire de notre aptitude à représenter une perfection troublante : des copies d'objets mais des mouvements et des situations réels ou simplement possibles. Tout cela parce que nous pouvons stocker une masse croissante d'informations sur une surface toujours plus petite (six milliards d'informations sonores sur une seule face de « disque compact » à lecture laser), et aussi calculer toujours plus vite, avec des machines travaillant au milliardième de seconde, les données nécessaires pour reconstituer un phénomène complexe.

Première victime — tout à fait consentante — la représentation. Dans ce domaine, nous vivons il n'y a pas si longtemps à l'âge de la planche : en 1911, on n'avait pas fait mieux que les encyclopédistes du dix-huitième siècle avec leurs gravures décrivant par le menu le métier à tisser ou le corps humain. Il faut toujours choisir entre une image complète mais superficielle — l'écorché des amphithéâtres de médecine — et une succession d'images plus denses mais partielles — muscles, tendons, vaisseaux sanguins — que seule l'expérience directe — la dissection par exemple — permettrait de relier entre elles.

Un cerveau anonyme et « unique »

La simulation au contraire nous offre une vision statique, et limitée aux surfaces, une vision dynamique et globale du jeu des formes. Elle nous fait pénétrer à l'intérieur de la structure sans perdre le point de vue d'ensemble, comme dans ces étonnantes images vidéo réalisées par des chercheurs de l'université de

San-Diego en Californie : pour faire connaître son organisation interne, elle nous emmène en voyage à l'intérieur du cerveau humain.

Au départ, la masse d'un cerveau anonyme. Solidifiée dans un bloc de plastique transparent, il est découpé en lamelles de l'ordre du micron, dont chacune est ensuite photographiée, puis mémorisée point par point grâce au travail de ces bibliothèques modernes, les ordinateurs. « Ainsi, nous prévenons le commentaire, on peut visualiser le cerveau tel que l'œil humain n'avait jamais pu le voir auparavant » : nous sommes lentement sur le fond noir de l'écran, l'ordinateur, un réseau de lignes colorées tisse en trois dimensions la trame précise du cerveau et reconstruit sous nos yeux, pièce par pièce, son architecture baroque où des milliards d'impulsions du système nerveux, l'étrange palpitation de la pensée (2).

Le plus extraordinaire, c'est que ce vaisseau spatial éternellement en orbite dans le ciel de la machine est aussi la structure du cerveau d'un être humain parmi des milliards d'autres — « chaque cerveau est unique », rappellent

les chercheurs de San-Diego — qu'on a tiré de la familiarité pour en faire un modèle. Plus spectaculaire, plus émouvant que le squelette qui hantait les salles de sciences des vieux lycées.

Un peu partout on s'aperçoit des possibilités énormes offertes par la simulation dans le domaine de l'apprentissage scientifique et technique. Pour le compte de l'Association américaine du cœur, le chercheur David Horn a ainsi mis au point l'an dernier un programme particulièrement efficace de réanimation cardio-pulmonaire « assistée par ordinateur ».

Plus besoin d'un enseignant qui montre quels il faut faire, et éventuellement ceux de l'étudiant : ce dernier suit les instructions sur l'écran de la machine par un médecin en blouse blanche, les yeux en pratique la poitrine d'un mannequin relié à l'ordinateur. Cela lui permet de contrôler l'intensité des pressions qu'il exerce sur la cage thoracique, en observant l'écran apparaît presque immédiatement une courbe graphique reproduisant ces mouvements — trop appuyés, trop faibles ou quand c'est bien, l'homme en blanc s'en rend compte immédiatement.

Selon l'inventeur du programme, on apprend ainsi deux fois plus vite. Ce genre de simulation conjugue en effet trois facteurs indispensables à un bon apprentissage : un « modèle » éprouvé, des milliers d'expériences ; un élève qui apprend à son propre rythme (3) et perçoit distinctement les conséquences de ses gestes ; et un professeur d'une patience et d'une disponibilité à toute épreuve !

JOELLE STOLZ.

(Lire la suite page 11.)

(1) Voir le Monde du 15 septembre 1982 et du 28 février 1983.

(2) Traduction de la vidéo porte sur l'anatomie du cerveau et ne prétend pas être une vision complète de la physiologie.

(3) Il peut notamment intervenir au cours de la leçon des options touchant à l'écran sur un « crayon électronique ».

LIRE

TOITS EN TOUS SENS

Les innovations possibles dans la construction des maisons individuelles sont définies par les règlements et le goût de la clientèle (lire page 7).

ALEXIS JACQUEMIN

ET LE DÉFI DE LA DÉSINDUSTRIALISATION

L'un des aspects les plus inquiétants de la crise économique dans les pays développés (lire page XIII).

LES PROGRAMMES DE LA RADIO

ET DE LA TÉLÉVISION (pages VII à X).

La simulation bat la réalité

(Suite de la première page.)

Réanimer un blessé ou un malade, c'est pouvoir accomplir des gestes clairement définis. Le problème est beaucoup plus compliqué lorsqu'on veut que la machine simule une compétence difficile à mesurer avec précision. Par exemple, l'on veut simuler un diagnostic médical pour former de bons médecins. Or qu'est-ce qu'un « bon » médecin ? Evidemment pas celui qui récite par cœur ses bouquins, mais celui qui est capable, grâce à son expérience et à son intuition, de discerner dans le faisceau parfois contradictoire des symptômes qui sont vraiment pertinents.

Le « système expert » et ses règles

Une simulation de diagnostic n'est donc en scène, au moins trois personnages : l'étudiant en chair et en os, le malade (le plus « simple » à simuler puisqu'il suffit de faire passer son « dossier », réel ou fictif, dans la machine pour le consulter ensuite) et surtout ce que dans le jargon des spécialistes de l'intelligence artificielle on appelle un « système expert » : une machine où seraient emmagasinées l'ensemble des compétences cliniques acquises par un bon médecin, exprimées sous forme de « règles » (par exemple « une fièvre inexpliquée doit faire penser à paludisme »). Et des fois de ce genre, il y en a des milliers. Une fois qu'elles seront chargées dans la mémoire de l'ordinateur, il restera encore à simuler la comparaison entre la décision prise par l'étudiant et celle du système expert.

Dans ce domaine, on en est aux balbutiements. Le système MYCIN de l'université Stanford en Californie en prononce seulement sur une partie des maladies infectieuses, et il a fallu quinze ans pour mettre en œuvre un programme de diagnostic des amébiases. La simulation représente l'avenir de l'enseignement médical, affirme le docteur Jean-Claude Pages, professeur de biophysique, qui travaille aujourd'hui au département d'éducation de l'I.B.M.-France, car elle permet de « mettre en situation » la compétence. Mais c'est très difficile et cela coûte très cher.

Deux avantages cependant pour les partisans de la simulation : libérés d'une partie des tâches d'enseignement, les professeurs pourraient se consacrer davantage à la recherche ; surtout, la simulation donne le « droit à l'erreur ». L'étudiant peut « user » son malade en toute quiétude et élargir jusqu'au bout les implications d'un diagnostic ou d'un traitement erroné. « Si l'on avait dépensé autant d'argent pour former les pilotes d'avion, dit Jean-Claude Pages, on verrait des médecins traités devant les tribunaux ».

Depuis les années 60, en effet, les pilotes d'avion et civils font leur apprentissage — et suivent leurs recyclages obligatoires — sur simulateurs de vol. Ils sont aujourd'hui tellement perfectionnés que l'on envisage dans un avenir proche une formation à « zéro flight time » — à 100 % sur simulateurs. A Toulouse, l'entreprise Aéroformation a accueilli depuis deux ans près de quinze mille stagiaires venus du monde entier. De jour comme de nuit : le simulateur de l'Airbus-300, un véritable fabriqué par Thomson-C.S.F., tourne vingt et une heures sur vingt-quatre.

En temps réel

De toute façon, dès qu'on pénètre à l'intérieur de la cabine — reproduction parfaite d'une véritable cabine de pilotage avec un panneau supplémentaire pour les instructeurs — c'est la nuit magique et électronique, ponctuée seulement par la fleur des cadrans de contrôle. Devant nous, le ciel et la terre nocturnes, exactes, tels qu'on devrait voir du poste de pilotage (4), grâce à des calculatrices qui tricotent vaillamment vingt-cinq images à la seconde et peuvent donc suivre « en temps réel » les impulsions données au manche à balai (5).

On retrouve la même perfection dans la simulation des mouvements de la cabine, montée sur des vérins hydrauliques manœuvrés par l'ordinateur qui



TUDOR BANUS

répercute les « ordres » émis par le pilote. Bruits, accélérations, plus ou moins brutaux, selon les manœuvres, résistance des moteurs, les simulateurs lorsque l'avion roule sur la piste. « Ce sont vraiment les mêmes sensations que dans la réalité », assure l'un des instructeurs, un ancien pilote.

Mais le principal intérêt des simulateurs, c'est qu'on peut y éprouver un maximum de sensations fortes. Une grande part du travail des instructeurs consiste à concocter un cocktail de « pépins » en tous genres qu'ils injectent volontiers dans le programme de vol. Brouillard à couper au couteau, pluie verglaçante, vents tourbillonnants, moteurs en incendies : un vrai film catastrophe, auquel les stagiaires doivent réagir avec un sang-froid imperturbable ! Et si une erreur a été commise, on peut rejouer la manœuvre pour mieux l'analyser, ou laisser la machine refaire toute la manœuvre qu'elle a soigneusement enregistrée dans sa mémoire.

Avant avantage, vous pouvez décoller et atterrir vingt fois de suite sans consommer une goutte de carburant : malgré le coût élevé de l'appareil — 3 millions de centimes pour un simulateur d'Airbus — une heure de simulation revient à environ dix fois moins cher qu'une heure de vol.

Economie et sécurité

Economie et sécurité sont les deux maîtres-mots de la simulation. Cette forme d'apprentissage est considérée comme grande extension, annonce Michel Dachery, l'un des responsables de la division simulateurs de Thomson-C.S.F. Nous construisons des simulateurs de centrales nucléaires et thermiques, nous les préparons pour les usines pétrochimiques destinées à être vendues à l'étranger, ainsi que pour les centres de transmission, afin d'apprendre à gérer le trafic de l'information. C'est déjà le cas avec le simulateur système RITA, le réseau de communication interarmes de l'armée française.

En fait, les systèmes dont il est question, coûteux ou dangereux de perturber le fonctionnement, ont un terrain potentiel pour la simulation. Beaucoup de domaines industriels, l'apprentissage du travail avec les machines à commande numérique se fait sur des simulateurs où les pièces — fictives — à usiner sont indiquées par un programme lumineux, afin de ne pas endommager un matériel onéreux. De plus en plus, ajoute Michel Dachery, la machine s'interposera entre l'homme et le processus réel. Mais en cas de panne, le système — 10 % des cas — l'homme devra être préparé à prendre le relais. Paradoxalement, c'est la simulation qui rétablit le contact avec une réalité que d'habitude la machine contrôle. On peut vous apprendre à conduire pour prendre le volant seulement au moment où vous arrivez à la route !

De quoi réfléchir aux économies réalisées si les automobilistes apprenaient à conduire sur des simulateurs capables de reproduire les calamités auxquelles ils sont exposés : l'autre faire face à une plaque de verglas ou un chauffard qui brûle un stop. Mais qui financerait de tels investissements ?

Qui, revanche, est riche pour s'offrir les machines les plus sophisti-

quées, comme la majeure partie des activités de simulation ? Les militaires, champions incontestés de ce genre.

Depuis longtemps, puisqu'au dix-neuvième siècle l'armée prussienne avait pris plusieurs longueurs d'avance à ses adversaires en entraînant ses officiers au « Kriegspiel » — jeu de guerre sur des cartes où les pions de couleurs figuraient les armées en présence. « Rouges » et « Bleus » s'affrontent nos jours sur terrain réel lors des grandes manœuvres organisées par l'état-major. Mais de telles manœuvres coûtent cher, souligne le colonel David, de l'Ecole de guerre, et nous disposons de terrains trop limités pour les tirer à long portée » (6). Soupir, regard d'envie lancé aux Américains et surtout aux Soviétiques « qui n'ont pas ces problèmes ».

En ces temps de restrictions budgétaires, le ministère de la Défense recommande chaudement la simulation. L'expérience a montré que les jeunes recrues s'initiant à leur canon de l'infanterie instinctivement les yeux par crainte du choc de recul, et gaspillaient des cotteuses (7). Ils acquièrent maintenant les réflexes du simulateur avant d'être envoyés sur le champ de tir. Comme les pilotes d'avion, les instructeurs guident les recrues à l'aide d'un simulateur d'une maquette 1/300e, dans un simulateur perfectionné que ceux des avions.

On peut aussi expérimenter les situations impossibles à réaliser en temps réel. Les Américains simulent les opérations nucléaires pour y habituer leurs troupes, et les pilotes de Mirage viennent s'entraîner, dans d'étranges sphères de 8 mètres de diamètre, au combat aérien avec un simulateur d'avion, qui ont vraiment l'illusion d'être en plein ciel, voient le quadrillé par les cultures pivoter vertigineusement à chaque looping, et leur adversaire leur filer sous le nez à 100 km/h.

Dans les bâtiments austères et très protégés du Ciel (Centre électronique de l'armement), près de Rennes, on prépare, en même temps que l'hélicoptère « d'appui et de protection » de la 10e division, un simulateur de combat aérien deux contre un, dont seuls les Américains disposent à l'heure actuelle : l'U.S. Air Force dépense chaque année 100 millions de dollars (plus de 2,1 milliards de francs) pour la simulation, si les Français ont les grands spécialistes simulateurs de blindés.

Mieux que la simulation tactique, substitut au conflit. Trois fois par an, au retour de la division, explique le colonel Ledoux, on enferme pendant quarante-huit heures dans une salle quinze d'officiers — leur posant un problème tactique. — L'ennemi vient dans telle direction, l'ennemi est à tel endroit, quel corps d'armée ? — et l'ordinateur mesure le temps réel l'impact de leurs décisions. Ils apprennent à donner des ordres, à prévoir, organiser, et aussi à choisir au moindre coût le type d'armement.

Les Américains, qui possèdent un panoplie plus de quatre mille jeux (jeux de guerre), certains simulent la façon extrêmement réaliste du champ de bataille, avec tentes, camouflages, téléphones de campagne, tranchées de combat, sont convaincus depuis longtemps de leur efficacité : ils

favorisent l'analyse du terrain, la cohésion du commandement, l'adaptation rapide à des situations nouvelles. A condition bien sûr d'avoir les données...

Il n'y a pas que dans l'armée qu'on veut fabriquer des bons « décideurs ». Les techniques de simulation informatique — la dynamique du groupe — fait une percée spectaculaire dans l'apprentissage de la gestion économique et sociale. Venu des Etats-Unis il y a vingt ans, le jeu d'entreprise fait maintenant partie de la formation indispensable des futurs cadres dirigeants (voir encadré ci-contre).

Les émotions de l'adversaire

Mais le patronat multiplie aussi les stages de recyclage à l'intention des cadres d'entreprise confrontés, depuis 1968 et surtout depuis 1981, à l'institutionnalisation des syndicats. « Les jeux de rôle » pratiqués dans ces stages, explique l'un des principaux animateurs de ces sessions, de Gozawa (8), diffèrent des simples sketches utilisés dans la formation des vendeurs pour les préparer à répondre à tous les types de clients. Lors des simulations de conflits sociaux, où chaque participant devra éprouver les émotions de l'adversaire, on quitte le terrain du savoir-faire pour celui du savoir-être. J'ai été frappé par l'aptitude des dirigeants à libérer le syndicaliste qui est en eux. Ils disent spontanément : « Nous, à la C.G.T. » ou « Nous, à la C.F.D.T. ». J'ai même vu un P.-D.G. devenu un militant gauchiste enlever de sa boutonnière sa rosette de la Légion d'honneur !

L'un des moments forts du jeu consiste à mettre dans une salle un « comité de grève », et dans un autre un « comité de direction », le tout enregistré en vidéo. On leur donne les mêmes informations, et ils doivent prendre des décisions. On s'aperçoit que le temps n'a pas la même durée psychologique : pour les patrons, c'est celui du calcul, alors que pour les syndicalistes, c'est celui de la passion.

Tout prévoir, jusqu'à l'enthousiasme de l'autre camp. Ce n'est pas par hasard si la simulation a dès les origines partie de la guerre : elle est sans doute le mode d'apprentissage le mieux adapté aux besoins d'un monde dans lequel il faut être sans cesse plus compétitif, plus armé, plus informé. Un monde désemparé où, selon Jean Baudrillard (9), « à travers les situations vécues, authentiques, on substitue des modèles, dans une espèce de leucémie du réel », mais où triomphe la magie de la technologie.

JOËLLE STOLZ.

(1) L'ordinateur a en mémoire la configuration exacte des cinquante principaux aéroports du monde.

(2) Les systèmes générateurs d'images durent un temps à l'aviation militaire.

(3) Par exemple, les obus-fleches qui sont tirés par les tanks ont une portée de 60 km.

(4) La paie environ 100 millions un simulateur de tir antichars, mais un missile entre 10 F et 100 F pièce.

(5) Auteur de Psychocritique des relations syndicales, Chotard associé éditeur, 1981.

(6) Auteur de Simulations, Editions Galilée, 1981.

« Grandes manœuvres à H.E.C. »

« Deutschland : avis de l'Etat, l'empire restauré » la demande générale du peuple allemand. « Grande-Bretagne : l'état de siège levé ».

Des affiches rédigées à la hâte ornent les murs de cette salle où ronnoient doucement les consoles d'ordinateur, repues d'avoir ingurgité trop de chiffres. Dans la coulure, un communiqué des « Brigades » a été posé menaçant d'exercer les pires représailles : vestiges dérisoires des événements qui ont agité H.E.C., comme chaque année. Afin de faire leur stage de fin d'études en entreprise, les trois étudiants de troisième année participent pendant quinze jours, à un sérieux qui n'exclut pas le délire, au jeu de simulation SIMA.

Un jeu unique, monde, souligne M. Cermadez, responsable de l'enseignement de politique générale. A New-York, l'université est dans la ville : leur jeu s'étend sur un trimestre et prévoit des décisions directes sur de vraies entreprises. Dans l'univers excentré de Jouy-en-Josas, au contraire, on recrée un microcosme à monde économique, politique et social. Les étudiants se répartissent en six pays (France, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne) dotés chacun de sept entreprises, d'une banque, d'un Etat, d'une bourse et d'un syndicat.

Après une période de rodage « frontières fermées », les choses sérieuses commencent avec l'ouverture à l'exportation. On peut alors créer des sociétés de services — transports, publicité, conseil, presse — et puis, puis, puis pour investir dans les pays à voie de développement. Tous les coups, presque, sont permis : espionnage industriel, pots-de-vin pour décrocher des contrats, « magouilles » de tout genre. « A condition que cela ne se voie pas », précise l'un des enseignants, pendant toute la journée sur le champ de bataille pour animer les équipes qui contrôlent la mise sur ordinateur des données apparues au cours du jeu. « Cela permet d'établir quotidiennement les courbes comparées des taux d'inflation, des prix industriels et des salaires. Mais l'informatique n'est qu'un support, l'essentiel, c'est la capacité des étudiants à s'organiser et à négocier ».

J'ai vraiment connu le stress du chef d'entreprise qui doit obtenir un prêt d'un banquier ! affirme l'un d'eux, devenu « patron espagnol », tandis qu'un animateur de la Bourse s'amuse : « Bien sûr, on prend chaque jour en accéléré des décisions qui demanderaient normalement trois mois. Mais se fait l'idée de l'impact de la décision, même s'il n'est pas réaliste ».

Dans ce psychodrame parfois tumultueux, chacun s'est sagement conformé à son stéréotype : les Suisses sont avérés prudents, les Allemands nostalgiques du Reich, les Français trop timorés et les Japonais agressifs commercialement. Cette année, en effet, les enseignants ont décidé de « corser » le jeu en y introduisant « le Japon », un groupe de cadres au stage de formation dans un autre bâtiment. On a retrouvé à leur égard, remarquent les enseignants, H.E.C., les réactions typiques du milieu d'affaires français envers le Japon : « C'est trop loin » — à 300 mètres ! — ou « C'est trop difficile ». Opération réussie : le modèle était bien conforme à la réalité. A moins que ce ne soit l'inverse.

LOCATION VOILIERS Méditerranée

SUN-SHINE (11 m)
SUN-FIZZ (13 m)
SUN-KISS (14 m)
TRINIDAD (15 m)

Mis à l'eau en 1983

Yachting Location
25, rue La Boétie,
75008 PARIS
Tél. : 268-15-70

Toits en tous sens

Charpentes en plastique, tuiles en cuivre ou en béton, toitures souples ou inversées, « parapluies » magnétiques : autant d'innovations possibles pour les maisons individuelles. Mais les règlements, les faibles moyens des artisans et les goûts de la clientèle freinent leur utilisation.

Une maison individuelle a profondément changé : du point de vue des finitions, techniques et matériaux, elle a permis d'offrir à l'habitant un confort et une sécurité que possible les coûts de construction. Grâce à cette évolution, l'habitat individuel, l'isolation thermique et phonique, l'éclairage, le chauffage central, hier encore perçus comme luxe, sont devenus des éléments normaux d'un confort quotidien.

Seule, ou presque, la toiture n'a pas changé mais ses éléments semblent être aujourd'hui l'objet de recherches nouvelles. Industriels, artisans et architectes s'intéressent à des procédés et à des matériaux nouveaux.

Du côté de la charpente, la planchette en bois a lentement supplanté la poutre en chêne ou en chêne, et l'on s'oriente vers l'acier : une technique qui paraît intéresser nombre de constructeurs. Plus prometteuse encore : la charpente en béton

précontraint est déjà utilisée par certains entrepreneurs du midi de la France. Dans les grands groupes industriels ou tertiaires, beaucoup ont opté pour le plastique : la charpente en P.V.C. (polychlorure de vinyle) armé allierait comme la tuile en métacrylate, souplesse d'utilisation, légèreté et résistance.

D'autres matériaux de toiture ont été mis au jour : péle-mêle, on peut citer le bardeau de bitume (d'origine américaine), la tuile en cuivre, l'ardoise en amiante-ciment (puisque l'amiante est fibre-ciment), la tuile en béton... L'antique tuile de terre cuite elle-même, on porte de l'attention régulière sur le marché, se cherche une nouvelle jeunesse. On semble avoir surmonté les difficultés techniques qui contraignaient l'usage de la tuile de terre cuite. De vingt-quatre tuiles au mètre carré, on est passé à une douzaine : mieux encore, Guiraud Frères, spécialiste de la « brique haute d'usage », commercialise depuis peu un modèle de tuile, la « Jumbo », économique en matière première et en temps de pose avec ses sept éléments au mètre carré.

En 1975, avènement véritable de l'isolation dans le bâtiment, la suite du « choc pétrolier », les bureaux d'étude et de recherche ont essayé de faire passer les composants de toiture alors qu'apparaissait l'isolant était posé après la construction du toit. Cette recherche a permis une simplification des opérations : l'isolant à des éléments de charpente permet un gain de temps et donc d'argent. La pose. Les « isolants chevrons » (bacs en bois remplis de laine isolante) et les « panneaux sandwichs » (bois-isolant-bois), évitant la pose de lattes, lattes et pannes (baguettes en bois ou en métal sur lesquelles on pose la couverture). Dans le même ordre d'idées, on a vu apparaître les « isolants supports de couverture » où les matériaux isolants servent aussi de support : deux produits commercialisés sont commercialisés depuis 1981 par Strati-France et Elf-Isolation, deux filiales d'Elf-Aquitaine.

Tout en un

Les matériaux isolants eux-mêmes évoluent. Certes les fibres minérales (« laine de verre » et « laine de roche ») restent les plus employées, mais les produits dérivés du pétrole comme le polystyrène et, plus récemment, le polyuréthane, commencent à s'installer sur le marché. Si leur prix d'achat est plus élevé, leur côté pratique à poser rend compétitifs. Dans l'avenir il faudra aussi compter sur les « isolants » isolants (parfois fort anciens) tirés des produc-

tions nationales : si l'usage de la paille ou des « papiers recyclés » n'est pas original, celui de la plume de poulet ou des « papiers de stockage de papier » l'est davantage.

Les axes de recherche ne manquent pas, souligne Gérard Blachère, président de l'Institut de la construction industrielle. Comme dans le cas du bâtiment, il s'agit généralement de composés légers mais chers en frais de pose, ou de composés coûteux mais économiques à la mise en œuvre.

Cette deuxième option amène le repensement complet de la toiture. La fabrication d'une toiture complète — certains baptisent le « toit » en un — posée sur le chaînage de la maison en plusieurs éléments, voire un élément que l'on déplace, n'est pas du rêve. Plusieurs procédés préfigurent peut-être la couverture d'une maison individuelle de demain : un toit préfabriqué posé en une heure avec une grue.

Après les progrès réalisés dans l'étanchéité, la toiture-terrasse (accessible ou non) pour maison individuelle, sur le modèle américain, peut être aujourd'hui répandue en France, alors qu'aujourd'hui elle représente seulement 10 % du marché. Certains plus dans le renouvellement de l'architecture et proposent la « toiture à pentes inversées », les pentes descendant non vers l'extérieur, mais vers une rigole centrale l'axe de la maison. Mais à part l'innovation esthétique — majeure —, une telle conception permettrait de diminuer la gravité des accidents du travail : au lieu de tomber d'une hauteur de la toiture de la maison, le travailleur maladroît chuterait seulement de la hauteur de la toiture.

Encore plus audacieux, aux frontières de la science-fiction, quelques révolutionnaires parlent de la toiture souple ou « du parapluie magnétique ». La première évoque la filière de La Fontaine sur le toit et le réseau : des câbles flexibles faisant office de structure plieuse sans casser sous les charges. Le second projet propose de repousser électrostatiquement toute eau et toute humidité grâce à un puissant champ magnétique émis depuis la toiture. Seul problème : il serait impossible de capter les ondes de radio et de télévision au rayon de 50 mètres aux alentours. Attendons les réseaux câblés.

De façon, conclut Vincent Simonet, ingénieur d'études au service de l'urbanisme et du logement, la toiture de demain de plus en plus architecturalement et techniquement indépendante du reste de la maison individuelle, elle participera plus à la structure proprement dite de l'habitation.

Un nombre d'obstacles freinent le développement de ces innovations. Ils sont moins d'ordre technique qu'esthétique. Alors que l'on peut varier partout sur l'Hexagone la couleur et la texture des crépis, les dimensions des fenêtres, portes et carreaux, la forme et la teinte des volets, la hauteur de la maison, la réglementation (la loi sur les composants « pente ») un monde à part, la dernière « marque » locale... toujours respectée : on voit des toitures en ardoise au milieu d'un village provençal, des maisons couvertes de tuile « canal » dans la Bretagne profonde.

Jusqu'à présent, le « chapeau » de la maison individuelle pris dans un carcan réglementaire à faire évoluer : un village typique ayant du charme, un lotissement neuf devrait avoir aussi le sien.

Moins de six personnes

Autre frein, la structure des prises de construction des toitures (90 % employant moins de six personnes), peu favorable à l'introduction de techniques nouvelles, qui impliquent des investissements en un « surcoût » au départ. Par exemple, selon les charpentiers, le prix — pose comprise — des composants à isolation intégrée est plus élevé que celui de la solution traditionnelle artisanale.

Enfin, 80 % des matériaux utilisés pour les composants industriels sont importés, principalement des pays scandinaves. Nous ne manquons pas de forêts, mais les dimensions des bois français sont incompatibles avec celles réclamées par les industriels du bâtiment.

Dès lors, regrette Michel Platzer, responsable du secteur bâtiment à l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar), l'industriel qui voudrait innover devra prendre en charge : la conception ; la production au service après-vente. Il sait prendre en compte ses propres risques mais il ne pourra jamais contraindre les responsables de la mise en œuvre et du contrôle de la construction à modifier leurs habitudes.

Dans tous les cas il devra également compter avec la clientèle, ses choix pratiques et esthétiques. Soucieux d'un gain d'espace, celle-ci préfère le comble aménageable comme en témoignent les chiffres : la part du dernier est passée de 25 % en 1975 à 50 % en 1981 au détriment du comble perdu. D'autre part, si elle a parfaitement accepté le remplacement des moellons irréguliers au profit du « carreau de plâtre », lisse et rectiligne, commode pour installer les tuyaux, elle renonce malaisément aux

antiques poutres apparentes en bois. Certains font même installer de fausses poutres en polystyrène imitant le bois, préférant une solution à une charpente traditionnelle dont ils redoutent les difficultés d'entretien (pourant parfaitement maîtrisées aujourd'hui). Pour sa sécurité et son confort, le client veut une charpente moderne, mais il s'attache encore à un style rustique même s'il est facile.

Résultat : les innovations marquantes sont peu répandues sur le marché de la toiture et de la couverture. Les matériaux nouveaux se contentent souvent de copier les formes traditionnelles jusque dans leur présentation. « On s'oriente vers des matériaux plus élaborés », constate Alain Chaize, chef de la division toiture au Centre scientifique technique de bâtiment (C.S.T.B.), mais la tuile en cuivre ou le revêtement plastique ne semblent pas rentables pour une profession du bâtiment qui répugne à utiliser des matériaux coûteux.

Rentabilité : les promoteurs de maisons individuelles cherchent plutôt à agir sur la productivité que sur la technologie. Ils sont intéressés par les aspects pratiques des produits industrialisés — disponibilité, délais de livraison et sécurité — le chantier. Du reste, le prix dans la construction varie principalement selon les quantités commandées, les habitudes de travail, les coûts des entreprises : leur situation géographique, il est extrêmement délicat de les comparer pour en extraire une hiérarchie.

Cependant le ministère de l'urbanisme et du logement de l'Anvar, crée un plan construction, espère découvrir puis favoriser les matériaux et techniques de demain. Le premier lancé est le programme « Habitat » : un appel d'offres à la profession pour encourager l'innovation le bâtiment ; le second une consultation « charpente-toiture-couverture ». Depuis longtemps, l'administration aide l'amélioration de l'habitat — qui représente le premier investissement des Français (32 % des dépenses en 1981). En fait-il que les appels d'offre ne soient pas, par le passé, un coup par coup, continué et débouché. Un suivi durable demeure la tâche réelle de l'administration pour faire émerger des solutions vraiment originales.

HUBERT D'ERCEVILLE.

(1) Voir le Monde dimanche du 14 1982. Ce sont des sels utilisés dans les maisons solaires, qui se liquéfient quand la température augmente, et se recristallisent quand elle baisse.

CRISTAL

ANNIE BATLIE

A SUIVRE

Voix synthétique

Fabriquée en Grande-Bretagne, la Gearshift Programmer possède une voix artificielle qui suggère poliment au conducteur d'un véhicule routier, dans toute langue voulue, de changer de vitesse de façon à harmoniser au maximum le régime du moteur et la vitesse du véhicule. La course optimale des changements de vitesse est calculée en usine pour tout moteur donné et le microprocesseur de l'appareil est programmé en conséquence.

Actualités Industrielles de Grande-Bretagne, 53, rue du Faubourg-St-Hippolyte, Paris. Tél. : (1) 266.91.42, p. 233 ou 253.

Invasion de rats

La ville historique d'Olinda près de Recife, reconnue par l'UNESCO comme faisant partie du patrimoine culturel de l'humanité, est envahie par les rats. Selon un conseiller municipal de la ville — qui compte 300 000 habitants — il y aurait à Olinda 3 millions de rats qui se reproduisent rapidement. Les dégâts sont chaque jour plus importants, affirmant-il, en ajoutant que les habitants de l'ancienne capitale du Pernambouc sont menacés par de graves maladies comme la leptospirose.

BOITE A OUTILS

Alimentation

Un petit dossier simple et bien fait pour le grand public sur l'évolution des habitudes alimentaires dans la Lettre de SOLAGRAL, numéro 13. Il met clairement en évidence les bouleversements des habitudes alimentaires en France au cours des cinquante dernières années, les liens entre l'évolution de l'alimentation dans les pays industrialisés et les pays sous-développés (les cas de l'Algérie, du Maroc, du Sénégal, plus spécifiquement évoqués) et indique les ouvrages de référence sur le problème.

100, rue St-Hippolyte, 35100 Rennes. Tél. : (99) 79.22.40.

Rouler sans essence

A l'heure des restrictions et de l'essence chère, rouler sans essence fait rêver... En tout cas le public s'intéresse de plus en plus aux combustibles de substitution et aux véhicules novateurs ; alors que la recherche dans ce domaine, autres sources d'énergie, se poursuit. Traduit de l'américain. Rouler sans essence, de Warren Lincoln, propose au

un d'horizon complet des solutions : remplacement des moteurs, générateurs, gaz porteurs, voitures électriques... Il donne à chaque chapitre un bref historique, une description, des réalisations, des problèmes rencontrés et des solutions possibles. Livre de 128 pages, la possibilité aux bricoleurs de réaliser un projet. Il est illustré de nombreuses photos, croquis et tableaux explicatifs.

« Editions de la lanterne », BP. 1379 Besançon cedex. Diffuseur : Librairie Alternative, 36, rue des Bourdonnais, 75011 Paris.

Ecologie humaine

Le Centre européen d'écologie humaine de l'université de Genève organise, en collaboration avec les universités françaises, belges, italiennes et portugaises, un programme européen d'écologie humaine, considéré comme une des plus importantes de la vie économique de nos jours. Les thèmes suivants sont traités parallèlement : l'ensemble des universités partenaires : d'écologie ; biologie ; l'homme ; populations ; l'industrie ; culture ; économie ; gestion ; l'environnement ; écologie politique.

Sept universités participent au programme : Belgique : université de Bruxelles ; France : univer-

sité Bordeaux-I ; université Paris-V (René-Descartes) ; université de Toulouse-III (Paul-Sabatier) ; Italie : université de Padova ; Portugal : université de Evora ; Suisse : université de Genève.

Centre européen d'écologie humaine, 5 rue Saint-Ours, 1211 Genève 4, Suisse. Tél. 022.20 33 - int. 2163.

Bibliothèque du futur

La Futurist — vol. XVII n° 1 — donne une liste et des résumés des vingt-cinq derniers ouvrages sur le futur publiés en 1982 et disponibles à la World Future Society. On y trouve The Angry West ; The Vulnerable Land ; The Future of the West ; une terre vulnérable et son futur, de R.D. Lamm et M. McCarthy ; The Apocalyptic Vision in the West ; Interdisciplinary Essays on Myth and Culture (la Vision apocalyptique en Amérique : essais interdisciplinaires sur les mythes et la culture), de L.P. Zamora ; Creating Your Future (Créer votre futur), de M.J. Cera ; The Day After Tomorrow ; The Effect of Nuclear War on the Day After Tomorrow, les effets de la guerre nucléaire, de M. Riordan... et des ouvrages sur le courrier électronique, le futur de la technologie avancée, l'A.D.N., les grandes organisations, l'avenir des villes, etc.

Book Service, World Future Society, ST. Elmo Bethesda, MD 20814, Etats-Unis.

Le Monde DE L'EDUCATION

REUSSIR DANS LA VIE la mobilité sociale

EMBÜCHES DES SEJOURS LINGUISTIQUES le marché, des adresses, des conseils

INFORMATIQUE l'école face à l'industrie

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10 F

Rêves, rimes,

bonquet de vers, d'octosyllabes ou d'alexandrins. Récitons, Récitons, Récitons ou Perron - parole donnée à la poésie à l'occasion de la « Journée » organisée par le ministère de la culture, le 23 avril. Témoignages, enquêtes, lectures, témoignages sur France Culture, évocation collage sur le Mai-68, Guillaume Apollinaire sur A2 ou reportage technique autour de Saint-John-Perse, sur FR 3.

Ce chant des muses est à part, la semaine est à l'image d'un printemps pluvieux. Alors, ne manquez pas le combat « placé » par hockey interposé entre l'URSS et la Tchécoslovaquie et la demi-finale de Coupe d'Europe entre Widzew de Lodz et la Juventus de Turin. Surveillez aussi le nouveau magazine scientifique de TF 1, Sogo.

« Parole donnée », jusqu'où ?

DIX jeunes baskis de Châlons-sur-Marne racontent, dans un pavillon vide, « plein de leurs souffrances et de leurs rêves », la France, « cette terre patrie ». Les jeunes de la ZUP de Saint-Laurent-du-Var retournent volontiers à ce collège qu'ils manquent régulièrement chez le patron qui avait ébrouillé l'un d'eux, prêts à « aller jusqu'au bout d'eux-mêmes » - « à poil », insistent, disent-ils au journaliste, les séminaristes de Dijon (1) parlent de doute, du célibat, de l'Eglise, débarrassant symboliquement leur soutane, nous débarrassant de nos préjugés : cette image d'eux-mêmes, l'ont défendue à Paris, lors d'une projection à la presse.

Ce film est le leur. Sept fois déjà cette année, l'émission « Parole donnée », sur FR 3, imaginée par Daniel Karlin et Claude Otzenberger, a permis à des groupes de jeunes de réaliser leur propre film. Leur contrôle s'exerce bien au-delà de la caméra jusqu'au montage : les séminaristes votent pour décider des coupes à effectuer, leur film étant trop long de vingt minutes.

Place est ainsi faite, malheureusement jusqu'en juillet seulement (2), à une tentative exemplaire : celle, comme l'affirme Claude Otzenberger, « à laisser à peu près la parole aux jeunes », en faire un simple élément de l'enquête du journaliste. Point de questions pièges ni de commentaires parallèles ; pas de discours sur la jeunesse : la parole donnée n'est pas reprise.

La règle n'est pas sans risque. Les jeunes d'un collège de Bordeaux prendront, eux, cette parole pour dire, malgré les mises en garde de la journaliste Annie-Claude Elkaim, leur haine des homosexuels et leur racisme latent. « Les femmes, dira un de ces jeunes, ce sont toutes des salopes ». Boutade ? Provocation ? Les parents et les professeurs seront surpris. Les réactions de la presse nationale seront assez vives et trois des sept jeunes, après avoir leur accord pour la diffusion, se rétracteront au dernier moment. L'émission ne sera sauvée par FR 3, qu'un prix d'un débat où, à la fin du film, les jeunes se disputent de s'expliquer. « J'ai beaucoup changé », dira l'un. « Je ne pensais pas que le film aurait une telle importance », affirmera un autre. Ils que membres d'un club d'audiovisuel, ils n'avaient pas

pour portée de certaines de leurs déclarations. Aucun pourtant ne remettra le travail réalisé : le jeu était dangereux mais les règles avaient été respectées.

Le message d'espoir des scouts

Les scouts de Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle) aujourd'hui beaucoup plus nombreux. Le film leur aurait largement échappé, si, après neuf mois d'efforts, ils donnaient leur œuvre pour la diffusion.

Leur déception d'autant plus grande qu'ils avaient accueilli avec bonheur l'idée de s'adresser, de leur ZUP de la région de Nancy, à la France entière. De dire leur

Donner la parole « librement » aux jeunes : une vieille ambition de la presse écrite et audiovisuelle. L'émission de FR 3 l'a tenté après d'autres. Sans éviter les conflits avec les adultes, journalistes et réalisateurs.

de leurs folklores, leur volonté « d'actions concrètes et de projets ambitieux », des raids à la construction en deux jours d'une passerelle, leur volonté enfin d'ouverture au monde grâce à un centre d'accueil qu'ils voulaient réaliser pour « les pauvres de la ZUP ». Cette tentative révéla un échec, et le film en fut l'histoire. On y voit, en effet, les jeunes refusant catégoriquement l'ouverture à leur intention d'une telle ouverture : « Les scouts nous abandonnent », affirme l'un d'eux durant le film, « et nous petit à petit, il y a le milieu ouvrier en les laissant ».

Le groupe des scouts impute aujourd'hui l'échec à l'interventionnisme des réalisateurs de FR 3, et à lui seul. « Il s'est trouvé, explique leur porte-parole, François Engin-

ger, que notre message d'optimisme d'espoir rentrait tellement en conflit avec leurs propres convictions qu'ils ne pouvaient accepter le film tel que nous le désirions. » Il se trouve aujourd'hui, un mois après la diffusion le 11 mars, un jeune chômeur de la ZUP, Pascal, qui rejette « les scouts qui on ne s'entendra jamais ». François n'en démord pas : « Ce n'est pas leurs paroles : on leur a fait dire, tout ce qu'on veut. » Et d'ajouter, une extraordinaire naïveté : « Si on me laisse les manipuler pendant deux jours, j'en fais des scouts. »

« Je ne suis pas une caisse d'enregistrement »

La réalisatrice, Geneviève Bastid, n'a pas supporté d'être prosélytisée. Elle-même ancienne « guide », ancienne « jeannette », elle reconnaît être sortie d'une neutralité à laquelle elle croit. Elle a ainsi provoqué pendant le film l'interview des jeunes de la ZUP, a suscité une confrontation entre les uns et les autres. « Ce film est aussi un film, dit-elle : je suis une réalisatrice et pas une caisse d'enregistrement. Il fallait intervenir à partir du moment où je n'étais plus d'accord sur les choses essentielles. » D'où des conflits inévitables avec ses compagnons durant un tournage qui fut largement un psychodrame : tous en parlent comme d'une épreuve. La coupe, il est vrai peu significative, que la direction de FR 3 imposa à tous au dernier moment - au mépris de la règle - jeu - remit inutilement de l'avis sur le feu : « Cette parole des jeunes, écrivirent alors les scouts à la presse, fut que mensonge et manipulation. »

L'enfantement fut douloureux, mais l'enfant est pourtant vivant. Peut-être plus que d'autres, ces propos contradictoires qui traversent l'émission. A l'honneur de ceux qui, par curiosité, immédiatement redonnent cette parole qu'ils auraient pu garder pour eux seuls. Mais charitable bien ordonnée...

NICOLAS BEAU.

(1) Cette émission a été diffusée le 14 avril.
(2) Daniel Karlin ayant été nommé à la Haute Autorité et Claude Otzenberger sur TF 1, cette émission « Parole donnée » ne sera pas poursuivie après le mois de juillet. La transition est actuellement assurée par Michèle Benayon.

les films

PAR JACQUES SICLIER

A VOIR
GRAND FILM

AVRIL

LES MISÉRABLES - Troisième époque : LIBERTÉ, LIBERTÉ CHÉRIE
Film français de Raymond Bernard (1933), avec H. Baur, E. Vaneel, J. B. J. E. Genevois (N.).
FR 3, 20 h 30 (95 mn).

Reconstitution magistrale de l'insurrection républicaine de 1832. Héritage romantique des horreurs de Gavroche, fuite de Jean Valjean, emportant dans la défilé des regards de Paris... La mise en scène de Raymond Bernard manifeste plus sa puissance que son lyrisme. Il y a sachez à regret fresque hugolienne dont Harry Baur et Charles Vanel, le forçat repenti et le policier acharné, ont les figures au proue. Histoire du cinéma français (il en fait une star et l'épouse) à l'heure.

JEUDI 21 AVRIL

OBEL AU SOLEIL

Film américain de King Vidor (1931), avec J. Jones, G. Peck, J. Cotten, L. Barrymore, H. Marshall.
FR 3, 20 h 30 (100 mn).

Baroque - malheureusement présenté en version française - qui doit à son producteur, Selznick, qu'à King Vidor, remplacé, d'ailleurs, la fin du tournage. Spectacle superbe en quatre actes, l'histoire d'un homme qui s'efforce de vaincre sa passion, son égoïsme. Il est vrai qu'elle inspirait Selznick (il en fit une star et l'épouse) à l'heure.

LUNDI 18 AVRIL

LE TROU NORMAND

Film français de Jean Boyer (1952), avec Bourvil, Basile, J. Marken, J. Fuster-Ger, B. Serdot.
TF 1, 14 h 20 (100 mn).

Bourvil, à trente-deux ans, est obligé de retourner à l'école pour passer le certificat d'études. Arlette, le Ptit, descendante de la famille, a écrit le scénario de ce film paysan. Le réalisateur n'est pas fou. Une jeune actrice joue les rôles de la vie, de la mort.

MARTIN ROUMAGNAC

Film français de Georges Lacombe (1946), avec M. Dietrich, J. Gabin, M. Lion, M. Herrand, D. Gélin.
TF 1, 20 h 35 (110 mn).

Marlene Dietrich en marchande d'oiseaux, dans une ville de province française (avec des toilettes dignes de Hollywood). Le malheur de Jean Gabin. C'est le seul film que ces deux vedettes mythiques aient tourné ensemble (à la place des Portes de la nuit, de Marcel Carné). Rien pour eux, il vaut la peine d'être vu.

MOI, FLEUR BLEUE

Film français d'Éric Le Hung (1977), avec J. Yanne, J. Foerster, R. Rome, B. Glau.
FR 3, 20 h 35 (95 mn).

Un petit air de populisme de « réalisme poétique » pour les amoureux d'une adolescence moderne (Judy Foster), qui a des attitudes et un langage décalés, mais le plus du bonnet. « Sympa », comme le routier incarné par Jean Yanne.

MAIGRET VOIT ROUGE

Film français de Granger (1977), avec J. Gabin, J. Fuster-Ger, B. Serdot.
FR 3, 20 h 35 (95 mn).

V. Sanipoli, F. Fabian, J. Decombe (N.).
A2, 20 h 35 (105 mn).

Une enquête de Maigret où Gabin travaille la routine. Action embrouillée. Pour l'atmosphère Simonon, on peut repasser.

L'AVARE

Film français de Jean Louis (1952), avec L. Funès, F. David, H. Berton, G. Gensse, M. Gensse.
FR 3, 20 h 35 (105 mn).

Un Funès, tenu par Mollère, a supervisé de très près la réalisation de ce comédie, qui est le style du théâtre classique les gens façon Gendarme. Saint-Tropez. C'est raté, amusé.

VENREDI 22 AVRIL

LA VIE D'UN HOMME

Film français de Guity (1962), avec M. Simon, M. Pierry, F. Guérin, L. Marconi, P. Carton (N.).
A2, 20 h 35 (90 mn).

Un bourgeois austère prend l'identité de « frère jumeau », mauvais dévoué, pour vivre - croit-il - à sa guise. Cette idée de Sacha Guity conduit à une comédie de mœurs où l'on déballe du linge sale en famille, où l'humour noir des scènes et des dialogues reflète la misanthropie de l'auteur. Michel Simon est génial.

747 EN PÉRIL

Film américain de Jack Smight (1974), avec C. Heston, K. Black, G. Swanson, G. Kennedy, D. Andrews.
TF 1, 20 h 35 (110 mn environ).

L'odyssée aérienne périlleuse dans un Boeing en détresse. Suspense habituel, film-catastrophe, groupe humain typique (parmi lequel apparaît Gloria Swanson, la star des années 20). Rasseurez-vous : la fin est heureuse.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 18	MARDI 19	MERCREDI 20	JEUDI 21	VENDREDI 22	SAMEDI 23	DIMANCHE 24
TF 1	20 h 35 Film : Martin Roumagnat, de Georges Lacombe. 22 h 25 L'Enjeu, magazine économique et social de F. de Clouet, E. de la Taille et A. Weiller.	20 h 35 Saga, un nouveau magazine consacré à la science. 21 h 40 Café-théâtre : avec Pierre Duc. 22 h 50 Court métrage : Paré par la voix, de M. Thivaud.	19 h 55 Football : Union de Lodz - Juventus de Turin. 21 h 50 Documentaire : Olivier Martin et les alchimistes.	20 h 35 Téléfilm : Tasse de soirée de rigueur, de P. Jamin. 22 h 10 Documentaire : Les yeux du désert en Irak, de J. Vidal (2 ^e partie).	20 h 35 Portrait : Guy Bedos. 21 h 40 Série : Lucien Laurent, d'après Stendhal. 22 h 45 Série documentaire : Les grandes expositions (Claude Lorrain).	20 h 35 Série : de réponse. 21 h 35 M. Polac. Les accidents du travail. 22 h 50 Magazine de cinéma : Érudits et talles. Alain Resnais.	20 h 35 Film : 747 en péril, de Jack Smight. 22 h 15 L'Enjeu : Le témoignage sur le camp Ravensbrück.
A 2	20 h 35 Le grand échiquier, de J. Chancel. Autour de Patrick Segal et François-René Duchaillet.	20 h 40 Film : Maigret voit rouge, de Gilles Grangier. 22 h 10 Livre, film et musique : « Souvenirs de la maison des morts », de Dostoevski.	20 h 35 Téléfilm : la Vierge rouge, de E. Molinaro (deuxième et dernière partie). 22 h 10 Magazine : Moi... je, de B. Bouthier.	20 h 35 L'Histoire en question : Complots pour de Gaulle, de A. Decaux. 22 h Magazine : Les enfants du rock. Sex machine. King Sunny Ade. 23 h 20 Spécial Coupe d'Europe de football.	20 h 35 Série : Maigret de nuit - dernier épisode. 21 h 35 Apostrophes. Passez les frontières. 23 h 5 Ciné-club : cycle Michel Simon : La vie d'un homme, de Sacha Guity.	20 h 35 Sport : Hockey sur glace : U. R. S. S. - Tchécoslovaquie. 21 h L'Enjeu : le grand prix Eurovision de la chanson.	20 h 35 Jeu : La chasse aux trésors. 21 h 40 Document : Les Montparnasse : à la recherche d'Apollinaire. 22 h 30 Concert magazine : Sawalich et l'Orchestre national France (Schumann).
FR 3	20 h 35 Film : Moi, fleur bleue, d'Éric Le Hung. 22 h 30 Magazine de la mer : Thalys. 23 h 10 Prélude à la nuit.	20 h 35 Film : (hommage à Louis Funès) : l'Amour, de Girault. 21 h 40 Film : La nuit, Vivaldi.	20 h 35 Spectacle 3 : La Péritia, opéra d'Offenbach. 21 h 40 Orchestre : Suisse romande, dirigé par J. Süss. 22 h 15 Prélude à la nuit : Vivaldi.	20 h 35 Ciné-passion : Deux au soleil, film de King Vidor. 23 h Mémoires de France : La mer pour mémoire. 23 h 45 Prélude à la nuit.	20 h 35 Magazine Vendredi : Pièces à femmes. 21 h 55 Magazine de la photo : Flash 3. 22 h 40 Film : à la nuit : Stravinski.	20 h 35 Tous les jours : Saint-John-Perse. 21 h 40 Film : à la nuit : à la nuit. 22 h 15 Musiclub : Rodrigo. 23 h 55 Prélude à la nuit.	

TELEVISION

TF 1

A2

FR 3

PÉRIPHÉRIE

Enfants

Comment c'est fait, la télé ?

C'est quoi un dessin animé ? Comment on qu'on regarde ? Et la journal ? Comment on images ? guerres, grèves, manifestations, comment ? discours qui viennent monde entier, arrivent, puis organisés, triés ? montres ? Quatre petites émissions quatorze chacune pour expliquer la télévision aux enfants, ce n'est pas beaucoup, c'est un peu, mais c'est première expérience. Annette Suffert et Cati Couteau espèrent bien continuer.

Productrices d'émissions pour enfants depuis nombreuses années, ont travaillé à la télévision — parce que « la télé » est tellement partie de la vie aujourd'hui qu'on ne peut plus à maîtriser l'instrument. « Les jeunes consomment » moyenne vingt heures de télévision par semaine », explique Annette Suffert. Après avoir « inquérité » parents », « horrifié » éducateurs », le petit écran est entré dans la « grisaille » quotidienne, mais, rappelle Suffert, « si à l'école on apprend à lire, à écrire, on n'apprend pas à regarder la télévision ».

C'est donc un matériel pédagogique qui propose des productions simples et vivantes. Dans la première émission, on présente la minuscule procédure qui aboutit à la mise en mouvement du petit personnage râblé de Vagabond : un enfant visite l'atelier, pose des questions (aux dessinateurs, aux techniciens), touche les boutons, puis raconte son enquête à copains. L'idée est intéressante, mais menée, c'est dommage, sur un ton un peu « gnan-gnan ». La deuxième émission montre les questions que peuvent poser des metteurs en scène et comédiens à adapter une pièce au théâtre à la télévision.

La troisième, la plus intéressante, regarde comment se fait un « direct » d'un match de rugby (avec répartition du rôle des caméras, l'équilibrage couleurs, l'emplacement des micros, etc.). La quatrième, enfin, explique la journée d'une équipe de la rédaction de TF 1.

Voilà. Quatre émissions sans prétention, utiles, qui regardent les enfants, qui complètent le travail de l'école, celle-ci, celle-là, celle-ci, celle-là, un regard sur elle-même.

CATHERINE HUMBLLOT.

* ÉCRAN OUVERT, FR 3, les jeudis 21 et 28 avril, 5 et 11 mai, 18 h 30 (14 minutes chacune).

Livres

L'aristo des mots

Vents, pluies, ou palmiers sauvages, les éléments du cosmos s'assemblent en coquillage. Il suffit d'appliquer à l'oreille pour qu'il résonne des hommes en partance, les rois en exil ou les femmes lascives, l'enfance, l'ample solitude, traversée de légendes, l'un plus beaux témoignages poétiques d'une époque. Son n'est pas un homme à rencontrer, Guillaume Apollinaire, il est gabon, Rimbaud ou Valéry. Il est l'aristo d'aristocrate sévère, un hautain, content de s'appeler Léger-Léger, il se bat — simplicité — Saint-John-Perse, nom magique, prononcé évoque — vents, recueils de poèmes d'accès — Vents, un immense champ de mots trouvés plus profond millénaires.

À l'occasion de la journée de la poésie organisée par le ministère de la culture, le 17 avril, FR3 Aquitaine a fourni à Saint-John-Perse l'occasion de partir du poète : Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, où il a passé son enfance, ou il a ses études, le documentaire sous forme de nombreux témoignages de poètes (Pierre Emmanuel, Guy Tirolien...), de Saint-John-Perse, poèmes aussi mystérieux, poèmes, de Daniel Laurant Terzieff, mérite qu'un simple éloge, peut-être une analyse, critique.

MARC GIANNESINI.

* SAINT-JOHN-PERSE, FR 3, samedi 23 à 18 h 30 (52 minutes).

LUNDI

18 AVRIL

11 h 25 Vision plus.
12 h 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h 10 Journal.
13 h 50 D'aujourd'hui et d'aujourd'hui (et à 16 h).
14 h 15 Film : Le Tros normand, de Jean Boyer.
15 h C'est à vous.
15 h 25 Le village dans les nuages.
16 h 50 Histoire d'en rira.
16 h 55 Météorologie.
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 40 S'il vous plaît.
18 h 35 Film : Martin Roumégas, de Georges Lacombe.
22 h 25 Magazine économique : L'enquête.
de F. Cloutier, de La Taille et A. Viallet.
Il s'agit de : les grands contrats internationaux de la France (Technip au Maroc, Creusot-Loire au Brésil, Thomson en Egypte), le trente-cinq (à Kronenberg, à la MAF, à Cr-Alcatel), Régine, reine de la nuit, les nouveaux actionnaires.
23 h 25 Journal.

10 h 30 ANTOPE.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : Têtes brisées.
15 h 55 Rumeurs : Apostrophes.
Le monde (diff. le 15 avril).
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 45 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
(J.N.C.).
19 h 25 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bourard.
20 h 10 Journal.
20 h 35 La grande échiquerie, de J. Chancel.
Autour de l'écrivain Patrick Segal et du pianiste François Duchable : l'orchestre de Chambéry et de la Savoie, D. Lockwood, Kiri Te Kanawa, Ronald Diner, etc.
23 h 15 Journal.

18 h 10 Messages.
Hébergement télévisé des P.T.T.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
L'Eglise catholique.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Tintin.
20 h 10 Les jeux.
20 h 35 Film : Mot, fleur bleue.
d'Eric Le Hung.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Magazine : Thalassa.
De G. Pernoud.
Phares et balises.
23 h 5 Une minute pour une image.
D'Agès Varda.
23 h 10 Prélude à la nuit.
Les Quatre Valses de Vivaldi « le Printemps », par l'Orchestre de Paris.
L'Opéra de Paris.

R.T.L., 20 h, Avant-première des concours Eurovision de la chanson 1983 (2^e partie) : 21 h, Le Grand Bazar, film français de C. Zidi ; 22 h 50, La joie de lire.
T.M.C., 19 h 35, Cinq ans : le cinquième anniversaire de la création de la chaîne ; 20 h 35, L'assoluto, film de J.-C. Roy ; 22 h 10, Club 66.
R.T.L., 20 h, Parfums de femmes, film de D. Seltzer.
Télé 2, 20 h, Série : L'affaire Jéssy ; 20 h 30, Chances au jeu ; 21 h 30, Cabaret wallon ; 22 h 25, Indépendants, à votre service (P.M.E.), la semaine de la presse ; 23 h, L'extrême est à venir.

MARDI

19 AVRIL

11 h 15 Vision plus.
12 h 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h 10 Journal.
13 h 45 Féminin présent.
A votre santé : à 14 h 5, Émissions pédagogiques ; à 14 h 25, Feuilleton : Section court-métrage ; à 16 h 55, Les Pique-têtes.
15 h C'est à vous.
15 h 25 Le village dans les nuages.
16 h 50 Histoire d'en rira.
16 h 55 Météorologie.
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 40 S'il vous plaît.
20 h 10 Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Magazine scientifique : De M. Tréguer.
(Lire notre article ci-contre.)
21 h 40 Court-métrage : spectacle Pierre Des. Réal. J. Plait.
« Les Pensées », de Schopenhauer, interprétés par la Compagnie Jean-Baptiste Plait.
22 h 50 Court métrage : Porté par la voix, de M. Davaud.
Vocalises d'un étonnant, premiers cris de l'enfant, plusieurs approches des phénomènes vocaux.
23 h 20 Journal.

10 h 30 ANTOPE.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : Têtes brisées.
15 h 55 Rumeurs : la Chasse aux crânes (diff. dimanche 17).
18 h 45 Entre vous, de L. Bérès.
Les Auxiliaires des aveugles, chanteurs en Vexin.
17 h 45 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bourard.
20 h 10 Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 40 Film : Meurtre voit rouge, de Gilles Grangier.
22 h 10 Magazine Lire, c'est vivre.
De P. Dumas : Souvenirs de la maison des morts, de Dostoïevski. Du bagne enduré par Dostoïevski en 1848 au goulet de Chalon : une lecture du roman russe approfondie par des témoignages de dissidents, victimes des purges staliniennes.
23 h 5 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Amnesty International.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Tintin.
20 h 10 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Film (hommage à L. de Funès) : L'Avare, de Jean Girault.
22 h 10 Journal.
22 h 30 Une minute pour une image, d'Agès Varda.
23 h 40 Prélude à la nuit.
« L'Édit », de Vivaldi.

R.T.L., 20 h, Série : Le grand lot (2^e partie) ; 21 h, Escalier infernal, film de R. Milligan ; 23 h, La joie de lire.
T.M.C., 19 h 35, Cinq ans : le cinquième anniversaire de la création de la chaîne ; 20 h 35, L'assoluto, film de J.-C. Roy ; 22 h 10, Club 66.
R.T.L., 20 h, Parfums de femmes, film de D. Seltzer.
Télé 2, 20 h, Série : L'affaire Jéssy ; 20 h 30, Chances au jeu ; 21 h 30, Cabaret wallon ; 22 h 25, Indépendants, à votre service (P.M.E.), la semaine de la presse ; 23 h, L'extrême est à venir.

« Regarder la TV, c'est vivre sans risque des amours, des haines, des craintes, des enthousiasmes qui renouvellent la sensibilité, l'émotion, l'ardent l'instinct, caractéristique de l'espace domestique ».

MERCREDI

20 AVRIL

11 h 25 Vision plus.
12 h 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h 10 Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : agent général d'assurances.
13 h 50 Mer-cro-dit-moi tout.
14 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 Les pieds au mur.
16 h 25 Le village dans les nuages.
16 h 50 Histoire d'en rira.
16 h 55 Météorologie.
17 h 15 Émissions régionales.
17 h 40 S'il vous plaît.
20 h 10 Journal.
20 h 30 Football : Coupe européenne des clubs champions, Widzew de Lodz - Juventus de Turin, (demi-finale, match retour).
20 h 45 Tirage du lotto, (mi-temps).
21 h 50 Documentaire : Olivier Messiaen et les oiseaux, réal. D.R. Tual.
Trajet, philosophie d'un compositeur contemporain. Cette émission pourrait être diffusée à 18 h en cas de prolongation du match.
22 h 10 Journal. (à 23 h 45 en cas de prolongation du match).

10 h 30 AN.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 5 Les carnets de l'aventure.
14 h 50 Dessin animé.
15 h 5 Récit A 2.
16 h 10 Pique-têtes.
17 h 45 Terre des bêtes.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bourard.
20 h 10 Journal.
20 h 35 Téléfilm : La Veuve rouge, (scénario et deuxième partie), de J. Carrel, réal. E. Molinaro.
La reconstruction de la vie scandaleuse de Marie Reinar, la Veuve rouge, courtisane accusée d'un parricide : une affaire qui déclencha la presse au début du Dialogue vif, Françoise Fabian sensible, rouge.
22 h 10 Magazine : Mol... Je joue back : Pire et fils ; Dumas ; son ; carrelots ; Turf-boulevard ; Spécial couples, etc.
23 h 10 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Le tour du monde en 42 jours.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Tintin.
20 h 10 Les jeux.
20 h 35 Spectacle 3 : La Périchole.
Opéra en trois actes d'Offenbach (enregistré au Grand Théâtre de Genève), mise en scène : J. Savary.
Avec l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J. Szwed et N. Rosenheim, R. Cassinelli, P. Martinelli, C. Ozols, Chasler.
22 h 55 Journal.
23 h 13 Une minute pour une image, d'Agès Varda.
23 h 15 Prélude à la nuit.
« L'Automne », de Vivaldi, par les solistes de l'Opéra de Paris.

R.T.L., 18 h 45, Feuilleton : Tom Sawyer ; 20 h, Série : Le corsaire d'Amuse ; 21 h, Trois milliards d'un coup, film de Peter Yates ; 22 h 55, La joie de lire.
T.M.C., 19 h 35, Cinq ans : le cinquième anniversaire de la création de la chaîne ; 20 h 35, L'assoluto, film de J.-C. Roy ; 22 h 10, Club 66.
R.T.L., 20 h, Parfums de femmes, film de D. Seltzer.
Télé 2, 20 h, Série : L'affaire Jéssy ; 20 h 30, Chances au jeu ; 21 h 30, Cabaret wallon ; 22 h 25, Indépendants, à votre service (P.M.E.), la semaine de la presse ; 23 h, L'extrême est à venir.

JEUDI

21 AVRIL

11 h 25 Vision plus.
12 h 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h 10 Journal.
13 h 50 Objectif santé.
14 h C'est à vous.
14 h 25 Le village dans les nuages.
15 h 50 Histoire d'en rira.
15 h 55 Météorologie.
16 h 15 Émissions régionales.
16 h 40 Suspense : l'interrogatoire.
20 h 10 Journal.
20 h 35 Téléfilm : Tintin et le trésor d'Hercule, de J. Van den Bergh, D. Colas, A. Stangela, A. Walle.
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 10 Documentaire : Le désert en Irak, de J. Vidal (2^e partie : Une trilogie).
Promenade archéologique dans le désert : de l'antique Mésopotamie : Tell-Hammam (Séleucie) aux sables où ont été découverts les vestiges de Pythagore et le temple d'Euclide. Werka (et la « de », première sculpture grandeur nature au relief de l'art) ; Tell-el-Sayid (la cité du silence) ; Un documentaire sobre, mais que nous bien documenté.
23 h 10 Journal.

10 h 30 AN.T.I.O.P.E.
12 h 5 Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : Têtes brisées.
15 h 55 Rumeurs : Enlèvement par procuration.
De M. Rubin, réal. C. Alca. Un comédien au mal de rôle sort d'internat dans une affaire de kidnapping.
16 h 15 Un temps pour tout.
17 h 25 Les mystères de la mer.
17 h 45 Récit A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Libre expression : Le C.N.P.F.
20 h 10 Journal.
20 h 35 L'histoire en question : Complots pour de D'A. Decaux, 13 mai 1958 : de Gaulle revient au pouvoir. Parallèlement, des insurgés algériens s'emparent du siège du gouvernement général.
22 h 10 Magazine : Les enfants du rock. Sex machine ; King Sunny Ade.
23 h 20 Coupe d'Europe : football.
23 h 25 Journal.

18 h 30 Pour les jeunes.
Ecran ouvert : Bugs Bunny.
(Lire notre article ci-contre.)
18 h 55 Tribune libre.
F.N.S.E.A.
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Tintin.
20 h 10 Les jeux.
20 h 35 Ciné-passion.
De M.C. Bernath.
Le film : Duel au soleil.
De King Vidor.
22 h 45 Journal.
23 h 13 Une minute pour une image, d'Agès Varda.
23 h 15 Prélude à la nuit.
« L'Automne », de Vivaldi, par les solistes de l'Opéra de Paris.

R.T.L., 18 h 45, Feuilleton : Bizarro, 61^{re} série ; 20 h, Série : Le corsaire d'Amuse ; 21 h, M. Cerele rouge, film français de J.-P. Melville ; 22 h 55, Essais : les colonisateurs.
T.M.C., 19 h 35, Cinq ans : le cinquième anniversaire de la création de la chaîne ; 20 h 35, L'assoluto, film de J.-C. Roy ; 22 h 10, Club 66.
R.T.L., 20 h, Parfums de femmes, film de D. Seltzer.
Télé 2, 20 h, Série : L'affaire Jéssy ; 20 h 30, Chances au jeu ; 21 h 30, Cabaret wallon ; 22 h 25, Indépendants, à votre service (P.M.E.), la semaine de la presse ; 23 h, L'extrême est à venir.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 18 AVRIL

- 7 h 2. **Le texte et la marge** : la diffusion du **U-2** en France : le monde au futur.
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société**.
- 9 h. **Échec au hasard**.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : **Madame Suet**, par G. M. Diebach.
- 11 h 2. **Muséothèque**, par A. Feron : M.-S. Humant.
- 12 h 45. **Panorama** : l'image vidéo.
- 13 h 45. **Panorama** : J.-M. Pelt.
- 14 h 30. **Les tournants du royaume de la musique**.
- 14 h 45. **Un livre, des voix** : « le Noël imprévu », de J. Anglade.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Laboratoire** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 17 h 32. **Feuilleton** : magazine musical.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Les arts** : Hommage à Picasso au musée d'Antibes.
- 21 h. **La princesse Blanche**, de M. Regnaud, d'après R. Rike. Avec M. Bouquet, R. Bret, C. Laborde.
- 21 h 45. **La scène**, on les vivants et les morts : **Modération** selon Montesquieu, de B. Marin.
- 22 h. **Nuits magiques**.

MARDI 19 AVRIL

- 7 h 2. **Matinales** (voir lundi).
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société** : à 8 h 50, **Le silence et la bruite**.
- 9 h 7. **La musique des autres** : le rire à travers les cultures.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : avec J.-L. Bernard (histoire secrète de l'Égypte).
- 11 h 2. **Journée Carlo-Marie** : l'orchestre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- 12 h 5. **Vidéo** : « pulchre » et les nouveaux mystères de New York.
- 13 h 45. **Panorama** : le monde du livre.
- 14 h 5. **Un livre, des voix** : œuvres de Mallarmé.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Muséothèque** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Sciences** : L'espace et le temps aujourd'hui : histoire des instruments de mesure.
- 21 h. **Dialogues** : Le monde en-ils croit ? Avec J. Nebout et R. Remond.
- 22 h 30. **Nuits magiques**.

MERCREDI 20 AVRIL

- 7 h 2. **Matinales** (voir lundi).
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société**.
- 9 h. **Échec au hasard**.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : **Madame Suet**, par G. M. Diebach.
- 11 h 2. **Muséothèque**, par A. Feron : M.-S. Humant.
- 12 h 45. **Panorama** : l'image vidéo.
- 13 h 45. **Panorama** : J.-M. Pelt.
- 14 h 30. **Les tournants du royaume de la musique**.
- 14 h 45. **Un livre, des voix** : « le Noël imprévu », de J. Anglade.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Laboratoire** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Les arts** : Hommage à Picasso au musée d'Antibes.
- 21 h. **La princesse Blanche**, de M. Regnaud, d'après R. Rike. Avec M. Bouquet, R. Bret, C. Laborde.
- 21 h 45. **La scène**, on les vivants et les morts : **Modération** selon Montesquieu, de B. Marin.
- 22 h. **Nuits magiques**.

JEUDI 21 AVRIL

- 7 h 2. **Matinales** (voir lundi).
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société** : à 8 h 50, **Le silence et la bruite**.
- 9 h 7. **La musique des autres** : le rire à travers les cultures.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : avec J.-L. Bernard (histoire secrète de l'Égypte).
- 11 h 2. **Journée Carlo-Marie** : l'orchestre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- 12 h 5. **Vidéo** : « pulchre » et les nouveaux mystères de New York.
- 13 h 45. **Panorama** : le monde du livre.
- 14 h 5. **Un livre, des voix** : œuvres de Mallarmé.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Muséothèque** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Sciences** : L'espace et le temps aujourd'hui : histoire des instruments de mesure.
- 21 h. **Dialogues** : Le monde en-ils croit ? Avec J. Nebout et R. Remond.
- 22 h 30. **Nuits magiques**.

VENDREDI 22 AVRIL

- 7 h 2. **Matinales** (voir lundi).
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société**.
- 9 h. **Échec au hasard**.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : **Madame Suet**, par G. M. Diebach.
- 11 h 2. **Muséothèque**, par A. Feron : M.-S. Humant.
- 12 h 45. **Panorama** : l'image vidéo.
- 13 h 45. **Panorama** : J.-M. Pelt.
- 14 h 30. **Les tournants du royaume de la musique**.
- 14 h 45. **Un livre, des voix** : « le Noël imprévu », de J. Anglade.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Laboratoire** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Les arts** : Hommage à Picasso au musée d'Antibes.
- 21 h. **La princesse Blanche**, de M. Regnaud, d'après R. Rike. Avec M. Bouquet, R. Bret, C. Laborde.
- 21 h 45. **La scène**, on les vivants et les morts : **Modération** selon Montesquieu, de B. Marin.
- 22 h. **Nuits magiques**.

SAMEDI 23 AVRIL

- 7 h 2. **Matinales** (voir lundi).
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société** : à 8 h 50, **Le silence et la bruite**.
- 9 h 7. **La musique des autres** : le rire à travers les cultures.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : avec J.-L. Bernard (histoire secrète de l'Égypte).
- 11 h 2. **Journée Carlo-Marie** : l'orchestre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- 12 h 5. **Vidéo** : « pulchre » et les nouveaux mystères de New York.
- 13 h 45. **Panorama** : le monde du livre.
- 14 h 5. **Un livre, des voix** : œuvres de Mallarmé.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Muséothèque** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Sciences** : L'espace et le temps aujourd'hui : histoire des instruments de mesure.
- 21 h. **Dialogues** : Le monde en-ils croit ? Avec J. Nebout et R. Remond.
- 22 h 30. **Nuits magiques**.

DIMANCHE 24 AVRIL

- 7 h 2. **Matinales** (voir lundi).
- 8 h. **Les chemins de la connaissance** : Kenneth White : à 8 h 32, **Armée et société** : à 8 h 50, **Le silence et la bruite**.
- 9 h 7. **La musique des autres** : le rire à travers les cultures.
- 10 h 45. **Le texte et la marge** : avec J.-L. Bernard (histoire secrète de l'Égypte).
- 11 h 2. **Journée Carlo-Marie** : l'orchestre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
- 12 h 5. **Vidéo** : « pulchre » et les nouveaux mystères de New York.
- 13 h 45. **Panorama** : le monde du livre.
- 14 h 5. **Un livre, des voix** : œuvres de Mallarmé.
- 15 h 45. **Après-midi de France-Culture** : **littéraires retrouvés** : à 15 h 20, **Muséothèque** : à 16 h, **Œuvres-clés**, à 17 h, **Raison d'être**.
- 18 h. **Feuilleton** : La certaine France : mon grand-père.
- 19 h 25. **Jazz à l'ancienne**.
- 20 h. **Sciences** : L'espace et le temps aujourd'hui : histoire des instruments de mesure.
- 21 h. **Dialogues** : Le monde en-ils croit ? Avec J. Nebout et R. Remond.
- 22 h 30. **Nuits magiques**.

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

« L'Europe est un monde »

Radio-France Internationale et le Mouvement contre le racisme ont l'honneur d'organiser un concert pour les enfants de l'Europe, au profit de l'œuvre de l'Union internationale pour l'enfance, le 21 avril 1983, à 19 heures, à l'Opéra de Paris. Les billets sont en vente à 10 francs, à 5 francs et à 2 francs. Les billets de 10 francs sont en vente à 10 francs, à 5 francs et à 2 francs. Les billets de 5 francs sont en vente à 5 francs, à 2 francs et à 1 franc. Les billets de 2 francs sont en vente à 2 francs, à 1 franc et à 50 centimes. Les billets de 1 franc sont en vente à 1 franc, à 50 centimes et à 25 centimes. Les billets de 50 centimes sont en vente à 50 centimes, à 25 centimes et à 10 centimes. Les billets de 25 centimes sont en vente à 25 centimes, à 10 centimes et à 5 centimes. Les billets de 10 centimes sont en vente à 10 centimes, à 5 centimes et à 2 centimes. Les billets de 5 centimes sont en vente à 5 centimes, à 2 centimes et à 1 centime. Les billets de 2 centimes sont en vente à 2 centimes, à 1 centime et à 50 centimes. Les billets de 1 centime sont en vente à 1 centime, à 50 centimes et à 25 centimes. Les billets de 50 centimes sont en vente à 50 centimes, à 25 centimes et à 10 centimes. Les billets de 25 centimes sont en vente à 25 centimes, à 10 centimes et à 5 centimes. Les billets de 10 centimes sont en vente à 10 centimes, à 5 centimes et à 2 centimes. Les billets de 5 centimes sont en vente à 5 centimes, à 2 centimes et à 1 centime. Les billets de 2 centimes sont en vente à 2 centimes, à 1 centime et à 50 centimes. Les billets de 1 centime sont en vente à 1 centime, à 50 centimes et à 25 centimes.

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 18 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

MARDI 19 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

MERCREDI 20 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

JEUDI 21 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

VENDREDI 22 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

SAMEDI 23 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

DIMANCHE 24 AVRIL

- 12 h 35. **Jazz** : **Ensemble Black**.
- 13 h. **Concerts** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 14 h 30. **Musiques du monde** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 15 h 30. **Musiciens à l'épreuve** : **Romane** (œuvres de Tchaïkovski, Gergiev, Ouhak, Constantinov, Tchaïkovski, Drag, Moldovan).
- 16 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 17 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 18 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 19 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 20 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 21 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.
- 22 h 30. **Opéra** : **Le grand opéra** : œuvres de Ravel, par le **Grand orchestre de France**.

À écouter

Anti-tubes

« Aux produits standardisés, je préfère une chanson qui fasse peut-être naître un petit moment d'émotion, qui agace ou parfois agresse. Le « tube », la chanson débite en tranches, ne m'intéresse pas. Je leur préfère une chanson qui vit, qui palpite, qui ait une courte vie, et soit l'occasion de faire partager quelques choses autour d'elle. » C'est la déclaration d'intention du producteur Marc Legras avant d'inaugurer le nouveau « crâneau » que lui confie France-Musique. Ce crâneau défendra donc, à côté des autres musiques « reconnues » par la chaîne, la chanson au sens populaire strict au sens « noble » du terme.

Il s'agit de chansons françaises, mais aussi, on l'attendait jusqu'à « francophone ». Sans vouloir être décapotant pour les tenants des répertoires breton, occitan ou catalan — qui, eux aussi, inventent au présent — au Québec ou en Belgique, également, la chanson s'est réveillée.

M.-L. B.

« L'arbre à chansons », France-Musique, chaque samedi de 15 h à 16 h 30.

La musique pour guérir

Quatre émissions qui pourraient bien être appelées à se prolonger tout au long de l'année. La muséothèque est-elle une simple pratique à la mode ?

Un engouement passager ? Une science exacte ? On en parle beaucoup ces temps-ci sans trop savoir que cette méthode thérapeutique — qui consiste à soigner les gens par la musique — bien connue des Grecs, a connu ces dernières années un développement considérable dans le monde. La muséothèque concerne tous les aspects de la vie depuis le moment fort jusqu'à l'agonie (mais elle ne peut être appliquée qu'à une minorité de gens), elle peut servir pour l'accouchement, pour la surdité, la délinquance, l'adolescence, la drogue, les maladies psychosomatiques, la schizophrénie, l'angoisse, les allergies, la douleur, l'insomnie, les accidents cardiaques, les comas, etc.

Marie-Sophie Humann non seulement redécouvre le mot, elle fait le point des recherches, des spécialisations, des techniques utilisées en France et dans le monde. Un travail considérable qui lui a pris deux ans. Elle a fait le tour des différents services médicaux en France, interrogé des médecins, des psychologues, des musiciens, analysé les pratiques, relevé les ambiguïtés, montré les conditions de la réussite de la muséothèque, confronté les expériences. Cette première série d'émissions se terminera sur des conseils pratiques : bibliothèques, adresses, etc.

C.H.

« La muséothèque », F.C., 18, 25 avril et 2 mai (11 h 15), le 25 avril (13 h 30).

Radios locales

Radio Lorraine 7. Une fenêtre ouverte sur le monde latin, celui d'Europe et celui d'Amérique, une réaction à l'influence anglo-saxonne qui s'exerce de plus en plus sur la France, une volonté de modifier l'image pédestre associée aux pays de culture latine. Le samedi 23, l'émission « **Autour de l'Amérique latine** » proposera un hommage à l'écrivain Alejo Carpentier (17-18 h) ; du 18 au 24, elle participera au deuxième Festival de la chanson latino-américaine de Managua (Nicaragua), 106,25 MHz, Clermont.

Les quarante mille étudiants s'efforçant de la moitié de l'année sur l'immenable campus de Bordeaux ne méritent-ils pas d'avoir leurs émissions ? Les vœux combinés avec Radio-100. L'attention se propose d'être un lien entre la population étudiante et le reste de la cité. « Avec ou sans pépinière » est une de ces émissions-service pré-citées pour les étudiants ; dossiers, informations pratiques, petites annonces, rencontres avec des étudiants « venus d'ailleurs » (tous les lundis, de 20 h 10 à 22 h, sur Radio-100, 94,3 MHz, Bordeaux).

Sartre est venu régulièrement (entre 1940 et 1960) passer un ou plusieurs mois en Arles. Accompagné de Simone de Beauvoir, il s'y reposait et travaillait chez sa vieille amie, M^{me} Morel, à qui il dédia « **Nous deux** ». L'arrière-petit-fils de son hôte, qui, rassemblant les souvenirs de sa famille, auxquels il joint une interview de Simone de Beauvoir, nous raconte ces moments peu connus de la vie du philosophe (le 22 avril, sur France-FM, 98 MHz, Angers).

Qui ne se souvient de la silhouette menue, de son élégance discrète et de sa voix fluette, qui rappelait gentiment à l'ordre ses ouailles respectueuses : « On dit : merci, Madame » ? Il s'agit de Miralles, bien sûr, et son petit conservatoire de la chanson. Elle revient sur l'antenne de Radio-service-Tour-Eiffel. On l'écouterait avec émotion et avec nostalgie (tous les samedis, de 12 h à 12 h 30 sur Radio-Tour-Eiffel, 101,5 MHz).

Stations nationales

Europe 1

Chuchotements. Un nouveau chroniqueur économique, M. Jean Matouk, P.-D. G. de la banque Cheix depuis décembre 1982 et professeur à la faculté de Montpellier, va faire son apparition tous les samedis, à 7 h 55, sur l'antenne d'Europe 1. M. Matouk est membre du comité directeur du parti socialiste depuis 1979 et ancien conseiller personnel de François Mitterrand pour les questions économiques et financières. De là à chuchoter que son arrivée est destinée à contrebalancer la chronique quotidienne — et critique — de Jean Boissereau.

De son côté, M. Serge Joly, directeur de Libération, prendra, à 8 h 35 le samedi, la place de M. Jean Daniel, le directeur du **Nouvel Observateur**, qui, lui, interviendra dans la soirée du même jour entre 19 heures et 20 heures.

France-Inter

L'aventure, c'est l'aventure. Suscitant au cours des années, les rêves et les assauts de générations d'aventuriers et de héros, le Grand-Nord peut à peu se laisser apprivoiser. Il sera en tous cas le sujet d'une grande

« sage » proposée par France-Inter pour célébrer l'Année mondiale de la communication.

Nicolas Hulot suivra ainsi l'expédition hivernale de Janusz Kurbiel au pôle Nord magnétique, et interviendra plusieurs fois par jour en direct sur l'antenne (du 16 au 22 avril, et samedi 23 avril, de 11 heures à 12 h 45).

Serge Martin, reporter à la rédaction d'Inter, participera au raid du G.M.H.M. (groupe militaire de haute montagne) du commandant Mamiel à travers l'île Bylot, 500 kilomètres sur la banquise, à l'assaut d'une chaîne de montagnes culminant à plus de 2 000 mètres (du 16 au 23 avril, dans les différents journaux, et le 19 avril, à 19 h 20, pour un « Téléphone sonne »).

Jacques Pradel consacrera cinq émissions spéciales à Narvik, à « La découverte du pays des luites ». Un portrait de ceux qui ont toujours vécu dans le Grand-Nord canadien (du 18 au 23 avril, de 14 heures à 16 heures).

Enfin, Eve Ruggieri commença le 18 avril l'histoire de Jack London, lui aussi héros et symbole de l'aventure (à 8 h 45 tous les jours).

DISQUES

Classique

Haydn par le Quatuor Tatral

En 1793, l'œuf attentif d'élève Beethoven, Haydn séjourne à Londres une fois, six quatuors à cordes (opus 71 à 74) parfois appelés *Quatuors à cordes*, du nom de leur dédicataire. En 1794-95, il en écrit certains, à la capitale britannique, à la même époque, il s'agit de ses premiers grands quatuors, l'histoire de la musique n'exprime pas pour être non en privé, mais une œuvre publique. D'où des sonorités parfois orchestrales (opus 74 n° 1). La présence de l'entre eux, l'époque, d'introduit des éléments formels.

Depuis une quinzaine d'années, le résultat artistique d'autant plus impressionnant, le Quatuor Tatral Budapest nous livre les éléments d'une intégrale en sept quatuors de Haydn. Sept Paroles du Christ, il s'agit en tout septante-huit, dont quarante-quatre sont maintes parus. Plusieurs albums ont déjà été réalisés : celui consacré aux *Quatuors Apponyi*, qui confirme les hautes qualités de l'ensemble, mérite de le devenir aussi. L'interprétation, intelligente et sensible, fait vivre la musique de l'intérieur, et on apprécie particulièrement d'admirables mouvements (cf. celui du caractère d'hymne, de l'opus 74 n° 3, dit le *Cavaller*). Il est paru (3 d'Hungaroton, 12246-48).

MARC VIGNAL

Le quatuor en sol de Schubert par le Quatuor Brandis

Est-ce la création de 1785 et 13^e *Quatuors* de Beethoven qui ont poussé à composer de ce côté, en 1826, les quatuors de Schubert ? On ne le sait pas. Mais la réponse est oui. Le *Jeune* et le *Vieux* ou le *Meilleur* et le *Pire* sont deux quatuors de l'époque n'avaient guère envie de jouer les œuvres d'une longue. Schubert se projette l'avenir avec une vigueur et une profondeur exceptionnelles ; lui qu'on a souvent dit incapable aux grandes formes, écrit les *Quatuors* d'un développement indéniable. Le *Quatuor* Brandis, encore connu en France, était celui qui constituait la *Philharmonie* de Berlin, une superbe formation. Wilhelm Boettcher, déplace le *Quatuor* en sol, dans une œuvre avec de splendides sonorités, souligne la grandeur du style et l'accent schubertien par des phrases qui sont de la musique de l'âme. On pense déjà au sublime *Quintette* à deux violons.

A travers l'œuvre, on retrouve l'ambivalence du majeur et du mineur, qui crée une couleur lyrique très poignante, l'opposition du trémolo, tantôt en arcs-en-ciel, tantôt en zigzags, le quatuor aux tremblements qu'on trouve parfois à l'œuvre, les plaintes mélancoliques d'un exquise et déchirant, et les grands d'une énergie farouche. Étonnant paysage musical d'un solitaire luttant avec le monde et la mélancolie, certainement pas l'image d'un vaincu (Orfeo, LC 8175 : Harmonia Mundi, 1991).

JACQUES LONCHAMPT.

Ravel, Duparc et Debussy par Ely Ameling

Ely Ameling a écrit son dernier disque de « jeunesse » de Ravel, Duparc et Debussy. Mais que la musique française, le jour de la fin du dernier Ravel, à vingt-huit ans, écrit *Sheherazade* sur trois

poèmes de Tristan Klingsor d'un orientalisme qui font lever cette musique voluptueuse d'une étincelante lumière ; Duparc, il vingt vingt-deux ans, dit pour jours, s'enferme de l'amour dans la *Chanson triste* ce qui vaillent nous les strophes baudelairiennes ; Debussy, l'invitation au voyage ; Debussy, la villa Médicis, quitte ses pères et *Damoi-élue*, dépouillée de sa rhétorique et surcharge, apparaît déjà les traits de l'androgynie, les paroles de Dante-Gabriele. Il transcende le symbolisme précieux, même si les mots d'or, il l'ys et d'étoiles.

Ely Ameling a un style français, comme l'avaient montré les admirables enregistrements de mélodies de Pauré, si se voit marie le style et le musique s'il s'était passé de la main d'œuvre vibrante de son être. Dès qu'elle soupire : « Asie, Asie, Asie », nous voit partis pour un voyage vers les vœux de voir finir.

« Ciboulette » de Reynaldo Hahn

On suppose ou non cette vision du petit peuple des Haïles, comme on l'appelle alors, les aristocrates de 1920, familiers plutôt de Proust, Robert de Fiers et Francis de Croisset, les librettistes, en rajoutent à chaque réplique ce qu'ils croient le franc-parler et la naïveté dudit populaire. La résistance moins à la légèreté et au jeu de la musique, Reynaldo Hahn, à une mélodie de l'air accordé à la voix, qu'il connaissait parfaitement.

Une équipe enthousiaste, des vétérans (Mady Mesplé, Gédde, José Van Dam) et le plus jeune (Collette Alliot-Lugaz, François Le Roux) ont entrain évitant charge de vulgarité. Cyril Diederich, spécialiste, et mieux, de la musique française, avec beaucoup de précision et toute plus qu'on ne le croit. Avec aussi Jean-Christophe Benoît, Claude Vienne, Marcel Quillevér, l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo et l'Ensemble cho- Jean-Laforgue.

Pour qui aime la réussite (deux disques EMI, 167-73105/106).

ALAIN ARNAUD.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES

Nous publions ici, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous avons demandé d'écrire par à ces disquaires d'attirer l'attention sur des disques anciens « à redécouvrir ». (Cette semaine, le choix de la FNAC-Marseille.)

	CLASSIQUE		JAZZ		VARIÉTÉS		POP-ROCK	
	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	W. A. MOZART, « La Traviata », L. C. de C. (D.G.G.).	W. A. MOZART, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	E. A. LARQUE, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	P. ESKINE, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	M. A. LARQUE, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	G. LAFAILLE, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	PINK FLOYD, « The Final Cut » (EMI).	M. FAIRFILL, « A child's adventure » (Phonogram).
2	CANTELLOUBE, « Chansons d'Alsace », F. von Stele (C.B.S.).	J. S. BACH, « Concerto pour clavier », F. von Stele (C.B.S.).	B. EVANS, « Paris concert » (W.E.A.).	R. CARTER, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	B. LAVILLIERS, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	N. KAUFMANN, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	U. 2, « War » (Phonogram).	SPANDAU BALLE, « You » (RCA).
3	W. A. MOZART, « Les quatre dernières », F. von Stele (C.B.S.).	J. S. BACH, « Concerto pour clavier », F. von Stele (C.B.S.).	COUTURIER CELEA, « Les quatre dernières » (J.M.S.).	COUTURIER CELEA, « Les quatre dernières » (J.M.S.).	C. LARA, « Les quatre dernières » (R.C.A.).	S. LAVILLIERS, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	C. LARA, « Les quatre dernières » (R.C.A.).	VAN MORRISON, « Les quatre dernières » (Phonogram).
4	J. S. BACH, « Variations Goldberg », G. Oud (C.B.S.).	CANTELLOUBE, « Chansons d'Alsace », F. von Stele (C.B.S.).	CAPON GALLIANO, « Les quatre dernières » (DAM).	P. MEYER, « Les quatre dernières » (DAM).	J. CLERC, « Les quatre dernières » (J.M.S.).	ARMANDE ALTAI, « Les quatre dernières » (Phonogram).	W. JACKSON, « Les quatre dernières » (C.B.S.).	SLY AND THE FAMILY STONE, « Les quatre dernières » (W.E.A.).
5	G. VERDI, « Falstaff », C. M. Giulini (D.G.G.).	SCHUBERT, « Sonate en mi mineur D 958 », R. Lape (D.G.G.).	WEATHER REPORT, « Les quatre dernières » (C.B.S.).	BORN STUFF, « Les quatre dernières » (C.B.S.).	C. COUTURE, « Les quatre dernières » (Phonogram).	L. BEAUSOIF, « Les quatre dernières » (R.C.A.).	M. FAIRFILL, « Les quatre dernières » (C.B.S.).	PHILIP GLASS, « Les quatre dernières » (C.B.S.).
6	G. MAHLER, « 9 ^e symphonie », O. von Karajan (D.G.G.).	H. DUTELLEUX, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	R. CARTER, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	BOB MINTZER, « Les quatre dernières » (D.G.G.).	J. L. GOLDMAN, « Les quatre dernières » (C.B.S.).	G. MANSET, « Les quatre dernières » (Phonogram).	P. COLLIER, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	PG BOY, « Les quatre dernières » (New West).
7	J. S. BACH, « Passion selon saint Matthieu », M. Carter (D.G.G.).	G. MAHLER, « 9 ^e symphonie », O. von Karajan (D.G.G.).	CHICK CORSA, « Les quatre dernières » (E.C.M.).	W. TUBA, « Les quatre dernières » (DAM).	F. LALANNE, « Les quatre dernières » (Phonogram).	CASTELAIN, « Les quatre dernières » (W.E.A.).	CARLOS SANTANA, « Les quatre dernières » (C.B.S.).	TEARS FOR FEARS, « Les quatre dernières » (W.E.A.).
A	J. HAYDN, « Thérèse et les autres », L. Bernasconi (C.B.S. 35839).	BILLS EVANS, « You must believe in spring » (W.E.A. 56679).	ALAIN BRICE, « Paris » (Phonogram 6313273).	G. MANSET, « Y'a une route » (P.M. 6613036).			F. GROOVIES, « Supremacy » (C.B.S. 33273).	COASTERS, « Les quatre dernières » (W.E.A. PU 583 A).
N	E. ELGAR, « Cello concerto opus 85 », D. Barenboim, J. Dapert (C.B.S. 576529).	CHICO FREEDMAN, « Spirit sensitive » (DAM, Indian Navigation 1045).						

Rock

MARC SEBERG « Marc 83 Seberg »

Qui mieux que Philippe Pascal chante en France ? Qui dit les choses comme il se doit, avec dignité et un sens du drame ? Qui possède son magnétisme, sa magie ? Simple et personnel. L'unique dans l'Hexagone, qu'on ne lui enlève pas ses frontières et que d'ailleurs les Anglo-Saxons pourraient bien lui enlever. Le présentateur, c'est de toute évidence, lui donner la vedette. Ce qu'il refuse catégoriquement. Seberg n'est pas son groupe : il est le groupe. Seberg, la nuance importante, c'est qu'il peut être Philippe Pascal ? C'est un paradoxe. Être sur le devant, s'exposer et puis se retrancher derrière les autres musiciens, derrière un nom de groupe, le jeu n'est pas sans risque. Dès qu'il était la voix, le visage, le style, et si les autres sont importants, c'est lui qu'on retenait. De

avec Marc Seberg, quels que soient les talents conjugués de Pierre Corneille à la basse, de Pierre Thomas à la guitare ou d'André (qui tenait déjà la guitare) le premier tour de Marquis de Sade), ils sont condamnés à vivre dans l'ombre. Il n'y a pas à d'illusions à se faire. On l'attendait depuis longtemps ce premier disque de Marc Seberg, la séparation de Marquis de Sade. Les formations d'Orfèvre de Sax-Pustul, Philippe Pascal, quant à lui, attendait, il se brin cynique (envers lui-même ?) « de voir les autres pour ne pas faire les mêmes ». Prendre le temps, trouver la bonne formule, des musiciens ne pas pour leur technique pour l'esprit qui anime leur jeu : un groupe dans lequel se fonde. C'est pour le concretisation sur le vinyl, le disque produit par Steve Hillage et le travail d'André, qui a su pallier, les doutes, les hésitations, les changements d'humeur de Philippe Pascal. Marc Seberg perpétue l'esprit de Marquis de Sade, un référent européen dans la culture, l'imagerie, les thèmes, la musique et le lyrisme, une musique en profondeur, avec une mélodie émouvante à la fois simple et rigueur. Tout est pesé, les poids : les guitares qui s'agrippent aux thèmes, ou les cris, les rythmiques lancinantes, les conséquences, les thèmes qui sont magistrales, poignantes. Le mot, les thèmes. On le préfère, Philippe Pascal, quand il est français (Sylvie, Jour après jour, mémoire), mais on ne lui en veut pas de chanter en anglais même si l'on sent bien que, là encore, c'est pour se cacher derrière un langage qui l'engage moins. A travers l'apnée, l'austérité de la première écoute se dégage très vite une beauté limpide et virgine dont l'importance est inter-

Marc Seberg 83 est un mélange qui confère au rock français une fierté qui lui manquait. (Virgin, 201945).

ALAIN WAIS.

Jazz

Django Reinhardt et Stéphane Grappelli : « 1949-1950 »

La musique jazz a été d'un moment de la musique classique. Les autres stridences communes, celle-ci et celle-là n'éprouvent pas de honte à avoir un passé ancien, il s'en félicite, et à le ramener. Vold Reinhardt et Grappelli de nouveau. Les amateurs de cette époque qui ne possèdent pas nécessairement les pages qui sont ici offertes, vont pouvoir les acquérir. Les plus jeunes explorateurs du jazz — pour lesquels les amis de la guitare, si nombreux aujourd'hui — trouveront à l'occasion de la découverte.

Django et Stéphane — il ne faut jamais les dissocier en ces années d'autorité — ont enregistré ensemble ont merveilleux jazziques : en 1934, pour l'Ultra-phon, en 1935, pour l'Emile, en 1938 à 1939, pour l'Emile, puis, de 1941 à 1950, pour l'Emile, puis, de 1951 à 1952, pour l'Emile, puis, de 1953 à 1954, pour l'Emile, puis, de 1955 à 1956, pour l'Emile, puis, de 1957 à 1958, pour l'Emile, puis, de 1959 à 1960, pour l'Emile, puis, de 1961 à 1962, pour l'Emile, puis, de 1963 à 1964, pour l'Emile, puis, de 1965 à 1966, pour l'Emile, puis, de 1967 à 1968, pour l'Emile, puis, de 1969 à 1970, pour l'Emile, puis, de 1971 à 1972, pour l'Emile, puis, de 1973 à 1974, pour l'Emile, puis, de 1975 à 1976, pour l'Emile, puis, de 1977 à 1978, pour l'Emile, puis, de 1979 à 1980, pour l'Emile, puis, de 1981 à 1982, pour l'Emile, puis, de 1983 à 1984, pour l'Emile, puis, de 1985 à 1986, pour l'Emile, puis, de 1987 à 1988, pour l'Emile, puis, de 1989 à 1990, pour l'Emile, puis, de 1991 à 1992, pour l'Emile, puis, de 1993 à 1994, pour l'Emile, puis, de 1995 à 1996, pour l'Emile, puis, de 1997 à 1998, pour l'Emile, puis, de 1999 à 2000, pour l'Emile, puis, de 2001 à 2002, pour l'Emile, puis, de 2003 à 2004, pour l'Emile, puis, de 2005 à 2006, pour l'Emile, puis, de 2007 à 2008, pour l'Emile, puis, de 2009 à 2010, pour l'Emile, puis, de 2011 à 2012, pour l'Emile, puis, de 2013 à 2014, pour l'Emile, puis, de 2015 à 2016, pour l'Emile, puis, de 2017 à 2018, pour l'Emile, puis, de 2019 à 2020, pour l'Emile, puis, de 2021 à 2022, pour l'Emile, puis, de 2023 à 2024, pour l'Emile, puis, de 2025 à 2026, pour l'Emile, puis, de 2027 à 2028, pour l'Emile, puis, de 2029 à 2030, pour l'Emile, puis, de 2031 à 2032, pour l'Emile, puis, de 2033 à 2034, pour l'Emile, puis, de 2035 à 2036, pour l'Emile, puis, de 2037 à 2038, pour l'Emile, puis, de 2039 à 2040, pour l'Emile, puis, de 2041 à 2042, pour l'Emile, puis, de 2043 à 2044, pour l'Emile, puis, de 2045 à 2046, pour l'Emile, puis, de 2047 à 2048, pour l'Emile, puis, de 2049 à 2050, pour l'Emile, puis, de 2051 à 2052, pour l'Emile, puis, de 2053 à 2054, pour l'Emile, puis, de 2055 à 2056, pour l'Emile, puis, de 2057 à 2058, pour l'Emile, puis, de 2059 à 2060, pour l'Emile, puis, de 2061 à 2062, pour l'Emile, puis, de 2063 à 2064, pour l'Emile, puis, de 2065 à 2066, pour l'Emile, puis, de 2067 à 2068, pour l'Emile, puis, de 2069 à 2070, pour l'Emile, puis, de 2071 à 2072, pour l'Emile, puis, de 2073 à 2074, pour l'Emile, puis, de 2075 à 2076, pour l'Emile, puis, de 2077 à 2078, pour l'Emile, puis, de 2079 à 2080, pour l'Emile, puis, de 2081 à 2082, pour l'Emile, puis, de 2083 à 2084, pour l'Emile, puis, de 2085 à 2086, pour l'Emile, puis, de 2087 à 2088, pour l'Emile, puis, de 2089 à 2090, pour l'Emile, puis, de 2091 à 2092, pour l'Emile, puis, de 2093 à 2094, pour l'Emile, puis, de 2095 à 2096, pour l'Emile, puis, de 2097 à 2098, pour l'Emile, puis, de 2099 à 2100, pour l'Emile, puis, de 2101 à 2102, pour l'Emile, puis, de 2103 à 2104, pour l'Emile, puis, de 2105 à 2106, pour l'Emile, puis, de 2107 à 2108, pour l'Emile, puis, de 2109 à 2110, pour l'Emile, puis, de 2111 à 2112, pour l'Emile, puis, de 2113 à 2114, pour l'Emile, puis, de 2115 à 2116, pour l'Emile, puis, de 2117 à 2118, pour l'Emile, puis, de 2119 à 2120, pour l'Emile, puis, de 2121 à 2122, pour l'Emile, puis, de 2123 à 2124, pour l'Emile, puis, de 2125 à 2126, pour l'Emile, puis, de 2127 à 2128, pour l'Emile, puis, de 2129 à 2130, pour l'Emile, puis, de 2131 à 2132, pour l'Emile, puis, de 2133 à 2134, pour l'Emile, puis, de 2135 à 2136, pour l'Emile, puis, de 2137 à 2138, pour l'Emile, puis, de 2139 à 2140, pour l'Emile, puis, de 2141 à 2142, pour l'Emile, puis, de 2143 à 2144, pour l'Emile, puis, de 2145 à 2146, pour l'Emile, puis, de 2147 à 2148, pour l'Emile, puis, de 2149 à 2150, pour l'Emile, puis, de 2151 à 2152, pour l'Emile, puis, de 2153 à 2154, pour l'Emile, puis, de 2155 à 2156, pour l'Emile, puis, de 2157 à 2158, pour l'Emile, puis, de 2159 à 2160, pour l'Emile, puis, de 2161 à 2162, pour l'Emile, puis, de 2163 à 2164, pour l'Emile, puis, de 2165 à 2166, pour l'Emile, puis, de 2167 à 2168, pour l'Emile, puis, de 2169 à 2170, pour l'Emile, puis, de 2171 à 2172, pour l'Emile, puis, de 2173 à 2174, pour l'Emile, puis, de 2175 à 2176, pour l'Emile, puis, de 2177 à 2178, pour l'Emile, puis, de 2179 à 2180, pour l'Emile, puis, de 2181 à 2182, pour l'Emile, puis, de 2183 à 2184, pour l'Emile, puis, de 2185 à 2186, pour l'Emile, puis, de 2187 à 2188, pour l'Emile, puis, de 2189 à 2190, pour l'Emile, puis, de 2191 à 2192, pour l'Emile, puis, de 2193 à 2194, pour l'Emile, puis, de 2195 à 2196, pour l'Emile, puis, de 2197 à 2198, pour l'Emile, puis, de 2199 à 2200, pour l'Emile, puis, de 2201 à 2202, pour l'Emile, puis, de 2203 à 2204, pour l'Emile, puis, de 2205 à 2206, pour l'Emile, puis, de 2207 à 2208, pour l'Emile, puis, de 2209 à 2210, pour l'Emile, puis, de 2211 à 2212, pour l'Emile, puis, de 2213 à 2214, pour l'Emile, puis, de 2215 à 2216, pour l'Emile, puis, de 2217 à 2218, pour l'Emile, puis, de 2219 à 2220, pour l'Emile, puis, de 2221 à 2222, pour l'Emile, puis, de 2223 à 2224, pour l'Emile, puis, de 2225 à 2226, pour l'Emile, puis, de 2227 à 2228, pour l'Emile, puis, de 2229 à 2230, pour l'Emile, puis, de 2231 à 2232, pour l'Emile, puis, de 2233 à 2234, pour l'Emile, puis, de 2235 à 2236, pour l'Emile, puis, de 2237 à 2238, pour l'Emile, puis, de 2239 à 2240, pour l'Emile, puis, de 2241 à 2242, pour l'Emile, puis, de 2243 à 2244, pour l'Emile, puis, de 2245 à 2246, pour l'Emile, puis, de 2247 à 2248, pour l'Emile, puis, de 2249 à 2250, pour l'Emile, puis, de 2251 à 2252, pour l'Emile, puis, de 2253 à 2254, pour l'Emile, puis, de 2255 à 2256, pour l'Emile, puis, de 2257 à 2258, pour l'Emile, puis, de 2259 à 2260, pour l'Emile, puis, de 2261 à 2262, pour l'Emile, puis, de 2263 à 2264, pour l'Emile, puis, de 2265 à 2266, pour l'Emile, puis, de 2267 à 2268, pour l'Emile, puis, de 2269 à 2270, pour l'Emile, puis, de 2271 à 2272, pour l'Emile, puis, de 2273 à 2274, pour l'Emile, puis, de 2275 à 2276, pour l'Emile, puis, de 2277 à 2278, pour l'Emile, puis, de 2279 à 2280, pour l'Emile, puis, de 2281 à 2282, pour l'Emile, puis, de 2283 à 2284, pour l'Emile, puis, de 2285 à 2286, pour l'Emile, puis, de 2287 à 2288, pour l'Emile, puis, de 2289 à 2290, pour l'Emile, puis, de 2291 à 2292, pour l'Emile, puis, de 2293 à 2294, pour l'Emile, puis, de 2295 à 2296, pour l'Emile, puis, de 2297 à 2298, pour l'Emile, puis, de 2299 à 2300, pour l'Emile, puis, de 2301 à 2302, pour l'Emile, puis, de 2303 à 2304, pour l'Emile, puis, de 2305 à 2306, pour l'Emile, puis, de 2307 à 2308, pour l'Emile, puis, de 2309 à 2310, pour l'Emile, puis, de 2311 à 2312, pour l'Emile, puis, de 2313 à 2314, pour l'Emile, puis, de 2315 à 2316, pour l'Emile, puis, de 2317 à 2318, pour l'Emile, puis, de 2319 à 2320, pour l'Emile, puis, de 2321 à 2322, pour l'Emile, puis, de 2323 à 2324, pour l'Emile, puis, de 2325 à 2326, pour l'Emile, puis, de 2327 à 2328, pour l'Emile, puis, de 2329 à 2330, pour l'Emile, puis, de 2331 à 2332, pour l'Emile, puis, de 2333 à 2334, pour l'Emile, puis, de 2335 à 2336, pour l'Emile, puis, de 2337 à 2338, pour l'Emile, puis, de 2339 à 2340, pour l'Emile, puis, de 2341 à 2342, pour l'Emile, puis, de 2343 à 2344, pour l'Emile, puis, de 2345 à 2346, pour l'Emile, puis, de 2347 à 2348, pour l'Emile, puis, de 2349 à 2350, pour l'Emile, puis, de 2351 à 2352, pour l'Emile, puis, de 2353 à 2354, pour l'Emile, puis, de 2355 à 2356, pour l'Emile, puis, de 2357 à 2358, pour l'Emile, puis, de 2359 à 2360, pour l'Emile, puis, de 2361 à 2362, pour l'Emile, puis, de 2363 à 2364, pour l'Emile, puis, de 2365 à 2366, pour l'Emile, puis, de 2367 à 2368, pour l'Emile, puis, de 2369 à 2370, pour l'Emile, puis, de 2371 à 2372, pour l'Emile, puis, de 2373 à 2374, pour l'Emile, puis, de 2375 à 2376, pour l'Emile, puis, de 2377 à 2378, pour l'Emile, puis, de 2379 à 2380, pour l'Emile, puis, de 2381 à 2382, pour l'Emile, puis, de 2383 à 2384, pour l'Emile, puis, de 2385 à 2386, pour l'Emile, puis, de 2387 à 2388, pour l'Emile, puis, de 2389 à 2390, pour l'Emile, puis, de 2391 à 2392, pour l'Emile, puis, de 2393 à 2394, pour l'Emile, puis, de 2395 à 2396, pour l'Emile, puis, de 2397 à 2398, pour l'Emile, puis, de 2399 à 2400, pour l'Emile, puis, de 2401 à 2402, pour l'Emile, puis, de 2403 à 2404, pour l'Emile, puis, de 2405 à 2406, pour l'Emile, puis, de 2407 à 2408, pour l'Emile, puis, de 2409 à 2410, pour l'Emile, puis, de 2411 à 2412, pour l'Emile, puis, de 2413 à 2414, pour l'Emile, puis, de 2415 à 2416, pour l'Emile, puis, de 2417 à 2418, pour l'Emile, puis, de 2419 à 2420, pour l'Emile, puis, de 2421 à 2422, pour l'Emile, puis, de 2423 à 2424, pour l'Emile, puis, de 2425 à 2426, pour l'Emile, puis, de 2427 à 2428, pour l'Emile, puis, de 2429 à 2430, pour l'Emile, puis, de 2431 à 2432, pour l'Emile, puis, de 2433 à 2434, pour l'Emile, puis, de 2435 à 2436, pour l'Emile, puis, de 2437 à 2438, pour l'Emile, puis, de 2439 à 2440, pour l'Emile, puis, de 2441 à 2442, pour l'Emile, puis, de 2443 à 2444, pour l'Emile, puis, de 2445 à 2446, pour l'Emile, puis, de 2447 à 2448, pour l'Emile, puis, de 2449 à 2450, pour l'Emile, puis, de 2451 à 2452, pour l'Emile, puis, de 2453 à 2454, pour l'Emile, puis, de 2455 à 2456, pour l'Emile, puis, de 2457 à 2458, pour l'Emile, puis, de 2459 à 2460, pour l'Emile, puis, de 2461 à 2462, pour l'Emile, puis, de 2463 à 2464, pour l'Emile, puis, de 2465 à 2466, pour l'Emile, puis, de 2467 à 2468, pour l'Emile, puis, de 2469 à 2470, pour l'Emile, puis, de 2471 à 2472, pour l'Emile, puis, de 2473 à 2474, pour l'Emile, puis, de 2475 à 2476, pour l'Emile, puis, de 2477 à 2478, pour l'Emile, puis, de 2479 à 2480, pour l'Emile, puis, de 2481 à 2482, pour l'Emile, puis, de 2483 à 2484, pour l'Emile, puis, de 2485 à 2486, pour l'Emile, puis, de 2487 à 2488, pour l'Emile, puis, de 2489 à 2490, pour l'Emile, puis, de 2491 à 2492, pour l'Emile, puis, de 2493 à 2494, pour l'Emile, puis, de 2495 à 2496, pour l'Emile, puis, de 2497 à 2498, pour l'Emile, puis, de 2499 à 2500, pour l'Emile, puis, de 2501 à 2502, pour l'Emile, puis, de 2503 à 2504, pour l'Emile, puis, de 2505 à 2506, pour l'Emile, puis, de 2507 à 2508, pour l'Emile, puis, de 2509 à 2510, pour l'Emile, puis, de 2511 à 2512, pour l'Emile, puis, de 2513 à 2514, pour l'Emile, puis, de 2515 à 2516, pour l'Emile, puis, de 2517 à 2518, pour l'Emile, puis, de 2519 à 2520, pour l'Emile, puis, de 2521 à 2522, pour l'Emile, puis, de 2523 à 2524, pour l'Emile, puis, de 2525 à 2526, pour l'Emile, puis, de 2527 à 2528, pour l'Emile, puis, de 2529 à 2530, pour l'Emile, puis, de 2531 à 2532, pour l'Emile, puis, de 2533 à 2534, pour l'Emile, puis, de 2535 à 2536, pour l'Emile, puis, de 2537 à 2538, pour l'Emile, puis, de 2539 à 2540, pour l'Emile, puis, de 2541 à 2542, pour l'Emile, puis, de 2543 à 2544, pour l'Emile, puis, de 2545 à 2546, pour l'Emile, puis, de 2547 à 2548, pour l'Emile, puis, de 2549 à 2550, pour l'Emile, puis, de 2551 à 2552, pour l'Emile, puis, de 2553 à 2554, pour l'Emile, puis, de 2555 à 2556, pour l'Emile, puis, de 2557 à 2558, pour l'Emile, puis, de 2559 à 2560, pour l'Emile, puis, de 2561 à 2562, pour l'Emile, puis, de 2563 à 2564, pour l'Emile, puis, de 2565 à 2566, pour l'Emile, puis, de 2567 à 2568, pour l'Emile, puis, de 2569 à 2570, pour l'Emile, puis, de 2571 à 2572, pour l'Emile, puis, de 2573 à 2574, pour l'Emile, puis, de 2575 à 2576, pour l'Emile, puis, de 2577 à 2578, pour l'Emile, puis, de 2579 à 2580, pour l'Emile, puis, de 2581 à 2582, pour l'Emile, puis, de 2583 à 2584, pour l'Emile, puis, de 2585 à 2586, pour l'Emile, puis, de 2587 à 2588, pour l'Emile, puis, de 2589 à 2590, pour l'Emile, puis, de 2591 à 2592, pour l'Emile, puis, de 2593 à 2594, pour l'Emile, puis, de 2595 à 2596, pour l'Emile, puis, de 2597 à 2598, pour l'Emile, puis, de 2599 à 2600, pour l'Emile, puis, de 2601 à 2602, pour l'Emile, puis, de 2603 à 2604, pour l'Emile,



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

ENTRETIEN

Alexis Jacquemin et le défi de la désindustrialisation

Professeur d'économie à l'université de Louvain-la-Neuve, Alexis Jacquemin estime que l'un des aspects les plus inquiétants de la crise économique est la désindustrialisation des pays développés.

DOCTEUR en droit et en science économique, diplômé de l'université de Berkeley, Alexis Jacquemin a été professeur dans de nombreuses universités américaines, canadiennes et françaises, puis directeur du cabinet du ministre belge de la politique scientifique.

Auteur de plusieurs ouvrages économiques, dont *Économie industrielle européenne* (1), il est actuellement directeur du centre de recherches interdisciplinaires « Droit et Économie Industrielle » à l'université catholique de Louvain-la-Neuve. Ses travaux portent plus particulièrement sur les problèmes de concurrence, d'économie industrielle, d'échanges et de transferts de technologie internationaux, avec une approche tentant de concilier les analyses économique et juridique des phénomènes.

« La crise économique, par son ampleur et sa durée, semble défier la capacité des politiques économiques à offrir des alternatives satisfaisantes. Présente-t-elle selon vous un caractère dominant ?

« La crise présente des aspects multiformes. Mais la problématique à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est essentiellement liée à une capacité d'adaptation : c'est la question de savoir comment nos pays sont capables de réagir à des changements extrêmement rapides, imposés tant par la concurrence internationale que par les modifications de nos habitudes de vie. Avec nos grands ensembles industriels, et compte tenu de la rigidité croissante que l'on constate sur le plan économique et social au nom des « droits acquis », mais aussi sur le plan politique et même mental, sommes-nous encore capables de nous adapter ? Avons-nous conservé la

flexibilité, la mobilité, la rapidité de réaction nécessaire ? Et quel peut être le coût tolérable de ces ajustements ? Telles sont, je crois, les questions essentielles que nous devons poser.

« Cette crise se traduit essentiellement par l'inflation et surtout le chômage. Mais ce dernier résulte pour vous en grande partie d'un autre phénomène explicatif de la crise : la désindustrialisation des économies occidentales, et surtout européennes. Quelle est la nature de ce phénomène ?

« Le concept de « désindustrialisation » (2), tel qu'il a été élaboré au départ par l'école de Cambridge, en Grande-Bretagne, partait d'un constat : celui de la chute du poids de l'industrie dans l'activité économique globale, au profit des activités de service. Une évolution tend ainsi à se dessiner, nous faisant passer d'un type de société dans lequel l'industrie était la principale source de création de richesses à une société post-industrielle au sens de Fourastié ou de Bell. Ce qui pose, bien sûr, le problème politique d'accepter ou non cette évolution.

La dangereuse hypertrophie des services

« Quelle est la norme en la matière ? Peut-on dire que, dans telle société, l'industrie a un poids trop grand ou pas assez grand ?

« Il est impossible de dire qu'il y a une proportion optimale de l'activité industrielle au sein d'une économie. Mais, si l'on poursuit la tendance à l'hypertrophie des services, une série de problèmes graves vont se poser : pressions inflationnistes, ce secteur bénéficiant généralement de gains de productivité moins importants ; tensions financières, les investissements risquant de se détourner de l'activité productive ; dynamisme général de l'économie compromis ; enfin, il ne faut pas oublier que, les services suivant l'industrie, l'interdépendance est très forte. L'exemple du Japon, qui est en train de devenir la première place financière du monde — suivant ainsi le développement de son industrie — en est l'illustration.

« N'y a-t-il pas aussi un problème d'indépendance nationale ?

« Jusqu'à un certain point, pour des productions considérées comme critiques : défense nationale, filière informatique, alimentation, par exemple. Mais il s'agit là d'un problème d'autonomie dont la solution peut être trouvée autrement que sur un plan strictement national : par exemple dans une zone géographique plus vaste comme la C.E.E. De toute façon, l'argument ne peut être généralisé sous peine de retomber dans l'utopie autarcique, avec tout ce que cela comporte de dommageable.

« Quelle est la réalité de la désindustrialisation en Europe aujourd'hui et quelles peuvent en être les conséquences à court et moyen terme ?

« L'emploi industriel est en train de décroître dans tous les pays européens, l'Italie exceptée. Or l'emploi créé dans les services est loin d'avoir compensé ce mouvement. De plus, la multiplication de services publics très peu exportables — pour ne pas dire pas du tout — et de services de type marchand difficilement exportables par nature risque de conduire certains de ces pays à un cercle vicieux de dépendance et de déficits extérieurs accrus.

« Or seuls les gains de productivité permettent à une économie de fonctionner, de maintenir ses services publics, de sauvegarder la qualité de vie. Et ces gains de productivité ne peuvent venir que de la partie marchande de l'économie. Vous n'aurez de quoi faire fonctionner la partie non marchande de l'économie que si la partie marchande dégage un surplus suffisant.

« Dès lors, la désindustrialisation, combinée au risque de protectionnisme qu'elle contribue elle-même à alimenter, risque d'amener à des points de rupture. Nous arrivons déjà dans certains pays : on se rend compte qu'on n'est plus capable de supporter les charges de sécurité sociale d'assurer une éducation de qualité, de payer des pensions décentes.

Le syndrome du « père protecteur »

« N'y a-t-il pas pourtant, notamment en France, un appel important à la prise en charge par l'État d'un nom-

bre croissant de prestations ? Cette demande est en contradiction avec le développement du secteur marchand.

« Il y a un mouvement puissant en Europe, France y compris, avec la loi sur la décentralisation, qui comprend que, pour assurer de façon adéquate l'ensemble des services qualitatifs, il faut se placer au niveau des collectivités et des communautés locales, et non à celui de l'État central.

« Plus fondamentalement, je crois que l'attitude actuelle de la population peut s'expliquer par une sorte de syndrome du « père protecteur ». En période de crise, on recherche la protection. On la recherche d'autant plus que le processus d'ajustement des économies aux chocs est incertain et que, par conséquent, tout le monde ne paye pas le même prix pour l'adaptation nécessaire : il y a des régions plus éprouvées que d'autres. On ne peut demander aux gens d'accepter plus facilement de prendre des risques, sans qu'une réelle volonté de justice distributive se soit manifestée dans ce domaine.

« Dans le cas français, la structure de la société ne vous semble-t-elle pas exercer une influence décisive sur la façon dont cet ajustement s'opère ?

« Pour un observateur extérieur, ce qui est frappant dans le cas de la société française, par contraste avec la société allemande, suisse, voire — mais c'est en train de craquer — belge, c'est sa polarisation politique. Le concept droit-gauche est si net que les affrontements sont constants et le consensus introuvable. On en arrive à une situation figée, où la méfiance réciproque et le refus de ce que l'autre accomplit me font penser à ce qui s'est passé un certain temps en Grande-Bretagne : nationalisations, dénationalisations, renationalisations, redénationalisations, se succédaient selon les gouvernements, ce qui revenait en pratique à détruire toute l'efficacité du système productif britannique. Je crois que c'est l'un des gros dangers de la société française.

BERNARD SPITZ.

(Lire la suite page XIV.)

(1) *Économie industrielle européenne. Structures de marché et stratégies d'entreprise* (Dunod).

(2) Cf. « Le phénomène de la désindustrialisation et la Communauté européenne » dans la *Revue économique*, novembre 1979.

ENTRETIEN

Alexis Jacquemin

(Suite de la page XIII.)

« Le second réside, à mon sens, quel que soit d'ailleurs le groupe au pouvoir, dans la tentation permanente de collusion entre les pouvoirs publics et certains pouvoirs privés ou nationalistes importants ; bref en un néo-corporatisme qui, dans une perspective de reconquête du marché intérieur, conduirait à une protection par l'Etat de ses champions nationaux. Ce danger n'existe pas qu'en France. Tous les pays s'y livrent plus ou moins, y compris la vertueuse Allemagne, toujours prompte à se draper dans des considérations sur la nécessité d'un libéralisme intégral, mais qui applique, dans le seul secteur des produits d'alimentation, quelque deux cents lois, règlements et directives diverses.

Les socialistes et les nationalisations

« L'ajustement du système productif à la situation internationale est l'un des objectifs essentiels de toute politique industrielle. Que pensez-vous de la politique menée en France depuis deux ans dans ce domaine, par comparaison avec ce qui se fait dans d'autres pays, l'Allemagne par exemple, qui n'a pas de ministère de l'Industrie ?

« Je ne crois pas qu'il existe un modèle de politique industrielle — comme il n'existe plus, d'ailleurs, de modèle économique. On a parlé à une certaine époque du modèle suédois. Il s'est écroulé. Le dernier en date, c'était le modèle autrichien. Mais les déficits effroyables de ses grandes sociétés natio-

nales ont remis les choses en place. Il faut donc se faire à l'idée que cette sécurisante notion de « modèle » n'existe plus.

« Ensuite, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de ministère de l'Industrie en Allemagne qu'il n'y a pas de politique industrielle. En réalité, il y a une politique relativement interventionniste dans à peu près tous les pays européens, que ce soit pour améliorer l'environnement des entreprises ou pour favoriser les investissements.

« Quant aux choix français, notamment en matière de nationalisations, dire : « on nationalise pour nationaliser » ou : « on nationalise parce qu'on est socialistes », relève d'une conception archaïque.

« Le gouvernement socialiste n'a pas justifié officiellement les nationalisations en ces termes. Il a plutôt insisté sur le « caractère entraînant », pour l'économie, de la nécessité de s'opposer à la position de monopoles de certaines entreprises et sur le refus d'une certaine logique capitaliste conduisant notamment à des suppressions d'emplois.

« Vous additionnez là beaucoup d'arguments différents. Je ne dis pas que les socialistes ont nationalisé uniquement pour le principe, mais simplement que l'argument selon lequel la nationalisation s'impose parce qu'un pouvoir socialiste s'installe est toujours faux et archaïque. Cela étant, je sais qu'on n'a pas présenté cela comme la justification de base.

« Je ne crois pas davantage à l'argument du monopole : avec la concurrence internationale actuelle, c'est une illusion de croire que ces grands groupes occi-

dent une position de monopole. Il suffit de voir leurs difficultés sur les marchés extérieurs pour s'en convaincre.

« Je crois en revanche beaucoup plus à l'argumentation qui a été évoquée par certains socialistes en France, et qui reproche à ces groupes de n'avoir pas respecté leur propre logique capitaliste : en préférant fonder leur développement sur les considérations d'ordre financier ou familial, sur des relations de personnes, plutôt qu'à travers une logique industrielle. Peut-être alors que les nationalisations permettront de retrouver une démarche rationnelle et industrielle, d'ailleurs toujours fondée — quoi qu'on en dise — sur une logique de profit, puisque c'est celle qui prévaut sur le marché international. Mais il n'est pas dit que cela va réussir. Il n'est pas dit non plus que ne vont pas se manifester d'autres types de lobbies et de groupes de pression, cette fois internes aux pouvoirs publics.

« A quoi ou à qui pensez-vous en disant cela ?

« Je pense, par exemple, au fait qu'il y a des corps différents, que les formations ne sont pas les mêmes, que d'un ministère à l'autre l'entente n'est pas nécessairement tout à fait cordiale. En somme des conflits de compétence peuvent se dessiner entre ministères et responsables politiques, exactement comme auparavant il y avait des conflits de territoire entre responsables du privé. Ce qui est tout aussi préjudiciable pour la mise en œuvre d'une logique industrielle. Cela rejoint les conclusions des études que j'avais faites avec le professeur Encasus ; nous avions pu observer que la présence de grands groupes français

dans certains secteurs plaide que d'autres répondent aux caractéristiques organisationnelles de ces secteurs (3).

« Quel jugement portez-vous sur la manière dont les grands pays industrialisés tentent de relever le défi de la désindustrialisation ?

« Du point de vue de la vitesse d'ajustement, le contraste est encore malheureusement assez net entre l'Europe et les États-Unis, où l'on observe un recentrage rapide des ressources vers les secteurs nouveaux, au Texas et en Californie notamment. Mais le coût social accepté en contrepartie de cette mobilité est effroyablement lourd. Des poches de pauvreté quasiment irréversibles se forment peu à peu. On retrouve là l'idée, développée naguère par Frish et par le grand historien français Fernand Braudel, de centre et de périphérie. A l'origine, l'idée était que les pays industriels constituaient le centre, et les pays en voie de développement la périphérie. Mais à l'heure actuelle on se rend compte qu'il y a au centre et une périphérie dans toutes les grandes nations : un centre industriel dynamique, et une périphérie en voie de sous-développement posant des problèmes qui risquent de devenir très explosifs. »

BERNARD SPITZ.

(3) « Organizational Efficiency and Monopoly Power : the case of French Industrial Groups », par D. Encasus et A. Jacquemin, dans l'« European Economic Review », n° 1, 1962.

DERIVES

JEAN DUVIGNAUD (sociologue) Il faut pouvoir rire de tout

« For rière on rière du fou, rière jaune ou comme une baine, beaucoup d'images sont associées à ce rière provocateur et libérateur à la fois. Or, lorsqu'on cesse de rière de soi, ce sont les autres qui se mettent à rière de vous... »

« Le rière est toujours plus ou moins subversif : on casse quelque chose en riant. Et c'est précisément la force de l'homme de pouvoir remettre en cause le monde dans lequel il est enfoncé, sinon nous serions condamnés à vivre toujours dans un monde figé, et nous ne serions que des abeilles ou des fourmis. Or, nous sommes précisément capables de rière. C'est Genet qui disait qu'il aime bien les Grecs, puisqu'ils se mettaient à rière de leurs dieux, donc du sacré ; c'est, en effet, une qualité très profonde qui caractérise certains peuples. Je crois que le rière permet de se délivrer de tout ce qui existait avant soi. Il faut donc pouvoir rière des mots, des lois, des sacrés, bref de tout ce qui nous est imposé.

« Le rière serait le pouvoir subversif par excellence ?

« Le rière est, en effet, une force de subversion : d'ailleurs les grandes dictatures sont toujours — terriblement — sérieuses. Regardez la tête de Pinochet ou de Staline, ils ont un regard d'une effrayante gravité et ils ne tolèrent aucun rière, personne dans leur entourage ne rit, car, si quelqu'un osait rière, il risquerait de démolir quelque chose. Or, ils ont peut-être de l'humour — qui n'est pas exclu de l'exercice du pouvoir, même totalitaire — mais ils n'ont pas le rière, qui, lui, est anarchiste.

« Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos, abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces brèves dérives de la conversation, qui font la matière de cette série d'entretiens.

« Où situeriez-vous la frontière entre l'homme ayant de l'humour — se moquant des autres — et celui qui a le rière — sachant se moquer de lui-même ?

« Lorsqu'on rit de soi, on rit forcément aussi des autres. Prenez Charlie Chaplin : son génie réside précisément dans sa capacité de rière à la fois de lui-même et des autres. La dérision permet de casser le lien trop solide qui existe entre le rôle dans lequel on est enfoncé et le statut qu'on vous accorde. J'aimerais bien voir un juge rière au moment où il condamne quelqu'un, mais ce n'est jamais le cas. Lorsque Aristote affirmait que « le rière est le propre de l'homme », c'est plus vrai encore qu'on ne peut l'imaginer : le rière est vraiment cette force qui secoue, qui ébranle le corps, une sorte d'éruption volcanique, une catastrophe intérieure. Le rière est donc par définition matérialiste, il est la matière en ébullition, en mouvement, d'où peut gormer l'apparence de l'esprit.

« Serait-ce à cause de cela que le « fou du roi » avait recours à cette force décapante du rière pour profiter des vérités les plus sanglantes ?

« Dans leur grande sagesse, les sociétés dites archaïques avaient très bien compris l'exercice solitaire du pouvoir exclusif du rière et qu'au contraire le rière, lorsqu'il accompagne le pouvoir, permet de le mesurer, de le relativiser. Les rois des vieilles sociétés africaines, comme les souverains mérovingiens et carolingiens, avaient leurs bouffons, qui se moquaient d'eux, les obligeant à rière de leur propre situation. Le « fou du roi » s'est institutionnalisé, devenant presque une sorte de profession. Lorsque le pouvoir accepte le rière, c'est qu'il est déjà beaucoup moins dictatorial et dominant que les pouvoirs abstraits qui nous dominent ; on aurait bien aimé voir nos dirigeants rière d'eux-mêmes...

« On a l'impression, précisément, que plus nos politiciens deviennent des technocrates, moins le rière demeure sur la scène politique... »

« Nietzsche remarquait déjà que les hommes politiques ne savaient pas rière, tandis qu'il songeait au grand rière qui ferait éclater le cosmos, et dont il voyait une sorte de germination métaphysique, car il pensait que le rière était une force dionysiaque. Dans la mesure où le rière évoquait ce que l'homme pouvait être en dehors du calme rationnel de l'ordre, il pouvait à la fois mettre en question cet ordre et replacer l'homme dans une situation nouvelle.

« Nietzsche soutenait que les grandes idées non seulement viennent au monde sur des pattes de colombe — c'est-à-dire en silence — mais prennent — souvent — la forme d'une grande rigolade, car une idée sérieuse dite sérieusement n'est qu'une idée sérieuse, tandis que les grandes idées qui germent grâce au rière vont beaucoup plus loin... Les civilisations ont tout intérêt à s'ouvrir à ce qui les rend dérisoires, car une civilisation qui se prend au sérieux est en train de mourir.

« Notre civilisation, par sa philosophie chrétienne et sa survalorisation de la raison, n'est-elle pas déjà allée trop loin dans sa dérision de la dérision ?

« Chez les Grecs, on pouvait représenter les dieux ivres et en train de rière aux éclats, et même dans la Bible Loth est en plein délire. Tandis qu'à partir du christianisme on ne rit plus parce que nous sommes dominés par le péché originel, et tout ce que nous faisons ne peut que se retourner contre nous. Le rière signifie pratiquement insulter l'incarnation. Vous avez beaucoup de sociétés qui ont porté la dérision jusqu'au sacré — en Thaïlande, le théâtre Liké se paie la tête des représentations sacrées — parce que la dérision rend le sacré inopérant, inexistant. Ce qui a empêché les Grecs d'être monothéistes, c'est qu'ils ont su rière de leurs dieux. Nous sommes restés jusqu'au dix-neuvième siècle chrétiens et dogmatiques, précisément parce que nous ne savions jamais rière de nos dieux.

« Notre impossibilité de rière de nos dieux et l'effacement du rière de la scène politique ont-ils pu contribuer à l'aliénation actuelle ?

« A partir du moment où vous pensez que l'histoire est aussi sérieuse que le monothéisme divin, qu'il existe un esprit du temps, on ne peut plus rière de l'histoire, donc de la politique, puisqu'elle est sérieuse. Or, l'histoire n'étant pas sérieuse, nous devrions justement en rière, de la même façon que d'autres sociétés savaient rière de leurs dieux. Mais nous respectons beaucoup trop ce que nous croyons être l'inévitable destin qui pèse sur nous ; c'est peut-être justement parce qu'il est inévitable qu'il vaudrait mieux en rière.

« Le rière est bien le propre de l'homme, c'est la chose la plus humaine de l'homme ; les animaux ne savent pas rière. Peut-être rions-nous aussi parce que nous sommes la seule espèce qui sait qu'elle va mourir. »

GUITTA PESSIS PASTERNAK.

POÉSIE

JACQUES DARRAS

Jacques Darras est né en 1939. Il dirige la revue *Le Hui* (aujourd'hui en langue picarde). Il a traduit William Carlos Williams, Ezra Pound, David Antin... Il a notamment publié *Courad and the west* (Macmillan), *le Maye* (Le Hui) et *Catch as catch can* (photographies au quotidien). Cette poésie veut emprunter son rythme au jazz, au sport, à la souplesse américaine. Ses juxtapositions sont des montages qui veulent faire sauter les images.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Hortillons

« il faut douze personnes pour faire un bateau »
j'écoute le monde et je le gouverne
la liquidité des phrases est troublante
celui qui parle n'est pas un Viking
celui qui parle n'est pas un prophète de la Bible
le contact de l'eau suscite les vocations
je suis un mauvais apôtre
je demande à cette grande perche hirsute si je peux me dissocier
je tiens à mon déluge personnel
je veux mon arche familiale
je veux mon eau réveuse
il faudra payer
il faut payer en conséquence
nous serons les patrons de la pagaie
nous serons les hurons de l'eau maraîchère
le paradis est végétal
il pleut des saules
les lattes se suivent et se ressemblent
nous avançons dans un cimetière
la mort jardine
la mort est une touffe de joncs d'où dépasse une canne
je dévise l'eau, à part
je suis la balance du mouvement
j'avance une rière sous chaque bras
nous retardons
l'heure de la tourbe approche
la cathédrale est une grande barque noire à cornes
la cathédrale est une barque par reflet de l'eau dans le ciel
il faut douze apôtres pour faire une cathédrale
celui qui parle n'est pas le guide des rieurs
celui qui parle n'est pas l'hortillon
celui qui parle est le maître de la parole
il use de la surface de l'eau comme d'une lame
il coupe les racines du reflet avec le fer de l'eau
il offre les aires de la parole avec l'eau des rieurs
le marché sur l'eau était une parabole vive
la terre venait en marchant jusqu'aux portes de Dieu
l'abondance venait en marchant sur l'eau
l'abondance recevait son reflet dans la bénédiction de Dieu
l'abondance était Dieu
Dieu était végétal
nous ne sommes pas du reflet
nous sommes du mouvement
nous venons nous détendre dans les rieurs
nous cueillons le passé à fleur de rames
nous venons planter la ville dominicalement dans l'eau
nous nous perdons liquidiement au parcelloire
John Ruskin se nourrissait encore de références
ce serait la Venise du Nord, disait-il
John Ruskin jouait aux villes
John Ruskin jouait à l'échange des villes
John Ruskin était le stratège du reflet
je suis la nef
je suis la barque
je suis le mouvement communal
je suis le repos du seigneur
je ne farderais pas sans permission
je ne toucherais pas au massif de nénuphars
je suis l'histoire en marche
j'avance à vitesse réglementaire
je sortirai du paradis dans trois quarts d'heure
je rendrai ma pagaie

LANGAGE

Adroites adresses

QUI le premier, dans les années 1880, eut l'idée de faire de la banale adresse d'une lettre, à la fois, un jeu poétique savant, une joie pour le destinataire, et pour le méritant messager de ces œuvres postales, une énigme à vite et bien percer ? Mallarmé, cela est à peu près certain. Le premier, et sinon le seul, au moins le plus fécond en cette sorte de vers de circonstance.

La toute récente et magistrale édition critique de ses *Poésies*, par les soins de Carl-Paul Barbier et de Gordon C. Millan, chez Flammarion (1), nous en livre, non pour la première fois (2) mais avec tous leurs tenants, aboutissants, remords et retouches, le texte des cent trente-cinq quatrains-adresses qui nous sont parvenus.

Cent trente-cinq, ce n'est pas peu, surtout pour une période relativement courte de la vie du poète : sept ans, huit tout au plus, de 1886 à 1893. Cette année-là, Mallarmé lui-même réunit à peu près cent de ces quatrains, les retouche et les prépare pour une édition qui ne se fera pas sous cette forme. En définitive, vingt-sept seulement des *Récrations postales* paraîtront en décembre 1894, et dans... *The Chap-Book* de Chicago, États-Unis ! Une menue pièce à verser au dossier de l'inculture américaine.

Avec cette publication, si partielle qu'elle fût, prend fin l'activité postico-postale du maître. Des tâches plus nobles le requièrent. Sans doute aussi juge-t-il que ces amusements ne sont plus des cinquante ans de son âge ? Plus probablement, le projet de les éditer, peut-être conçu de bonne heure, avait-il été pour beaucoup dans le goût de les écrire.

Et l'idée ? Elle en vint à Mallarmé (écrit-il lui-même dans la préface à la publication de Chicago) « à cause d'un rapport évident entre le format des enveloppes et la disposition d'un quatrain — par pur sentiment esthétique ». On peut cependant douter que ce rapport, nullement évident n'en déplaise aux mines du poète, entre l'enveloppe et quatre vers toujours de huit syllabes ait suffi à les faire naître. Pas davantage le plaisir (ambigu) de « poser des énigmes aux

facteurs », comme paraissent le penser Barbier et Millan.

Non. Plus simplement, Mallarmé eut de très bonne heure et conserva toujours le goût éminemment français de ces *Kleinigkeiten* (3) pour lesquelles paraît avoir été créé notre octosyllabe. En témoignent dès 1861 (il a dix-neuf ans) la pièce dédiée *A un poète immoral* (p. 104 de la même édition citée), et bien d'autres. S'ajoutait à ce goût, dans le cas qui nous occupe, le piment d'une stricte contrainte : le nom du destinataire et celui de la rue, au moins. D'où l'impression de bouts-rimés (mais par quel virtuose !) que donnent tels de ces quatrains.

Ainsi le suivant, sans doute de l'hiver 1886-1887 :

Dans sa douillette d'astrakan
Sans qu'un vent coulis le jalouse
Monsieur François Coppée à Caen
Rue, or c'est des Chanoines, douze.

Et encore, deux autres, et des mêmes mois, ce qui donne à supposer que Mallarmé médita ses premiers quatrains-adresses non pour des amis, mais pour ses pairs, et peut-être avec quelque intention provocatrice, à laquelle ils ne répondirent d'ailleurs pas. L'un est adressé à Verlaine :

Je lance mon pied vers l'aine
Facteur, si tu ne vas où c'est
Que rêve mon ami Verlaine,
Ru' Didot, Hôpital Broussais.

Le pauvre Lélian y gît en effet depuis le 5 novembre 1886, pour un premier séjour. L'autre à Villiers de l'Isle-Adam :

Monsieur le comte de Villiers
De l'Isle-Adam : qu'on serait aise
D'avoir parmi ses familiers.
A Paris, place Clichy, seize.

Deux ou trois encore, peut-être un peu plus tardifs, et toujours à des confrères en littérature. La verve acrobate de Mallarmé s'y donne libre cours pour fournir une rime au numéro des rues :

Poètes, race disparue
Victor Marguerite, l'un d'eux
Il loge chez sa maman, rue
Bellechasse, quarante-deux.

Voilà, en somme, il n'importe

Par le tram, le coche ou le bac
Rue, et 2, Gounod à la porte
De notre Georges Rodenbach.

Rue, as-tu peur ! de Sèvres onze
Subtil logis où rappliqua
Satan tout haut traité de gorze
Par Huysmans qu'il nomme J.K.

Comprendre Joris-Karl (Huysmans), qui signait de ces initiales et dont la sulfureuse réputation, après la publication d'*En rade* (1887), n'est plus à faire. A côté des poètes, musiciens et peintres. A Claude Monet :

Monsieur Monet que l'hiver ni
L'été, sa vision ne leurre
Habite, en peignant, Giverny
Sis auprès de Vernon, dans l'Eure.

A Ernest Chausson, son presque voisin dans le haut quartier de Saint-Lazare :

Arrête-toi, porteur, au son
Gémi par les violoncelles,
C'est chez Monsieur Ernest

[Chausson,

22 boulevard de Courcelles.

Et trois derniers, à regret mais les

ciseaux menacent, à des dames :

A Madame Durand je baise
La main. Vite facteur debout
Qu'on le dise au soixante-seize
Rue aux maisons hautes Talibout.

Nancy, facteur. Nous nous plaisons
A l'envoyer chez Adolphe
Godfrin, faubourg des Trois-
[Maisons,

Que reconvre la neige fine.

Rue, ô jeux ! de la Barouillère
Huit, Gabrielle Wrotnowska
Emplit une antique volière
De son rire d'harmonica.

Et voilà ! Pour les, fort précisément, cent vingt-quatre autres adroites adresses de Mallarmé, la lectrice et le lecteur que chatouille la curiosité se reporteront à quelques-unes des éditions mentionnées. D'autres poètes, nous ne connaissons pour notre part que fort peu de ces jeux, dont ces deux de Pierre

Louys à Paul Valéry, méritent d'être lus. Ils sont, croyons-nous, de l'année 1901 ou 1902 :

Facteur charmant, petit chéri,
Porte vite ce poulet jaune
A Paul-Ambroise Valéry,
Trois, via, rue ou street de Beaune.

Au seigneur Valéry, poète et maestro,
Veuillez offrir ce bleu gravé d'encre
[amarante,
Courez. Sa rue a nom Villejust,
[numéro Quarante.

Si parfait poète que soit Louys en

mainte occasion, ses adresses sont loin d'égaler celles du maître. Celui-ci notait élogieusement que « pas une de ces lettres n'a manqué son destinataire ». Qu'en serait-il aujourd'hui ?

On ne saurait faire grief à nos trieurs, routeurs, facteurs et factrices, harassés d'un courrier toujours croissant, de s'en tenir aux lettres dûment « adressées », avec Cedex, code postal et tout et tout, plutôt que d'élucider des exercices poétiques. Le procédé est donc à déconseiller s'il s'agit d'envoyer en catastrophe à son percepteur le prochain tiers provisionnel. Pour le reste, et en tout cas pour la correspondance amoureuse, faisons confiance, comme le faisait voici cent ans Stéphane Mallarmé, à la sagacité et à la gentillesse de nos « postaux » et « postales ». Mais n'en abusons pas ! ■

JACQUES CELLARD.

(1) Stéphane Mallarmé, *Œuvres complètes*, 1. *Poésies*, un fort volume de 794 pages, Flammarion éditeur (avec le concours du Centre national des lettres), 170 F. Cette édition a été préparée par Carl Barbier, de l'université d'Edimbourg, dont la mort en 1978 a été ressentie comme une perte cruelle par tous les Mallarméistes. Elle a été reprise et sera menée à bonne fin par Gordon C. Millan, de l'université de Glasgow.

(2) Cent vingt-sept de ces quatrains figurent, sous le titre *Les Lettres de la poste*, dans toutes les bonnes éditions de Mallarmé, en particulier « La Pléiade » et le volume *Vers de circonstance*, chez Gallimard.

(3) Je ne vois pas de mot français qui rende mieux que cet allemand l'idée de : petits riens, vécilles, babioles, bagatelles, brimborions, colifichets, mimoscoleries.

GENEALOGIE

La colonne

A la loi du 28 pluviôse de l'an VIII (17 février 1800) a été créée les nouvelles bases de l'administration départementale. Cette loi a subi depuis que peu de modifications.

Ange-Marie Eymar, ex-constituant, fut le premier préfet du département du Léman, il prit possession de son poste à Genève le 30 mars 1800 et y mourut le 11 janvier 1803.

Les seize membres du conseil général du département du Léman étaient nommés par le pouvoir central.

La Révolution respecta les communes, qui avaient leur administration propre, tandis qu'elle créa les départements et les districts. Ces districts furent supprimés par la Constitution de l'an III et remplacés par une administration cantonale. La Constitution de l'an VIII créa l'arrondissement communal, géré par le sous-préfet.

Dans le département du Léman, les maires de l'an VIII restèrent en place, « ne pouvant être remplacés même quand l'expérience de cinq années a prouvé leur négligence et leur impéritie » (1), car le préfet Eymar ne connaissait pas le département du Léman avait alors choisi ceux qui étaient en fonctions. Le conseil général avait décidé d'élever, en face de l'île, un monument à la gloire nationale. Sur la colonne départementale de Bel-Air devaient figurer des noms de militaires qui s'étaient distingués.

Le 23 germinal de l'an IX (12 avril 1801), le préfet indique ces noms au conseil général.

« Ardin André, du Grand-Sacconex, sergent au 10^e bataillon d'infanterie lé-

gère, tué à Arlaquines le 26 floréal de l'an II, après un combat opiniâtre et y avoir eu les deux bras emportés par un boulet (1).

« Vindret Jean-Marie, de Ville-la-Grand, chef du 1^{er} bataillon de la 19^e brigade de ligne, tué le 9 messidor de l'an III (28 juin 1795) en commandant une attaque vigoureuse dirigée sur la redoute de Melony, près Lorian.

« Godey André, de Colley, volontaire du 2^e bataillon de l'Ain, et Allod François du même lieu, grenadier au même bataillon, tous deux tués dans des combats contre les chouans où ils firent preuve de beaucoup d'héroïsme.

« Trappier Joseph, de Carouge, près Genève, capitaine dans la 27^e demi-brigade d'infanterie légère ; ... après avoir combattu avec bravoure à la tête des carabiniers, appelé par son seul courage à ce poste glorieux, tomba mort à Naples sur le champ de bataille atteint de trois coups de feu le... » (1).

Le 7 prairial de l'an X (28 mai 1802), le conseil général insiste auprès du gouvernement pour que soient réhabilités trois citoyens privés de leurs droits de Français, ce sont : « Jacques-Antoine Duroveray, Jacques Mallet du Pan l'aîné (1749-1800), ardent défenseur de la monarchie qui avait quitté la France en 1792 et s'était retiré à Genève, ainsi que François d'Yvernois (1757-1842), avocat exilé en 1782, après s'être retiré en Angleterre, il ne revient dans la cité de Calvin qu'en 1814 pour représenter Genève au Congrès de Vienne » (1).

L'abus des armes courtes à feu et des styles que prohibaient les anciennes lois font leur réapparition en 1801. La jeunesse est armée.

« Les difficultés surgissent du fait qu'on ne peut distinguer les malintentionnés, qui ont plus de facilités pour exercer leurs vols et vengeance et semer la crainte et l'épouvante. Parmi les bons citoyens, même, des rivalités et des rixes éclatent, troublant le repos et la tranquillité » (1).

La lecture des registres de délibérations des conseils municipaux ou des conseils généraux permet très souvent de

connaître la petite histoire des individus d'une époque donnée et dans un lieu précis.

C'est le cas de la décision d'élever un monument — aujourd'hui disparu. Dans ces délibérations apparaissent notamment les noms de ceux qui figureraient sur le monument.

Parfois, de tels dépouillements ont été effectués par des historiens ou des membres de sociétés savantes. Les généalogistes ont intérêt à prendre contact avec ces sociétés afin de pouvoir prendre

connaissance des travaux de membres tout en apportant leur propre contribution, si modeste soit-elle.

En Savoie et Haute-Savoie siègent l'Académie florimontane à Chambéry et l'Académie chablaisienne à Thonon. ■

LÉO JOURNAUX.

(1) F. Gaillard — *Mémoires et Documents* publiés par l'Académie chablaisienne — Tome XLVIII — 1944-1945.

Le Monde DES PHILATÉLISTES

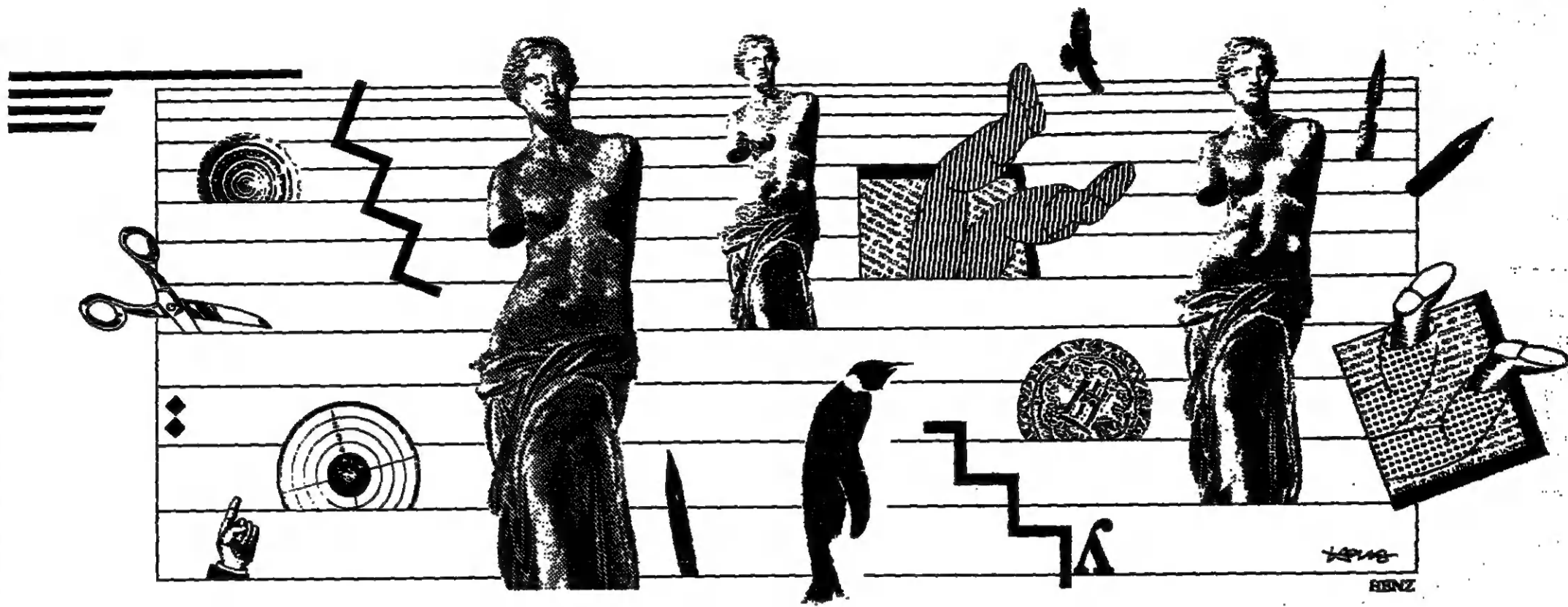
AVRIL 1983

Pour une nouvelle rencontre avec des hommes remarquables : JULES CÉSAR

Les manchons « PHOSPHO » de « Sabine »

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10 F

NOUVELLE



La ville aux mille musées

par GEORGES-OLIVIER CHATEAUREYNAUD

Pour les couvres d'un certain déjeuner rue de V., au cours duquel cette histoire s'est posée sur la nappe comme un papillon, et pour notre hôte.

On ne saurait séjourner ici sans avoir de longue date réservé sa chambre dans un hôtel, car on chercherait en vain, sur place, à se loger chez l'habitant. L'habitant ! S'il n'est pas hôtelier, il est conservateur ou gardien de musée. On a bâti extra-muros des villas pour les chartistes. Le petit peuple, femmes de ménage, serveurs, employés de mairie, vient des hameaux voisins. En fin de journée, tout ce monde-là rentre chez soi en voiture ou en autocar. Et si d'aventure quelqu'un manque la dernière navette, il faut voir comme l'étourdi se hâte vers l'asile de nuit qui jouxte le commissariat de police. Nul danger cependant : il n'est pas de cité plus sûre. Mais une crainte les envahit quand la nuit tombe. S'ils savaient quelle douceur succède à l'ultime pétarade du car !

Combien de fois l'ai-je constaté ? On dirait que la brise du soir attend cet instant pour laver les rues de tout miasme profane. Combien de fois l'ai-je gneté, ce premier souffle imperceptible, ce frémissement d'ailes de l'Esprit s'éveillant ? Je ne sais. Je n'ai pas vingt ans, mais je hante ce lieu depuis toujours, me semble-t-il. Quand le vent est au rendez-vous, je sors de l'obscurité de la porte cochère où je me rencoignais, et je prends possession de la rue. Je me retourne vers le vieux quartier, vers le cœur sacré de la ville. Là vécut les Anciens, berdes aventureux, moines blêmes, mauvais écoliers ou poètes de cour enflamés, hypocondres en tricorne, petits-bourgeois hallucinés... Je me dresse face à eux dans mon faux blouson d'aviateur et mon jean élimé, et je ris avec eux de connivence, moi qui n'ai pas encore écrit une ligne. Et je me mets en marche, encouragé, caressé, gentiment poussé aux épaules par la brise.

Nous sommes ainsi une quinzaine de parias qui survivons entre ces murs. Vêtus de haillons, perpétuellement affamés, traqués par les vigiles municipales, nous nous terrons le jour et ne sortons qu'à la nuit pour fouiller les poubelles des hôtels. Chacun de nous a quitté un beau matin sa ville, son emploi, sa famille, pour venir vivre ici comme un rat. C'est d'ailleurs ainsi qu'on nous appelle : les rats.

J'ai longtemps été le benjamin de la horde. J'avais seize ans, quand je me suis glissé par un soupirail dans la cave d'un musée, quelques minutes avant le départ. J'étais arrivé le matin même avec un groupe de lycéens. De mon trou, j'ai vu sans regret l'autocar s'ébranler et disparaître, emportant mes camarades vers des destinées ordinaires.

L'an dernier, coup sur coup, deux adolescents se sont joints à nous. Un lycéen qui a laissé comme moi l'autocar repartir sans lui, et un petit paysan du voisinage. De l'avis général, le lycéen ne fera pas de vieux os parmi nous. Trop bruyant, et trop lent ! D'autre part il choisit assez mal ses cachettes. Tôt ou tard, les vigiles le prendront au collet. Ils le passeront à tabac et ils le renverront chez lui. Le petit paysan, Gustin, est d'une autre trempe. Les vigiles, qui, de courses à l'échelle en guets-apens manqués, finissent par nous connaître tous, ignorent encore sa présence. Et puis Gustin écrit déjà d'admirables poèmes. Notre doyen, Paul le Vénérable, m'honore parfois de ses confidences. Il n'est pas loin de penser que Gustave a l'effort, et qu'il accomplira un jour l'exploit dont nous rêvons tous.

« Un jour, m'a-t-il dit, un jour peut-être, la cachette de Gustin deviendra un musée à son tour. »

La cachette de Gustin, ce doit être une penderie désaffectée, ou une malle oubliée quelque part sous les combles d'un musée — le musée Robinson, ou le musée Ballantre, car il rôde souvent par-là... Je l'avoue, je me suis mordu les lèvres de dépit. Paul le Vénérable ne paraît pas envisager que ma cachette favorite puisse devenir elle aussi un musée.

LES mardis, les musées sont fermés. Le mardi seulement nous sortons en plein jour, et nous nous mêlons aux touristes découverts. Nous leur quémandons des cigarettes et des friandises. Le maire a fait passer la consigne : les touristes n'aiment pas qu'on nous pourchasse sous leurs yeux. Les vigiles ne se montrent pas. Mais en fin d'après-midi, à peine le dernier touriste rentré à son hôtel, nos adversaires déchaînés s'élancent par les rues. C'est alors, dans la nuit de mardi à mercredi, qu'ont lieu la plupart des captures.

Les plus prudents d'entre nous s'éclopent bien avant la nuit tombée. Où nous cachons-nous ? Oh ! chacun tient ses planques secrètes ! Pour l'y avoir découvert par hasard cet été, je sais que Paul le Vénérable ne dédaigne pas de s'abriter dans les cabinets de l'évêché, lesquels furent transformés en musée au siècle dernier, après qu'un sous-diacre y eut écrit de très belles méditations chrétiennes. Pour ma part, un mardi sur deux, non sans m'être assuré que nul ne me suit, je porte mes pas vers l'ancienne salle d'art lyrique. J'y pénètre par une plaque d'égoût qui se trouve servir également à l'aération des sous-sols de l'Opéra. Après avoir emprunté un dédale de couloirs et croché quelques portes, j'accède au magasin des accessoires. Là, par une trappe aménagée entre ses omoplates, je me love dans les reins de plâtre de la statue du Commandeur. Un mardi soir sur deux, disais-je : l'autre, je dors dans un canon, là-haut sur le rempart.

Il m'est arrivé voici peu de jours une chose bien étrange. J'avais subtilisé la veille une bouteille de vin, et même deux, oui, deux bouteilles de vin dans un casier oublié par un livreur à la porte d'un hôtel. Si bien que je m'étais endormi en fin de soirée en l'hôtel de Paillac, aujourd'hui musée Paillac, sur le lit de parade de l'auteur des *Bricoles* de Sylvie.

Au matin bien entamé, un petit vieillard à col cassé m'a tiré de mon sommeil.

« Jeune homme ! Réveillez-vous, allons ! »

— Hein ? Quoi ?

— Réveillez-vous, vous dis-je ! Vous êtes très imprudent !

Je fus debout d'un bond, en dépit de mon état. A n'en pas douter, j'avais devant moi le conservateur du musée. M'attendant à voir s'y bousculer une escouade de vigiles, je jetai vers la porte de la chambre ducal un regard anxieux.

« Rassurez-vous, me dit le vieillard, je n'ai pas appelé. »

Il lut sur mon visage l'expression de ma surprise.

— Voyez-vous, il n'est pas donné tous les jours à un conservateur de s'entretenir avec un...

— Avec un rat ?

Le conservateur hochait la tête.

« Mais vous ne me semblez pas encore tout à fait en mesure de satisfaire ma curiosité. Venez avec moi. Je vais vous donner de mon café. Il est excellent, vous verrez ; ma femme m'en prépare tous les matins un thermos. Ainsi vous êtes un... »

— Un rat.

— Je suis ravi ! Mais détendez-vous ! Vous êtes en sécurité, ici, dans mon bureau. Personne ne viendra nous déranger : le musée Paillac est un des moins visités de la ville. Ne craignez

rien non plus de mon gardien : il m'est totalement dévoué. Voulez-vous encore du café ? »

J'acceptai une seconde tasse du délicieux breuvage.

« Et maintenant, racontez-moi... Comment est-ce ? Il y a longtemps que vous vivez ainsi ? Vous avez des amis ? Comment sont-ils ? Vous écrivez, bien sûr ! Vous n'avez rien, là, sur vous, à me montrer ? »

Il me garda jusqu'au milieu de l'après-midi, et insista pour que j'emporte la moitié de son repas : un pilon de poulet et une orange, qu'il enveloppa lui-même dans un sachet de plastique.

« A mon âge, on ne mange plus guère... Revenez me voir, n'est-ce pas, revenez souvent ! Vous ne pouvez pas savoir comme j'ai attendu cette rencontre. Vous, les... les rats, vous êtes la vie, vous êtes l'espoir ! Nous autres (il eut un geste las de la main pour désigner son somptueux bureau, le cabinet de travail du duc de Paillac), nous autres nous gérons la poussière et la mort. Allez, jeune homme, soyez prudent, surtout, et revenez. J'ai encore beaucoup de choses à vous demander, et quelques-unes à vous apprendre. »

JE n'ose avouer à M. Ceaurduroy — c'est le nom de mon nouvel ami — que je n'ai encore rien écrit. Nous nous voyons souvent ; il me gave de bouffes en daube et de gâteau de riz. Mme Ceaurduroy cuisine à la perfection. Même réchauffé à la diable dans une gamelle sur un petit réchaud à gaz, son bouffon en daube est un merveille. J'hésite à présenter Gustin à mon bienfaiteur. Il me faudrait alors partager le fricot. Peut-être même Gustin me supplanterait-il auprès du conservateur ? Ce serait trop bête ! Non, décidément, laissons les choses en l'état : à Gustin le génie, à moi le bouffon en daube.

De peur que M. Ceaurduroy ne se lasse trop vite de ma compagnie, je prends soin de ne lui dévoiler qu'un à un les secrets de la horde. Tout l'intéresse : nos conversations, nos petites combines, notre conception du monde. Parfois aussi, parlant à mots couverts comme s'il craignait d'en dire trop, il aborde un sujet bien déconcertant. Selon lui — si j'ai bien compris, — la municipalité nous tiendrait à la fois en respect et en réserve. Il suffirait que le maire lâche une bonne fois la bride à sa police pour que celle-ci se saisisse de nous tous en une seule grande rafle. Le plan est prêt. Le maire en ajourne délibérément l'application. Or a des vues sur nous. On nous ménage, dans quelque dessein tortueux. Mon Dieu, comme tout, hier encore, me semblait simple et clair ! Nous étions des Héros de l'Esprit, qu'une autorité obtuse persécutait. Je me demande à présent si

nous ne constituons pas en réalité une sorte de cheptel, sélectionné en secret par un propriétaire infiniment patient...

Je me suis résolu à amener Gustin au musée Paillac. Il avait sur lui deux courts poèmes, recopiés de sa grosse écriture ronde sur des pages de garde arrachées de précieux volumes de la bibliothèque du mesé Ballantre. M. Ceaurduroy les a lus et refusé avec une avidité semblable à celle qui me faisait me jeter, au début, sur les gamelles préparées par son épouse. Des larmes coulaient sur ses vieilles joues.

Il a pressé Gustin sur son cœur. « Mon petit ! Mon petit ! », balbutiait-il. Gustin, l'air ébahi, s'est laissé embrasser gauchement. Je les ai trouvés assez ridicules, tous les deux. Depuis cet instant, je le sens bien, je ne compte plus guère. Il n'y en a que pour Gustin. Oh ! M. le Conservateur sait vivre ! Il apporte maintenant double ration de nourriture. Mais le gâteau de riz de Mme Ceaurduroy me reste à présent en travers de la gorge. Qu'importe ! Après quelques atermoiements, j'ai tout de même fini par agir selon ma conscience. Je crève que je n'ai plus rien à faire au musée Paillac.

Nous sommes mercredi. Cette nuit, Gustin s'est tué. Il a glissé du toit du musée Robinson, sur lequel il s'était réfugié pour échapper aux vigiles. J'y suis monté ce matin, avec Paul le Vénérable et quelques autres. Je ne sais trop ce que nous avions en tête... Une espèce de pèlerinage.

De là-haut, nous avons assisté à une scène que je fus le seul à comprendre. Devant une silhouette tracée à la craie sur le sol, engoncé dans son manteau en poil de chameau, se tenait le maire. Il semblait perdu dans une rêverie maussade. Les vigiles tenaient les touristes à l'écart. M. Ceaurduroy est apparu. Il est venu se planter devant le maire, et l'a giflé de toutes ses forces. Puis il lui a jeté au visage une liasse de feuilles.

A côté de moi, Paul le Vénérable écarquillait les yeux.

« Qu'est-ce que c'est que ce cirque ? »

— Je vous raconterai.

Il m'a dévisagé avec une attention qu'il ne m'avait plus accordée depuis longtemps.

« Oui, tu me raconteras. Au fait, je voulais te dire : il est temps que tu te mettes à écrire, non ? »

— Oui, il est temps.

En bas, M. Ceaurduroy avait tourné les talons. Laisant le maire agenouillé, occupé à récupérer les feuilles que le vent menaçait d'éparpiller, il marchait à grands pas furieux vers sa voiture.

* Prix Renaudot 1962 pour le *Facile des songes* (Grasset), Georges-Olivier CHATEAUREYNAUD, né en 1947, en l'honneur de deux recueils de nouvelles, *Le Pas dans la chaudière* (Grasset, 1973) et *La Belle Chaudière* (Grasset, 1976). Il a aussi publié *Le Verger* (Balland, « Instant romanesque », 1978) et deux autres romans : *Les Ménagers* (Grasset, 1974) et *Musique Chère* (Grasset, 1978).